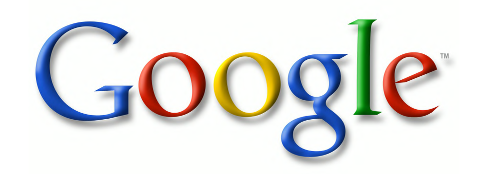
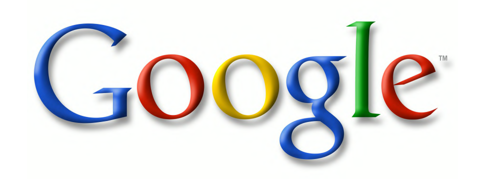
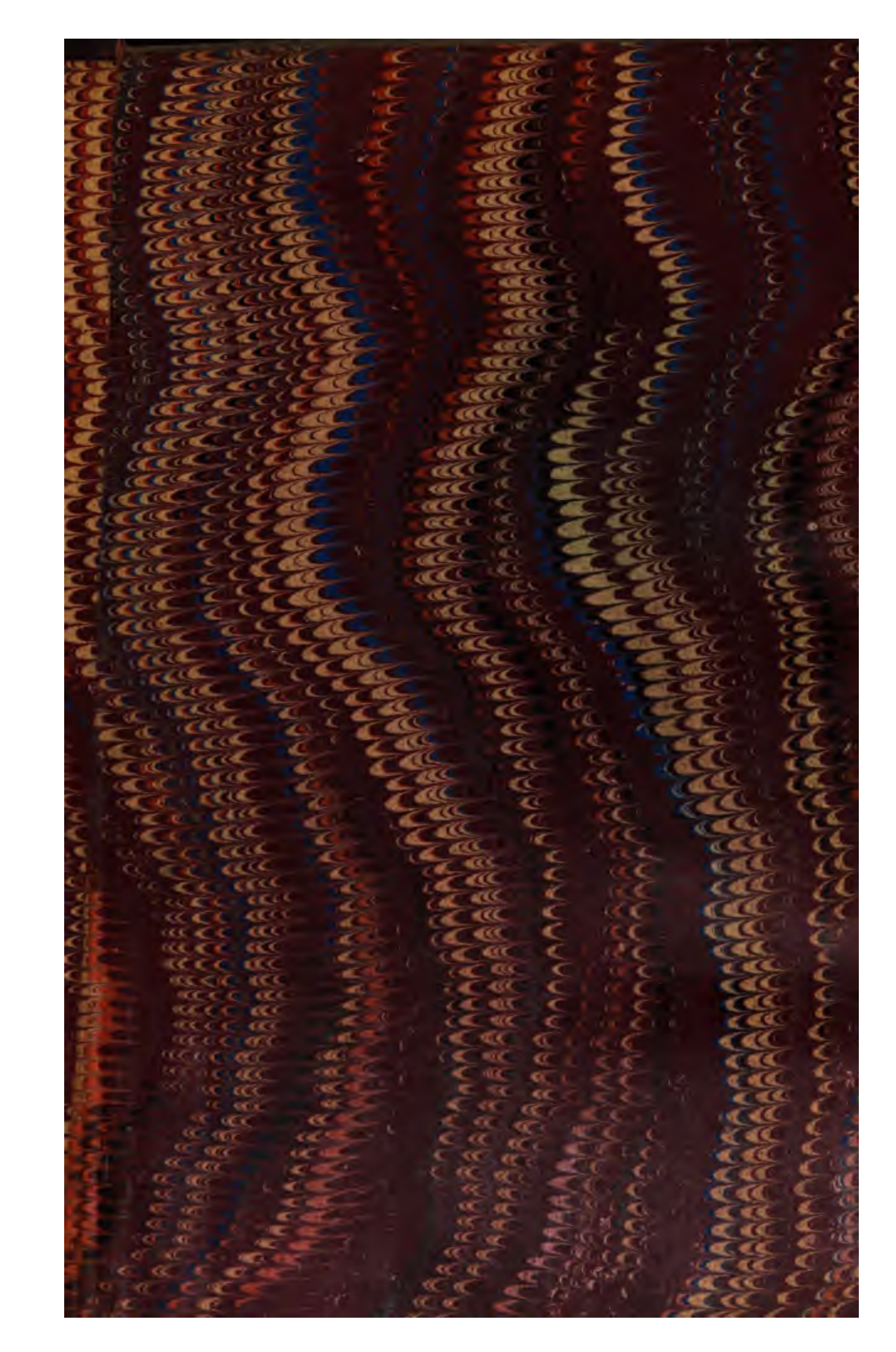







1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





PARIS

JOURNAL DU SIÉGE

PAR

Quinet, Hermione (Asachi)

Mme EDGAR QUINET

PRÉCÉDÉ D'UNE

PRÉFACE D'EDGAR QUINET



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17-19, GALERIE D'ORLÉANS

1873

PRÉFACE

Cet ouvrage a été écrit, jour par jour, au bruit des catastrophes, au milieu du bombardement. Ne cherchez pas ici un langage étudié. C'est le cri des choses.

N'est-ce pas aussi ce qui est le plus nécessaire? Après l'invasion, ce qui nous menace, c'est la subtilité; après les uhlans, les sophistes.

Si nos calamités doivent nous servir à quelque chose, il faut garder non pas seulement le souvenir des faits, mais l'émotion irréfléchie de chaque jour. Car c'est là ce qui s'effacera le plus vite. Bientôt les historiens érudits viendront, qui, au gré de leur système, altéreront l'esprit et le sens des événements. Qui nous rendra alors l'impression première de ces désastres, s'il n'en reste pas quelque part un vestige dans la chronique émue d'un contemporain?

Comment l'âme humaine a-t-elle été frappée de la verge de fer? Quels cris a-t-elle poussés? Où étaient son espérance et sa force? Comment a-t-elle survécu sous tant de ruines? Voilà ce que je veux savoir dans toute histoire, et surtout dans la nôtre. Rien de plus rare que de trouver la réponse à ces questions.

Que ne donnerais-je pas pour qu'une âme véridique eût noté jour par jour ses douleurs, ses attentes, ses indignations, ses colères, ses espoirs, ses angoisses aux époques de bouleversement ou de rénovation du monde, pendant la Révolution de 89, sous la Terreur, sous les invasions de 1814 et de 1815? Je n'aurais pas à chercher, à recomposer péniblement l'accent de la nature humaine sous la cendre des événements. Au lieu d'une science érudite, plus ou moins incertaine, je posséderais ce qu'elle ne peut ni donner ni refaire : le battement du cœur humain à chacun des grands jours du passé.

Pour moi, si je dois ajouter mon témoignage à celui d'un autre moi-même, je dirai que ces cinq mois du siége de Paris ont été les meilleurs de ma vie, parce que ce sont ceux où j'ai vu la nature française atteindre sa plus grande hauteur.

Sous chacun des régimes que j'avais traversés, j'avais senti le même faux, le même vide effrayant; souvent je m'attendais, en pleine paix, à voir la France s'abîmer dans le gouffre que chaque gouvernement creusait sous ses pas.

Pour la première fois, je vis une France sans réaction, sans détours obliques, sans jésuitisme, sans servitude. Combien cela était nouveau pour moi! L'action conforme à la parole. Point de manéges souterrains, l'âme d'une grande nation qui planait sur la ville; plus de savoir-faire, chacun relevé et transfiguré; tous les visages rayonnants de l'éclat des bombes; le long mensonge dissipé par le voisinage de la bataille; le fer et le feu ramenant les plus endurcis à la vérité, à la sincérité perdue; une ville qu'on disait si légère et qui s'est trouvée avoir un cœur de bronze; inflexible tant qu'il lui est resté une bouchée de pain; l'ennemi, qui avait compté sur la discorde, étonné de rencontrer, au lieu des petites passions d'un peuple vieilli, la patience, l'énergie d'un peuple neuf; Sparte au lieu de Byzance.

Voilà le spectacle que j'ai vu et qui me reste présent. Heureux qui a pu le raconter avec vérité et le faire revivre une seconde fois!

Tant qu'il y aura une France, elle se retournera avec orgueil vers ces jours immortels.

Versailles, 23 mars 1873.

EDGAR QUINET.

LIVRE I

L'INVASION

I

DERNIÈRE HEURE DE PAIX. — LA GUERRE

Je veux rappeler ici la délicieuse matinée du 15 juillet 1870, dernière heure de paix.

C'était dans le jardin supérieur, en face de la jolie maison à l'italienne, aux colonnettes enroulées de rosiers, que nous habitions vers la fin de l'exil. Quelques vieux noyers ombragent un ruisseau voilé de hautes herbes et de fleurs; ses eaux glacées se précipitent sur des dalles blanches; un banc circulaire entoure l'arbre qui étend sur nous ses branches épaisses. J'écris, mon livre appuyé contre le tronc moussu où se promènent des fourmis; elles passent et repassent le long de mon papier; du bout de la plume, je les remets en leur droit chemin.

Jouissances calmes et simples, que vous êtes difficiles à conserver, même à la campagne! car rien n'est plus rare que la paix de l'esprit. En ce moment, elle est profonde en nous, autour de nous. Une température plus fraîche succède à des jours de feu et permet le travail en plein air.

Penser en face de la nature, l'âme mêlée à l'arbre qui vous ombrage, au torrent qui vous berce, à la vie

qui fourmille, quelle plénitude de l'existence! C'est prendre possession de la Création. Elle nous est souvent voilée par mille soucis; car cette terre si belle est peuplée de méchants qui s'interposent entre la nature et nous, troublant nos plus pures joies par les pensées amères qu'ils sèment dans nos cœurs.

Pourquoi la première heure matinale est-elle vraiment sacrée? C'est que tout dort; on sent les passions assoupies, les hommes désarmés; ni haines, ni intérêts sordides; la terre respire plus librement; le chant de l'alouette s'élève seul vers le ciel et avec elle l'aspiration fervente.

Sous le feuillage touffu de ce beau groupe, planté par les Bernois, cette vérité m'apparaît distincte : en réalité, on ne travaille que pour l'avenir. Les générations futures seules recueillent le fruit de nos labeurs. Ces arbres aussi ne versaient pas tant d'ombre à leurs contemporains. Consolante pensée : travailler pour l'avenir! On devient indifférent à la louange, au blâme, patient, plein d'espoir. Oui, le sacrifice du citoyen, le livre où le penseur met toute son âme, sont mieux compris après eux.

Les vérités qu'ils répandent, l'exemple de leur vie, pénètrent aujourd'hui un petit nombre de cœurs d'élite; mais la foule n'en profitera que longtemps après, quand le temps aura fait lever la moisson, quand ces troncs robustes, cette vivante coupole auront défié les orages.

Ils nous protégent encore après trois siècles; qu'ils soient bénis! et cette divine matinée aussi! elle réfléchit la sérénité du lac et du ciel.

—

Le lendemain, un coup de foudre. Première déclaration de guerre! Et dans le même journal, après la mémorable séance du Corps législatif, aux *Dernières nou-*

velles, cette dépêche sinistre : « Les troupes prussiennes sont entrées en France par Forbach. »

La France envahie! la France envahie!... Est-ce moi qui écris ces mots? Le sol sacré souillé par l'étranger... Les Prussiens en France?... Est-ce vrai? est-ce possible?... La France est-elle donc morte? De grandes batailles se livrent peut-être à cette heure!... O qui nous donnera des nouvelles? L'invasion! et du premier coup... Ah! les misérables! ils ont voulu la guerre à tout prix et n'ont pas même su protéger nos frontières. Cette guerre impie, entreprise malgré la nation, contre la nation, c'est un véritable coupe-gorge de l'humanité. Mais la guerre portée sur le territoire français, dès les premiers pas la France envahie... cette idée fixe est mortelle à la raison. On deviendrait fou de stupeur [1].

—

Des heures pesantes, taciturnes, dévorées d'angoisses, succèdent maintenant à la vie ailée, radieuse de l'esprit. Une noire tristesse emprisonne l'âme. Avec quel serrement de cœur on revoit la lumière du jour, auparavant si bénie! Désormais elle éclaire les luttes, les carnages, les désastres, la honte. Des flots de sang, des flots de mensonges inonderont la terre. On n'entendra plus que le lugubre cliquetis des armes serviles et les cris des peuples mourant pour leurs Césars. La France républicaine traînée à la boucherie... et pourquoi? Pour raffermir le pouvoir chancelant du crime. Que veulent-ils? Étouffer la liberté dans son germe, l'empêcher de naître, de grandir, faire rentrer la France dans la nuit, dans la mort. Après vingt ans de servitude asiatique, ce peuple commençait à renaître. C'est une guerre d'extermina-

1. La nouvelle de l'entrée des Prussiens sur le territoire français, prématurée le 16 juillet, se vérifia cinq jours après.

tion. Toute l'Allemagne se jettera dans l'incendie. Il s'agit, pour ce peuple orgueilleux, de montrer qui l'emportera, du Germain ou du Gaulois. Quel recul effroyable de la civilisation! Tous les nobles instincts changés en appétits sanguinaires! Toute vie de l'âme transformée en fureur de bêtes fauves... Pauvre France! pauvre France! c'est le mot qui vient sans cesse du cœur aux lèvres. France, si pleine d'avenir au mois de mai, dans quelles mains se trouve l'honneur de ton drapeau!...Comment se terminera cette lugubre épreuve?... Un vieux mot breton la résume : « Ce jour, ce combat, sera l'époque de notre servitude éternelle ou de notre liberté recouvrée. »

O les heures nocturnes, les sombres appréhensions près du torrent desséché de la Verraye, ou sur le banc au-dessus de l'abri désormais appelé le banc de l'Invasion! Nous regardions les impassibles étoiles, les vers luisants dans les buissons et les éclairs de chaleur sur la cime des rochers de Naye.

Non, ce n'est pas la bouche qui profère ces mots déchirants dans le silence de la nuit. Gémissements, anxiété, profonde pitié pour ce peuple se mêlent dans un murmure qui n'appartient plus à la parole humaine; c'est la langue inarticulée de la douleur et de l'amour.

—

Voilà donc toute l'Europe embrasée, la terre remuée jusque dans ses fondements par un caprice de Louis Bonaparte.

Si la République eût jeté cette perturbation dans le monde, y aurait-il assez de malédictions contre les auteurs de cette guerre! Mais de l'homme de décembre on tolère tout. On le méprise et on le ménage; ce qui plaît en lui, ce sont ses vices. Il est l'incarnation des mensonges, des corruptions, des réactions, le garant des

despotismes européens et de l'agiotage, l'appui des jésuites, des ultramontains, le fondateur du byzantinisme moderne. Rien en lui n'a excité le dégoût, la haine du monde. Il débute par le crime, il continue dix-neuf ans dans la voie du crime; massacres, déportations, emprisonnements, répression de la pensée, compression par la terreur, dissolution des mœurs, on lui passe tout. Le monde chrétien, civilisé, rangé, honnête et modéré, a eu le spectacle d'un soi-disant empereur donnant au vice le temps qu'il dérobait à la politique d'extermination. On a tout admiré en lui : ses cotillons, ses transportations, ses emprunts, ses discours, ses expéditions, ses voyages, ses congrès, ses agressions, ses échecs, ses maladies, ses turpitudes et ses œuvres complètes; on a tout loué, excusé, acclamé, parce qu'il était le syndic des banqueroutiers, le général des jésuites, le gendarme des monarchies despotiques. Et voilà pourquoi on lui fait la guerre sans vouloir le renverser. Et c'est cet homme qui va sacrifier des millions de vies pour écraser la liberté renaissante. Ils l'ont dit : « Guerre aux irréconciliables. »

Alternative terrible, cercle vicieux, infernal : si la France est battue, c'est l'invasion, la mort de la patrie. Si elle est victorieuse, la dynastie césarienne est fondée, rajeunie dans un bain de sang, l'Europe décembrisée.

Les Français auront-ils l'énergie d'extirper à temps la cause de leur ruine morale et matérielle ? Hélas ! ne peuvent-ils se débarrasser de leurs tyrans qu'au prix d'un Waterloo !

On discute déjà l'hypothèse d'un siége de Paris ! Et ces mots ne les brûlent pas ? En prévision de ce désastre suprême, ne se lèveront-ils pas enfin comme un seul homme pour prononcer la déchéance ?

S'il y a un peuple, justice sera faite. Déchéance au

nom de dix-neuf ans de crimes ! Déchéance au nom de la patrie menacée. L'homme du Deux-Décembre a livré la France à l'étranger. Trois fois en un demi-siècle, la famille Bonaparte déchaîne sur la patrie l'opprobre de l'invasion. Dix-neuf ans de servitude devaient aboutir au désastre des désastres : la violation du sol sacré que Jeanne d'Arc et la Révolution française avaient sauvé.

On refuse aux Français des armes pour défendre la frontière menacée. Point de garde nationale.

Au lieu de la grande voix de la patrie en danger, un pastiche de Tibère : « Le drapeau que nous déployons est celui de notre grande Révolution. »

La ***Marseillaise*** chantée par ordre à l'Opéra, aux Tuileries ; une ***Marseillaise*** fardée, avinée, drapée du manteau impérial. ***Amour sacré de la Patrie***, le ***Chant du Départ***, applaudis par les histrions et les complices du Coup d'Etat!

Ils ont tout profané !

Mais sont-ils sûrs que l'armée, le peuple ne se redresseront pas tout de bon à ces accents qui réveillent les morts ?

Louis Bonaparte s'est dit : Je les ai foulés aux pieds pendant dix neuf ans, je les ai dépouillés de tout, je les ai accablés de mille fléaux et d'outrages; puis, quand le moment critique viendra, je déchaînerai la guerre, j'invoquerai les souvenirs de la grande Révolution, et ils marcheront avec enthousiasme.

—

Avec enthousiasme ? Non. Le désordre, l'incurie éclatent dès les premiers pas. Les soldats sont en proie à la faim. A Paris, à Metz, dans les grandes agglomérations, ils manquent de pain et invoquent la charité publique. La panique règne déjà aux avant-postes ; le soldat est inquiet, nerveux, la moindre alerte le trouble, partout

les sous-officiers font défaut; on répand le bruit que les Prussiens ont miné le pays.

L'entrée en campagne des armées commandées par l homme de Boulogne et de Strasbourg manque dès le début. Les Prussiens, pris au dépourvu, rassemblent leur landwehr, massent leurs troupes ; on conçoit qu'ils ne se précipitent pas sur la France. Mais le conspirateur qui se prépare depuis quatre ans, d'où vient son inaction pendant quinze jours ? Il était prêt, plus que prêt, pas un bouton de guêtre ne manquait : que n'empêche-t-il les mouvements de concentration des Prussiens ? Ses indécisions politiques, les verrons-nous appliquées en stratégie ?

On part pour cette guerre et on oublie poudre et cartouches. Mais les fourgons d'argenterie, les meubles somptueux suivent les généraux. O mœurs de l'Empire ! Ces brillants états-majors absorbent tout; le soldat ne possède rien. Ce monde prétorien, chamarré d'or et d'argent, aime à parader; les généraux prussiens mangent leur pain de seigle sans nappe, les colonels prussiens couchent à terre sans tentes, chaque officier a une carte d'état-major dans sa poche, et le général français demande : « Y a-t-il loin de Metz à la frontière ? » La marche de nos soldats est constamment entravée par l'encombrement des équipages. Des régiments partis à neuf heures du matin pour arriver à trois heures ne sont pas encore campés vers minuit. La viande est à la veille de manquer.

Aussi ceux qui savent le secret des choses ne sont pas sans inquiétude.

Mais comment trembler pour l'armée française, la première armée du monde ?

La bravoure militaire est aussi naturelle aux Français que de respirer. C'est plutôt l'âme française qu'il

faut défendre contre tout compromis de conscience. Un pays en armes est toujours sûr de vaincre.

Mais si les Français allaient confondre la dynastie et la patrie ? Oh ! alors, tout serait perdu.

Verrons-nous cette nation dans l'impuissance de se délivrer elle-même ? Eh quoi ! elle n'aurait pas l'énergie de proclamer la déchéance de son plus cruel ennemi, qui lui a tout ravi, liberté, honneur, et jusqu'à la volonté d'être libre ?

Profonde est notre douleur.

Ce temps est le plus amer que nous ayons traversé. Après le coup d'Etat, il y avait un grand parti vaincu, l'immense protestation de l'exil. Aujourd'hui que le crime des crimes est consommé, une guerre inique déclarée sans le consentement de la nation, malgré la France, contre la France, est-ce aux républicains à se rallier autour du proscripteur ? Est-ce lui qui symbolise la patrie, l'indépendance ? Marcher sous la bannière du Deux-Décembre ?.....

Le proscrit frappait la route poudreuse de son bâton, s'écriant : « Voilà ce qu'ils ont fait de la France, à force de passer et de repasser la meule. Plus de force de cohésion ; volontés impuissantes, disséminées. Quelle atroce douleur de voir ce peuple qui s'abandonne ! »

Lui qui a tant souffert, encore enfant, de l'invasion, en 1814 et 1815, il verrait le peuple s'y accoutumer en 1870 ? Depuis que ce cœur bat, il exhale la haine, la malédiction contre ceux qui attirent sur la patrie le désastre des désastres ! Il a prédit cet effroyable dénoûment aux peuples qui livrent leur liberté et renoncent à la vie morale.

C'est un crime de répudier les saintes traditions d'honneur et de vertu que les héros de la patrie nous avaient léguées. C'est un crime de renier la grande

Révolution et de la laisser exploiter par le Deux-Décembre. C'est un crime de retourner à deux mille ans en arrière, au lieu de suivre la voie de la lumière, de l'avenir.

France ! tu seras rudement frappée... et notre deuil, vingt ans de souffrances, aboutissent, nous le sentons, à une catastrophe inévitable, inouïe dans l'histoire.

Que fera le proscrit ? Comment agir du fond de l'exil ? Sa voix se perd dans le fracas des armes et les clameurs insensées d'une tourbe belliqueuse. Voici ses pensées sur cette guerre impie [1] :

La voilà donc cette guerre horrible entre les décembristes et l'Allemagne. (La France ne sait pas même de quoi il s'agit. Elle n'a pas été consultée.) Pour les décembristes, c'est un besoin de couvrir leurs crimes ; ils veulent dépayser, égarer la nation. Ils savent que la guerre est le meilleur moyen d'abrutir la nation que l'on conduit à un stupide carnage. On leur demandait compte de leurs scélératesses, ils espèrent tout brouiller dans le sang. S'ils ont un succès, prolongement d'esclavage pour dix ans. Battus, ils espèrent que la nation s'identifiera à eux. Voilà leur calcul. Aussi quelle précipitation insensée ! Ils pensent n'avoir rien à perdre dans la ruine publique.

Spectacle horrible ! une nation conduite à l'abattoir par les plus vils des hommes.

Les Prussiens ne veulent pas renverser l'homme du Deux-Décembre ; il est pour eux le gardien de l'esclavage de la France. La guerre, dans ce cas, ne serait poussée à outrance ni d'une part ni de l'autre. On débute comme dans les guerres du dix-huitième siècle. Mais ces calculs d'aventuriers peuvent être trompés.

Où se fera l'attaque ? Le but prochain doit être de séparer de la Prusse l'Allemagne du Sud. Si l'on débouche vers le Haut-Rhin, on refoule le sud de l'Allemagne sur la Prusse. Fausse manœuvre.

Pour séparer de la Prusse son aile gauche, il faudrait déboucher par le Mein. Mais on ne peut y songer.

---

1. Je trouve dans un carnet les trois pages suivantes écrites par Edgar Quinet à la date des 18, 19 et 21 juillet 1870.

Reste donc un point, entre Strasbourg et Bâle, et l'on n'aura séparé que la plus faible portion de l'Allemagne du Sud. Résultat très médiocre.

De plus, une armée française qui déboucherait de Kehl aurait sur ses derrières les Prussiens de la Bavière rhénane à Saarrebruck, sur la Saar.

Je suppose un succès. Vous verrez aussitôt le second empire bâcler une paix de Villafranca, pour le prix des Français morts sur le champ de bataille ; vous verrez la conquête d'un peu de fumée. On répétera que le second empire ne vit que de gloire, n'est fait que pour la gloire ; et la France, qu'on aura abêtie entre la crainte et l'espérance, se vautrerait aux pieds du triomphateur.

Pas une seule garantie solide contre l'Allemagne. Il ne peut être question de la prise et de la conquête de la rive gauche du Rhin ; pas une seule conquête véritable, mais de l'apparence, de la jactance, de la servitude. Le système décembriste sera raffermi. Voilà quelle serait la conquête. Ce sont les coquillages que Caligula rapportera encore une fois de sa campagne sur l'Océan. Amis de la liberté, cette guerre se fait contre nous.

Au fond de tout cela, une chose incroyable : c'est l'inertie, la stupeur des hommes ; ils n'ont plus la force, non pas de s'indigner, mais même de s'étonner. On les pousse à la boucherie, ils le savent, ils s'y traînent, aveuglés, abêtis, silencieux, sans pensée, sans souvenirs, déjà changés en cadavres. Qui a fait ce miracle ? Vingt ans d'esclavage.

Hier, ils répétaient encore : *l'Empire c'est la paix*. Aujourd'hui, on les pousse par masses à une guerre dont ils ne veulent pas, qu'ils ne comprennent pas, et ils n'ont pas le cœur même de s'interroger. Ils sont assoupis ; et de quel sommeil empoisonné ! Est-ce la mort qui les réveillera ?

—

19 Juillet. — Le *Times* commence ainsi un long article : « Le plus grand crime national que nous ayons eu la douleur de constater depuis l'établissement du second empire vient d'être consommé. La guerre est déclarée, une guerre injuste, mais préméditée. »

Le plus grand crime! Cet homme chargé de crimes depuis vingt ans, sentait que la conscience publique s'éveillait, que le moment approchait où elle lui en demanderait compte. Il croit qu'il lavera ces années d'infamie dans l'extermination. Tous ceux qui ont été ses complices ou qui le-sont devenus voyaient aussi arriver pour

eux l'heure où la lumière se ferait sur tant de scélératesses ; ils se sont mis aussitôt à crier : Guerre ! guerre !

La terre a-t-elle jamais rien vu de plus hideux que ce chef des criminels et sa bande, jouant au patriotisme !

Ils invoquent la Convention ! Tous ces infâmes s'enveloppent, disent-ils, dans le drapeau. Leur susceptibilité nationale ne peut souffrir la moindre atteinte !

La conscience publique leur a répondu enfin par le mot que nous seuls répétions dans l'exil : « Crime ! » Le plus grand des crimes. Voilà l'écho à leurs hurlements.

Au reste, dans leurs journaux, nous lisons que cette guerre est dirigée *contre nous*, qui nous obstinons dans la justice ; voilà ce qu'ils avouent. Ne l'oublions pas.

—

Jeudi, 21 Juillet. — Quand les armées sont en présence, quand la terre est peut-être déjà rougie de sang, que peut la parole d'un homme avide de justice ? Elle est couverte par le fracas de la guerre. Qui voudrait l'entendre ? L'attente, le silence, l'angoisse, voilà tout ce qui lui reste.

Il ne peut qu'une chose : élever son esprit au dessus de la bataille, tenir son cœur en paix avec lui-même, redire à tous les échos que ces hommes qui sont précipités les uns contre les autres par l'effet d'une seule volonté ou d'une fantaisie personnelle, étaient amis hier, qu'ils sont destinés à le redevenir demain.

Que ne puis-je empêcher de se haïr ceux qui vont s'entre-tuer aujourd'hui ?

La vraie barbarie est cette haine de race à race, de peuple à peuple, qui s'engendre dans le carnage. Car elle survit aux morts et elle empoisonne l'avenir.

C'est la vapeur qui s'élève des champs de bataille ; elle glace jusqu'aux générations futures.

Ne laissons pas, comme cela est toujours arrivé en de pareilles occasions, toute notion de droit, toute lueur de liberté s'éteindre dans le sang.

Les hommes se lasseront de s'égorger au profit de quelques-uns ou d'un seul. Le soir venu, ils auront soif, non pas seulement d'eau, mais de vérités, de sympathies pour guérir leurs blessures.

Veillons sur ces vérités immortelles. C'est, après tout, l'arsenal invincible où chaque nation ira retremper ses armes. Humanisons la guerre.

Nous ne retournerons pas à la barbarie si nous savons nous dé-

fendre de haïr autre chose que la servitude. La journée sera à celui qui ne jettera pas ses meilleures armes, sa liberté, sa conscience, son esprit d'humanité, aux pieds d'un maître.

Aujourd'hui, les hommes qui ont foi dans le progrès humain par la justice sont dispersés. Peut-être le jour viendra où l'on se rappellera que quelques-uns n'ont jamais désespéré des armes de la liberté et de la raison.

—

L'amitié prévoyante de nos amis Bergeron nous arracha à la solitude de Veytaux; ils insistèrent pour nous faire respirer la fraîcheur des bois, l'air pur des hautes Alpes, dans leur chalet des Plans de Fresnières. Nous les rejoignîmes le 1er août. Ces deux heures d'ascension de Bex aux Plans furent déjà un bienfait; nous cheminions à l'ombre des forêts, le long de la rivière superbe; après la région des châtaigniers, la région des sapins. Ce sévère paysage s'harmonisait aux sombres pensées; ou plutôt l'œil morne regardait sans voir les roches décharnées du grand Muveran, les masses gigantesques de granit suspendues sur l'étroite vallée, les blocs partout disséminés dans la verte prairie, les torrents écumants qui se précipitent sous les sapins, et les abîmes à pic où mugit l'Avençon, dans la profondeur des forêts.

La nature alpestre a des facettes infinies. Ces pics menaçants abritent plus d'une retraite adorable. Celle que nous aimions le mieux est une clairière des plus pittoresques; nous l'appelions le carrefour de Robin des Bois. Oui, c'est le lieu de la forêt où se fondaient les balles de l'infernal franc-tireur. Nous avions là un horizon circulaire de verdure, la forêt inextricable, les plus beaux arbres, la rivière fuyant sous les aunes et les sapins, des troncs où l'on pouvait s'asseoir, des fleurs en profusion, une solitude délicieuse, et, de plus, cet arôme des plantes alpestres, cet air frais qu'on buvait avec délices après le siroco de Veytaux.

Malgré la beauté des lieux, la journée se passait dans la plus cruelle anxiété à attendre des nouvelles de France. Quand le facteur rural traversait la pelouse du chalet, on éprouvait une angoisse mortelle en allant à sa rencontre. Combien plus lorsqu'on avait lu le courrier!

Les journaux officiels fabriquaient des victoires imaginaires et niaient la gravité des défaites, mais on n'entrevoyait que trop l'affreuse vérité. Les foudroyantes nouvelles se succédaient coup sur coup. Wissembourg aux Prussiens! les immortelles victoires de 92, les lignes de Wissembourg, le Geisberg de Hoche déshonorés par l'invasion.

Quelle est la revanche de la France impériale? Le pays s'élance-t-il en armes? Non, les Français, garrottés par leur propre gouvernement, sont défendus par des commissaires de police. Rien ne peint mieux l'empire que ce trait : une patrouille prussienne insulte la place de guerre de Wissembourg; elle passe le pont-levis et veut traverser la ville. Ce n'est pas la population qui lui barre le passage... c'est le commissaire de police qui se présente, et voici le dialogue :

— Que voulez-vous?

— Nous venons voir s'il y a ici des troupes françaises, nous demandons à traverser la ville.

— Je vais d'abord en référer au sous-préfet.

Oui, cela a été dit, cela s'est passé en France en 1870. O saint enseignement du Collége de France! L'amour du sol inviolable enflammait alors chaque cœur. Aujourd'hui, c'est le commissaire de police qui discute avec l'invasion.

Pourtant la population ne s'abandonne pas; quelques jeunes gens accourent, barricadent la seconde porte, déchargent leurs fusils en l'air pour avertir les habi-

tants; ils vont en masse se ruer sur l'insolente patrouille allemande. Celle-ci prudemment se retire.

Mais le lendemain matin un parlementaire prussien arrive avec le drapeau blanc; il confère avec le sous-préfet et déclare que l'on considérera comme assassins et traitera comme tels tous ceux qui voudront se défendre et qui n'appartiennent pas à l'armée.

Que l'ennemi érige cette énormité en loi de guerre sans précédent, c'est monstrueux; mais qu'un sous-préfet y adhère, voilà ce qui peint l'empire. En effet, le fonctionnaire impérial rassemble au son du tambour la population, lui fait part des exigences prussiennes et engage le peuple à ***s'abstenir de tout acte d'hostilité envers l'ennemi***, afin de ne pas s'attirer des représailles.

On a dit au peuple : Cela ne vous regarde pas, laissez aux troupes le soin de vous défendre.

Le dernier degré de corruption où l'empire pourrait faire descendre la France, serait de la faire vivre en bonne intelligence avec l'invasion.

Ailleurs, les mêmes faits. Un préfet invite, au son du tambour, tous les habitants à quitter leurs villages et les champs voisins de Saint-Louis, « une masse considérable de troupes prussiennes étant attendues sur ce point. »

Nous ne ferons pas de commentaires. Ce premier fait explique désormais l'audace des Prussiens; ils prennent des villes avec quatre uhlans. La vérité est que l'empire libéral n'osait pas armer les habitants des frontières, aimant mieux les livrer à l'invasion qu'à la liberté. Le refus d'armer la garde nationale prouve que cette guerre est une affaire de prétoriens.

La gradation des malheurs et des hontes fut si rapide qu'on n'avait pas le temps de respirer; tout ce mois d'août passé aux Plans de Fresnières ne fut qu'un long

jour d'angoisse rempli d'effroyables nouvelles. Elles éclataient dans notre retraite alpestre comme la trompette du jugement dernier : Grande bataille de Woerth. Mac-Mahon et le principal corps d'armée complétement battus, toute la ligne française se replie. Frossard battu par Frédéric-Charles, en pleine déroute. Saarbruk incendié, évacué par les troupes françaises, ligne de bataille sur quatre lieues, séries de combats acharnés, les Français écrasés par le nombre ; débandade de soldats sans chef, sans commandement, qui jettent leurs shakos. L'armée prussienne prend partout l'offensive, passe la frontière sur plusieurs points ; la voilà toute établie sur le sol français. Prise de Forbach. Le quartier général français recule de Metz à Châlons. L'armée badoise passe le Rhin et se dirige sur Mulhouse.

Et maintenant, le torrent de l'Allemagne fait irruption partout, il se rue sur la France par Forbach, par Mulhouse, par Saint-Avold ; le flot de l'invasion monte, monte. Chaque matin, avant d'ouvrir les yeux, dans ce demi-rêve qui précède le réveil, j'avais distinctement la sensation angoissante de cette terrible inondation qui submerge la France sous un flot de barbares.

Que diront, que feront les Parisiens en apprenant ces catastrophes ? Au camp de Châlons, à Lyon, à Poitiers, on crie : Vive la République !

Non, il n'est pas possible d'imaginer que la race généreuse qui a fait 1830 et 1848 se courbe plus longtemps sous l'invasion. Nous sentons la vie revenir à ce corps mort. Quelle âme ne brûlerait d'une ambition unique : remettre la patrie dans le chemin de l'honneur, de la liberté, l'arracher au césarisme, ressaisir la victoire par la liberté ?

Oui, après Woerth, nous attendions immédiatement

la déchéance, un gouvernement provisoire, un commandant en chef de toutes les troupes disséminées dans les garnisons en une immense armée sous les murs de Paris, soulèvement des populations, défense du territoire confiée aux gardes nationales. Les Allemands marchant sur Paris, harcelés par la population en armes, se trouveraient ainsi dans une situation terrible.

Eh quoi ! Paris, la France ne réussiront pas à se dégager, par un suprême effort, de l'étreinte du Deux-Décembre ?

Une grande nation livrée pieds et poings liés, ses destinées hasardées à croix ou pile, son âme, son honneur, le passé, le présent, le nom de la France joués par des scélérats ?... Comment survivre à cette douleur ? D'heure en heure nous attendons le cri du réveil. Mais Paris est mis en état de siége. La loi martiale proclamée contre les Français, non contre les Prussiens. Fusillez, fusillez tous ceux qui manifesteront une énergie, une résistance, une pensée patriotique.

Ah ! le triomphe de l'esprit sur la matière n'a jamais été démontré d'une façon plus navrante. Ce qui manque aux armées françaises c'est l'âme, l'esprit de liberté. Si la France avait eu l'énergie de prononcer la déchéance, si elle eût repris la direction militaire pendant qu'il était temps encore, la victoire regagnée par la liberté revenait aussitôt.

Des armes ! s'écrie Paris. Des armes ! l'heure des résolutions viriles est arrivée. Des armes à tous les citoyens ! La manifestation grandit ; la surexcitation est immense. Quatre mille hommes descendent les boulevards au chant de la *Marseillaise*, criant : Ollivier à Cayenne ! Une dépêche privée ajoute : « Peuple tremble de colère. Il faut s'attendre à tout. »

Aurai-je le courage de repasser par cette longue agonie du mois d'août ?

Chaque pas de l'armée française marqué par un désastre, une série de Waterloo... Ceux qui, auparavant, exaltaient des victoires imaginaires, grossissaient à cette heure les défaites et présentaient l'issue de chaque bataille comme un sauve-qui-peut général.

On ne sait où est Mac-Mahon; Frossard est perdu, les généraux disparaissent à l'heure décisive; on élève le chiffre des morts et blessés à dix mille pour la seule bataille de Reichshoffen. L'incurie de l'administration, l'incapacité absolue des chefs égalent la démoralisation des soldats. Voilà ce que nous entendions. Et pourtant les soldats se battent avec furie et ténacité. Les Prussiens eux-mêmes rendent hommage aux zouaves « fermes comme une muraille. »

Le désastre moral était plus effroyable encore.

Pendant que l'Alsace entière est aux mains de l'ennemi, le gouvernement médite un nouveau coup d'Etat : les forces dirigées non contre les Prussiens, mais contre le peuple; des coups de sabre, des charges de cavalerie sur ceux qui demandent des armes. On appelle Prussiens ceux qui veulent défendre le pays. Malheureuse France placée entre deux feux, entre l'invasion qui écrase ses armées et le Bonaparte qui écrase Paris!

Strasbourg investi, les Allemands somment le commandant de se rendre. Enfin voici la réponse d'un brave : « Les remparts ont quatre cents canons, la garni-
« son onze mille hommes; Strasbourg se défendra tant
« qu'il restera un soldat, un biscuit, une cartouche. »

Honneur aux femmes de Wissembourg qui jettent sur l'ennemi de l'eau bouillante, n'ayant point d'armes.

Gardons religieusement ces souvenirs d'honneur; oppo-

sons-les aux proclamations des fonctionnaires bonapartistes de Nancy, de Mulhouse et d'Epernay, qui exhortent les habitants à ne pas résister : « Mulhouse, ville ouverte, est dépourvue de troupes; une résistance ne ferait qu'attirer les plus grands malheurs et nous exposerait à toute la rigueur des lois. Que les habitants s'abstiennent de tout acte individuel. »

C'est le signal de la panique ; les paysans alsaciens, en masse, se réfugient à Bâle avec leurs bagages sur leurs chars.

L'Alsace est envahie ; mais la Lorraine, à l'abri des Vosges, sera-t-elle abandonnée sans combat ?

Mêmes ordres aux habitants de ne pas se défendre contre l'ennemi. Toute la Lorraine émigre ; Nancy est un désert, on fuit dans la montagne, à Châlons, à Paris, partout où l'on espère échapper aux Prussiens. La ligne des Vosges est abandonnée. Et voici la dépêche qu'on lit en se voilant la face : « Nancy : Hier, vendredi 12 août, à trois heures de l'après-midi, date douloureuse pour nous et nos descendants, quatre soldats prussiens ont pris possession de la ville de Nancy, ancienne capitale de la Lorraine, chef-lieu du département de la Meurthe. »

Maintenant le roi de Prusse peut transporter son quartier général sur le territoire français. Pour comble d'outrage, il s'adresse au peuple français et promet aux habitants que leurs personnes et leurs biens seront protégés, tant qu'ils s'abstiendront de toute hostilité contre les troupes allemandes.

Qui peut lire, sans horreur, ces cruelles et méprisantes paroles ? Oui, ce qu'il y a de plus intolérable, c'est de voir avec quel dédain les Prussiens traitent la France. En 1814 et 1815, l'invasion avançait avec précaution, crainte, défiance, sur une terre inconnue, redoutable.

Vingt ans de victoires, la grande Révolution avaient porté si haut le nom de Français! Aujourd'hui, les Français, courbés sous la tyrannie, sont insultés par leurs ennemis. Pas de comparaison possible entre l'invasion de 1815 et celle-ci. Le vainqueur craignait alors le vaincu. A Bourg (souvenir distinct d'Edgar Quinet enfant) on s'embusquait dans un bois avec des armes de luxe et on tombait sur les détachements autrichiens à manteau blanc. L'ennemi se bornait à imposer les villes. Que dire de la férocité des Prussiens qui massacrent nos francs-tireurs sous prétexte que ce ne sont pas des soldats réguliers?

16 *Août*. — Nouvelles de plus en plus lamentables. L'armée française repasse la Moselle sous le feu des Prussiens. C'est un miracle si elle n'est pas exterminée jusqu'au dernier homme. Metz sera investi, l'immense approvisionnement d'armes qui suffirait à la défense du pays sera paralysé. Et l'auteur de cette guerre file sur Verdun et appelle cela : combattre l'invasion. Il est au dessous de lui-même. C'est un commencement de justice. Mon mari s'écriait : « Il s'écroule sous le poids de ses propres crimes ; il perd la tête, la démence seule explique cette honteuse fuite, le respect de l'opinion ne l'arrête pas. »

Second courrier plus affreux encore : Toute l'armée a levé le camp dans la nuit. Ordre de se replier sous Metz. Le soldat irrité, découragé, campé dans la pluie, dans la boue, dit qu'on marche à un désastre.

Les jours suivants, nous apprenons ces batailles gigantesques qui auraient pu être des victoires, si le Yago de l'armée ne les eût changées en désastres.

Borny, Gravelotte, Saint-Privat! noms sanglants, vous rappellerez toujours le dévouement héroïque des soldats et les menées souterraines du chef. En vain les jour-

naux officiels cherchent à atténuer les faits... Nous sentons que ce sont là des batailles suprêmes.

Après cela, silence complet. On ne sait plus rien. L'armée de Mac-Mahon est rejetée, dit-on, à Châlons; un cercle de fer enserre Bazaine. Fera-t-il une trouée pour rejoindre l'armée à Châlons?

La nuit recouvre tout. Ce qui est certain, c'est la mort de cinquante mille Français. La série des batailles du 14 au 20 août, terribles, meurtrières, duel d'artillerie, atteste la bravoure de nos Français, ils sont un contre cinq et se défendent pied à pied. Ce n'est plus la guerre, c'est la boucherie. « Les soldats se battaient comme des lions, mais ils n'étaient pas commandés! Pas de chefs! » C'est le cri général. On voit une armée admirable, sans chef, sans inspiration, sans idée. Les soldats sont les membres du corps, mais la tête, le cœur, l'âme qui les font mouvoir manquent. « Il ne s'est pas produit une seule idée militaire depuis le commencement de la campagne, » répétait avec douleur le proscrit.

On se sentait mourir, au récit de l'arrivée à Francfort de nos malheureux prisonniers; ce vieux capitaine, muet de douleur, qui refuse toute nourriture, symbolise leur désespoir à tous. Ces officiers sombres, désespérés... deux intendants militaires se suicident. Officiers et soldats pleuraient de rage en voyant le désastre causé par l'impéritie des chefs.

A Paris, on s'obstinait à attendre de nouvelles batailles avant de renverser l'auteur de nos désastres. Que veulent-ils encore, n'est-ce pas assez de massacres? Depuis Crécy, on ne revit jours pareils. Qu'espèrent-ils donc? Jamais, sous le drapeau du Deux-Décembre, la France ne ressaisira la victoire. Hélas! on a fauché la fleur de la France! De l'arbre vermoulu, on a coupé

les rameaux jeunes et forts, on a laissé les branches mortes.

—

On se demandait parfois avec stupeur : Serait-il possible que tout rentrât dans l'ordre accoutumé ? Serait-il possible qu'à l'ignominie de l'invasion se joignît l'ignominie d'une paix honteuse ? La France vaincue, rançonnée, démembrée, déshonorée, garderait les Bonaparte, signerait son abdication !... Cela se conçoit-il ? Louis Bonaparte rentré aux Tuileries, les républicains en exil et à Cayenne, les mêmes personnages, les mêmes discours, les mêmes turpitudes, le même cycle d'infamies recommenceraient ? Si la France ne se réveille pas sous l'affreuse brûlure du moxa qu'on lui applique, un éclat de rire lugubre sera son seul écho dans l'univers.

Mais non, c'est trop injurier notre pays par cette supposition. Ayons foi dans la race française ; il est impossible d'imaginer la même inertie, le même fatalisme qui l'ont courbée pendant dix-neuf ans sous son sauveur.

—

Après des chaleurs torrides, les pluies torrentielles aggravaient les désastres de nos malheureuses armées en pleine déroute. L'immensité des revers, la crise effroyable que traversait la France, c'était plus que ne pouvait supporter notre cœur. Nous cherchions les endroits les plus sauvages de la forêt, nous remontions l'Avençon aussi loin que nos pieds pouvaient nous porter. Par la pluie battante, par la tempête, nous nous enfoncions dans les plus sauvages solitudes, pour exhaler nos douleurs, nos tourments, nos pressentiments et... faut-il le dire ? la certitude que le criminel auteur de nos ruines allait disparaître, — mais à quel prix ! — dans le gouffre qu'il avait creusé. Cette perspective illuminait d'une sombre lueur le noir horizon... Jamais, jamais, cette

préoccupation personnelle : nous reverrons la France, ne s'est mêlée à des événements si immenses. Nous nous disions : la France, pour vaincre, se délivrera de son premier ennemi, de celui qui personnifie à lui seul trois invasions.

Par un brouillard glacial, nous passions de longues heures sur le plateau supérieur que domine le Grand-Muveran, assis sur un tronc d'arbre, regardant l'étroite gorge du val qui s'entr'ouvre vers les glaciers des Martinets. Parfois nous ne pouvions croire à la réalité de nos malheurs ; nous parlions de la France, comme d'un pays fantastique ; était-ce vraiment d'elle qu'il s'agissait quand on se sentait accablé de cette immense infortune? Le proscrit répétait avec douleur : « Eh quoi ! ce pays livré à un million d'Allemands, c'est la France ? »

Mais l'espérance peut surgir de l'extrême désespoir.

Un jour, nous redescendions de ces hauteurs sauvages avec l'amer sentiment que la France était plus écroulée que ces blocs gisant dans la vallée, au fond des précipices. L'irréparable, ce n'est pas l'effondrement matériel. Les armées écrasées se reformeront, nos deux provinces aujourd'hui aux mains des Allemands resteront françaises de cœur et nous reviendront. Tant d'affreuses plaies se cicatriseront, la terre refleurira ; elle ne chôme pas, elle produira encore des moissons et des récoltes abondantes ; les villages incendiés seront rebâtis, les rançons payées, le commerce reprendra, la prospérité reviendra. Il a suffi de trois ans pour que la France se relevât après 1815. Le milliard d'indemnité à la coalition, le milliard aux émigrés, qui les a payés? Le paysan, l'ouvrier. Matériellement tout sera réparé dans peu d'années... Mais l'infamie marquera éternellement cette année 1870, année mortuaire, où l'âme de la France, son honneur ont été immolés.

Ne verrons-nous donc plus la transformation de ce peuple courbé, démoralisé, plébiscité et plébiscitant, qui n'agit que sous l'impulsion des préfets et des agents de police ? Est-il à jamais façonné en automate ? La République seule donnerait un grand essor au génie, à la vie comprimée. Mais que nous en sommes loin, grand Dieu ! Tout espoir d'une renaissance est-il vraiment perdu ?

A cette pensée, les larmes m'aveuglaient. Mais aussitôt je songeais à la nature généreuse des Français, à ce instinct de justice et de solidarité universelle qui est leur trait distinctif ; ils ont l'élan, la spontanéité, le cœur ; tandis que les autres peuples ont pour point de mire unique : leur propre intérêt.

Pauvre France, France aimée, toi seule tu conserves cette ardente sympathie pour d'autres intérêts que les tiens. Tu t'oublies, tu t'abandonnes plus que tu n'oublies les autres. Ce mot profané, le sentiment chevaleresque, peint vraiment le Français. Oui, cette race est plus désintéressée, plus dévouée, c'est une plus noble race que les autres. Et voilà pourquoi elle ne peut périr. Seule entre les peuples modernes, elle a l'instinct passionné de cet idéal que nous nommons Justice, Liberté, Fraternité.

Hélas ! qu'elle est loin d'y atteindre du fond de cet sanglant abîme... Qui sait ? demain, elle pourra tout ressaisir.

Les autres peuples arrivent au bien par la culture ; sciences, études, religions, traditions convergent pour les pousser à la lumière. La France plongée dans toutes les superstitions et servitudes, menacée de disparaître corps et biens sous tant d'engins de destruction amassés contre elle, la France échappe à tout, par un tempérament héroïque, par une vitalité immortelle qui se fait jour sur les ruines mêmes de la patrie. Oui, du fond de la mort, au milieu de la décomposition de la patrie fran-

çaise, ce puissant germe de vie morale subsiste. Monade indestructible d'où renaîtra l'âme française; cellule végétale qui renferme le chêne puissant des Gaules et la verveine sacrée.

—

L'heure décisive approche, les défaites se succèdent, terribles : le prince royal de Prusse en marche sur Paris; Strasbourg bombardé, la population dans les caves, dans les égouts, la noble cité à demi changée en monceaux de cendres, lâchement abandonnée par le gouvernement qui n'a pas voulu lui donner des armes.

Et Paris? Paris demande des armes; on lui répond par des arrestations. O France! tu péris bâillonnée, poignardée, empoisonnée. Point d'armes! Voilà le cri de désespoir qui retentit d'un bout à l'autre de la France. Les Prussiens approchent à marches forcées. Le quartier général du roi Guillaume est à Bar-le-Duc... Les Prussiens sont à Troyes. Les voilà à Arcis-sur-Aube... Ils avancent... Ces armes qu'on refuse aux Parisiens, mon Dieu, vont-ils enfin les prendre d'eux-mêmes? Ce peuple n'aura-t-il pas l'énergie de se débarrasser des monstres qui paralysent la défense nationale? Si Paris ne les maudit pas, est-ce pour n'avoir pas à les renverser?

Ce qu'il y a de frappant, c'est la continuité des désastres. Pas un seul succès; on dirait que la justice divine l'interdit au drapeau du Parjure.

Où est la France?... Comme un vaisseau qui sombre dans la tempête, on la voit s'enfoncer.

II

ÉCROULEMENT DE L'EMPIRE

La marche foudroyante de l'ennemi ne nous laissait plus respirer. Nous nous sentions trop loin de France dans ces montagnes. L'amitié fut impuissante à nous y retenir. Le 28 août, nous quittâmes nos amis, cette haute vallée si pure et si paisible ; nous redescendîmes à Veytaux [1], plus près des événements ; le chemin de fer passe sous nos fenêtres.

Mais là, repliés sur nous-mêmes, l'amère douleur d'avoir les mains liées, de ne pouvoir rien faire, le désespoir de l'impuissance nous étreignaient bien plus encore. J'entendais mon mari répéter de temps en temps : « Com- « ment pourrais-je aider la France ? Où ? Par quel « moyen ? »

Dans cette suprême angoisse, il eut la pensée d'adresser à ses concitoyens un appel, au nom des proscrits [2] :

Français, comprenez-vous, admettez-vous l'horreur de cette situa-

---

1. Voyez *Mémoires d'exil, Bords du Léman*, un vol. in-18, Armand Le Chevalier, éditeur.

2. La rapidité des événements empêcha la publication de ce manifeste.

tion ? Vous êtes envahis par l'étranger et vous restez envahis en même temps par le bonapartisme, c'est-à-dire par le césarisme, le syllabus, le papisme, la rue de Poitiers et tout ce que l'esprit de noire réaction peut inventer.

Consentez-vous à la disparition de la race française ?

Notre armée, la plus belle, la plus fière, par qui a-t-elle été défaite ? Par l'incapacité de son chef. Lui seul au monde pouvait la détruire.

Non, vous n'avez pas été vaincus par l'étranger, mais par Louis Bonaparte et tout ce qu'il traîne avec lui d'incapacité, de parjures et de crimes. C'est l'empire, dit libéral, qui a précipité les désastres. Le mensonge colossal a crevé à la première résistance.

Nous avons eu la défaite. Le Sénat et le Corps législatif vont y ajouter l'infamie.

Vos droits, vos institutions libres vous faisaient respecter. C'était là votre armure. En vous dépouillant de vos droits, cet homme vous a dépouillés de votre armure devant les peuples. Un homme a pu faire anéantir dans ses mains, en quelques jours, la plus belle armée du monde, et cet homme est celui qui se dit votre maître.

Quel remède ? La déchéance. Où sont des hommes ? dites-vous. Vous les trouverez parmi ceux qui n'ont jamais transigé avec votre oppresseur, même par un mot ; vous les trouverez parmi ceux qui, depuis vingt ans, ont préféré ne plus voir leur patrie, plutôt que de la voir esclave. Appelez ces hommes à vous. Ils viendront ; ils vous rapporteront la tradition qu'ils ont gardée de vos droits, de votre existence de peuple libre.

—

Pendant huit jours, ténèbres, incertitudes sur la situation des armées. Les Prussiens semblent suspendre leur marche sur Paris ; ils cherchent Mac-Mahon qui essaie en vain d'opérer sa jonction avec Bazaine. Le vautourimpérial suit l'armée.

Vendredi, 2 septembre, une nouvelle sinistre circule dans Veytaux : « Mac-Mahon, complétement battu, est bloqué dans Sedan. »

En apprenant cette défaite, Edgar Quinet écrivit : « Non, ce qui est vaincu, ce n'est pas la France, c'est le bonapartisme, le césarisme, le catholicisme, le jésui-

tisme. Quant à la France que j'ai connue, la France de la liberté, celle-là renaîtra. Travaillons à la refaire. »

Samedi, 3 septembre, la pluie redoublait de violence, les cataractes du ciel étaient ouvertes. Seuls, nous relisions les journaux de la veille, n'espérant aucun message par un temps pareil. A cinq heures, un coup de sonnette nous fait tressaillir... La petite fille de la gare apporte une dépêche de Lausanne ainsi conçue : « Grandes nouvelles. Bonaparte s'est rendu. Il a mis « bas les armes avec toute son armée. »

. . . .

La stupeur nous changea en pierre ; c'est une de ces secousses où la violence et la multiplicité des sentiments produisent l'insensibilité. On cesse d'exister.

Lorsque la vie revient avec la présence d'esprit, on éprouve le besoin de sortir de l'immobilité ; la pensée gêne, brûle, étouffe ; on veut s'en arracher, on veut agir, marcher, pour se prouver à soi-même qu'on n'est pas la proie d'une hallucination. Malgré l'averse, l'un remonte le grand chemin du village, l'autre court au télégraphe pour envoyer une dépêche à Genève à l'un de nos proscrits et vérifier les nouvelles... Elles ne tardèrent pas... C'était vrai : « Napoléon prisonnier. Ar- « mée française entière prisonnière. Que va faire Paris ? « Que devons-nous faire ? »

Le voilà donc prisonnier après dix-neuf ans de crimes, et relégué au fond de l'Allemagne ! Son dernier acte couronne sa vie entière. Le malfaiteur a livré l'armée française, il a ordonné aux soldats français de mettre bas les armes. Il a passé lui-même à l'ennemi. Quatre-vingt mille Français livrés par Louis Bonaparte

à la Prusse ! Jamais on ne vit ignominie et désastres pareils.

« C'est la fin du militarisme ! s'écria le proscrit. L'énormité et la continuité des revers ont égalé l'énormité et la continuité des crimes. Louis Bonaparte a voulu des pages sanglantes dans l'histoire, dans le souvenir de la postérité ; il les aura. Il a tout flétri, tout déshonoré : le peuple par la résignation, le suffrage universel par la fraude, l'Europe par la complicité. Enfin, cette armée française, dont il avait fait son instrument en 1851, il a voulu la flétrir, il l'a livrée à l'ennemi en 1870. Jamais la justice éternelle n'a brillé d'un éclat si fulgurant. Les Bonaparte sont écrasés, mais la France est ensevelie sous leurs décombres. »

Il faut le dire ici : même après la catastrophe suprême, la chute de l'empire ne semblait pas encore décidée. Les esprits, courbés depuis vingt ans, s'y étaient tellement accoutumés, que la nouvelle de la capitulation de Sedan fut accueillie dans les montagnes suisses comme une fausse dépêche prussienne. Le facteur rural lui-même partit d'un grand éclat de rire et s'écria : « Napoléon, prisonnier des Prussiens ? Son épée rendue ? Allons donc ! La vraie vérité, c'est que le roi Guillaume est devenu fou. »

Douter des victoires impériales, c'était passer à l'état de Prussien.

Tous les grands cataclysmes produisent à l'avance une perturbation dans les esprits comme ces agitations de la mer, ces violents courants atmosphériques qui précèdent et accompagnent les tremblements de terre.

Dans ces moments-là parler raison, vérité, est inutile ; personne ne vous écoute, ou bien l'on vous regarde de travers. Entendre les propos d'autrui, c'était trop dou-

loureux, tant il y avait chez les uns d'illusion, chez les autres de basse adulation envers le despote qui comprimait le génie de la France. L'Europe monarchique réactionnaire, si indifférente à la vie et à la mort d'une grande nation, frémissait à l'idée de l'écroulement de l'empire. Non, ce n'est pas une supposition gratuite, des signes vivants, irrécusables l'ont prouvé pendant vingt ans et à cette heure suprême : le vieux monde haïssait la France, il adorait l'oppresseur. A Veytaux comme aux Plans de Fresnières, au cœur des Alpes, dans un pays peu ouvert aux touristes, d'honnêtes citoyens répétaient que l'opposition en France poussait à cette guerre et que l'inoffensif chef du gouvernement y avait été entraîné malgré lui.

Chose plus étrange ! Ceux qui le rendaient responsable de la ruine totale du pays, ceux qui reconnaissaient en lui l'auteur de tous les crimes et des hontes accumulés depuis vingt ans, eh bien, ils frémissaient à l'idée de sa déchéance : « Non ! non ! il ne faut pas le renverser ! laissez-lui le pouvoir ! Plus tard on verra à changer la forme. Qui donc mettrions-nous aujourd'hui à sa place ? Nous n'avons personne pour le remplacer. »

Personne pour le remplacer ? c'est calomnier la France. On se plaint de la disette d'hommes. Eh ! qui aurait le droit d'être difficile ? La stricte honnêteté suffit quand il s'agit de remplacer une bande.

Quelle nuit ! On sentait de loin la terre de France gémir sous les pas de l'envahisseur... Fiévreuse attente du jour ! Le 5 septembre, lundi, à six heures, nous étions sur la grand'route... Précisons le lieu : au bas de la montée de Veytaux. Tout à coup un jeune Français établi dans le village depuis quelques jours, arrive vers nous, un télégramme à la main ; il nous tend

le papier sans proférer un mot ; tous les trois nous lûmes silencieusement ces mots : « Empereur déchu. Répu-
« blique proclamée. Gouvernement provisoire organisé.
« Revenez. »

Même insensibilité de pierre que la veille en lisant ces mots étonnants ; ils ne pénétraient pas encore dans notre esprit ni dans notre cœur ; ils flottaient devant nous comme de vagues arabesques. Meurtri, noyé d'angoisses, le cœur refusait de communiquer l'étincelle qui allume la pensée. Le nôtre semblait mort.

Nous continuâmes à marcher machinalement sans proférer une parole, jusqu'à la gare du chemin de fer de Chillon.

Là, sur la porte du petit restaurant, se tenait un brave républicain suisse, homme du peuple, franc et naïf. Il rompit le silence. — « Eh bien ! vous savez les nouvelles de Paris ? — Eh oui ! la République est proclamée ! »

A ce mot qu'une personne vivante articulait, à cette parole bénie qui frappait l'air du matin, nous ressentîmes une profonde commotion. La nature reprit ses droits : un cri sortit de nos poitrines : « Vive la France ! vive la République ! »

Et plus d'un se mit à pleurer.

III

LA RÉPUBLIQUE — RETOUR EN FRANCE

Rentrés à la maison, les dépêches se succèdent, de Lausanne, de Genève, de Paris : « Revenez, la République vous rappelle. »

Qu'on n'essaie pas de nous retenir. En vain des amis nous avertissent du péril : « Comment ! vous allez vous enfermer là-bas ? M. de Moltke a juré de prendre Paris en détournant la Seine. Pourquoi aller braver la famine, le bombardement, la mort ? Restez ici ; vous aurez mille moyens d'être utiles à la France ; épargnez-vous pour des temps meilleurs. » Enfin, tous les arguments de l'amitié ; mais en pure perte. Non, ils ne nous retarderont pas d'un jour. Point de préparatifs, point de malles, il faut se hâter, atteindre Paris avant les Prussiens !

Et maintenant que l'heure du départ est fixée, l'enthousiasme monte, envahit le cœur, la tête, éclate dans ce chant sublime :

La République nous appelle !

Qui aurait pensé qu'une joie personnelle pourrait se mêler à nos sentiments pour la patrie et la liberté ? Tous nos vœux pendant vingt ans, tous nos efforts, tous les battements de notre cœur s'inspiraient d'une idée pure,

désintéressée : la Justice, la France, la République ! Mais aujourd'hui... Ah ! qu'il nous soit permis d'avoir un instant de bonheur ! Nous allons revoir la France, passer près de Bourg et de Certines ! Je descendrai, je sentirai sous mes pieds la terre de France... J'emporte nos dieux lares, les portraits de nos morts bien-aimés, ils rentreront avec nous dans la patrie.

—

Nous quittons précipitamment Veytaux, sans dire adieu au lac, aux montagnes, ni aux bons amis de Genève; nous sommes trop pressés !... Dieu ! si les Prussiens allaient nous devancer !... Nous abandonnons notre demeure avec tout ce que nous possédons, nos trésors, c'est-à-dire nos livres, nos manuscrits, nos travaux. Partons sans retourner la tête, sans regarder derrière nous.

A Genève, un demi-jour perdu pour régler le passeport ; mais les heures sont abrégées par les détails qui nous arrivent sur le 4 Septembre.

Quelle unité de sentiments, de volontés, dans cette Révolution ! pas une goutte de sang versée, toutes les dates de l'histoire dépassées par la grandeur et la gravité de la situation présente. Sans violences et sans intrigues, la République surgit comme un fait naturel, un droit, une légalité deux fois consacrée ; le 4 Septembre continue légitimement le 24 Février. La République fondée il y a vingt-deux ans, le gouvernement légal de la France reprend aujourd'hui possession du pouvoir que le crime de 1851 lui avait arraché. Logique implacable des faits ! L'homme qui a tué la République, joue le dernier acte de son règne monstrueux, en livrant à Sedan l'armée française comme il livra une première fois la nation. Après l'usurpation, la trahison ; et à son tour, l'écume, la lie de la société est rejetée au loin par

des flots de vie nouvelle. Tous leurs millions entassés pendant vingt ans n'achèteraient pas aujourd'hui une seule plume pour les réhabiliter, demander leur retour.. Ils sont tombés sous le mépris public.

Ceux qui n'ont pas été mortellement atteints par la corruption de l'empire ont toute chance de revenir à la vie, à l'honneur, sous le coup d'événements qui purifient comme les éclats de la foudre l'atmosphère des nations.

Les fonctionnaires de l'empire, encore en place, déclarent que la République seule peut sauver la France. Nous savions cela il y a longtemps.

Nous voici à la gare de France ; quelques amis viennent nous serrer les mains ; comme dernier adieu, ils s'écrient avec douleur :

— Hélas ! vous n'avez ni hommes, ni poudre, ni canons!

— Nous avons la République !

—

En Wagon

Quel moment lorsque, près du guichet, ces mots ont pu être prononcés : « Deux premières pour Paris ! »

« C'est un proscrit qui, après vingt ans, retourne dans son pays. » Le conducteur comprit cette muette prière et nous plaça tout seuls dans un wagon.

Le convoi va s'ébranler, il semble que les battements de mon cœur s'arrêtent. A ce moment je regarde l'horloge du chemin de fer ; elle marque trois heures et quart, nos montres genevoises avancent de vingt minutes... Cette différence d'aiguilles est toute une révélation, un changement de destinées ; ce n'est plus l'heure de Berne, mais l'heure de Paris qui va désormais régler notre vie. Cette découverte fait jaillir des larmes de bonheur ! Ah ! le cœur est trop étroit pour renfermer de si immenses joies. C'est en des moments pareils que la

notion de l'éternité apparaît distincte. Que sont devenus ces dix-neuf ans d'exil? Evanouis comme un rêve en face de l'heure divine qui nous ramène en France. Mais ces dix-neuf ans de souffrance pour le droit et la liberté sont les titres d'honneur du proscrit.

On part. C'est donc vrai?... Ah! je comprends la justice éternelle! Le mot du conventionnel Baudot, rentré dans sa patrie, sa joie triomphante me revient à l'esprit :

« Un insensé qui se croyait un Dieu osa prononcer contre nous le mot : « Jamais. » L'anathème est retombé sur lui. Il n'a point revu le sol natal, la terre étrangère a reçu ses ossements... Et nous, rendus à notre patrie, nous contemplons de nouveau les rives de la Seine. »

Les complices de l'empire ont joui pendant vingt ans de sa prospérité menteuse; l'heure du péril arrive, la République est proclamée, ils fuient. Et les proscrits, après vingt ans de deuil, accourent partager les périls de la France. Oui, ils fuient Guernesey, Londres, Zurich, Bruxelles, Genève, Veytaux, pour aller s'enfermer dans Paris menacé. Chacun est aujourd'hui à son vrai poste : les hommes de Décembre au milieu des Prussiens et nous dans une France purifiée. Nos yeux n'auront pas vu les souillures impériales, pas un jour, pas un instant.

Le train, grande vitesse, nous semble trop lent. Voici la première station française : Collonges. Saluons, à genoux, cette première apparition de la patrie.

Nous y voilà donc! L'air qui nous arrive par la fenêtre, c'est l'air de France; ces terres, ces arbres, ces champs que j'étreins du regard, c'est la France.

Pauvre terre de l'Ain, plus maigre que la Suisse; pendant des siècles, des vampires l'ont sucée. N'importe, ici la verdure, le ciel, les ruisseaux ont pour nous des beautés magiques.

Pauvre France ! tu expies cruellement ta léthargie, ton inerte abandon aux volontés d'un seul ; la justice éternelle te châtie par l'invasion. Mais la réhabilitation est instantanée, puisque le peuple a eu le sentiment de son droit et la force de proclamer la République. Toutes les grandes villes ont fait écho à la Révolution du 4 Septembre; beaucoup d'entre elles ont acclamé la République, même avant Paris.

Les pouvoirs mensongers sont tombés en poussière ! Il n'est plus, ce Corps législatif, issu des candidatures officielles ! Il n'est plus, ce Sénat de la Rome impériale, qui nous promettait les douze Césars ! L'homme de Décembre, l'homme de Sedan, est au camp ennemi, au cœur de l'armée d'invasion ; et les proscrits seront enfin à leur place, à Paris, en pleine République..... Charras ! Flocon ! Charles Kestner mort de douleur ! Quelle amère pensée, vous n'avez pas revu la France, la République !

—

Il est donc vrai que nous avions raison de prêcher l'espérance. Les pessimistes répétaient : « Ce peuple est fini. » Du fond de l'exil les proscrits affirmaient que cette mort apparente cachait la vie ; le cancer bonapartiste extirpé, le pays renaîtrait, doué d'une vigueur nouvelle.

Toujours nous avons eu foi dans ce peuple tant calomnié sous l'empire. L'élément sain, honnête, intelligent longtemps submergé, condamné au silence, remonte aujourd'hui à la surface.

A mesure que nous avançons dans le département de l'Ain, la différence de civilisation et de culture de la terre éclate avec une évidence affligeante. En Suisse, tout pour le paysan, tout pour le peuple ; en France, rien pour le peuple. Que nos villages ont un aspect misé-

rable en comparaison des plus petits hameaux vaudois ! Cela navre, surtout depuis Seyssel. Pauvres masures délabrées, réduits croulants du moyen âge, niches habitées par le peuple souverain ! Et ceux qui en font leur demeure sont presque seuls à supporter les énormes impôts qui vont grossir la liste civile des despotes, l'entretien des armées qui ne défendent pas le pays et cette armée noire qui ne sait ni travailler ni prier. Trente-deux milliards dévorés en dix-huit ans, pour quel résultat !...

L'épargne du paysan laborieux est allée s'engloutir pendant vingt ans dans la cassette de l'homme de Sedan logé aux Tuileries, à Saint-Cloud, à Fontainebleau, à Compiègne... Et c'était un empereur rural, lui, qui a sucé la substance du pays ! Aujourd'hui le voilà au château de Wilhelmshœhe, et l'argent du pauvre, l'argent du riche servira à rebâtir des villages, des écoles, des hospices pour les travailleurs des villes et des campagnes. La République assainira ces bouges, elle élèvera ces toits rampants, elle versera la lumière dans ces trous de pierre ou de boue, elle y fera circuler l'air pur. Ah ! que cette race française est énergique, richement douée, pour avoir résisté depuis tant de siècles à une misère si constante !

Comment le suffrage universel pourrait-il fonctionner dans de pareilles masures, quand l'homme peut à peine s'y tenir debout ? Comment une intelligence pourrait-elle s'y développer ? Le *oui* vénal, servile, tremblant, semble venir naturellement sur les lèvres de ce paysan accroupi, dont la condition n'a guère changé, aussi misérable que le serf de 1789, dépeint par le voyageur Young.

Non, cela ne peut durer ainsi.

La grande église blanche, le clocher doré règnent seuls sur la contrée. Il y faut l'école, la bibliothèque, l'hospice,

des maisons assainies pour le peuple souverain. Je rêve à de beaux villages français rebâtis à neuf par de grandes compagnies financières.

Tout ce pays a l'air peu habité. En Suisse, sur chaque ligne de chemin de fer, se pressent des villages, des fabriques, de florissantes populations. Ici, rien ; un désert. Toute culture négligée, point de bras pour travailler le sol. Des terrains vagues, sablonneux, des flaques d'eau, prélude des grands étangs de la Bresse, et pour toute plantation des saules, des peupliers. Entre Seyssel et Culoz, la pauvreté de la contrée nous frappe de plus en plus. Dans ces prés nus et jaunes, de maigres vaches ; sur ces collines pelées, pas un seul arbre ; il faut les reboiser.

Tâche magnifique de l'avenir. En Suisse, le libre vigneron convertit toute colline aride en un riche vignoble ; ce terrain n'est pas plus ingrat que celui du Léman. Mais la liberté enfante des miracles dans la République helvétique. Oui, désormais, l'argent de la liste civile rendra à la culture ces marais, ces sables ; la République guérira les plaies, ensemencera les champs, organisera l'éducation populaire, abolira les congrégations, ennoblira le métier du soldat ; plus de prétoriens ! Pour défendre son pays, tout Français désormais sera soldat.

Un peu avant Virieu-le-Grand, nous voyons les premiers mobiles. On les exerçait dans un pré, ils étaient en blouse, armés de bâtons, pas un seul fusil.

France aimée, précipitée dans la plus tragique des situations, t'avons-nous regardée de toute notre âme dans ce voyage à vol d'oiseau ! Malheureusement le brouillard s'étend, s'épaissit, la pluie tombe, la nuit arrive avant sept heures ; c'est dans l'obscurité que nous apparaît vaguement l'horizon qui encadre Certines. Du

cœur et du regard nous interrogeons ces plaines, ces collines noyées d'ombre. Malgré tant d'infortune, bénissons l'heure sacrée qui ramène après vingt ans, vers sa terre natale, le fils de la Bresse. A Bourg nous descendons un instant pour envoyer un message au vétéran de la démocratie du département de l'Ain. A Mâcon, nouveau message à une enfant bien aimée. En se réveillant demain matin elle saura notre passage... Puis nous ne vîmes plus rien, dans la nuit noire, que des lumières à l'approche des gares, les lignes de feu des grandes villes, et au ciel, quelques rares étoiles. Elles semblent plus près de nous et plus scintillantes. Le cœur tressaille à toutes les stations en entendant les divers appels : Dijon, Montbard, Tonnerre, Auxerre. Qui dira jamais les pensées, les émotions de ces douze heures pendant cette nocturne apparition de la France !

Le jour commença à poindre entre Joigny et Sens. Le train s'arrêtait parfois en plein champ; grande alerte, toutes les têtes apparaissent aux portières, on regarde anxieusement l'horizon... La ligne serait-elle coupée ? L'ennemi aux environs ? Non ; des groupes de mobiles se chauffent près d'un feu de broussailles, en gardant la voie ferrée; leur figure tranquille répond d'avance : la voie est libre. Ces mobiles sont peu nombreux, mal armés. Depuis Sens, l'aspect militaire rappelle la terrible réalité. En wagon, les conversations témoignent d'une triste chose : l'empire a formé des générations sans haine et sans amour, indifférentes aux criminels qui ont précipité la nation dans l'abîme, indifférentes à la République qui arrive comme une libératrice. Pourtant c'est elle qui fera encore une fois jaillir de terre les armées que le traître a livrées.

Aux yeux des rétrogrades, il n'y a de gouvernement légitime que celui qui se fonde par le sang versé ; l'em-

pire a été légitimé par les massacres, par la proscription. C'est la marque des gouvernements forts. La République de 48 leur semblait illégitime, pourquoi ? Est-ce parce qu'elle était pacifique, humaine, et qu'elle abolit la peine de mort en matière politique ? Différence profonde entre l'avénement d'une monarchie et d'une République. Ici, les chants de la fraternité, l'enthousiasme d'un peuple affranchi. Là, des fusillades, des morts, des malédictions.

L'empire s'impose par le guet-apens nocturne, les massacres, la proscription de quatre-vingt mille Français. La République du 4 Septembre, née du droit et de la nécessité, apparaît comme le salut de la patrie. Deux millions de voix, à Paris, ont rappelé la grande bannie et la France entière fait écho à ces acclamations. Les deux dates légales sont renouées : 24 Février — 4 Septembre.

—

La première aurore de France resplendit, pour nous, un peu avant Montereau. C'est à Bellegarde que le proscrit a secoué la poussière de l'exil le 7 septembre, et c'est jeudi, 8 septembre, que le soleil de France s'est levé sur notre horizon et a illuminé notre ciel, après dix-neuf ans.

IV

PARIS

Vers sept heures du matin, Paris ! Ce que nos yeux cherchent avec anxiété, est-ce le Panthéon, l'Arc de l'Étoile, les tours de Notre-Dame ? Non ; les travaux de défense ; des buttes de sable, des ouvrages à peine ébauchés, voilà les premiers obstacles que Paris opposait, du 7 au 8 septembre, à un million d'Allemands qui se ruent sur la ville sainte.

Personne ne croyait la défense possible ; les premières nuits, on s'attendait à être réveillé par les uhlans. Ce dénûment militaire était navrant ; nous entrâmes dans Paris avec les plus cruelles appréhensions.

En d'autres temps, ce retour, après dix-neuf ans, eût provoqué une joie, un attendrissement au-dessus des forces humaines. Que de fois j'ai répété pendant ce long exil : « Je puis me figurer la vie éternelle, mais je n'ai pas le don de voir en imagination notre existence dans une France délivrée. »

Oui, une exaltation divine se serait emparée de nous, si nous avions aperçu tout à coup Paris, par une de ces échappées de vue merveilleuses qui s'offrent à l'œil ébloui, du haut de Meudon, quand le chemin de fer débouche

sur le viaduc et que la ville immense, l'immortelle cité apparaît, tout à coup, encadrée de forêts, de collines verdoyantes, enlacée par les replis de son fleuve : là-bas l'Arc de Triomphe, au milieu de la verdure de Boulogne ; ici, le sublime Panthéon émergeant au-dessus d'une brume légère ; plus près, la coupole dorée des Invalides étincelant au soleil ; dans le lointain, Montmartre et le mont Valérien, sentinelles qui semblent veiller sur l'horizon.

Mais en arrivant par la gare de Lyon, on ne voit rien, on entre furtivement dans Paris. Le premier monument qu'on aperçoit, c'est Mazas, noire construction qui vous ramène au sentiment poignant de la réalité : hier, l'empire, aujourd'hui l'invasion qui le suit.

—

Que représentaient Victor Hugo, Louis Blanc, Schœlcher, Edgar Quinet proscrits? La voix de la justice disant à la France : Souviens-toi !

Ils ne retrouvent pas une patrie heureuse et fière, en fête de la liberté, ouvrant ses bras avec transports à ceux qui ont souffert pour elle. Où est le noble accueil rêvé par Théophile Dufour ? L'antiquité dédiait des couronnes de fleurs, des arcs de feuillage à la liberté proscrite rentrant dans ses foyers avec le cortége d'un peuple d'exilés. Où sont les mains amies qui pressent les mains des absents, les voix attendries qui prononcent les paroles de bienvenue, les regards qui cherchent les yeux voilés de larmes sacrées... Tout est stoïque, austère comme l'heure présente. Le devoir, accompli simplement, ramène les absents. D'un cœur filial, ils accourent défendre cette patrie qui les avait oubliés; ils lui feront un rempart de leurs corps, de leur âme ; ils veulent leur part de périls, rien de plus.

Le proscrit n'avait prévenu qu'une seule personne de

son retour. Ce fidèle ami était dans la salle d'attente à six heures du matin; seul. Mais c'est encore beaucoup de trouver un cœur dévoué après un si long exil, au milieu de l'écroulement général.

Au premier moment, notre ancien Paris nous sembla tel que nous l'avions laissé ; peut-être regardions-nous, sans voir, les rues où nous passions rapidement. Voici l'Institut, la rue de Seine; la voiture s'arrête au n° 18, chez M. et Mme Busquet-Pagnerre. Hospitalité pleine de cœur, d'une véritable amitié, telle que l'entendait La Fontaine :

> Rien n'est plus commun que le nom,
> Rien n'est plus rare que la chose.

En rentrant à Paris, nous n'avions pas le sentiment d'une aussi longue absence ; nul étonnement de nous y retrouver ; il semble que nous n'ayons jamais quitté cette rue de Seine. N'est-ce pas hier que nous traversions ces places, ces quais ? N'est-ce pas hier que nous regardions les flots de la rivière fuyant sous les arches du pont, toujours renouvelés, toujours les mêmes ? Loi immuable qui révèle la puissance immatérielle, invincible de l'esprit; le nôtre vivait ici, dans la patrie, quand la force brutale nous en avait arrachés. Ce retour est une joie, parce que la France est libre, purifiée, mais notre pensée l'a toujours habitée.

Malheur à ce cosmopolitisme dissolvant qui anéantit le patriotisme, sous prétexte d'un amour plus large pour l'humanité entière. Non ; l'attachement sacré pour la France, sa langue, son territoire, ses destinées, cet amour passe avant tout. C'est l'honneur, la force de celui qui l'éprouve et du pays qui l'inspire. Détruire cet amour instinctif de la patrie, serait détruire notre

individualité, le moi divin. Nous ne serions plus une personnalité humaine, distincte d'une autre, nous disparaîtrions dans la collection anonyme des êtres, dans la confusion, dans le néant. Française au plus profond de mon âme, j'aime, au dessus de tout, la France, ma patrie.

—

Le bonheur immense (oui, j'ose prononcer ici ce mot) qui ne sera jamais payé trop cher, c'est d'avoir traversé Paris avec toi ce 8 septembre, de sentir de nouveau cette terre sous nos pieds. Nous suivîmes les quais jusqu'en face de Notre-Dame. Là tu me dis, en regardant l'horizon, et je veux garder tes paroles : « Quoi qu'il arrive, n'oublions pas ce moment. Nous sommes dans notre voie, nous sommes avec les braves Parisiens. Ils ont ramené la République, notre place est ici, avec eux. On dit que les Prussiens prendront Paris ? Bombardement, incendie, égorgement, n'importe, le droit est sauvé, l'honneur est sauvé. C'est ici, maintenant, notre poste de combat. Ces Tuileries, que nous voyons là-bas, sont vides des criminels qui les habitaient. Paris est purifié. Au milieu de ce peuple digne, calme, résolu, il vaut la peine de braver, avec lui et pour lui, la mort. »

—

Dès la première heure de son arrivée, Edgar Quinet annonça son retour aux membres de la Défense nationale; il leur écrivit : « J'arrive d'exil, après dix-neuf ans, pour m'associer aux périls de la République. »

Il sentit le besoin de se mettre en communication avec le peuple de Paris, avec tous les Français, et leur adressa, le même jour, son manifeste, dont je ne puis donner ici que les premiers passages :

Français, mes chers compatriotes ! Nous sommes revenus au droit, à la vérité, à la justice; tout cela s'appelle la République.

Le drapeau républicain a reparu avec la plus grande légalité qui soit au monde, par la force des choses et l'acclamation de la nation qui y voit son salut.

Mon exil de dix-neuf ans voulait dire que le gouvernement du Deux-Décembre ne pouvait produire que l'esclavage et la ruine de la France. Ce gouvernement est tombé, la justice est satisfaite, l'honneur est sauf, mon exil n'a plus de raison d'être. Je reviens parmi vous.

La grandeur du péril, le triomphe de la République, voilà les deux sentiments qui d'abord se disputaient les âmes, bientôt ils se confondirent en un seul. Il en résulta une extrême tension de la vie morale; toutes les pensées, toutes les facultés des Parisiens se concentrèrent en une idée fixe : résistance à outrance. République, défense nationale devinrent rapidement synonymes dans l'esprit de la grande cité. Chacun apporta sa part d'intelligence, de passion, de dévouement, ses moyens d'action matériels ou intellectuels, son temps, ses forces, ses talents, ses lumières, son argent, le travail des mains et le travail de l'esprit, les instruments et les outils, la pioche, la plume ou le compas, et tous le fusil.

Non, jamais il n'y eut pareil ensemble de travaux convergeant vers un but unique. La grande Révolution avait été une éclosion magnifique du génie d'invention, de création; elle reste une date dans l'histoire de l'esprit humain. Mais on peut dire que ce fut l'œuvre des esprits d'élite de la nation entière. Ici, pendant cinq mois de siége, Paris, isolé du reste de l'univers, vécut concentré, uni dans une même aspiration de tous, Paris n'eut qu'un seul cœur, un seul cerveau inépuisable d'activité, d'expédients, d'inventions. Le malheur est que le Gouvernement ne sut ou ne voulut pas utiliser ses immenses ressources.

Jamais la presse ne joua un rôle aussi utile, aussi glorieux que pendant les premiers mois du siége. C'étaient

vraiment des phares électriques signalant les écueils dans la nuit noire. Le salut de la patrie vivifiait les talents et renouvelait chaque matin la pensée; la plupart des écrivains qui publiaient d'admirables articles dans le *Rappel*, le *Siècle*, le *Temps*, l'*Opinion nationale* et tant d'autres, venaient de passer la nuit sur les remparts.

Oui, c'était un honneur bien grand de partager le sort des Parisiens. Nous en voulions presque à de bons amis dont la figure exprimait autant d'inquiétude que de joie. Ils venaient de nous écrire à Veytaux, pour nous conjurer de ne pas partir. Même en ce moment, ils nous suppliaient d'y bien réfléchir encore; le bombardement ne tarderait pas, les portes seraient closes; dans quelques jours on ne pourrait plus quitter Paris. Pour eux, ils étaient décidés à rester; mais par amitié, ils osaient risquer les conseils de la prudence. Le Gouvernement allait éloigner de Paris toutes les personnes inutiles à la défense. Oh! que les femmes tremblaient! Elles tremblaient de peur d'être comprises dans la catégorie des bouches inutiles. Bientôt elles prouvèrent, aux ambulances, aux ateliers de travail, aux cantines, qu'on peut servir à la défense autrement qu'en portant le fusil.

—

Quelle confiance, quel espoir à ces premières heures! Comment s'est-il trouvé des Français assez ennemis de leur pays pour arrêter cet essor admirable? Le peuple ne se lasse pas de croire aux affirmations de l'honneur, aux nobles paroles. Ne lui reprochez pas sa défiance; il faut s'étonner, au contraire, de sa facilité à oublier les déceptions immenses qui ont suivi chacune de nos révolutions.

Chacun voulait faire son devoir; on croyait à la bonne foi de chacun; il n'y avait plus de partis en ce

moment à Paris. Tous se disaient républicains, patriotes; un mot se retrouvait dans toutes les bouches : « Vaincre les Prussiens ou brûler Paris. « A ces exigences de la Prusse : signature de la paix à Paris, entrée de l'armée prussienne, cession de la moitié de la flotte, indemnité de cinq milliards, Paris faisait la réponse des Grecs à Xerxès : « Viens les prendre! »

Tout était vie, expansion juvénile dans ces jours si beaux où les sentiments les plus généreux éclataient en chaque chose. Le soupçon n'avait pas encore défloré les âmes; la haine n'avait pas encore mordu au cœur un peuple abusé dans son légitime et ardent espoir; la crainte de perdre pour la troisième fois la République, la liberté reconquise, était inaccessible aux esprits. La réaction semblait extirpée du sol français, le dictionnaire pouvait rayer ce mot. La guerre civile... c'était une de ces monstrueuses chimères reléguée dans les passés fabuleux. Personne n'eût songé à exhiber ce spectre, même comme lointaine menace d'avenir. Tous les cœurs frémissaient de patriotisme; toutes les sectes républicaines se groupaient autour du Gouvernement de la Défense nationale; l'élément ultra-révolutionnaire se ruait sur les Prussiens. Que n'auraient pu des chefs énergiques, en jetant contre l'armée allemande ce faisceau de passions patriotiques entrelacées! La liberté achevait paisiblement l'organisation de la République, son triomphe.

Oui, l'espérance remontait très haut quand on voyait la rue; le courage y circulait comme l'électricité émanée de la foule. Ce Paris guerrier était superbe. Mais le froid, l'inquiétude vous gagnaient en approchant de l'Hôtel de Ville : « Paris ne peut résister; les forts ne tiendront pas trois jours; les Prussiens pénétreront par surprise, etc. »

Le monde officiel était déjà découragé, il hésitait sur

toute question, se sentant écrasé par la ***supériorité intellectuelle*** des Prussiens autant que par leur force matérielle. « Ils sont si savants ! » C'était l'objection. — « Laissez donc, répliquait mon mari, leur meilleure science, c'est leur confiance en eux-mêmes. Imitons-les, notre cause est plus juste, ayons foi en nous-mêmes. »

On ne croyait possible qu'une défense pour l'honneur. On ne parlait guère de vaincre : « Il faut nous apprêter à mourir ! »

Cette note funèbre de la Trappe contrastait avec l'élan de la place publique. On y vivait d'impressions tout opposées. Le peuple, calme, résolu, s'impatientait de l'attitude du gouvernement ; il comprenait cependant que le salut commandait l'union, que les hommes arrivés au pouvoir par la révolution la plus légitime qui fût jamais, devaient être fortifiés par le concours de tous les patriotes. On se disait que la modération de leurs opinions rallierait à la République les tièdes, la masse flottante du pays, et l'habituerait à la forme républicaine. Soutenir le gouvernement du 4 Septembre, c'était une volonté bien arrêtée chez tout le monde.

On reprochait, il est vrai, à plusieurs membres de l'ancienne opposition du Corps législatif de pratiquer les mêmes compromis entre la République et l'empire, de maintenir partout les complices de Décembre, de n'oser toucher aux choses établies par le coup d'Etat. De l'empire on n'avait renversé que la dynastie ; les assemblées n'allaient-elles pas se reformer souterrainement en province ? Le Gouvernement laissait en place tous les fonctionnaires civils et militaires bonapartistes, tout le personnel de l'administration à tous les degrés de la hiérarchie. Pouvait-on espérer que ces serviteurs de l'empire, qui avaient représenté le césarisme à l'intérieur et à l'extérieur, feraient aimer aujourd'hui la Ré-

publique et s'inspireraient d'un esprit nouveau ? Les instruments passifs de la tyrannie et de l'incurie, cause de nos désastres, iraient-ils soulever le pays à cette heure et le sauver par leur vigueur et leur patriotisme ?

Les personnages les plus compromis du régime bonapartiste furent écartés, quand on les vit ostensiblement entraver l'action libératrice du pays. Mais, jusqu'à l'investissement complet de Paris, jusqu'à l'avènement de la délégation de Tours, le système du gouvernement de la Défense fut celui-ci : ménager les complices de Décembre, conserver dans leurs emplois les hommes de l'ancien régime, éconduire les républicains, surtout les proscrits, empêcher leur participation à la vie politique.

Comment des hommes expérimentés, vieillis dans le maniement des affaires, pouvaient-ils se faire illusion à ce point et oublier que toute situation nouvelle doit s'inspirer d'un esprit nouveau ; que les idées surannées, les caractères usés au service de tous les régimes seraient impuissants dans cette crise sans exemple ; qu'elle ne pouvait être conjurée que par un patriotisme héroïque.

La lumière s'est faite sur les actes et les sentiments intimes des hommes de la Défense nationale. Quelques-uns ont révélé à la tribune, et par leurs publications, qu'ils considéraient la Révolution du 4 septembre comme la suprême calamité. Ils craignaient la « Démagogie » plus que les Prussiens. Ils l'avouent, et voilà pourquoi, au lendemain de Sedan, ils prenaient contre elle deux sûretés plutôt qu'une, en conservant debout l'ancien attirail de guerre contre la liberté. Par là, ils entravaient d'avance le réveil du pays, la vie nationale, et s'interdisaient les gages les plus certains de la victoire.

Ce n'est pas tout d'être à Paris, il faut se caser. Or,

rien n'était plus difficile aux premiers jours de septembre. Les Prussiens arrivaient à marches forcées; devant eux fuyaient la population de la banlieue qui se réfugiait à Paris et même celle des départements avoisinants. Tous ceux qui voulaient combattre l'invasion du haut des remparts, vinrent s'enfermer dans la ville. Aussi les appartements à louer furent introuvables. D'ailleurs, comment conclure un bail la veille du bombardement? Dans cet embarras, mon mari accepta l'offre d'un de ses bons et anciens amis, dont le rez-de-chaussée était vacant. M. et Mme Bataillard nous proposèrent d'associer nos deux ménages.

Bientôt le Gouvernement ordonna le rationnement des vivres; la tâche des ménagères devint extrêmement difficile. Dès lors, comment se défendre d'un scrupule terrible? Pour oser manger en ce temps de famine, il fallait gagner soi-même son dîner, à la pointe de l'épée, par mille combinaisons ingénieuses qui créent un repas avec rien. Comment donner, même à d'excellents amis, le souci de cette lutte pour l'existence, et devenir pour eux un objet de préoccupation permanente. Cela ne se pouvait pas; c'eût été un remords que d'avoir faim. Nous résolûmes de voler de nos propres ailes, de pourvoir tout seuls à notre subsistance, coûte que coûte. C'était assez téméraire. Tout le monde avait fait ses provisions, excepté nous. Il était trop tard, il n'y en avait plus d'aucune espèce, pas un biscuit. Pourtant nous nous aventurons; nous contractons joyeusement notre pacte de famine.

Le 13 octobre, nous nous installâmes rue de Vaugirard, 37, dans l'appartement vide de nos bien chers amis de Gérando, en ce temps-là en Hongrie. Au mois de mai précédent, ils étaient venus passer quinze jours avec nous à Veytaux; nous faisions, dès lors, le rêve de vivre sous un même toit. Dans vingt lettres ils

nous suppliaient de considérer leur logement comme nôtre. Un des premiers pigeons qui entra dans Paris nous apporta une dépêche renfermant cette même prière de nos amis. Nous sentions qu'ils seraient heureux de l'abri qu'ils offraient au proscrit rentré dans son pays et n'y retrouvant plus de foyer. Nous aussi, nous nous rendions utiles, en veillant, pendant le bombardement, sur cet appartement, en le préservant de l'incendie.

Jamais la présence invisible des cœurs et des esprits ne fut attestée avec plus de puissance que dans cet intérieur héroïque et doux. Le portrait de cette mère admirable enlaçant, dans ses bras, ses deux enfants, le portrait d'Auguste de Gérando mort à la fleur de l'âge, ces reliques de famille, livres, tableaux, gravures, costumes nationaux religieusement conservés dans des vitrines, les travaux littéraires et scientifiques de Mme de Gérando, tout révélait ce grand caractère, ce double but de sa vie : ses enfants, sa patrie. Nulle demeure n'aurait pu nous réconforter autant que celle-là et s'harmoniser ainsi avec la grandeur de la situation. Une statue de la Victoire placée sur la cheminée, une autre statuette sur la table de travail, une Victoire ailée tenant des couronnes, nous rappelaient l'hymne de Pindare. Et nous disions de Paris républicain :

Il s'élance, il franchit l'espace, on le couvre de couronnes. Sous ses pas la terre est jonchée de fleurs... Mais déjà combien de fois, avant ce triomphe, n'avait-il pas été porté sur les ailes de la Victoire ?

—

Ne demandez pas comment on employait sa journée, mais plutôt comment on pouvait suffire à tout. Nos cent cinquante-six journées du siége de Paris, uniformes par le travail, vivifiées, transfigurées par l'enthousiasme, au milieu des misères croissantes, s'inspiraient d'une pensée suprême : la défense nationale.

Edgar Quinet écrivait tous les jours ses mémoires militaires, ses appels au gouvernement, aux provinces, à la presse, et les adressait à tous ceux qui exerçaient une influence sur le pays. Les journaux reproduisaient ces manifestes, les ballons les emportaient et les répandaient en France. Depuis, ils ont été réunis sous le titre: *Le Siége de Paris*. Plus tard, à Bordeaux, Garibaldi lui dit : « Vos manifestes ont fait ma consolation. »

En dehors de ces publications qui absorbaient la matinée, il fallait écouter, discuter d'innombrables projets patriotiques, aider à réaliser des œuvres de fraternité, associations et comités de secours, conférences en faveur des victimes de la guerre. Des hommes de cœur offraient de passer à travers les lignes ennemies pour aller soulever la province ; l'un veut organiser à ses frais un corps de vingt mille hommes en Auvergne, l'autre veut chercher vingt mille noirs de la Guadeloupe ; ils ne demandaient rien qu'une commission en règle. C'étaient des noms connus ; Edgar Quinet leur donnait des lettres pour les membres de la Défense nationale. Ont-ils été accueillis ?

Entrerai-je dans les détails infimes ? Il y avait aussi les travaux serviles pour les maîtresses de maison obligées de se passer de domestiques; il fallait se lever avant l'aube, allumer les feux avec du bois vert ou un peu de coke, ou de charbon de terre laborieusement acquis, préparer le déjeuner, question chaque jour plus problématique, consacrer plusieurs heures de la matinée à une véritable chasse aux provisions. Dix charbonniers vous livraient chacun quelques morceaux de charbon de Paris. Des Halles, on rapportait triomphalement quelques œufs, quelques pommes de terre (dans les deux premiers mois), de la salade, des oignons, jusqu'en décembre. Le riz, la ration de cheval formaient

les éléments solides du dîner. On trouvait force recettes et formules culinaires à la quatrième page des journaux, mais s'en tirer avec succès était plus difficile les jours où manquait la femme de ménage qui vous faisait la grâce de vous donner une heure par jour. Le pot-au-feu de cheval était ce qu'il y avait de mieux; mais pour faire cuire cette viande rebelle, on dépensait beaucoup de charbon de Paris. Pour épargner le précieux combustible, on préparait le déjeuner sur la flamme de l'esprit de vin. Un beefsteack ou *horsesteack* grillé, c'était du cuir ; heureux encore quand on avait un si bon festin.

Nous vivions dans une maison presque déserte ; la concierge déposait à notre porte, à sept heures du matin, la cruche d'eau, la miche de pain ; le reste me regardait pour la journée. C'est le canon qui nous réveillait; mais dans les premiers temps, l'idée que les Prussiens pourraient pénétrer par surprise dans Paris nous tenait en éveil toute la nuit.

Au premier rayon, les yeux rencontraient la Victoire aux ailes déployées. Voici la diane qui retentit et répond aux grondements de nos forts. Ecoutez le roulement du tambour! On se précipite à la fenêtre. C'est un bataillon de la garde nationale qui se rend aux remparts, ou qui va relever un poste, magnifique de tenue et de mâle résolution.

—

Le nouveau Paris, celui qui porte les stigmates impériaux nous répugnait; instinctivement nous prenions les vieilles rues épargnées, restées à peu près intactes au milieu des démolitions. Que sont les ravages du bombardement auprès des ravages commis par la pioche de l'empire, ces grandes voies stratégiques, ces quartiers rasés, ces immenses trouées dans notre cher Paris de la rive gauche ? Par ces lignes stratégiques il se promettait de faire passer les canons, les mitrailleuses qui devaient

moissonner les républicains, s'ils tentaient de renaître. Eh bien ! grand tacticien, que sont devenus vos formidables systèmes de répression ? Votre char victorieux de Décembre est allé s'embourber dans la boue sanglante de Sedan.

Du 4 au 19 septembre, Paris accomplit aussi une œuvre de destruction, mais dans un esprit de sacrifice ; nécessité de la défense nationale. Les maisons de la zone militaire furent rasées, des champs de cailloux en marquèrent la place ; le bois de Boulogne en partie abattu, celui de Vincennes fort entamé. Les Parisiens voyaient stoïquement tomber leurs édifices. La main des hommes les relèvera d'ici à un an ; mais ces beaux arbres, ces chefs-d'œuvre de la nature gisant parterre, tout l'or humain ne saurait les relever ni faire repousser en un an leur couronne de feuillage qui versait l'ombre et la fraîcheur.

Une chose m'étonne aujourd'hui ; c'est qu'après dix-neuf ans d'absence, nous n'ayons pas eu une seule fois la curiosité de parcourir le Paris de marbre et d'or, la ville monumentale, l'Olympe du Louvre. Si nous traversions les Tuileries, c'était pour constater que le palais est vide. Si nous traversions le Luxembourg, nous ne voyions que les ambulances ; plus d'oiseaux chanteurs dans les branches à peu près dépouillées ; la fontaine Médicis, jadis aux eaux claires, jaillissantes, transformée en réservoir noirâtre, ressemblait au Léthé.

Nous habitions le camp de la Défense nationale ; l'idée ne nous vint pas de voir autre chose tant que dura l'investissement. J'allai aux fortifications de la porte d'Auteuil, une autre fois sur les buttes Montmartre, un autre jour sur les buttes Chaumont pour apercevoir de loin les éclairs de la bataille. J'ai fait mon pèlerinage place de la Bastille, j'ai revu la colonne de Juillet et le génie de la Liberté, « toujours prêt à s'envoler. »

Pauvre grand peuple de Paris ! Que de luttes, de sacrifices pour conquérir cette colonne ! Et qu'a-t-il gagné à tant de batailles, à ces barricades, à ces palais envahis ? Il a reçu des coups de fusil, il a habité les pontons, ses ossements blanchissent dans les îles lointaines. Il vit aussi misérable qu'auparavant; c'est pour d'autres qu'il a conquis les biens qu'on lui dénie. Que demande-t-il ? sa dignité d'homme, avant tout; le pain de l'âme, l'éducation. Est-ce donc là une si criminelle utopie ?

—

On vivait non de souvenirs, mais de l'heure présente; tout à l'action. Et de même que les sentiments, les pensées de chacun convergeaient vers l'acte suprême, la défense nationale, on peut dire aussi que ces pages écrites avec piété pendant les jours de péril où la mort vous hantait sous tant d'aspects divers, ces pages écrites quand le canon gronde, ce sont aussi des actes.

C'est à ce titre que j'ai conservé le Journal où, chaque soir, je consignais, avec les événements, la pensée dominante de la journée. L'intérêt de ces lignes est dans l'heure qui les dicta.

L'historien futur du Siége de Paris y recueillera des impressions véridiques; je lui livre ces feuillets qui ont traversé les cinq mois de l'investissement, la famine, le dur hiver, la maladie, le bombardement, la capitulation, toutes les angoisses publiques et privées.

En les relisant, j'y trouve des récits inachevés, tel événement important écourté. Je n'ai rien voulu y changer. Souvent la plume vous tombait des mains par inquiétude, par tristesse, surtout par l'impuissance d'exprimer la grandeur d'une situation si tragique. Téméraire tentative de refaire, sans savoir dessiner, le ***Déluge*** de Poussin ou le ***Jugement dernier*** de Michel-Ange.

LIVRE II

JOURNAL DU SIÉGE

I

SEPTEMBRE

8 *Septembre*. — Paris calme, attend la bataille. Rien de plus grand. Cela seul est la victoire.

Y a-t-il beaucoup d'exemples de villes décidées à se défendre à outrance comme Paris ? La cité entière est un camp, le camp du patriotisme et de la liberté. Partout le long des berges de la Seine, dans les jardins, dans les squares, au Carrousel, au Palais-Royal, sur chaque place, le peuple en armes fait l'exercice et cela avec un cœur admirable; oh! que Paris mérite de vaincre! S'il y a une justice éternelle, la victoire nous est due. Ce peuple a racheté en un jour l'opprobre de vingt années.

Quoi qu'il arrive, l'honneur est sauf. Les *sages* que nous voyons montrent peu de confiance dans la possibilité d'une résistance. Non, le tableau sinistre qu'ils nous font ne glacera pas la joie, l'enthousiasme de nous retrouver au milieu des Parisiens.

Ce qui caractérise aujourd'hui la physionomie de Paris, c'est le mouvement de sortie et d'entrée, départ des étrangers qui fuient le danger, les rues encombrées de voitures chargées de malles se dirigeant vers les chemins de fer, aux portes de la ville affluence des popula-

tions de la banlieue qui viennent se réfugier à Paris, arrivée des mobiles des départements.

Les premiers que nous apercevons sont des bataillons de l'Ain, beaux et grands Bressans; ils font l'exercice place de la Bourse.

J'ai vu aussi les mobiles de Valence; leur entrée était superbe, tous des branches vertes à leurs fusils, chantant avec entrain. Cette France qui envoie spontanément, d'un tel élan, deux cent mille défenseurs à Paris, n'est pas une morte. Ses ressources morales l'aident à créer des ressources matérielles inépuisables.

Cent mille fusils viennent d'être distribués, on les a découverts dans les gares. Hélas ! d'immenses dépôts se rouvent inutilisés à Metz, à Strasbourg !

Le vaillant maire de Paris, Etienne Arago, nous raconte que cette nuit, vers trois heures, il entend sur la place un grand bruit. C'étaient les mobiles bretons qui arrivaient. Où les loger? Rien n'était disposé. Il ordonne de réquisitionner le Cirque de l'Impératrice. Heureuse inspiration ! Nos Bretons y ont passé la nuit sur des banquettes.

Oui, l'attitude de Paris est magnanime; une résolution calme et digne ; point d'effervescence, point d'agitation. Cette population de deux millions d'âmes qui se régit elle-même, sans le secours de la force, par le seul sentiment du devoir, sans qu'un sergent de ville soit commis à la garde de l'ordre public, cette population hier encore insouciante et frivole, aujourd'hui assagie par le malheur, emportée par une passion patriotique, animée de la plus mâle volonté, se consacrant corps et âme à la défense nationale, employant chaque heure à s'exercer au maniement des armes, cela vous pénètre de respect.

La rue est pleine de bataillons composés d'hommes d'aspects divers, la blouse et la redingote, l'uniforme et la

vareuse ; ouvriers, jeunes gens, vieillards, cherchent à se transformer en soldats et y réussisent en peu de temps. Quel souffle surnaturel circule dans Paris! Comment ne pas espérer ? La France s'est retrouvée. Sous l'empire, lorsqu'elle se résignait à l'abandon de tous ses droits, supportant le joug des êtres les plus immoraux, lorsque abusée par des sophistes, elle se faisait illusion sur sa déchéance, c'est alors qu'il fallait pleurer sur elle et dire : *Finis Galliæ!* Mais après ce réveil, l'expiation amère, la souffrance centuplent les forces du pays. La civilisation elle-même est en progrès à la voix du canon. La France n'est pas finie. Nous la verrons transfigurée par l'épreuve. Malgré l'invasion et l'approche de la mort, elle ne fut jamais plus vivante et plus glorieuse.

—

9 *Septembre*. — La République française est reconnue officiellement par la grande République américaine. Paris sent l'ivresse d'une première victoire, c'est presque une alliance, l'avenir est à nous... un si grand avenir ! M. Wahsburn reçoit des ovations enthousiastes ; l'ambassade des Etats-Unis et la statue de Strasbourg sont le but des processions de la foule.

Quel spectacle la place de la Concorde vient d'offrir à nos yeux ! Maintenant elle est vraiment bien nommée ; la concorde est l'âme de cette population innombrable qui va inscrire son nom sur les registres ouverts. Nous suivons la foule ; elle déborde des grilles du jardin aux Champs-Elysées, et des quais à la rue de Rivoli. Chacun accourt, les mains chargées de fleurs, vers la statue de Strasbourg. Des monceaux de bouquets, des guirlandes recouvrent ses pieds; les drapeaux français agitent leurs plis tricolores sur la figure de l'Alsace qui gagne à cette heure son auréole de martyre. Un ciel éclatant de lumière rayonne sur ce tableau.

Dans quelles légendes de saints, dans quel martyrologe vit-on jamais barbaries semblables à celles qu'endure l'héroïque cité ! Strasbourg ! ô sainte ! que n'as-tu souffert ? le brasier ardent des obus, la chaudière bouillante, les rivières de flammes, l'étouffement de fumée, le râle de la famine, la lueur des incendies projetées dans les noirs caveaux où s'abritent les vieillards, les orphelins, les jeunes filles, les cris de tes enfants expirants sous les tours écroulées, les trésors de tes bibliothèques consumés par le feu, leur cendre légère dispersée par le vent au-dessus du Rhin, la flèche de ta cathédrale sublime, surgissant seule sur les amas de décombres et les ruines de celle qui fut la reine de l'Alsace !

Ces mains tendues vers toi, ces larmes dans les yeux disent admiration pieuse, enthousiasme pour ton martyre, protestation éternelle contre l'arrachement impie de notre France de l'Est, serment de te délivrer, de te sauver si tu succombes, de te ramener dans le giron de la mère-patrie, serment sacré de t'imiter, de suivre ton exemple héroïque, de nous ensevelir sous les ruines de nos monuments écroulés plutôt que de nous rendre.

Voilà ce que signifie chaque branche, chaque fleur, chaque bouquet d'immortelles, chaque offrande d'argent, chaque signature sur le registre déposé au pied de la statue.

---

10 *Septembre.* — Nous observions, ce soir, les ouvriers et les bourgeois qui s'exerçaient, au jardin du Luxembourg, sous les arbres encore ombreux de la fontaine Jean-Goujon. En voyant ce zèle ardent de toute la population, nous pouvions dire du plus profond de notre cœur : nous sommes heureux. Cette France déchue pendant vingt ans et qui a fait notre désespoir, cette France dont nous disions chaque jour : il n'y a pas d'issue, comment la relever de cet abîme d'infamie, elle vient de

surgir d'un grand élan. Oui, l'aspect de Paris est sublime. Jamais il n'y eut une telle expansion dans la lumière, dans la raison, un tel concert de volontés, de recherches en commun, tant de sacrifices, de dévouements individuels et collectifs. La vraie vie républicaine n'a jamais éclaté avec tant de force que depuis le 4 Septembre.

Les projets de l'ennemi extérieur et ceux de l'ennemi intérieur échoueront devant ce faisceau de consciences.

Joie profonde ; oui, nous pouvons écrire ces mots, malgré les Prussiens. Nous savons qu'un pays se relève de l'invasion, quand le cœur du pays, une héroïque cité comme Paris, donne l'exemple du courage et du sacrifice. Il n'y a pas de comparaison entre les effets d'une servitude volontaire et ceux d'un bombardement. L'une tue l'âme, l'autre, le corps. Mourir innocent, purifié, regretté, honoré, vaut mieux, n'est-ce pas, que de vivre déshonoré dans le bien-être ? Où sont les richesses de la France impériale, sa prospérité frauduleuse ? Ah ! que la France est plus belle dans ses pauvres habits de deuil que dans son grand habit de cour ! Que lui souhaitions-nous ? D'avoir enfin le sentiment de sa profonde chute, le remords de son inertie, de sa complaisance, l'énergie de ressaisir le fer et de laisser l'or. Eh bien, ce moment est venu. Nous sommes consolés. L'âme de la France est plus vivante que jamais. Comment ne serions-nous pas infiniment heureux dans ce jardin du Luxembourg ?

—

11 *Septembre.* — Nous passions sur le pont des Arts ; le soleil rouge de sang se couchait derrière l'arc de Triomphe, la Seine charriait des flots de lumière, nul paysage suisse ne vaut cet effet magique. Jouissons de ce moment, disions-nous en contemplant cette féerie qui s'appelle Paris. On y respire la splendeur et la gloire. Nous traversâmes le jardin du Palais-Royal ; à la même

place où Camille Desmoulins haranguait le peuple, des gardes nationaux faisaient l'exercice et dans le même esprit patriotique. Ils mériteraient des héros pour chefs ! Que n'appelle-t-on Garibaldi ! Il électriserait la France; à la tête des mobiles il nous ramènerait la victoire.

Non, nous n'apportons pas de notre rocher l'azur et l'illusion, mais l'instinct de la nature humaine qui a pressenti un peuple nouveau sous le peuple corrompu de l'empire. Pendant vingt ans on attribuait au peuple souverain des actes, des paroles, auxquels il ne participait jamais. Si par hasard il s'accomplissait quelque chose d'utile, on en faisait honneur « à l'empereur. » Si l'on commettait des infamies, c'était toujours « la France. »

On a calomnié ce peuple d'une façon satanique ; les proscrits affirmaient que le démon bonapartiste expulsé du corps de la France, la pauvre possédée guérirait certainement.

Comme nous rentrions, nous fûmes arrêtés par une longue file de chevaux qu'on menait à l'abreuvoir ; ce sont les malheureux échappés aux désastres de Wœrth et de Sedan. Pauvres bêtes ! pas une qui ne portât les traces de la bataille. Ces chevaux barbes, efflanqués, écorchés, sanglants étaient tragiques. Ils suivaient tristement, tête basse, les soldats qui les menaient sur les berges de la Seine. Tous ces chevaux faisaient partie du corps du général Vinoy, rentré à Paris le même jour que nous.

—

12 *Septembre.* — Si amoureux qu'on soit des beautés de Paris, il ne viendrait à l'esprit de personne de faire aujourd'hui un pèlerinage artistique, historique, à travers ce monde de féeries, et d'étudier les merveilles que l'héroïsme des habitants et la férocité des Prussiens vont peut-être réduire en cendres. On se livre avec scrupule

au sentiment qu'éveille cette pensée : nous sommes à Paris, au milieu des plus éblouissants trésors de l'esprit humain.

Toute vie, toute pensée appartient à la défense nationale, de même que toute place est à l'exercice, au maniement des armes. Mais on doit un pèlerinage à la Bastille.

J'ai parcouru les vieux quartiers affreusement ravagés par le marteau démolisseur impérial. A travers ces tronçons de rues transformées, dénaturées, ambiguës qui portent le nom tantôt de rue Saint-Antoine, tantôt de Rivoli, je retrouve l'ancien berceau de nos Révolutions, consacré par tant de combats pour la République.

Mais le peuple ouvrier, où donc est-il ? Où faut-il le chercher ? L'empire a eu peur de ce mot terrible : « Le faubourg Saint-Antoine descend ! » Il l'a refoulé plus loin, plus loin, hors de la ville ; il a rasé la demeure des travailleurs et a livré le terrain aux constructions cosmopolites.

En face de la colonne de Juillet, je revis en esprit les grandes journées de la Révolution, étapes vers la liberté, qui n'étaient pas encore la liberté elle-même. J'invoquai ce génie ailé. Va-t-il enfin se fixer sur la terre de France, s'y acclimater comme en Suisse, en Amérique ? O liberté ! tu t'élances vers les nues, tu habites les hauteurs de la pensée, tu inspires les bons génies de l'humanité, mais cela ne nous suffit pas. Rapproche-toi de la terre, de l'humble fils de la glèbe, de l'ouvrier, soldat obscur qui a versé son sang pour te conquérir. Que seraient les plus beaux rêves des théoriciens de la liberté, s'ils n'étaient défendus par l'innombrable armée des prolétaires affamés de justice autant que de pain ? Pourquoi pendant des milliers d'années, les bras nus tenant des glaives ont-ils seuls forcé les oppresseurs de l'humanité à desserrer les griffes et à céder quelques rayons de lumière, un peu de terre à ce peuple, pour qui Dieu les a faits ? L'explosion de la conscience populaire, le

triomphe de la justice par la violence est un malheur ; mais il dépend des classes éclairées de le prévenir à temps, par une rétribution plus équitable des droits et des devoirs réciproques.

Toute l'histoire de la Révolution est ici sur cette place de la Bastille ; elle vous pénètre de l'indomptable héroïsme de Paris. Je revoyais l'immense prison d'Etat ; un peuple sans armes brise les pierres, le fer, fait tomber les murailles qui tenaient emprisonnée la nation. Le grand prisonnier rendu à la liberté le 14 juillet, c'est la France, l'humanité entière. Oui, puisque la Bastille a été rasée le 14 juillet, puisque l'empire indestructible du Deux-Décembre s'est écroulé le 4 Septembre, Paris sera aussi délivré des Prussiens! Paris, sublime Titan terrassé, écrasé, se relève, toujours prêt à recommencer sa lutte éternelle contre les vieux dieux de l'Olympe et à leur lancer ses blocs de pierre.

Les Prussiens sont à Melun. Le calme stoïque de cette population qui attend l'ennemi, n'en est pas troublé. On peut s'en convaincre en se mêlant aux groupes, en écoutant les réflexions de ceux qui s'arrêtent devant les affiches et les commentent. Mais il faut des chefs à ce peuple en armes qui veut tout donner, son dernier homme, son dernier écu. Garibaldi offre sa personne ; il demande un vaisseau, il est prêt à venir à notre secours. On ne lui répond même pas. Le gouvernement, pour ne pas déplaire au clergé et aux puissances européennes, repousse l'homme héroïque avec lequel nos mobiles feraient des prodiges. Et pourquoi non ? Ne valent-ils pas les pâtres siciliens ?

En attendant, on désarme les légions garibaldiennes qui se forment çà et là ; on désorganise les forces nationales de peur de la Révolution...

Une heure viendra où l'on sera forcé de céder à la pression terrible des événements... Alors, ne sera-t-il pas trop tard ?

Nos amis Barni et Victor Versigny, que nous avons vus ce soir, sont très préoccupés, comme nous, de cet incroyable refus.

Quel malheur que la timidité dans les chefs ! Ils n'osent arborer le drapeau républicain, ils n'osent rompre avec ceux qui ont attiré sur la France ces effroyables calamités. Je ne sais qui reprochait à un de nos ministres l'*illégalité* du gouvernement. — Je reconnais cette illégalité ! répondit-il.

Jllégal, le gouvernement fondé par l'acclamation unanime, sans une goutte de sang versée ? La République revient comme un droit imprescriptible ; elle a été renversée en décembre 1851 par la violation de la loi, elle est rétablie en septembre 1870, comme la légalité proclamée, sanctionnée par la Constitution de 1848.

Le gouvernement de la défense nationale aurait dû hautement invoquer ses origines, se prévaloir de la Constitution de 1848 qui a eu ses défenseurs et ses martyrs. Plus tard, la guerre terminée, une Assemblée législative modifiera à son gré cette Constitution et limitera le pouvoir de l'exécutif. C'est une grande faute de n'avoir pas résolûment proclamé l'état civil de la République du 4 Septembre ; c'est une grande faute d'établir la France sur une équivoque.

La République de 1870 n'est pas un enfant trouvé qu'il faudra légitimer plus tard. Elle est née le 24 février ; deux Assemblées, régulièrement élues, ont signé sur le registre de l'état civil. Ne nous rappelez pas les plébiscites césariens de ces vingt années ; le suffrage universel fraudé par l'empire, coloré par le sang, n'a pu légaliser le crime.

La République du 4 Septembre a reçu la consécration solennelle de toutes les villes de France et de deux millions de Parisiens. Elle a paru si légitime, même à l'étranger, qu'elle a été reconnue officiellement, immédiatement par les Etats-Unis, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, la Suède, le Danemarck ; les grandes puissances ne tarderont pas.

—

13 *Septembre*. — Paris passe en revue ses forces. L'élite de la population est sous les armes. Ces hommes à l'aspect fier et tranquille, iront bientôt à la mort; aujourd'hui c'est encore une fête éclairée par un beau soleil.

Ces masses formidables de la garde nationale mobile et de la garde nationale sédentaire s'étendaient depuis la Bastille jusqu'aux Champs-Elysées, et dans la rue de Rivoli jusqu'à l'Hôtel de Ville. Toute la France est représentée dans cette armée. Il y a les bataillons de l'Ain, Aisne, Aube, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Drôme, Finistère, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Loire-Inférieure, Loiret, Marne, Morbihan, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Paris, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Somme, Tarn, Vendée, Vienne, Yonne.

Le jardin des Plantes était rempli de gardes nationaux qui revenaient, comme nous, de la revue ; le courage et l'intelligence brillaient sur tous les fronts. Dans la longue rue des Écoles, les citoyens s'exerçaient, sans relâche, au maniement des chassepots, leur instructeur les faisait recommencer sans cesse. Voilà les loisirs que l'homme de Sedan fait à la ville de l'intelligence. Dans le square du Collége de France, la statue de Voltaire souriait à ces répétitions guerrières; l'ami du grand Frédéric se réjouissait de la leçon que nos Welches donneront au roi de Prusse.

Quel élan unanime de tous les citoyens pour concourir à la défense de Paris. Ah ! j'ai toujours pressenti la résurrection de l'âme française; mon bonheur, c'est de voir justifiée ma foi dans ce peuple. Il faudrait un puissant génie pour raconter Paris, aux jours où nous sommes

—

Sous le coup des malheurs publics, on se roidit contre tout sentiment personnel attendrissant ; mais notre cœur s'est épanoui en repassant aujourd'hui le seuil de cette maison Geoffroy Saint-Hilaire, où revivent nos souvenirs les plus intimes. Le Paris d'autrefois est là, à ce foyer sacré. Quelle émotion d'y retrouver notre amie, la vénérable veuve du grand Geoffroy Saint-Hilaire, la mère de notre cher et regretté Isidore Geoffroy! Elle a survécu à presque toute sa nombreuse et charmante famille. Elle habite seule, aujourd'hui, cette demeure consacrée par la science, par la gloire. Nous l'y avions vue si heureuse, si fêtée! Avec quelle grâce elle faisait les honneurs de ce salon où se pressait tout ce que Paris renfermait d'hommes illustres. Arrivée à l'extrême limite de l'âge, à quatre-vingt-six ans, elle assiste à l'effondrement de sa patrie ; son courage, sa sérénité, sa fermeté d'âme ne l'abandonnent point; elle conserve sa faculté maîtresse : une bonté exquise, aimable, plus touchante encore dans cette figure majestueuse. Puisse-t-elle voir de ses yeux la délivrance de Paris.

—

M. Thiers est nommé envoyé de la République à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Florence. Certes, les difficultés sont énormes, on pense ménager les puissances, les intéresser à la France par le choix de cet ambassadeur.

La seule politique de salut, c'est de se jeter franchement dans les bras de la liberté, au lieu de louvoyer

entre les demi-mesures. Le salut ne viendra pas de négociations avec Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg. Pendant vingt ans on a voulu *économiser* une Révolution et on a gardé l'empire jusqu'à ce que l'empire eut fait rouler la France dans l'abîme. Après Wœrth et Forbach on a encore *économisé* une Révolution et on a craint de prononcer trop tôt la déchéance; on lui a donné le temps de livrer à Sedan quatre-vingt mille hommes et de compromettre l'armée sous Metz. Aujourd'hui, au lieu d'accepter avec intrépidité la situation la plus tragique de l'histoire, continuera-t-on ce système d'atermoiements ?

Ce n'est ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni l'Italie, ni la Russie qui sauveront la France; c'est la France républicaine qui sauvera le pays. Elle n'a pas à se faire pardonner la République. La République, c'est le droit après l'usurpation. A force de sagesse et de courage elle se fera accepter par l'ennemi lui-même.

—

Une délégation du gouvernement se transporte à Tours. Le corps diplomatique la suit. Ce départ, même partiel, ne compromettra-t-il pas l'unité du pouvoir ? La réaction ne profitera-t-elle pas de cette séparation ?

Ils paraissent bien soucieux, bien accablés, ces membres du gouvernement qu'on accuse d'ambition. Volontiers ils se débarrasseraient du fardeau qui leur pèse dès la première heure. Ils se plaignent de leur immense responsabilité. — Elle ne retombe pas sur vous, mais sur les criminels qui ont créé cette situation. Ce n'est pas le médecin qui est responsable du bras cassé qu'il est chargé de guérir.

La réaction a déjà pris acte de l'imprudente déclaration que « le gouvernement n'entend pas imposer à la

France la forme républicaine et qu'il va convoquer une Constituante. » Que peut être une assemblée lorsque le quart de la France est envahi, lorsque les Prussiens arrivent à marches forcées ? Comment procéder à de libres élections, comment les députés se rendront-ils à Paris, comment cette assemblée fonctionnera-t-elle dans Paris investi, séparé de la France ? Ah ! nous le sentons, les ennemis cachés, disséminés sur tous les points du territoire, sont aussi à redouter que les Prussiens. Tout le monde discute sur cette convocation de l'assemblée, il y a le pour et le contre. Le plus grand péril est de détourner les esprits de cette unique préoccupation : Guerre à outrance, formation des armées de secours. D'ailleurs, le gouvernement n'aurait-il pas l'air de remettre la République en question par cette convocation faite à la hâte ?

Telle est l'objection. D'autres la combattent.

Si l'on ajourne l'assemblée, n'est-il pas à craindre que les menées de la réaction ne prennent le dessus ? La France entière est sous le coup de l'indignation et de la haine contre le traître qui a livré l'armée. Dans six mois, la rue de Poitiers, l'influence du clergé n'auront-elles pas de nombreuses chances ?

Prenez garde, disait Edgar Quinet; ce n'est pas le nom de Napoléon, ce sont les réactionnaires royalistes, orléanistes qu'il faut redouter aujourd'hui. — Non, ils n'oseront jamais. Ils ne sont pas à craindre.

Cette réponse était le contraire de ce qu'on faisait en 1851, alors on niait que le péril fût à l'Elysée ; on s'obstinait à le voir dans le parti orléaniste.

Oui, vraiment, quand on entend aujourd'hui les déclarations péremptoires, les affirmations républicaines de tant de libéraux, qui, plus tard, outrageront la République par leurs paroles et la mineront par leurs actes, on

ne peut comprendre que la nature humaine consente à se donner de pareils démentis. En 1870 comme en 48, le républicanisme de ces nouveaux convertis est effrayant: « Il n'y a de possible que la République. Il ne viendrait à l'esprit de personne de songer aux d'Orléans. Quant aux Bonaparte, ce sont des malfaiteurs, ils ne sont plus dangereux. Nous avons le seul gouvernement possible : la République. » Fort bien, pourvu que votre opinion dure.

---

14 *Septembre.* — Ce jour restera une date pour moi. J'ai visité un Paris auquel on ne pense guère dans les quartiers riches. J'ai gravi les buttes Montmartre. C'est ici que vit depuis dix ans l'ouvrier parisien, cet artiste délicat, inspiré, le premier artiste du monde. Depuis que l'empire a chassé le peuple ouvrier de son vieux faubourg, il campe ici comme les Bohémiens.

Les Tziganes d'Orient, les Heimathloses suisses sont-ils beaucoup plus misérables dans leurs abris? Si nous avions gardé la République de 48, elle eût transformé en vingt ans ce Mont-Aventin parisien. A l'instar du canton de Vaud, les buttes Montmartre ressembleraient aujourd'hui à la cité de Lausanne. Ce sont les mêmes pentes escarpées, mêmes escaliers en colimaçon qui montent jusqu'à la pointe en pain de sucre.

Un même souffle de liberté, de prospérité, pourrait assainir ces rues. Ecoles, jardins, asiles, institutions de bienfaisance, bibliothèques communales, maisons bien bâties, rempliraient la vide place Saint-Pierre et le dédale des ruelles sombres qui la surplombent.

La dernière fois que je vis Montmartre, en 1845, les buttes étaient absolument désertes ; nul autre édifice que les moulins à vent; quelques enfants jouant dans le sable, des chiens errants, voilà la population. Aujourd'hui c'est la ville du prolétariat, pas aussi belle que les villages de

Californie qui s'élèvent à la hâte aux confins du désert; cela rappelle plutôt les vieux villages bernois dans l'Oberland, aux maisons noires et basses, superposées sur d'autres maisons. Ce qui me frappe, c'est le caractère vieux de cette ruche ouvrière.

Chassés du centre de la ville, par l'empire, les malheureux refoulés vers la banlieue toujours plus loin, toujours plus haut, ont grimpé jusque sur ces talus. La cité du prolétariat n'a pas été bâtie sur un plan; des rues en échelle, une place déserte, triste forum populaire, des boutiques en plein vent, misérables échoppes, une population dans l'indigence campée dans la rue. Les femmes y travaillent assises pêle-mêle au milieu des enfants et des animaux qui errent en liberté sur les terrains vagues.

Quand on voit là-haut ce foyer de misère, ce désordre, cette ignorance, cet abandon, et plus bas l'opulent Paris étincelant, élégant, on est effrayé. Ah! créez des écoles, des bibliothèques, des établissements de salubrité et d'hygiène populaire, des asiles, des institutions de crédit! Qui les mérite, si ce n'est cette population la plus pauvre, la plus intelligente de la terre?

Ouvrez des écoles laïques à ces malheureux petits Parisiens de Montmartre que j'ai vus jouant au jeu des couteaux. Chacun d'eux renferme l'étoffe d'un artiste, d'un citoyen utile, et peut acquérir un nom dans la science, dans les arts, dans les lettres; la patrie recrutera des hommes parmi ces déshérités, aujourd'hui confiés aux frères Ignorantins.

J'ai vu dans ces ruelles de longues files d'enfants conduits par un jésuite ignorantin ou par une sœur Carmélite. Ouvrez partout les bienfaisantes et lumineuses écoles laïques! Je voudrais que nos élégantes fissent le pèlerinage de Montmartre, non pour y offrir parcimo-

nieusement d'humiliantes aumônes, que la fierté du peuple repousse, mais pour s'instruire ; elles auraient pitié de ces petites filles en guenilles, de cette enfance désœuvrée, de cette population enfantine la plus spirituelle, la plus ardente, la moins cultivée de la terre ! O femmes ! faites une sainte ligue pour sauver de l'ignorance et du vice les générations futures ! Transformez-les par l'éducation. Redoutez ce désœuvrement, cette ignorance, cette misère ! Empêchez que, dans un jour néfaste, l'avalanche populaire se précipite sur vos quartiers somptueux, du haut de ces buttes nues, désolées, sillonnées par la foudre.

L'orage s'amassait en effet, le tonnerre commençait à gronder, les enfants qui jouaient à ce triste jeu de la galoche levèrent la tête vers le ciel ; l'un d'eux s'écria : « Entends-tu les mitrailleuses? » Je lui demandai de m'indiquer le chemin pour descendre à travers ce dédale d'escaliers. Ce pauvre petit garçon hâve, déguenillé, âgé de dix ans, paraissait n'avoir que six ans, tant il était étiolé. — Allez-vous à l'école, mon enfant ? lui dis-je. — J'y vais bien un peu le matin, mais ma mère est seule à la maison à garder trois petits frères plus petits que moi, et moi je tâche de gagner quelques sous par-ci par-là. — Et le père ? — Il est terrassier et travaille aux remparts. — Et à quelle école allez-vous, mon enfant ? —Chez les Frères.

Quoi, ce Paris si patriotique, si ardent, qui a plus que de l'intelligence, car il a du génie, ce Paris républicain et libre penseur, peut-il supporter plus longtemps cette monstruosité : l'enseignement dirigé par les frères Ignorantins? Tant de flamme peut-elle tenir sous l'éteignoir ? A ceux qui vous reprocheraient l'antipathie profonde pour le cléricalisme, une réponse suffit : le clergé a eu pendant quinze cents ans entre ses mains l'instruc-

tion du peuple, qu'en a-t-il fait? Cette ignorance séculaire est son œuvre. L'expérience de quinze siècles est convaincante, j'espère. A son tour la République entreprend l'éducation des pauvres, des incultes, elle ne demande pas des siècles; quelques années lui suffiront pour émanciper cette vive et belle intelligence française et la mettre en harmonie avec les droits politiques conférés, par le suffrage universel, au peuple souverain.

—

15 *Septembre*. — L'ennemi est en vue!... Le gouverneur de Paris a reçu aujourd'hui la dépêche: Uhlans entre Créteil et Neuilly-sur-Marne.

M. Cernuschi nous répétait tout à l'heure une pensée des plus fortifiantes : « L'Empire romain est tombé. Il aurait pu durer mille ans. Le faux César est au camp ennemi, en Germanie. La République est rétablie. Je suis heureux. »

Ah! si la foi et l'enthousiasme pénétraient l'âme de ceux qui dirigent les destinées de la patrie!

On rapporte un mot du gouverneur de Paris: « Jusqu'ici je ne croyais pas aux armées révolutionnaires. Je commence à croire qu'elles seules sont invincibles. »

Pourquoi l'omission du mot République dans toutes les proclamations? Trois cent mille gardes nationaux défilent devant lui au cri de: Vive la République! Dans son allocution, la parole libératrice n'est pas prononcée.

Pourquoi voiler le drapeau républicain? Le peuple prend patience, il se dit: Le passé répond de l'avenir. Au 4 Septembre, Paris a proclamé la République malgré le Corps législatif; aux premiers coups de canon, la petite politique du gouvernement sera forcée de faire place aux grandes mesures de salut.

—

16 *Septembre*. — Les élections des conseils munici-

paux sont décrétées pour le 25 septembre et doivent précéder de peu une Constituante; on assigne la date du 2 octobre.

Ce qui assurera la sincérité républicaine de ces élections, c'est la nouvelle politique de M. de Bismark, politique jésuitique et féroce qui prétend ramener en France l'homme de Sedan. L'Allemagne avait mis au ban de l'espèce humaine la famille Bonaparte; dans toutes les déclarations officielles, l'Allemagne répétait qu'elle faisait la guerre à « l'empereur, » non au peuple français. Aujourd'hui elle se rue sur la nation désarmée et veut lui imposer le Capitulard.

« La situation, dit mon mari, est sublime à force d'horreurs et de périls. »

Oui, l'élan national est aussi sublime qu'en 92; les chefs du pouvoir n'ont pas besoin de l'arme du terrorisme pour faire marcher les légions à la victoire, à la mort; l'amour de la patrie seul les inspire.

—

17 *Septembre.* — Les Prussiens ont passé la Seine à Choisy-le-Roi.

Les armoiries de Paris représentent un navire, c'est aux marins à le défendre. Tous les forts de Paris sont confiés aux troupes de marine; les amiraux et contre-amiraux commandent dans chacun des neufs secteurs de l'enceinte de Paris.

On a beaucoup insisté pour faire accepter le commandement du sixième secteur à M. Clément Thomas, l'ancien général en chef de la garde nationale de 48. C'est le premier ami qui soit venu nous serrer la main le jour de notre arrivée. Qui nous eût prédit ce revoir, ce retour en France, et dans quelles circonstances? M. et Mme Clément Thomas habitaient, comme nous, les bords du lac de Genève, nous les y avions laissés peu de

semaines auparavant. Ils ont aussi quitté précipitamment leur belle et paisible retraite de Montreux pour venir s'enfermer dans Paris.

On travaille à l'abattage des arbres, à la destruction des maisons de la zone militaire, on arme l'enceinte. Ce n'est pas à un homme seul qu'il en faut faire honneur, mais à la population entière dont le patriotisme, surexcité jusqu'à la défiance, ne trouve aucun effort assez énergique, aucune mesure trop prévoyante. On s'inquiète des nombreuses carrières qui s'étendent sous les forts ; après les bruits alarmants qui circulent, ces souterrains vont être rigoureusement surveillés.

La flottille de la Seine aura aussi son rôle ; elle gardera le fleuve, éloignera les brûlots et empêchera l'ennemi de construire des ponts.

—

18 *Septembre.* — Les derniers fils télégraphiques de la ligne de l'Ouest sont coupés. Paris est isolé. Nous voilà séparés de la France et du monde. Dans la nuit d'avant-hier, première victime du siége de Paris. Un factionnaire tué sur la route de Metz.

Hier, premier combat dans les environs de Paris, à Créteil. Qui peut dormir à l'idée de l'approche des ennemis?... Les Parisiens incendient les bois autour de la ville. L'odeur âcre des forêts brûlées vous oppresse la poitrine. Le ciel est tout rouge de l'incendie. Que de sacrifices ! France, ils te seront comptés dans l'avenir. Et l'Allemagne qui prétend représenter la civilisation, ivre d'orgueil, insulte à la France désarmée. Hélas ! les Prussiens viennent d'occuper Thann, cette chère maison de Thann ! Le citoyen intègre, Charles Kestner, ce grand patriote, n'aura pas vu de ses yeux tant d'opprobre ; il l'a pressenti ; il en est mort de douleur, il y a un mois.

Un membre du gouvernement que nous rencontrons

tout à l'heure dans la rue, nous disait que les Prussiens s'empareront facilement des forts, mais que Paris est imprenable dans ses murs d'enceinte. On ajoute en toute hâte une seconde enceinte de barricades à l'intérieur ; cette commission des barricades est présidée par Rochefort et Flourens.

—

19 *Septembre.* — A quatre heures du matin, nous avons entendu les premiers coups de canon. Quel moment solennel !

Ce soir, nous prêtons encore l'oreille au bruit du canon, il retentit du côté de Saint-Denis. Mon mari me répète ces mots. « Figure-toi, si nous étions encore à Veytaux, quel malheur ! »

—

Premier combat sous Paris : panique de deux régiments de ligne. Vers deux heures nous rencontrons une foule de soldats débandés, des zouaves que l'on conduit au poste. Rue de Rennes, un artilleur arrive au galop, cramponné à la crinière d'un cheval sans bride ni selle. La figure effarée, honteuse de ce malheureux troupier, en disait plus que ses paroles confuses, embarrassées. La foule s'amassait autour de lui ; nous l'interrogeâmes :

— On s'est donc battu ? Nous n'avons pas eu de succès ? Qu'y a-t-il ?

Il bégaya cette sotte réponse : « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. »

Ah ! ce lignard ne ressemblait guère à l'héroïque chasseur de Géricault.

Le fait déplorable, c'est l'abandon de Châtillon. Le fort est inachevé ; on n'a pas eu le temps de le rendre inexpugnable.

—

20 *Septembre.* — Voici ce qu'on raconte de la funeste affaire de Châtillon :

Le 18, le général Ducrot occupait la ligne des hauteurs, de Villejuif à Meudon ; c'était une tentative pour couvrir la position si importante de Châtillon et empêcher la marche des Prussiens sur Versailles. Le 19, le combat s'engage entre les Prussiens et nos francs-tireurs dans les clairières de Bagneux, en avant de Montrouge. Comme dans toutes les rencontres sous bois de cette fatale campagne, les Français sont tués à bout portant par les Prussiens embusqués derrière les arbres, les taillis des environs de Sceaux à Clamart. Dans la mêlée, mobiles et troupes de ligne tirent les uns sur les autres. Alors les zouaves formés de débris des régiments des Ardennes, saisis de panique, fuient et entraînent dans leur désordre une partie des troupes de ligne ; les Prussiens s'emparent de la redoute de Châtillon [abandonnée par nous avec huit pièces de canon. Ils mitraillent les fuyards : vainement un régiment de cavalerie cherche à les ramener au feu ; ils se réfugient sous les forts de Vanves, Montrouge, tandis que des hommes débandés pénètrent dans Paris. C'est un de ces fuyards que nous vîmes, un malheureux lignard qui avait enfourché un cheval de train.

Voilà ce que l'empire a fait de tant de soldats français. La vigoureuse proclamation de Gambetta rappelle le remède à ce mal effroyable, la cour martiale qui juge les lâches.

La canonnade continue, c'est l'artillerie de la marine qui gronde pour empêcher les Prussiens de s'établir à Châtillon.

Les forts de Montrouge et de Bicêtre dirigent leur feu sur Bourg-la-Reine que l'ennemi vient d'occuper, Montrouge sur Bagneux, pour couvrir la retraite après le

déplorable engagement. Vainement Montrouge canonne Meudon, Clamart, l'ennemi les occupe; il domine Issy, Vanves, Montrouge. Quant au Mont-Valérien, il reste seul, en dehors de la ligne de défense naturelle, formée par la Seine. Il commence un feu prolongé, inextinguible, qui domine tout l'horizon, de Saint-Cloud à Bougival, à la Malmaison, à Saint-Denis; nous l'entendons sans intervalle, à toute heure.

Les Prussiens, maîtres de Châtillon, achèvent les travaux que nous avions commencés et que vingt jours n'ont pas suffi à terminer. Le canon gronde toute la soirée. Quels lugubres échos!

Malgré tout, ces petits combats autour de Paris habituent nos troupes; nos forts tiennent à distance l'ennemi. Malheureusement, il occupe depuis le 19 Villejuif; c'est par là que Paris est le plus menacé.

Le rapport militaire signale les Prussiens à Bourg-la-Reine, filant sur Versailles, et de Gonesse à Saint-Denis. Ils affluent par trois côtés; ce sont les armées du prince royal de Prusse et d'Albert de Saxe, qui se massent autour de Paris. Le génie a fait sauter les ponts de Sèvres, de Saint-Cloud, de Billancourt.

—

21 *Septembre.* — Comment écrire avec un cœur si ému? Si j'osais, je dirais des paroles qui relèvent l'espérance. Paris les lira. Rien ne dépasse plus les fortifications. Les Prussiens entourent Paris de tous côtés; l'issue de cette lutte sera la mort ou une gloire impérissable. Cette situation jette l'âme dans des émotions inconnues. Les uns s'élèvent à des pensées recueillies, d'autres ne respirent que rage et vengeance.

L'UNION [1]

La suprême bataille est engagée sous les murs de Paris; le canon tonne, le cercle de fer et de feu étreint la ville sainte. Jamais la France ne fut plus belle et plus grande. A quelle époque de l'histoire vit-on une nation décimée, ravagée par l'invasion, faire face à tant de périls avec un sang-froid, un ordre, un calme qui n'ont d'égal que la grandeur des sacrifices? Cette France que vingt ans de tyrannie et de corruption césariennes semblaient avoir dénaturée, ces provinces épuisées par les réquisitions ennemies et par les immenses pertes d'hommes et d'argent, en quelques jours, d'un élan spontané, envoient à Paris deux cent mille défenseurs.

Ils arrivent joyeux, enthousiastes ou graves et résolus, ces enfants de Bretagne, de Bourgogne, de Franche-Comté, de Provence et de Bresse; ils marchent d'un pas allègre, les branches vertes entremêlées à leurs fusils. Une heure après ils manœuvrent sur nos places publiques; citoyens, femmes et enfants font cercle autour d'eux, les regards, les cœurs suivent chaque mouvement de nos jeunes soldats.

Aujourd'hui, les voilà aux prises avec des forces quadruples. Dans les combats de Clamart, de Châtillon, de Villejuif, de Stains, nos braves mobiles, au feu pour la première fois, se montrent plus fermes, plus équilibrés que nos vieilles troupes.

En les voyant défiler au chant de la *Marseillaise*, nous augurions bien de leur enthousiasme; ils ont dépassé nos espérances.

C'est que les mobiles sont les enfants de la République, les défenseurs, non d'un parti, d'une dynastie, mais de la patrie. Ce sont les forces vives du pays; la France est là tout entière dans ses rangs, confondue dans un même amour du sol natal. Toutes les provinces du Nord, du Midi, de l'Ouest, de l'Est fraternisent sous le même drapeau républicain, prêtes à s'immoler au devoir.

Paris a juré de rester fidèle à ce devoir simple et sublime: défendre l'honneur national, la liberté!

Et ce serment est répété par deux cent mille gardes nationaux.

Les citoyens de tout âge, hommes et femmes, tout ce qui porte un cœur français, tous ceux qui demeurent volontairement au poste du danger, tous, dans cette grande cité qu'on appelle Paris et qui renferme la France, tous sont unis dans la pensée du devoir. Ils

1. Publié par le *Siècle* et le *Temps*.

l'accomplissent avec fermeté et simplicité ; pas une seule figure effarée dans les rues; les braves seuls sont restés.

Voyez ces femmes au seuil des portes, les passants dans la rue; quel air calme. Ce peuple si vif, si remuant, si nerveux n'a-t-il pas retrouvé dans ces jours de péril des vertus stoïques? Le courage, l'abnégation du peuple de Paris sont dignes des plus belles dates de l'histoire. Jadis, dans la crise suprême, un gouvernement terrible électrisait la nation et la faisait marcher ; ici c'est le peuple qui entraîne les chefs.

Si la République de 92 a triomphé, la République de 1870 n'a-t-elle pas aussi des garanties de victoire? Aujourd'hui, comme alors, il y a des cœurs intrépides, de grandes âmes qui ont la volonté d'*être*. Pas une goutte de sang français n'entache la naissance de notre République. L'amour du sol sacré aiguillonne seul les légions qui marchent à la victoire, à la mort.

Ah ! nous sommes fiers de Paris, de la France ! L'Europe égoïste et inerte nous abandonne, Paris ne s'abandonne pas. Notre espoir, c'est que la France étonnera le monde par la grandeur de sa résistance, par la sagesse de sa vie publique ; la liberté fera ce prodige.

Si nous survivons au bombardement dont on nous menace, quels jours de triomphe et de vraie gloire !

Nous traversons la mort pour conquérir une vie purifiée des souillures de l'empire ; elles sont déjà effacées par l'immortelle journée du 4 Septembre.

Depuis cette heure, Paris a grandi sans cesse ; on est ému jusqu'aux larmes, électrisé toutes les fois qu'on se mêle à la foule. Que nous sommes heureux de respirer, depuis quinze jours, ce souffle d'héroïsme !

Le gouvernement du Deux-Décembre a précipité la nation dans la situation la plus tragique dont les annales humaines fassent mention. Un drame antique, un récit romanesque, une page d'histoire qui approcheraient de la situation faite à la France épouvanteraient l'imagination. Eh bien ! cette situation est la nôtre ; c'est la vivante réalité, l'actualité sanglante ; le moment présent est plein d'horreur, et pourtant Paris n'a jamais montré plus de calme et de sérénité. L'équilibre moral, l'ordre matériel, n'ont jamais été aussi parfaits.

C'est que l'élite de la France vit et respire dans cette enceinte de Paris. Centralisation sublime d'une grande nation à l'heure du péril. Depuis la fédération de 92 on ne vit aussi vaste fusion des provinces dans Paris.

Pour la première fois depuis cette guerre impie, nous avons le droit d'invoquer les dates immortelles de la grande Révolution, un moment profanées par les ineptes histrions qui conduisirent nos armées à la boucherie.. La République, née le lendemain d'une catastrophe colossale, la République a recueilli avec intrépidité l'héritage des désastres légués par l'empire. Dépouillée de tout, soldats, armées, munitions, elle crée en quinze jours une armée de quatre cent mille combattants; ces enfants de la République n'opposent pas seulement à l'ennemi, fusils, canons, mitrailleuses, mais l'armure invincible du patriotisme.

Quel pays fut jamais aussi digne de respect et d'amour que cette France, lâchement trahie par l'homme de Sedan ! Plus d'armées, l'invasion avance, les torrents ennemis inondent les plaines, les défilés ; marée montante qui submerge villes et villages; déjà ses flots viennent battre les remparts de Paris, et cependant la foi du peuple n'a pas vacillé un moment.

Au danger réel n'ajoutons pas les dangers imaginaires, n'affaiblissons pas nos forces par ce dissolvant des âmes : le doute. De toutes les pensées, la plus réconfortante, c'est que la France délivrée du césarisme, représente enfin la justice, le droit. Voilà les dieux tutélaires qui combattront avec nous. Quatre cent mille Français libres défendent sur les remparts de Paris une France régénérée. La flamme de la liberté éclaire la veillée des armes.

Pendant ces jours terribles, une joie sublime remplit nos âmes à cette pensée : Le peuple s'est retrouvé ! La nation a ressaisi sa souveraineté, la vie morale renaît, la vérité circule dans l'air plus vivifiante que le souffle des hautes cimes. En levant les yeux, en voyant rayonner partout sur nos places publiques ces mots radieux : « République française, » on tressaille, on sent l'orgueil de la conquête ; nous sommes déjà les vainqueurs. Paris a expulsé l'ennemi intérieur, le Deux-Décembre est effacé, l'empire romain est tombé. Nous n'aurons plus les douze Césars; jamais, en France, un Bonaparte ne règnera.

Les autres nations nous ont longtemps jeté cette injure : « La « France abuse de la liberté, elle ne peut la supporter, elle n'est pas « faite pour la République, il lui faut une dictature, une main de « fer. » Eh bien ! cette dictature a garrotté pendant vingt ans la France, cette main de fer l'a livrée aux Prussiens.

La République brise les chaînes du pays et lui remet l'arme des forts, la liberté. Déjà nous montrons à l'ennemi que le corps paralysé de la nation a retrouvé sa vigueur. Montrons-lui par notre

union que l'âme de la nation, retrempée dans le patriotisme, s'élève au-dessus des funestes divisions de parti. Que toutes les volontés unies en faisceau défendent la patrie.

Rendons à César ce qui appartient à César ! Rendons-le responsable de nos désastres. Aujourd'hui tous les bras, tous les cœurs s'unissent pour chasser l'ennemi que l'homme de Sedan a attiré sur la France, sur Paris. Mais l'heure de la paix sonnera ; et alors ces mêmes forces de la patrie, unies dans une défense commune, repousseront l'ignorance et la misère et feront servir les ressources de la France à son bien-être matériel et moral.

Français, voici le moment le plus sublime de notre vie nationale ! Il s'agit de repousser l'invasion et d'effacer, par des prodiges d'héroïsme et de sagesse, la honte de ces vingt années. Votre désunion seule a prolongé le règne monstrueux de l'homme de Décembre. Votre union seule sauvera la patrie et guérira de si grandes blessures. Unis dans le péril, restons unis après la victoire. Soyons un peuple de frères qui travaille résolûment à fonder une liberté durable.

—

22 *Septembre*. — Nous avons eu aujourd'hui la visite de Louis Blanc. Revoir à Paris nos grands proscrits, Victor Hugo, Louis Blanc, Schœlcher, quelle fête c'eût été en d'autres temps ! L'oubli d'eux-mêmes, après vingt ans de sacrifices, ajoute au respect qu'ils commandent : cela fera réfléchir un jour le pays qui a supporté leur longue proscription.

Le peuple les comprend. Un ouvrier me disait : « Comment l'empire pourra-t-il jamais expier le crime d'avoir proscrit de tels hommes, les gloires les meilleures de la France ! Paris du moins ne les a pas oubliés. »

Ce n'est pas seulement le grand historien qu'il faut honorer en Louis Blanc, mais un vrai représentant de la Révolution française. Il a vécu dans l'intimité des hommes de l'ère héroïque, de ceux qui donnaient tout à la patrie et ne lui demandaient rien.

—

Le ministre des affaires étrangères est au quartier général pour négocier l'armistice en vue des élections.

Dans les réunions publiques, on s'agite beaucoup, on craint une paix honteuse.

Delescluze déclare que le gouvernement trahit ses devoirs, qu'il faut le remplacer, repousser toute proposition de paix, poursuivre la guerre à outrance. Aux grands applaudissements de la foule, il a lu quelques noms comme membres du futur gouvernement, parmi lesquels Victor Hugo, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Édgar Quinet.

La réponse d'Edgar Quinet est bien simple : « Quelles que soient les fautes du gouvernement, il faut le soutenir. Ne finissons pas comme au siége de Jérusalem. En face de l'ennemi, il s'agit de former le bataillon carré. On ne fait pas d'évolutions quand le corps d'armée ennemi est en présence et se déploie sur toute la ligne. Notre objectif, c'est Bismark, le roi de Prusse. Ils ont déclaré ne pas vouloir reconnaître la République, parce que demain, disent-ils, il faudra traiter avec le gouvernement de Rochefort. Le seul pouvoir légitime, à leurs yeux, c'est Napoléon. Oui, ces mêmes Prussiens en sont venus à se démentir, après avoir affirmé au début de la campagne qu'ils faisaient la guerre à Napoléon III, non à la France. Ils emploient les mêmes fraudes, les mêmes corruptions que Louis Bonaparte.

—

Le Comité central républicain des vingt arrondissements s'est réuni à l'Alcazar ; il a décidé de faire porter à l'Hôtel de Ville ces cinq propositions rédigées séance tenante : 1° La République ne peut traiter avec l'ennemi qui occupe notre territoire ;

2° Paris est résolu à s'ensevelir sous les ruines, plutôt que de se rendre ;

3° Levée en masse. Réquisition de tous les vivres ;

4° Suppression de la préfecture de police ;

5° Elections des membres de la Commune.

Le gouvernement a affirmé qu'à aucun prix il ne traiterait avec les Prussiens.

Les élections communales ne peuvent être faites avant le 28. Mais la réponse qui pacifie et désarme les plus intraitables est la déclaration officielle du gouvernement : *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.*

—

Les événements changent d'aspect selon la personne qui les raconte. Ce matin, la situation semblait extrêmement menaçante. Ces cinquante-six commandants de la garde nationale exigeaient, à l'Hôtel de Ville, la guerre à outrance : Pas de paix ; ni un écu, ni un vaisseau. Cette émotion publique est causée par la démarche de Jules Favre au quartier général ennemi.

On craint que la Commune de Paris ne sorte des futures élections. Tout cela nous semble le prélude du siége de Jérusalem, où les Juifs se détruisirent eux-mêmes avant de tomber sous le coup des Romains.

Ce soir nos appréhensions se calment. Après tout, les trois cent mille gardes nationaux qui forment la majorité dans Paris n'éliront pas une Commune révolutionnaire, mais un conseil municipal régulier, dont feraient partie les maires et adjoints actuellement en fonction. De plus, chaque quartier fera un choix parmi les commerçants, les savants, les industriels ; ce comité municipal représenterait le vrai caractère de Paris. On a désigné pour le sixième arrondissement MM. Vacherot et Edgar Quinet.

Au milieu de ces perplexités, la réponse de M. de Bismark survient et rétablit l'union. La paix intérieure se fait par la guerre extérieure. Nos exaltés craignaient que les Prussiens consentissent à la paix. Nul danger. Les Prussiens exigent l'Alsace et la Lorraine. Voilà

tout le monde d'accord. On se battra à outrance, jusqu'à la mort.

Rien n'est plus funeste à l'hygiène morale de Paris que ces fausses espérances qu'on fait courir à tout moment. Après chaque déception, il faut se remonter de nouveau et reprendre le tempérament des combats.

Le silence des Prussiens cause une anxiété générale. Depuis que nous n'entendons plus tonner nos forts, nous avons tout à craindre. Si l'ennemi allait se borner à cerner Paris, prolonger l'investissement sans combats, pour nous réduire par la famine, nous tenir tout un mois dans l'attente ? Tout un mois ? cela paraît un siècle !

—

23 *Septembre*. — Nous avons repris Villejuif ; c'est notre premier succès. Tout le monde, dans les rues, sur les boulevards, répétait : Ah ! si cela pouvait durer ! Le bruit de la canonnade apprend aux Parisiens qu'une bataille s'est engagée et que les troupes se battent très bien. Quelle joie après la déplorable affaire de Châtillon ! On exagère le succès, on ne parle de rien moins que de dix mille prisonniers. C'est assez que le moral des troupes soit refait par ce combat heureux qui élargit le cercle d'investissement et nous met en possession d'un point important.

De son côté, l'amiral Saisset avec ses fusiliers marins et les éclaireurs de la Seine (colonel Lafon) fait une reconnaissance vers le Bourget et chasse les Prussiens de Drancy.

A Pierrefite, le général Bellemare harcèle l'ennemi. Cette guerre d'escarmouches, indiquée par l'opinion générale, exaspère les Prussiens.

—

Résumé des nouvelles : Dès le 22 au soir, la division

Maudhuy s'avance vers Villejuif et le Moulin-Saquet ; elle s'empare du plateau pendant la nuit. Quand l'ennemi revient le matin, il est reçu par un feu violent et rejeté hors du village. Les Hautes-Bruyères étaient occupées par des masses considérables de Prussiens. Nos troupes s'élancent, à la pointe du jour, et enlèvent la position ; mais la redoute est si dégradée qu'elles ne purent s'y maintenir. Elles s'établirent entre Villejuif et les Hautes-Bruyères; vainement l'ennemi cherche à les déloger. Moulin-Saquet est réparé, la défense de Villejuif assurée, les Hautes-Bruyères couvertes de batteries. La division Maudhuy surveille l'ennemi qui pourrait tenter un mouvement tournant par la Bièvre. Cette position des Hautes-Bruyères, que les Prussiens avaient abandonnée, est très importante. Elle domine Chevilly, la Belle-Epine, et rend impossibles les communications des Prussiens par la route de Choisy à Versailles. En gardant les Hautes-Bruyères, les Prussiens auraient pu écraser Montrouge, attaquer Bicêtre et Ivry. Déloger les Prussiens des Hautes-Bruyères, c'est reculer de deux kilomètres la ligne d'investissement. Voilà pourquoi la reprise de Moulin-Saquet et des Hautes-Bruyères abandonnés par le général Trochu est un vrai succès.

A Gentilly aussi, nous avons fait reculer les avant-postes prussiens placés le long de l'aqueduc d'Arcueil ; l'ennemi s'est replié sur Moulin-Cachan.

—

Le rapport de Jules Favre sur l'entrevue de Ferrières émeut Paris ; c'est une belle page d'histoire ; les plus sévères parlent de cette démarche comme de quelque chose d'antique. Si elle eût réussi, elle fondait la République, même par cette paix noblement offerte. Du moins elle démontre l'intention bien avérée des Allemands d'anéantir la France. Ils exigent l'Alsace et la

Lorraine ! A cette condition seulement ils déposeront les armes. Jules Favre omet dans son rapport certaines paroles de Bismark, trop cruelles à répéter : « Nous ne « vous attaquerons pas ; nous ne sommes pas pressés, « nous sommes très bien ici. La France n'existe plus. « Nous pouvons nous y promener la canne à la main. « Voyez, l'autre jour à Châtillon, vous étiez trente « mille contre dix mille Prussiens, ils vous ont balayés ! » Jules Favre lui demanda : « Vous avez donc l'in- « tention de brûler Paris ? — Brûler Paris ? Mon « Dieu non. Nous ne brûlerons que ce qui sera néces- « saire. En un mot, il nous faut Strasbourg, parce que « c'est la clef de la maison ; il nous la faut. »

Voilà enfin une situation nette et qui va rallier au Gouvernement tous les partis. Les dernières réunions le prouvent; les orateurs les plus fougueux s'écrièrent : « nous allons tous nous serrer autour du Gouvernement. » Le mot de Bismark qui fait le plus d'impression est celui-ci : « Si nous ne prenons pas Paris, la populace aura renversé le Gouvernement dans huit jours. »

—

Voyez ce que devient un homme qui n'a plus d'espérance ! disait mon mari en écoutant ce soir un flot de paroles amères, injustes. Il y a des Français qui ont pris l'habitude de discuter dans le vide; aucune de leurs paroles ne porte sur le fait capital, urgent. Oui, il y a des Français qui professent un extrême mépris pour la France, un dédain absolu de tous les efforts tentés pour sauver la patrie. Ah ! c'est entrer dans une voie funeste. Sans en avoir conscience, on livre ainsi son pays, en le présentant comme incapable de résistance morale et matérielle. Si vous croyez votre pays indigne, il n'y a plus qu'à se croiser les bras et assister, impassible, à l'exécution de la vengeance céleste. Non, ce n'est pas

avec la haine et le désespoir qu'on sauve son pays, mais avec l'espérance et l'amour... Quand la vie publique est devenue une guerre en permanence, que dans l'intimité du moins les paroles répandent la paix.

—

24 *Septembre*. — Edgar Quinet a eu une entrevue avec le général Leflô et lui a exposé ses vues sur la levée en masse, qu'il considère comme insuffisante; il faut des forces organisées. La loi du 10 août 1870, qui appelle les hommes de 25 à 35 ans, peut donner de bons soldats anciens, il faut l'exécuter. Il faut à tout prix former une armée de secours, toute la question militaire est là; les fortifications de Paris supposent une armée de secours. Il faut se concentrer maintenant sur ce travail. Chaque homme a une pensée dominante à un moment donné. « La pensée qui ne me quitte pas, dit-il, c'est celle de l'armée de secours. Là est la nécessité, le salut. » Le général Leflô est d'accord sur tout. Voici le résumé des détails sur l'état actuel de nos forces en province : Quinze départements de l'Ouest se sont groupés, ont voté quinze millions, organisent leurs forces, gardes nationales, mobiles. Ils n'ont pas de garde nationale, mais une armée. On fait des levées en Normandie, au Havre, où l'on croyait que l'on serait attaqué. — On a envoyé un général à Belfort pour organiser une armée et prendre en flanc les Prussiens par la gauche. Il restait quatre régiments en Algérie; on en ramène trois en France. On a envoyé à Tours l'amiral Fourrichon, et un bon général, un bon officier organisateur pour former une armée sur la Loire. De plus, on a fait des contrats avec des particuliers pour soixante-dix millions, on n'a reçu que dix mille fusils; les canons ne manquent pas

« Ordre a été donné de faire sauter le tunnel de Saverne. On voulait établir l'armée en formation à Lyon, à

Marseille ; on s'est décidé à la placer sur la Loire. Lyon se défendra, mais ne donnera pas une armée de campagne. Aujourd'hui, les communications sont partout coupées. Inspection faite des fortifications de Paris, l'aspect en est très satisfaisant ; l'esprit de la population excellent. Il s'agit d'élever les provinces à ce point-là. Le général Trochu déclare que les mobiles se battent comme de vieux soldats.

« Les armes ne manquent pas, on fabrique à Saint-Etienne, à Tulle, cinquante mille fusils par mois. »

Edgar Quinet répétait : Le moment est venu d'envoyer à Garibaldi le vaisseau qu'il attend.

---

25 *Septembre*. — Les journaux publient aujourd'hui son premier mémoire militaire, intitulé : *L'armée de secours :*

Depuis le commencement du siége, chacun s'est attaché à une question vitale. On s'est partagé le travail. De cet ensemble est résulté la force qui éclate à chaque pas dans la défense de Paris. Pour moi, depuis mon retour en France, voyant combien Paris est invulnérable, je me suis attaché à la question qui me semble plus négligée parce qu'elle est plus loin de nous ; je veux dire : l'organisation militaire des départements.

Il présente un plan de défense générale ; il le démontre avec l'évidence d'une vérité géométrique :

Reprendre la tradition militaire de la République et rompre avec la stratégie du second empire qui a isolé les corps d'armée et a produit les désastres de Wœrth, Forbach, Sedan. La tradition républicaine veut la concentration rapide des forces, l'action commune des armées. Que de la circonférence, la France entière, armée, organisée, se resserre autour du centre. Le champ de bataille est autour du mur d'enceinte de Paris.

Le ballon emporte l'appel aux *armées de secours ;* nous l'adressons à la Délégation de Tours, à nos amis des départements de Vaucluse, Haute-Savoie, Alpes-Maritimes, Hautes-Pyrénées, Charente, Maine-et-Loire,

Haute-Garonne, et aussi à nos amies les plus actives, surtout à la ***veuve d'un soldat*** [1], pour en multiplier la publicité.

—

26 *Septembre*. — Toutes les conditions sociales sont enfin ralliées dans un sentiment unanime d'exécration contre l'auteur de nos désastres. On n'est guère accoutumé à rencontrer des sentiments républicains, un patriotisme viril chez les reines de la mode ; c'est pourtant de l'une d'elles, dans un magasin de la rue de Richelieu, que j'entendis ce propos : « Nous avons tout ignoré parce que nous avons voulu tout ignorer. Nous nous sommes laissé mettre au pillage par une troupe de bandits ; nous avons été flétris aux yeux de l'Europe ; nous avons supporté pendant vingt ans un infâme. Maintenant il faut espérer que cette leçon ne sera pas perdue pour nous et que les Français se mettront du plomb dans la tête. » Tout cela débité en chiffonnant des dentelles et des rubans.

Dix minutes après, une femme dans la rue se plaignait de la misère ; une autre répond : « A qui la faute ? cela nous apprendra à mettre des souverains sur le trône qui

1. Tous ceux qui connaissent madame Hippolyte Meunier admirent en elle l'infatigable missionnaire du progrès. Depuis la mort de son mari, tué au siége de Puebla, chaque jour de cette vie si noble est consacré à éclairer les classes populaires, ou à soulager des infortunes. L'école laïque, la bibliothèque communale, voilà le but persévérant de ses efforts. Que de villages de Bretagne, de Normandie, où sa présence est saluée comme un bienfait ! A l'aide de gens de cœur, que l'attraction du bien groupe autour d'elle, la bibliothèque populaire est fondée au bout de quelques jours, de quelques semaines. A ce travail de moralisation et d'instruction populaire contribuent beaucoup ses excellents petits livres. Le *Docteur au village* et la *Botanique* devraient se trouver dans tous les établissements d'éducation. Rien ne caractérise mieux Mme Meunier que ces mots que m'écrivait récemment un ouvrier : « Ses paroles, ses écrits, ses démarches ont tous pour but une bonne action. »

vivent de la moelle du peuple, puis se sauvent avec la caisse et vous laissent dans le pétrin avec un million d'ennemis sur les bras. »

La fièvre du soupçon contre les espions n'est pas encore calmée. Nous avons eu la visite d'un brave officier de la ligne arrêté (puis relâché), uniquement parce qu'il est blond et gros ; on le prenait pour un Prussien déguisé.

—

27 *Septembre.* — On nous raconte une touchante histoire : une jeune dame de vingt-deux ans est venue à pied à Paris, déguisée en paysanne, et s'est chargée bravement de remettre des lettres précieuses dont elle avait été chargée. Son premier soin en arrivant fut d'aller dans un magasin pour y acheter des vêtements. Elle s'en revêtit, fit ses visites, s'acquitta de sa mission, après quoi elle reprit son costume de paysanne, sa hotte de légumes, et, intrépide, franchit de nouveau les lignes prussiennes pour retourner dans le département de Seine-et-Marne.

Voici un mot très beau que nous entendîmes aujourd'hui : « Ou nous mourrons, ou nous entrerons dans la vraie vie. » Oui, la France a devant elle une ère magnifique. L'esprit national s'est retrempé. Bien coupables ceux qui chercheraient à le ravaler.

Cette après-midi, une vive alerte a mis tout le quartier en mouvement. On voyait d'immenses colonnes de fumée s'élever à l'horizon. La crainte des incendies hante l'esprit de tous les Parisiens. Les Prussiens se vantent de brûler Paris, on croyait que le feu avait éclaté dans quelque grand édifice. C'était du pétrole enfoui sur les buttes de Chaumont qui s'était enflammé, soit par imprudence, soit par la main des Prussiens.

Qui accourut pour l'éteindre ? Flourens avec son bataillon.

28 *Septembre.* — Nuit calme, beau soleil ; l'espérance est dans tous les cœurs, quoique les Prussiens dominent les hauteurs de Saint-Cloud et de Meudon. La première estafette de Tours a pénétré hier dans Paris, les provinces se lèvent, l'élan patriotique se manifeste par les forces déjà engagées en avant d'Orléans sur les derrières de l'ennemi. Le soir, une seconde estafette confirme nos espérances. La proclamation du Gouvernement enflamme les esprits et réveille, dit-on, les sympathies de l'Europe. Ah ! ne nous occupons pas de cela. Nous savons ce que vaut l'amitié de l'Europe ! elle assiste, les bras croisés, à l'assassinat de la France.

L'important, ce sont les trois armées en voie de formation pour la défense nationale. Ce serait le moment d'accepter l'offre de Garibaldi. Comme en 1860, il agirait avec ses volontaires, à côté des troupes régulières. Par une sorte de pressentiment, il exprimait, dans sa proclamation à l'armée française, au mois de mai (lors du plébiscite), l'espoir de combattre un jour à ses côtés.

—

29 *Septembre.* — Les journaux modérés proposent une solution rationnelle à toutes les difficultés que présentent les élections municipales : « Faites un conseil communal qui renfermera à la fois les hommes compétents en matière administrative, et les illustrations de la science et de l'art. Pour Paris, il ne saurait y avoir de liste sans les noms de Victor Hugo, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Edgar Quinet. Ainsi serait déjoué le dessein de ceux qui veulent renverser le Gouvernement ; ce conseil municipal serait une autorité morale et une garantie. »

On dit que quatre cent mille hommes se forment du côté de la Loire. Malheureusement nous avons cédé pas à pas nos positions les plus importantes autour de Paris.

Nous avons laissé prendre les hauteurs de Meudon et les collines environnantes. Depuis vingt ans, il en a toujours été ainsi. Nous avons tout laissé prendre. Oui, mais nous avons reconquis toutes nos positions en un jour. Un feu croisé de volontés, d'intelligences, d'activité, défendra désormais nos hauteurs morales. Qu'il en soit de même dans les combats contre les Prussiens.

—

30 *Septembre*. — Le canon tonne depuis cinq heures du matin. « Cela chauffe de ce côté, » disait un homme dans la rue, en désignant Saint-Denis.

Encore un succès, et vraiment glorieux pour le 13e corps. Le combat de Chevilly rend la confiance à nos troupes. Parties d'Ivry, de Bicêtre, de Montrouge, elles attaquent l'Hay, Chevilly, Thiais, fortement défendus par les Prussiens. Le général Blaize pénètre dans Thiais ; le général Guilhem, à la tête du 35e et du 42e, s'empare de Chevilly et repousse les Prussiens. La ligne de bataille s'étend jusqu'à Créteil. Nous espérions cette fois, avec plus de chances, couper les communications de l'ennemi avec Versailles. Mais les Prussiens reçoivent des renforts en masses profondes ; nous n'en recevons aucun. La lutte devient des plus acharnées ; le 89e de ligne, le 15e bataillon emportent l'Hay maison par maison. Les mobiles de la Vendée sont superbes sous le feu. Le 35e allait emporter le parc, lorsque l'ordre de la retraite fut donné. Le général Guilhem est frappé mortellement. Malgré ces grandes pertes, un avantage incontestable nous reste : le soldat a repris confiance. Quant à Paris, sa seule inquiétude, c'est le silence du canon.

II

OCTOBRE

1er *Octobre*. — L'affaire d'hier nous a coûté deux mille hommes tués, blessés ou disparus ; mais l'attitude des mobiles est excellente. Couper le pont de Choisy, donner la main aux armées de secours, c'est là ce qu'on aurait voulu tenter ; malgré cet échec, tout respire l'espoir. Il faut l'entretenir à tout prix. Mon mari écrit un nouvel appel pour réclamer l'énergique formation des armées de secours. Les plus amers, les plus découragés se sentent réconfortés.

Le parti des fossoyeurs sème les plus noires nouvelles; il n'y aurait plus qu'à se laisser mourir si on admettait ces comparaisons impies entre la France et la Pologne.

Redresser les esprits, répandre la vérité est aussi nécessaire que de travailler aux retranchements, aux fortifications. Ne dites pas : « Je n'ai aucune autre responsabilité morale que celle de mes actes personnels. Je ne m'occupe pas des éventualités ; je vis au jour le jour. » On peut, on doit aider aussi à former une opinion publique juste, saine, courageuse, et combattre les fausses idées et les alarmistes.

Un grand devoir, c'est de prêcher l'union et de soutenir le gouvernement malgré les reproches qu'il encourt. Et puis, la consolation suprême c'est de penser : les malfaiteurs ne sont plus là. Leurs actes, si longtemps niés, sont étalés en plein soleil par les papiers saisis aux Tuileries.

Les anciens proscrits ont des joies austères, de tristes satisfactions. Ils affirmaient, pendant dix-neuf ans, la corruption des Bonaparte, leur système de pillage et de trahison.

— Exagération ! leur disait-on. Aujourd'hui, chaque Français tient en main la preuve officielle des déprédations de ce régime odieux. Chaque membre de cette famille absorbait à lui seul plusieurs millions par an. Et l'on refuserait des secours aux gardes nationaux pour nourrir leurs femmes, leurs enfants, quand ils se dévouent à la défense de la patrie ?

La presse ne seconde pas assez le mouvement d'opinion contre l'auteur de nos désastres. On le ménage; nous avons entendu dire il y a quelques jours : « Quand « l'Empereur est prisonnier, ce n'est pas le moment d'en « dire du mal. »

Faut-il se borner à injurier le « roi bigot, » le « pieux soudard? » Comme si les Prussiens étaient tenus à être bons et aimables pour nous ! Ils veulent nous exterminer; nous nous défendrons et nous tâcherons de les exterminer. Mais ne négligeons aucune occasion de rappeler que Louis Bonaparte a déchaîné contre nous toutes les calamités. La haine du Prussien n'a pas besoin d'être inculquée; les horreurs qu'il commet journellement entretiennent notre haine; le canon prêche éloquemment. Que chaque détonation signifie pour les Parisiens : *Voilà l'œuvre des Bonaparte!*

—

2 Octobre. — Cruelle nouvelle! Strasbourg et Toul ont succombé!...

Voici la proclamation :

Citoyens,

Le gouvernement vous doit la vérité sans détours, sans commentaires.

Les coups redoublés de la mauvaise fortune ne peuvent plus déconcerter vos esprits ni abattre vos courages.

Vous attendez la France, mais vous ne comptez que sur vous-mêmes.

Prêts à tout, vous pouvez tout apprendre. Toul et Strasbourg viennent de succomber.

Cinquante jours durant, ces deux héroïques cités ont essuyé, avec la plus mâle constance, une véritable pluie de boulets et d'obus.

Epuisées de munitions et de vivres, elles défiaient encore l'ennemi.

Elles n'ont capitulé qu'après avoir vu leurs murailles abattues crouler sous le feu des assaillants.

Elles ont, en tombant, jeté un regard vers Paris pour affirmer, une fois de plus, l'unité et l'intégrité de la patrie, l'indivisibilité de la République, et nous léguer, avec le devoir de les délivrer, l'honneur de les venger.

Vive la France ! vive la République !

LÉON GAMBETTA.

Eh bien, au lieu de nous lamenter, réagissons. C'est ce que mon mari va tenter dans un nouveau manifeste.

La vérité, c'est que tout le monde s'attendait à la chute de Strasbourg et de Toul dans un temps plus ou moins prochain. Cinquante jours de fière résistance, voilà le miracle. Ne nous exagérons pas ce malheur. Paris délivrera l'Alsace. Loin de nous les mines allongées, les esprits effarés, les sceptiques, les irrésolus. Sans jactance, avec un espoir fondé sur la raison, il faut croire la victoire possible, la délivrance certaine.

Ce qui nous inquiète depuis quelques jours, c'est le silence des forts. La canonnade nous manque beaucoup. Allons, modérons notre ardeur. Comme les jeunes conscrits qui ont besoin de s'accoutumer peu à peu au son

du canon, tâchons de supporter quelques jours de silence... Mais c'est bien difficile.

Les Prussiens ont l'air de ne pas vouloir nous attaquer; ils comptent nous dompter par la famine ou par les divisions intérieures.

Victor Hugo vient d'écrire un superbe manifeste; il y a là une pensée, une vraie perle :

J'oublie mon nom, je m'appelle Patrie.

Louis Blanc adresse un très éloquent Appel au *Peuple anglais*. Quelle joie de voir les trois proscrits se donner cette fière fonction : le ravitaillement moral de Paris.

—

3 *Octobre*. — C'est la journée des alarmistes; nous ne pouvons faire un pas sans nous heurter à quelque découragement :

— Les Prussiens ont pris Orléans et menacent Tours.

— C'est désolant! mais Paris tient bon, et avec l'armée de secours tout sera réparé.

— Elle n'arrivera pas.

— La province peut nous fournir 700,000 hommes. N'est-ce donc rien?

— Ce ne sont pas des soldats.

— Les mobiles n'étaient pas des soldats, ils le sont devenus.

— Il n'y a pas d'armes.

— On en fabriquera.

— Pas d'artilleurs.

— Ils le deviendront.

— Cela demande plus d'un jour.

— Depuis qu'on nous fait cette réponse, voici quatre semaines perdues. Obtenez du Gouvernement de ne pas refuser le concours d'hommes énergiques qui veulent soulever la province; ils offrent de franchir les lignes prussiennes à leurs risques et périls.

— La province a horreur de la République; elle refusera des hommes, si on lui envoie des commissaires.

— Vous parlez des campagnes, des sept millions de plébiscitaires, et nous parlons des villes de France qui, toutes, ont proclamé la République en même temps que Paris. Si le Gouvernement les aide, ces populations intelligentes des villes organiseront la guerre nationale et entraîneront les campagnes. Oui, l'intelligence des villes commandera à l'inertie des villages. D'ailleurs, pourquoi médire de nos campagnes? D'où viennent les innombrables soldats qui, chaque jour, rejoignent le drapeau? La province en a fourni des centaines de mille depuis un mois. Elle n'est donc pas si hostile. Son attitude dépend de l'énergie du Gouvernement.

— Les Prussiens vont poursuivre la délégation de Tours de ville en ville.

— Ils ne peuvent être partout à la fois.

— Ils sont sept cent mille hommes.

— Et la France trente-huit millions. La France ne peut pourtant pas devenir province prussienne; il faut bien que cela ait une fin. Paris tiendra au moins six semaines et donnera à la province le temps de s'organiser.

Tous les efforts pour ramener un esprit dévoyé ne servent qu'à l'enraciner plus obstinément dans son erreur. On m'a fait de singulières réponses, de plus singulières questions :

— Si Paris tombait, cela enflammerait les provinces.

— Comment! ces provinces que vous dites si inertes, si hostiles à Paris, elles se passionneraient pour la guerre à outrance, quand l'admirable résistance de nos trois cent mille combattants serait anéantie?

N'avons-nous pas entendu répéter, dans les premiers jours de septembre, ce mot de quelques paysans affolés: « Ce

serait un malheur que Paris se défendît, car les Prussiens se rabattraient sur nous! » C'est la logique de vingt ans d'esclavage.

— Avec qui les Prussiens traiteront-ils, s'ils entrent dans Paris? Horrible supposition. Occupons-nous de la vie, non des formalités du décès.

—

« Voyons la véritable situation sans exagérer ni dissimuler les périls, » dit Edgar Quinet. Les Prussiens vont chercher à empêcher la formation des corps français en déployant des rideaux de troupes pour terrifier le pays. Partout où commence un noyau d'armée, ils chercheront à l'écraser. La France a opposé si peu de résistance pendant l'empire que les Prussiens s'imaginent qu'ils vont continuer leur marche triomphale.

A ceux qui sèment les bruits les plus décourageants et prétendent que la province est tiède, indifférente, il répond : « N'attendez rien de l'élan, de l'initiative individuelle dans un pays énervé par vingt ans de servitude. Vous avez des lois, faites-les exécuter et vous aurez des soldats; commencez, et sans retard, la fabrication des armes et des canons se chargeant par la culasse. Le salut du pays sera-t-il entravé par la vieille routine, par l'obstination du comité d'artillerie, auteur des désastres de Woerth et de Sedan? Point de faiblesse, point d'hésitation. Que le Gouvernement ordonne; Paris et d'autres villes fabriqueront les armes en masse; il y a un mois que les commandes auraient dû être faites. »

Voici l'heure de montrer de l'énergie. Peut-on l'attendre de ceux qui oscillent entre tous les partis? Aurons-nous enfin en province une administration républicaine, au lieu des fonctionnaires impériaux qui entravent la défense nationale? D'indécision en indécision on arrive à la paralysie.

4 *Octobre.* — Aujourd'hui, Edgar Quinet adresse son appel *aux provinces*. En voici un résumé :

« Toul est tombé! Strasbourg est tombé! Ces mots cruels ne doivent point vous abattre. Strasbourg se relèvera et restera France à jamais. Mais, pour sauver Strasbourg, c'est ici, à Paris, que l'Alsace et la Lorraine doivent être défendues. La crainte de la formation de nos armées de secours est la principale préoccupation des Prussiens. Ils se sentent perdus si la France réunit une armée extérieure capable de les assiéger dans ce siége de Paris. Nous ne demandons pas aux provinces l'enthousiasme, la sublimité morale, Paris se charge de communiquer sa flamme aux départements. Nous leur demandons l'exécution stricte de la loi. Les provinces ont encore en réserve deux cent cinquante mille mobiles; le contingent de 1870 donne au moins cent cinquante mille hommes; la loi appelle sous le drapeau deux cent mille hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans; la classe de 1871 ne peut être au-dessous de cent cinquante mille. Ces levées réunies forment un total de sept cent mille combattants fournis par la loi. Ne répétez donc plus : Nous ignorons ce qui se passe en province. Ordonnez, et vous serez obéis. La loi désigne les hommes; ils sont là, groupés en masses innombrables. La Germanie se jette tout entière sur nous; appelez à vous toutes les Gaules. »

—

5 *Octobre.* — On voyait ce matin des légumes frais aux Halles, aux marchés. Ce sont les maraudeurs qui les ont rapportés dans Paris. Est-il sage de permettre à cette foule de se répandre dans les champs, hors des avant-postes, et de laisser aux Prussiens la chance d'entrer à sa poursuite? On réclame le réquisitionnement des vivres; le Gouvernement n'ose.

Nous ne savons rien de l'extérieur; des journaux anglais, vieux de dix jours, ne nous apprennent rien, sinon le vrai caractère de la capitulation de Sedan. Louis Bonaparte, pour obtenir des Prussiens une restauration napoléonienne, cédait l'Alsace et la Lorraine, en même temps qu'il livrait à la Prusse quatre-vingt mille soldats français.

Étrange situation, qui, dans l'histoire, n'a jamais eu de précédent. Paris, retranché du monde comme s'il en avait été arraché par une convulsion géologique et lancé, seul à part, dans l'espace, Paris se suffit à lui-même par l'action, par la pensée. Mais la vie matérielle menace de devenir impossible; l'émeute de la faim n'est pas à redouter. Paris accepte la mort plutôt que de capituler.

—

Qui pourrait énumérer tous les actes de patriotisme dont nous sommes témoins pendant le siége de Paris? Que de Français établis à l'étranger depuis de longues années, les uns riches, fils uniques, les autres professeurs dans différentes universités, ont quitté précipitamment leur position, leur famille, leurs jeunes femmes, leurs enfants en bas âge, pour accourir à Paris, s'enfermer dans la ville assiégée, affamée, concourir à sa défense, s'exposer à la mort, l'affronter mille fois tous les jours aux grand'gardes, dans les corps de marche!

Et quand on félicite un de ces braves jeunes gens, il répète avec simplicité : On est Français, ou on ne l'est pas.

Malheureusement beaucoup de chefs supérieurs de ces divers corps de volontaires en voie de formation, découragent, paralysent l'élan admirable des soldats, et refusent de faire élire les officiers. La conséquence, c'est que ces rassemblements sont près de se dissoudre.

Flourens et ses bataillons sont retournés à l'Hôtel de Ville réclamer des chassepots, la levée en masse, des sorties contre les Prussiens, les élections municipales et le rationnement.

—

6 *Octobre*. — Voici ce que dit le *Temps* dans son numéro d'aujourd'hui :

Peut-être que les hommes que les circonstances ont placés à ce poste de péril n'ont-ils pas eu tout de suite la notion bien claire des nécessités de la situation. C'est ce qui explique comment et pourquoi ils ont envoyé en province des collègues dévoués sans doute, mais dont les forces, sinon la bonne volonté, ne semblaient pas au niveau de la mission qu'ils avaient à remplir. Plusieurs membres du gouvernement sont restés à Paris comme au poste du danger et croyant que c'était dans la capitale qu'on aurait le plus à déployer de patriotisme et d'énergie. Aujourd'hui il paraît, au contraire, vraisemblable que la tâche principale consistant à armer la nation et l'organiser, sera celle du gouvernement délégué dans les départements. Il en résulte que cette délégation a besoin d'être fortifiée par l'adjonction des membres les plus jeunes et les plus énergiques du gouvernement, et c'est ce qui doit motiver le départ prochain de quelques-uns d'entre eux. Ce serait une occasion bien naturelle de faire appel au patriotisme de quelques hommes devant lesquels tous se seraient effacés s'ils eussent été présents le 4 Septembre, et que l'éclat du nom et des services constitue à l'état de représentants naturels et permanents de la démocratie française. Sans doute, des hommes tels que Ledru-Rollin, Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet n'auront pas dans le pays plus d'autorité morale parce qu'ils feront partie d'un pouvoir constitué, mais leur présence dans les conseils du gouvernement serait une démonstration éclatante et indiscutable de l'union, devant l'ennemi, de toutes les forces vives de la démocratie. L'adjonction de quelques personnalités marquantes au gouvernement provisoire donnerait satisfaction à toutes les préoccupations légitimes. Nous serions heureux que l'initiative de cette adjonction vînt des hommes qui siègent à l'Hôtel de Ville. Il est impossible que quelques-uns d'entre eux ne se soient pas parfois appliqué, par rapport aux hommes que nous avons nommés, ce mot si modeste de Cavaignac parlant du général Lamoricière : « Ce qui m'étonne, c'est de le voir au second rang quand je suis au premier. »

—

7 *Octobre*. — Gambetta vient de partir en ballon. Au moment où il montait dans la nacelle, saluant la foule accourue pour le voir, le pigeonnier s'approche de lui et

lui répète les longs et minutieux détails nécessaires pour soigner les pigeons pendant la traversée. « Vous ferez ceci, vous ne ferez pas cela, vous les prendrez de telle et telle façon. »

Voyez ce tribun, ce ministre de l'intérieur, cet homme qui au péril de sa vie, s'élance au secours de la France. Il est chargé du poids immense du salut de tout un peuple ; dans son cœur, dans sa tête s'entrecroisent les mesures libératrices, les décrets, les moyens de salut. Il est ému de l'adieu des Parisiens qui mettent en lui une confiance infinie, et le voilà obligé d'absorber son attention dans les instructions minutieuses sur le boire et le manger de quelques pigeons.

Nous ne connaissons pas Gambetta. Mais je sais que, pour ma part, je lui dois les plus belles fleurs. En 1869, nous souhaitions si ardemment l'élection de cet *irréconciliable ;* le triomphe de cet homme, espoir de la République, nous causa une joie si profonde, si personnelle, qu'à Genève, des amis, pour nous féliciter, déposèrent à ma porte, le 8 mai, les plus beaux bouquets que j'aie reçus de ma vie.

C'est pour moi un souvenir ineffaçable que le moment où, pour la première fois, nous saluâmes en Gambetta une grande espérance de la Patrie. La France était plongée dans le marasme et ne nous envoyait plus une seule lueur ; on dépliait avec dégoût, avec tristesse, les journaux. Un matin, j'y trouvai des paroles enflammées, des éclairs de colère, une voix foudroyante retentit ; l'accusateur de l'empire se leva terrible au nom de Baudin, défenseur de la loi. Je poussai un cri de joie et portai le discours de Gambetta à mon mari ; et lui, ému, me dit : « Voilà enfin un homme ! »

Non, il n'est pas possible que Gambetta ne justifie pas l'immense attente de la France. Tant de vœux, tant

d'espoir communiqueraient l'étincelle sacrée même à un homme qui n'aurait pas, comme Gambetta, l'ardent patriotisme et le tempérament héroïque.

—

8 *Octobre*. — Nouvelle manifestation à l'Hôtel de Ville. Quelques centaines de personnes ont crié : « Vive la Commune ! » Le gouvernement ajourne les élections, le Comité central les réclame énergiquement. Notre ami Tamisier, général en chef de la garde nationale, a dit le vrai mot ; en adjurant le peuple de résister aux agitateurs inconnus, il s'est écrié : « Citoyens, il y a une voix plus éloquente que la mienne et qui parle assez haut, écoutez-la. C'est le canon. »

Ceux qui crient : Vive la Commune ! prétendent-ils ressusciter le passé de 93 ? Non. Voudraient-ils imiter les formules, l'organisme, le cérémonial officiel ? C'est à quoi il faut renoncer. On ne ressuscitera ni le véritable esprit de cette date, ni le costume aux ailes de pigeons, ni le vocabulaire du *Père Duchêne*.

Elever la date du 4 Septembre au-dessus du passé, n'est-ce pas infiniment plus glorieux que de l'amoindrir par une stérile et dangereuse contrefaçon ?

Notre République porte l'idéal de la Révolution encore plus haut. Elle inscrit en tête des droits et des devoirs trois principes, bases fondamentales de la République :

Inviolabilité de la vie humaine ;

Respect de la liberté individuelle ;

Respect de la pensée.

Notre République civilisatrice réalisera ainsi la devise : Liberté, Fraternité, Égalité. Ces mots sacrés ne seront plus parodiés par des actes contradictoires.

Sous l'égide de la République, un meurtre politique ne sera plus possible, de quelque nom qu'il se couvre : châtiment juridique ou acte isolé de la colère populaire.

La justice républicaine ne versera plus le sang d'un adversaire. Celui qui commettrait ce crime serait considéré comme un sicaire du despotisme.

La liberté, la sécurité individuelle seront protégées par la loi et des mœurs. Que les arrestations arbitraires ne soient plus permises sous la République. C'est à la magistrature d'informer si des charges pèsent sur un individu. Sous peine de retourner à la barbarie, le respect du foyer, l'inviolabilité du domicile doivent être assurés, comme chez toutes le nations libres. Il ne faut pas qu'on puisse dire un jour : « Des arrestations mutuelles pendant un siècle, voilà l'histoire des Français. »

Le respect de la pensée sera assuré par la liberté de la presse et les conférences publiques. Rien ne doit arrêter la libre expansion de l'esprit humain. Le respect de la propriété est un principe de stricte justice ; il est au fond de la démocratie, dont la tendance est d'universaliser l'accès à la propriété.

A une situation nouvelle, des mœurs nouvelles ; la régénération de la France ne sera pas un vain mot. Le niveau moral de la République s'élèvera si les républicains consentent à abandonner sur le vieux rivage les préjugés, les superstitions de la tradition historique, révolutionnaire, pour en conserver le pur esprit, l'héroïsme. Oui, le navire de la République, battu de tempêtes, assailli par l'ouragan le plus terrible que le ciel et l'océan aient jamais déchaîné, n'a qu'une chance d'échapper aux éléments en fureur : c'est d'alléger sa marche en jetant par-dessus bord les vieilles ferrailles, les armes rouillées, hors de service, d'un autre âge.

Dans l'art nouveau de la guerre, on n'emploie que des armes perfectionnées, à longue portée ; dans l'ordre politique, la démocratie perfectionnera aussi ses armes

intellectuelles ; elle rejettera l'esprit d'intolérance, l'esprit despotique, les étroitesses nées dans les sectes, les formes violentes, héritage d'un passé inquisitorial.

L'imitation historique stériliserait la démocratie autant que la fausse imitation de l'antique corrompit l'art à la fin du siècle dernier. Quoi de plus criard en peinture, en sculpture, que le style du directoire et de l'empire, contrefaçon des chefs-d'œuvre grecs et romains ?

La démocratie développera l'organisme vivant de notre jeune République au lieu d'en faire un simulacre du passé. Notre République n'est pas une statue inanimée, une déesse automatique, ou une formule abstraite. C'est un être vivant, agissant, soumis aux lois de la vie, et qui se trouve aux prises avec une situation plus redoutable, oui, plus tragique que celle de 92.

—

Le général Vinoy a occupé hier Cachan ; nos marins ont surpris devant Thiais un convoi prussien. Une forte reconnaissance a chassé les Prussiens de Bondy.

Edgar Quinet vient d'écrire aux chefs de la défense nationale pour les conjurer de ne pas diviser les armées de secours et de les faire converger sur Paris. Ah ! s'il était écouté ! Ne recommencez pas la faute de Mac-Mahon. C'est Paris qu'il faut délivrer, leur dit-il, et non Metz. Paris est plus facile à atteindre que cette mer de fer et de feu, l'Alsace et la Lorraine, où l'on prétend aventurer quatre-vingt mille hommes.

Les ballons emportent de belles proclamations du Gouvernement; ce n'est pas l'éloquence qui manque, mais l'énergie, l'exécution. Que veut dire cette attitude en face de la souscription publique pour les canons ? La question, c'est d'être ou de n'être pas. Il s'agit de se frayer, à coups de canon, un passage à travers les lignes prussiennes pour donner la main à l'armée de la Loire.

9 *Octobre.* — J'écris près de la fenêtre, de temps en temps j'observe ce qui se passe dans la rue. L'averse fait fuir les passants, sauf une compagnie de gardes nationaux qui s'exercent sur le trottoir. Avec quelle imperturbable patience! Mal vêtus, pauvres d'aspect, figures hâves, costumes déguenillés, des commissionnaires, des chiffonniers, les plus pauvres diables du quartier. Ils répètent cent fois le même exercice ; l'officier instructeur, jeune, alerte, recommence sans se lasser les mêmes mouvements; il communique sa bonne humeur et sa pétulance à ses hommes. Ils ne savent rien, ils ont tout à apprendre. Systématiquement on leur a laissé ignorer les plus simples éléments de l'éducation publique. Ni lire, ni écrire, c'est bien; mais ne savoir pas même manier un fusil ! Les enfants de Zurich et de Genève en remontreraient à ce bourgeois barbu, à ce vieux chiffonnier qui tient si gauchement son fusil.

Quoi d'étonnant? L'empire a tenu le peuple en tutelle; l'empire, le grand guerrier, la première puissance militaire de l'Europe ! Ah ! que nos destinées seraient différentes si l'on avait continué, depuis 48, l'instruction militaire, l'exercice du soldat-citoyen ! Mais la France est enfin dans sa voie. Partout où l'on voit un groupe, si l'on prête l'oreille, c'est la même préoccupation : la défense, les remparts, l'ennemi repoussé, l'espoir de tendre la main à nos frères des départements.

—

10 *Octobre.* — Mille bruits ont circulé dans la journée, le soir ils sont controuvés. Ainsi l'on a dit Meudon évacué par les Prussiens depuis hier. Le général Ducrot a fait le 8 une expédition sur la Malmaison. L'ennemi avait décampé; l'attitude des mobiles était fort belle. « Nos tirailleurs ont été *jusque* vers Bougival. Pendant ce temps les éclaireurs de la garde nationale s'avançaient

hardiment vers la plaine de Gennevilliers, *poussaient résolûment* jusqu'aux bords de la Seine. Ces troupes engagées pour la première fois ont bien subi cette épreuve. »

Qui nous eût dit que les Parisiens regarderaient comme une prouesse de pouvoir pousser jusqu'aux bords de la Seine !... On croit rêver en lisant ces mots.

Voici la dépêche que le Gouvernement a reçue hier soir de Gambetta :

Montdidier (Somme), 8 h. soir. Arrivé après accident en forêt à Epineuse. Ballon dégonflé. Nous avons pu échapper aux tirailleurs prussiens et, grâce au maire d'Epineuse, venir ici, d'où nous partons dans une heure pour Amiens, d'où voie ferrée jusqu'au Mans et à Tours. Les lignes prussiennes s'arrêtent à Clermont, Compiègne et Breteuil dans l'Oise. Pas de Prussiens dans la Somme. De toutes parts, on se lève en masse. Le gouvernement de la Défense nationale est partout acclamé.

—

Mon mari me dit que les Gaulois conservaient précieusement, dans des cassettes, les têtes de leurs plus grands ennemis, puis les montraient aux occasions solennelles à la foule pour enflammer leur patriotisme. Les Parisiens n'ont qu'à regarder, dans leurs porte-monnaie, la tête gravée sur les gros sous de cuivre pour redoubler de haine contre le bonapartisme. Quant aux pièces d'or et d'argent, elles ont reflué dans la poche de l'homme couronné de lauriers.

—

12 *Octobre*. — Le général Blanchard a fait occuper par ses avant-postes la maison Millaud, en avant de Cachan.

Tout Paris ne s'entretient aujourd'hui que de Flourens et d'une polémique violente de journalistes. L'exercice de la liberté apprend seul à s'en servir ; l'habitude prise, cette arme n'est plus redoutable et n'éclate pas dans la main. Les excès de la presse s'usent d'eux-mêmes si on ne les augmente par une répression aveugle.

L'existence de la République ne sera jamais compromise par des articles de journaux; ils ne pèseront pas dans la balance plus que deux millions d'hommes dont l'unique préoccupation est en ce moment la défense de Paris.

Lokroy, dans son excellent article, rappelle à la question : « Songeons au château de Ferrières. »

—

13 *Octobre.* — Reconnaissance au-delà de la Malmaison. Nos mobiles ont été accueillis par une violente mitraille sur la route de Bougival et de Jonchères.

J'ai appris ces nouvelles chez nos anciens compagnons d'exil, M. et Mme Madier-Montjau, qui campent comme nous dans la maison vide d'amis absents. Accourus à la hâte de Belgique, comme nous ils n'ont pas encore de foyer dans la patrie retrouvée. Nous nous disions que Paris emprisonné, au secret, réduit à lui-même, forme un tout complet; moralement, rien ne lui manque. On aurait pu craindre les divisions; le patriotisme les a effacées. La famille idéale, la grande amitié née parmi les exilés, nous la voyons réalisée dans tout un peuple pendant le siége. Un seul cœur bat dans Paris; l'union des âmes n'aura pas été une chimère; jamais l'âme ne fut si haute. Ces mots : sacrifice, détresse, misère, angoisse, nous n'osons les écrire, ne les trouvant pas vrais sous le doux soleil d'automne, quand les dernières fleurs de la saison mêlent leurs parfums aux sourires des enfants et des mères, aux chants des jeunes soldats, au son éclatant du clairon, à la voix majestueuse de nos forts qui proclame la République à chaque coup de canon.

—

14 *Octobre.* — Nous avons eu hier un succès; on s'est battu toute la journée, on a fait des prisonniers, ils défilaient dans les rues. Mais ce combat de Bagneux est

chèrement acheté par la mort du brave Dampierre. Des bataillons de marche enlèvent Clamart, attaquent Châtillon. Les mobiles de la Côte-d'Or et de l'Aube emportent Bagneux après une lutte acharnée : chaque maison est disputée, chaque rue hérissée de barricades. « Ces enfants se montraient sous le feu aussi solides que de vieilles troupes, » dit le rapport du général Vinoy. Comme toujours, les troupes de réserve manquent. Il eût fallu des renforts à ces jeunes gens qui se battaient héroïquement depuis cinq heures, décimés par l'artillerie prussienne. Ils sont obligés de se retirer ; les forts de Vanves, Montrouge, Issy arrêtent les Prussiens et couvrent la retraite. Ce combat a été si fatal aux Prussiens, qu'ils demandent un armistice pour enlever leurs morts.

Incendie de Saint-Cloud ; les uns disent que l'ennemi y a mis le feu, d'autres que c'est le Mont-Valérien.

—

15 *Octobre*. — Comment contrôler les nouvelles si différentes qui circulent d'heure en heure ? Des prophètes de malheur affirment qu'un troisième gouvernement fonctionne dans l'Ouest, que la Commune triomphe à Lyon, que les Prussiens écrasent partout nos jeunes armées, que Bourbaki s'est échappé de Metz, qu'il se rend à Londres, auprès de l'ex-régente.

Le gouverneur de Paris, dans une lettre au maire, persiste à assumer sur lui seul la responsabilité de ce qui se fait et de ce qui ne se fait pas : armement, canons se chargeant par la culasse, chassepots. Dans cette lettre officielle, pas un mot de la République, ni de la levée de la classe de 1870, si instamment réclamée.

On refuse, on décourage les dévouements ; des jeunes gens demandent la permission de traverser les lignes prussiennes, à leurs risques et périls, pour aller soulever la province ; ils se présentent avec des lettres de recom-

mandation d'Edgar Quinet à l'Hôtel de Ville, il leur est impossible d'être admis auprès d'un seul membre de la défense nationale, excepté Rochefort.

—

Mon mari est allé aujourd'hui, à la Préfecture de police, rendre au préfet la visite qu'il en a reçue. Le clocheton du treizième siècle, témoin de tant de choses publiques et secrètes, doit s'étonner des transformations surprenantes qui s'accomplissent à ses pieds. Un ancien proscrit reçoit le plus affectueux accueil dans ce palais. Et dans cette même cour, où retentissaient les gémissements, grincements de dents des victimes, les employés de la préfecture s'exercent au métier de soldats-citoyens. Où est le temps où les agents de police n'avaient d'autre métier que de donner la chasse aux républicains?

—

15 *Octobre* au soir. — Garibaldi est arrivé à Tours. On dit que l'archevêque de Tours est allé à sa rencontre, mais cela nous a l'air d'une épigramme. Ce qui est vrai, c'est l'accueil enthousiaste que Marseille a fait à Garibaldi. Quelle belle page dans sa vie que cette réponse en action aux chassepots de Mentana! Il offre ses services à la République, et on ne lui répond même pas. Le péril de la France grandit; des patriotes font appel à son grand cœur. Garibaldi accourt; la magie de son nom, son héroïsme, ses vertus valent tout un corps d'armée. Il agit en héros et en sage; il laisse aux généraux, aux ministres les honneurs des cérémonies officielles, et il se réserve la tâche de secourir la France. A Tours, il a refusé de passer en revue les francs-tireurs, qui l'en sollicitaient. Avec ce tact, cette modestie qui sied à la vraie grandeur, il a refusé, il a laissé à la délégation de Tours les honneurs de la journée. Il évite tout ce qui a l'air d'un triomphe personnel; loin de compliquer les diffi-

cultés de la situation, il les aplanit par sa simplicité antique. Je ne sais quelle paix a pénétré notre âme à cette pensée : Garibaldi est en France. Si les mesquines rivalités militaires n'entravent pas ses efforts, il vaincra.

Nous manquons de détails sur son voyage, sur le commandement qui lui est réservé. Depuis un mois, Paris, séparé de la France, ignore ce qui se passe. Satan a élevé une muraille de fer autour de Paris. Tout à coup, une éclaircie dans le lointain nous permet de regarder au delà de ce noir horizon; nous apercevons notre Garibaldi. O justice! sois fidèle à ce peuple qui mérite de vaincre, à cet homme qui mérite de devenir notre libérateur!

---

16 *Octobre.* — J'admire ceux qui peuvent écrire, fournir chaque matin un article de journal. Ce talent sans cesse renaissant et cette activité prodigieuse n'appartiennent qu'aux Français. Voir l'événement, juger le fait, le raconter, le publier, c'est l'affaire d'un instant. On dirait des êtres pur esprit, qui se passent de sommeil et de nourriture. Chaque matin, nous voyons ces tours de force dans les journaux les plus patriotes et en même temps les plus littéraires.

J'admire surtout que l'esprit puisse à ce point commander en souverain aux émotions si vives qui étouffent la parole et arrêtent la plume. Le canon tonne avec violence. Comment lire Flavius Josèphe?... L'espérance, l'attente remplissent la vie... et puis la lutte pour l'existence absorbe matériellement le temps d'une femme.

---

17 *Octobre.* — Les nouvelles ne sont pas bonnes; les Prussiens se massent de plus en plus; ce qu'on appelle la tache d'huile s'étend. On ne voit nulle part une sérieuse organisation des armées de secours. Les résistances

locales sont pleines d'énergie, celle de Saint-Quentin a pour chef Anatole de Laforge; mais la direction générale fait défaut. Les Prussiens redoublent de violence, de cruautés : « A mort! à mort! » c'est leur réponse à tout. Un million de contributions dans chaque département où les habitants essaient la résistance; terreur et corruption, système de l'empire, voilà l'auxiliaire du canon Krupp. Les barbares! ils ont arrêté ceci : « Quatre Français fusillés pour un Allemand! Quatre Français, coupables ou non. » Les chaumières se soulèveront-elles enfin? Terrible leçon pour nos malheureux plébiscitaires!

Vingt mille chercheurs de pommes de terre avec charrettes, fiacres, voitures à bras sont allés les récolter. Des Prussiens, déguisés en paysans, rentrent à leur suite dans Paris; ils en ressortent, grâce à l'incurable négligence, qui est notre plus grande plaie. Le gouverneur interdira sans doute ces sorties hors des portes, mais l'espionnage cessera-t-il?

Le sinistre conspirateur vient d'adresser un mémorandum à toutes les cours d'Europe et a voulu le faire remettre à la reine Victoria; le conseil des ministres a refusé.

---

18 *Octobre*. — Les Prussiens se vantaient de prendre Paris au jour anniversaire de la bataille de Leipzig ; ils ont aussi la superstition des dates. Il est dix heures du soir. Paris est tranquille, nous n'apercevons pas le moindre casque à paratonnerre. Pour fêter ce souvenir j'ai lu la *Teutomanie*, pages écrites en 1841, effrayante prophétie. C'est l'histoire d'aujourd'hui écrite il y a trente ans. Ces Allemands, qu'on disait si bons, entonnent un choral de Luther à chaque égorgement de Français. Dès 1831 ce monde pieux, les piétistes, appelaient Paris : la maison de Satan,

La nouvelle circulaire prussienne et la réponse du gouvernement français, voilà aussi deux nouvelles armes à longue portée. Elles inspireront à chaque Français une énergie de haine et de vengeance. Celui qui a écrit cette circulaire allemande est bien de la même famille que Louis Bonaparte. Même cynisme, même corruption. Voilà donc cette Allemagne que nos écrivains ont prônée pendant quarante ans. L'idéal germanique cachait la féroce réalité d'une invasion de Borusses. Mais aussi la réponse française à la hideuse déclaration prussienne exalte la fierté qui remplit les âmes depuis le 4 Septembre. La langue diplomatique n'a jamais parlé un aussi noble langage.

—

Edgar Quinet a eu aujourd'hui une longue entrevue avec le ministre des affaires étrangères. Pendant ce temps je lisais, sur un banc du quai d'Orsay, cette réponse de Jules Favre à M. de Bismark ; elle est d'une rare éloquence. La République élève non-seulement la valeur morale des hommes, mais le don artistique des grands orateurs.

Je revins du quai d'Orsay en regardant avec attendrissement ce paysage de la Seine, plus beau, plus pittoresque à mes yeux que toutes les magnificences de la nature alpestre. Les grands marronniers des Tuileries sont, depuis longtemps, dépouillés de leurs feuilles; mais le long des quais, les arbres conservent leur verte parure. La Seine coule sous leur ombre et reflète le ciel bleu d'un beau jour d'automne. Ces petits bateaux-mouches, qui font le service entre Bercy et le Point-du-Jour, glissent sans bruit ; leur physionomie aussi est sérieuse, leur marche rapide, d'une activité prévoyante. Ils ne vont pas en fête, ils ne transportent pas une population désœuvrée et frivole, mais des armes, des munitions,

des soldats, des défenseurs qui vont et viennent pour surveiller les travaux sur tous les points de Paris. Au dessus des ponts, dans le lointain, vers le couchant, le ciel prenait une teinte d'or. Le Panthéon brillait dans l'azur; le dôme de l'Institut, les noires tours de Notre-Dame, les palais et les clochers émergaient au-dessus d'une brume légère. Au lieu d'un Paris noir, enfumé, fiévreux, c'est une atmosphère de paix, de sérénité qui vous pénètre et forme au-dessus de la ville sainte une auréole de lumière et de gloire.

—

19 *Octobre.* — J'ai prié mon mari d'écrire le récit de son entrevue avec le ministre des affaires étrangères. Le voici :

Hier, 18 octobre, j'ai eu, de quatre à six heures, un entretien avec Jules Favre, au ministère des affaires étrangères. En voici les points principaux. En entrant dans son cabinet où je le voyais pour la première fois, je lui dis : Je vous félicite de vos réponses à M. de Bismark, ces réponses sont des victoires. — Oh ! non, a-t-il répliqué d'une voix un peu triste.

— Pardon, c'est la victoire du Droit. Une nation qui tient ce langage ne peut être vaincue.

— Ils ont tant de science !

— C'est une science qu'ils ont apprise de nous et nous pouvons la leur reprendre.

— M. de Bismark a été bien...

— Dites le mot : bien cynique. J'ai toujours pensé qu'il y a au fond de l'esprit allemand un ballon gonflé d'une vanité énorme; nous pouvons percer ce ballon.

— Vous le pensez ?

— Oui. Vous avez fait tout ce que peut le ministre des affaires étrangères. Vous avez démontré que nous n'avons rien à attendre d'eux que barbarie et sauvagerie. N'espérez donc plus rien de la diplomatie, ni des négociations. Ce que vous avez été comme ministre des affaires étrangères, soyez-le désormais comme ministre de l'intérieur. Ajoutez cette gloire à l'autre. C'est ce que je viens vous demander. Ils veulent, comme vous l'avez dit, notre anéantissement. Il s'agit pour la France d'être ou de ne pas être. Le moment est

donc venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France. Je viens vous parler de l'ensemble de la défense nationale; c'est la question dont je suis presque uniquement préoccupé depuis mon retour à Paris. Ecoutez-moi, mon cher ancien collègue. Tout ce que je vous dirai est le fruit d'une longue réflexion.

Jules Favre sait écouter, chose rare en ce temps-ci. Sa figure était dans l'ombre, je ne le voyais pas, mais sans parler il me montra qu'il était bien à ce que je disais. Je continuai ainsi :

— La défense de Paris est assurée. C'est le point fixe, invulnérable sur lequel nous devons nous appuyer.

— Il est vrai, je n'aurais jamais tant espéré de cette population.

— L'avenir ne la louera jamais assez. Un pays qui a une tête semblable ne peut périr. Mais pensez-y bien, la défense intérieure de Paris n'est qu'un côté de la question ; elle en suppose nécessairement une autre ; c'est la formation d'armées de secours qui viennent tendre la main à l'armée de Paris.

— Certainement.

— Tout consiste donc à savoir comment nous formerons des armées de secours.

— C'est pour cela que nous avons envoyé à Tours Gambetta.

— Rien de mieux, mais je crains que nos amis n'aient l'idée de la levée en masse. Or, cette idée vague ne peut produire que des résultats vagues. Jamais levée en masse toute seule n'a produit des armées organisées. Que faut-il donc ? L'appel direct, positif, de la loi. C'est bien en vain que l'on accuse la lenteur des habitants des campagnes. Vous connaissez comme moi le paysan de France. Avec la meilleure volonté du monde, que peut-il faire, s'il n'est dirigé, appelé, entraîné par la loi ? Rester à son foyer, défendre peut-être sa maison, son champ, son village, voilà ce qui est dans la mesure de ses forces individuelles. Voilà ce que peut donner le tocsin de la levée en masse.

Nous avons besoin d'autre chose : il faut que la loi vienne chercher le paysan, qu'elle lui dise : « Va au chef-lieu. Voilà ta feuille de route ; du chef-lieu tu te rendras au dépôt ; tu y seras incorporé dans tel bataillon, tel régiment. » Alors ce même paysan, une fois qu'il a cassé ses sabots, prend l'esprit de corps. Il devient membre effectif de la défense nationale. Il fait partie de cette armée de secours qui est la condition du salut de Paris et de la France. Mais, encore une fois, il faut pour cela une voix qui le détermine et qui lui dise : « Lève-toi et marche. » Or, cette voix doit être celle de la loi, celle du gouvernement. C'est vous qui devez parler et donner l'impulsion que la France attend.

— Un de nos plus grands embarras est le défaut d'armes !

— Ne vous laissez pas arrêter par cette objection, que la routine vous oppose. Le général Leflô, ministre de la guerre, déclarait dans son dernier rapport qu'il y a dans les départements non envahis une réserve de sept à huit cent mille fusils. Je veux bien que ce ne soient pas tous des armes perfectionnées. Qu'on les remette pourtant aux bataillons à mesure de leur formation. Ces armes seront suffisantes pour la première instruction des hommes ; ils se formeront à l'école de peloton, de bataillon ; ils seront déjà des soldats tout prêts pour l'action, et vous échangerez leurs armes contre des fusils perfectionnés à mesure que la fabrication et le marché des pays étrangers vous fourniront l'armement nécessaire. Vous avez une grande flotte, vous êtes maîtres de la mer ; usez de cette supériorité pour vous approvisionner partout de fusils et d'artillerie.

— Un second embarras pour nous, est le manque de cadres.

— Faites ce que l'on a fait en 92. Vous le pouvez avec bien plus d'avantage, car vous avez les anciens militaires, dont je parlerai tout à l'heure. Nos bataillons de volontaires de 92 ne se sont pas faits tout seuls ; ils ont été requis par les autorités qui ne craignaient pas de commander, même dans les décisions qui semblaient les plus spontanées. Ces bataillons nommaient eux-mêmes leurs officiers, et c'est de là que sont sorties ces fameuses demi-brigades qui ont été l'honneur des armées françaises. Les vieux soldats ne manquent pas en France. Mais vous savez comme moi qu'ils ne sont plus aujourd'hui la condition première d'une bonne armée. La guerre est surtout chose d'instinct. Les vieux officiers, les vieux généraux ne sont pas les meilleurs. Nos généraux les plus fameux de la République étaient des jeunes gens ; leurs plus belles campagnes ont été les premières. Pensez à Hoche, à Marceau, à Joubert. Ils étaient tous des conscrits. La meilleure campagne de Hoche est celle qu'il a faite à vingt-six ans. Nous avons péri à Woerth, à Forbach, à Sedan, par la routine. Il faut donc à tout prix sortir de la routine ; et cette disette de vieux chefs n'est pas un si grand mal que vous pensez. Songez que, dans les armées nouvelles que je vous demande de former, il y a des Marceau, des Joubert inconnus que l'occasion et le danger révèleront. Agissons en conséquence, et nous serons sauvés.

— Je crois assurément, comme vous, que l'instinct est tout-puissant à la guerre.

— Puisque vous êtes d'accord avec moi sur la nécessité de former de grandes armées de secours, voyons donc quel est le moyen le

plus pratique, le seul direct d'arriver à ce résultat. Ce que je vais vous demander vous est facile ; car vous êtes dans cette admirable situation que, pour nous sauver, vous n'avez pas besoin de recourir à des procédés extraordinaires. Non, ce que je vous demande, c'est de faire exécuter les lois. Le Corps législatif (cette odieuse assemblée) a été contraint, par la nécessité et l'évidence, de voter des lois de recrutement que vous devriez vous-même établir si elles n'existaient pas. Ce que j'attends de vous, c'est un décret solennel qui donne la vie et la réalité à ces mesures législatives. Quand verrai-je donc le décret suivant signé par vous et vos collègues :

« Sont appelés sous le drapeau, les hommes qui font partie des classes suivantes : le contingent de 1870, celui de 1871, les mobiles qui sont restés dans leurs foyers, les hommes non mariés de 25 à 35 ans. »

J'ai estimé à sept cent mille hommes le total de ces différentes classes ; réduisez-les si vous voulez à six cent mille. Ce sont là des forces que vous ne pouvez négliger un jour de plus d'appeler en ligne. Elles sont sous votre main ; elles n'attendent que le commandement. Prononcez donc enfin ce mot d'ordre. Rendez les décrets que je demande, ou dites-moi ce qui vous retient encore. Vous devez à ce sublime Paris de lui montrer, non par des espérances, mais par des faits, qu'il a raison de compter sur le reste de la France. Vous devez à la France de lui faire savoir quelles forces immenses elle possède. Pour la rassurer, vous n'avez besoin que de la montrer à elle-même. Car jamais, depuis que le monde est monde, on n'a vu une grande nation regorgeant de population et de ressources de tout genre périr debout toute florissante ; ou, si cela s'est vu, c'est qu'elle n'était pas commandée. Que faut-il donc ? Une parole de vous à vos préfets, à vos maires, qui ne doivent avoir qu'une seule affaire, qui est de faire marcher au drapeau les hommes que la loi y appelle.

Et voyez le danger où nous courons, si ces mesures ne sont pas prises. On parle vaguement de rassemblements d'hommes qui s'opèrent à la voix de quelques chefs particuliers : M. Estancelin en Normandie, un autre en Bretagne ; on parle aussi d'une ligue du Midi. A merveille. Tout ce qui atteste l'élan spontané des populations concourt au salut public. Mais ces rassemblements ne peuvent néanmoins produire que des corps, des partisans qui obéiront à des volontés particulières et peuvent même se trouver en dehors du plan de la défense générale. Pour que ces corps particuliers produisent tout leur effet, il faut qu'ils soient reliés entre eux par des

armées nationales. Et celles-ci exigent, pour naître et se former, l'action des lois, telle que je vous la demande. Ne retombons pas dans la constitution militaire du moyen âge : une milice pour chaque province et point d'armée pour la France. Si l'on parle d'une guerre d'Espagne, n'oublions pas que l'Espagne avait des armées régulières espagnoles et anglaises qui ont amené les grands résultats des Arapiles, de Vittoria, auxquels les guérilleros n'auraient pu suffire.

Ces armées régulières nationales que je vous demande, je les suppose formées par les moyens que je viens d'indiquer. Il reste à dire à quel point du territoire il faut les porter, où doit se faire la concentration. Les laisserons-nous disséminées à travers toute la France? Voudrons-nous être forts partout, moyen sûr de ne l'être nulle part? Non, je maintiens qu'il faut les tenir très unies, avec la certitude qu'elles pourront s'aider l'une l'autre. Cela admis, quel sera le point où elles devront exercer leur action décisive? Laissez-moi me servir d'un exemple pour bien préciser ma pensée. La bataille de Marengo sera pour moi cet exemple ; elle a été perdue pour nous pendant la plus grande partie de la journée. L'aile gauche et le centre avait été emportés. Il ne restait que l'extrême droite qui tenait encore ferme. Arrive, dans ces entrefaites, le corps d'armée de secours de Desaix. Où portera-t-on ce corps pour rétablir les affaires? Un général médiocre n'eût pas manqué de l'envoyer au secours de l'aile gauche en pleine déroute et le corps de secours n'eût pas manqué d'être entraîné dans la déroute de cette partie de l'armée. Au lieu de cela, le général porte le corps de Desaix à l'appui de l'extrême droite, du point qui tenait encore... Il ajoute la force à la force et cela produit, au sein d'une défaite, la victoire de Marengo.

Aujourd'hui notre champ de bataille est tout semblable :

Notre aile gauche et notre centre ont été emportés. Reste un point fixe, inébranlable, notre colonne de granit : Paris. C'est donc là, c'est donc au secours de Paris qu'il faut envoyer les forces principales dès qu'elles seront en état de se présenter devant l'ennemi. C'est par cette conception, en ajoutant la force à la force, que nous changerons encore une fois la défaite en victoire.

Mais (et j'entre ici dans le détail le plus précis), comment, dira-t-on, porter ces armées de secours sous les murs de Paris? Comment affronter les Prussiens avec des formations nouvelles? Comment, par quel chemin, venir tendre la main aux défenseurs de Paris, sous le canon de leurs forts?

Cette question est de celles que j'ai le plus mûrement étudiées,

et j'y ai été aidé par un des hommes qui connaissent le mieux la topographie de la France centrale, mon ancien collègue, M. Guichard.

Voici le résultat de ce travail : Nous supposons, d'après les dépêches du gouvernement, une armée de secours réunie sur la Loire. Il s'agit de couvrir les approches vers Paris contre l'ennemi, supérieur en cavalerie et en artillerie. Par où la diriger? La route directe d'Orléans à Etampes, que l'on paraît suivre jusqu'ici, est celle qui répond le moins aux nécessités où nous sommes. Elle ne peut conduire qu'à des échecs, car cette route en plaine, en rase campagne, est partout découverte. Elle n'offre aucun abri, et pas même un pli de terrain pour y cacher ses mouvements. Il faut donc bien se garder d'y engager, comme on semble vouloir le faire, les armées réunies qui doivent nous apporter le salut. C'est ici que la ligne droite et le plus court chemin risqueraient de n'aboutir nulle part.

Ce qu'il nous faut trouver, c'est un chemin couvert, à travers une région difficile, où une grande armée puisse pourtant se diriger jusqu'à Paris en étant protégée par la nature du terrain et les difficultés des lieux. Or, cette région existe, le chemin est tout préparé ; il faut partir, non pas d'Orléans, mais de Gien, en remontant un peu la Loire. De là, on entre dans la Puysaie, couverte de bois, où les forêts se joignent aux forêts jusqu'à celle de Montargis. Les étapes principales sont Bléneau, Saint-Fargeau, Saint-Sauveur, Charny, pays tout semblable au bocage de Vendée, où les champs sont parfois enfermés de haies. Le sol y est d'ailleurs imperméable, ce qui le rend impraticable dans la saison pluvieuse. C'est là qu'une armée nouvelle peut s'engager et se couvrir sans avoir à craindre la cavalerie et l'artillerie prussiennes. De la forêt de Montargis, elle touche à la forêt de Fontainebleau, de celle-ci à la forêt de Sénart (les forêts se tiennent comme les montagnes) qui la conduit aux portes de Paris. C'est là, à travers ces contrées peu connues de l'ennemi, où il n'a pas mis encore le pied, où il ne soupçonne pas que nous songions à nous porter, c'est là que peuvent être les Thermopyles de la France.

Si, en suivant ce bassin, on franchit l'Yonne de la rive gauche à la rive droite, on arrive par ces mêmes régions forestières à la forêt d'Orthe, à celle de Chaource auprès de Troyes, et là on se trouve sur les derrières de l'ennemi, à travers les communications principales par la route du Rhin.

En même temps que l'armée de secours peut ainsi couvrir ses

approches, un autre intérêt presque égal dépend de l'occupation de ces routes forestières par les Français. Je veux parler du ravitaillement de Paris. Il se trouve en effet que le pays de la Puisaye et les chemins que je viens de décrire sont les communications les plus directes avec les régions de France où Paris puise son alimentation par les troupeaux de bétail, c'est-à-dire avec le Nivernais, le Bourbonnais, le Charollais et l'Auvergne.

Ainsi deux intérêts de premier ordre dans le choix de la direction, des mouvements par la voie indiquée : Ravitailler Paris et couvrir les approches de l'armée des départements.

Ici je m'arrêtai. Jules Favre me dit d'un air pensif : Le général Trochu a un plan; il ne nous dit pas quel est ce plan dans les détails, mais je suis frappé d'une chose : ce qu'il nous en a fait connaître ressemble beaucoup à ce que vous venez de me dire. Il faut que vous ayez avec lui un entretien.

— C'est ce que je désire depuis longtemps. J'aurais beaucoup de choses à ajouter. En voilà assez pour aujourd'hui.

Et comme j'allais le quitter, sur le seuil de la porte, en lui serrant la main :

— Je vous prie et vous supplie de penser à tout ce que je viens de vous dire.

— Soyez tranquille.

---

20 *Octobre*. — Je ne sais ce que l'avenir nous réserve, mais je veux garder précieusement le souvenir de cette heure passée au jardin du Luxembourg.

Le temps était magnifique; un beau soleil éclairait les pelouses, si fraîches, les jeunes arbustes encore verts. Nous traversons les allées solitaires, ne rencontrant que les statues des reines de France, terriblement vieillies à cette heure. Plus loin, dans l'allée vis-à-vis de l'Observatoire, nous retrouvâmes nos mêmes gardes nationaux qui s'exerçaient encore. A les voir si sérieusement appliqués à devenir soldats, on sent la transformation subite de tout un peuple. Il reçoit son baptême dans le péril et par le patriotisme. Ce n'est pas elle ou telle partie de la société qui est admirable; tout

le monde fait son devoir. Dans le même rang se pressent le pauvre et le riche, l'employé et le fonctionnaire, l'ouvrier et le patron, le noble faubourg et le faubourg travailleur, plus noble encore. Professeurs, médecins, avocats, alignés sur le même rang avec des hommes de lettres, des commis de magasin; M. le comte X. de la rue de Grenelle-Saint-Germain est commandé par son cocher, et le banquier trente fois millionnaire par son valet de chambre, sergent-fourrier de la compagnie. La véritable égalité passe pour la première fois son niveau sur la population de Paris; égalité fondée sur le patriotisme, la droiture, l'unité de la défense nationale.

Ce grand Paris, si longtemps flétri du nom de Babylone, de Sodome et de Gomorrhe tant que l'empire et ses sergents de ville veillaient sur sa moralité; ce Paris, qui fut le théâtre du Deux-Décembre et du crime Troppmann; ce Paris, qui fournissait à tous les journaux son bulletin quotidien de sinistres et ses histoires de cour d'assises, aujourd'hui sans gendarmes, sans sergents de ville, n'offre plus le moindre aliment à la *Gazette des Tribunaux*. C'est que tous les cœurs, toutes les intelligences sont anoblis par une pensée unique : Défendre Paris, chasser les Prussiens.

Quel peuple a jamais présenté un spectacle aussi extraordinaire, aussi consolant? Ce n'est ni le temps, ni la morale prêchée par les livres, ni l'éducation par le Gouvernement ou par la religion qui accomplit cette transformation. La race française, généreuse et spontanée, a retrouvé ses généreux instincts aussitôt que les dépravateurs publics ont fui; chacun respirant librement a retrouvé la libre inspiration de son âme, de son intelligence.

Il n'y a pas de doute, nous assistons aujourd'hui à la plus grande page de l'histoire.

Jamais, jamais on ne louera assez l'attitude de Paris. Jamais on ne rendra un hommage assez éclatant à cette brave et noble population. Je ne sais si l'Europe admire Paris, mais je sais que les larmes d'admiration et de profond attendrissement que j'ai vues couler des yeux de mon mari sont un témoignage aussi! Il était ému au delà de toute expression. Toutes les figures de ces gardes nationaux sont si honnêtes et si sérieuses. Il y a dans les physionomies encore plus de persévérance et de fermeté que d'enthousiasme.

Il est impossible que ce peuple ne remonte pas très haut dans sa vie nationale.

Cher pays! que nous t'aimons ainsi, fier, pauvre, stoïque, rachetant, par le sacrifice, par la misère, par l'héroïsme ou le dévouement obscur les coupables joies de l'empire et ta léthargie de vingt ans! Quel bonheur de ne t'avoir jamais vu dégradé, indigne de toi! Loin de toi, la vie semblait amère; aujourd'hui, en te retrouvant si digne de notre respect, de notre amour, il semble qu'un mauvais rêve ait enchaîné tes enfants absents. Après ce sommeil d'Épiménide, ils te retrouvent, ô France, majestueuse dans le malheur! plus près de tes immortelles destinées. Nous ne t'avons pas vue déshonorée; s'il est vrai que tu aies jamais été esclave, un seul jour t'a émancipée à jamais. Ceux qui ont tant souffert de ta déchéance reconnaissent en toi l'image brillante et pure qu'ils gardaient au fond du cœur; mais toi, ô France! nous reconnais-tu?

Oui, c'est avec bonheur que nous respirons, sous ce soleil si doux de l'automne, l'air de Paris libre, que les braves gens seuls respirent avec nous. Il semble que nous n'ayons jamais quitté ce jardin, cette rive gauche, cette fontaine Médicis, ce groupe qui semble personnifier la source des choses.

« Que nous serions malheureux à Veytaux! s'écriait mon mari. Que nous nous sentirions amoindris! Nous à Veytaux? Quel non-sens. Nous aurions pu être à Bourg, à Charolles, à Tours, mais la vraie place c'est Paris; j'ose dire que nous ne pouvions être qu'ici. Oui, Paris est superbe, beau comme l'antique. »

—

21 *Octobre.* — Nous avons eu de sérieux engagements. Le général Ducrot a fait une sortie vers la Malmaison, la Jonchère, tandis que le général Vinoy prenait l'offensive à Ivry et à Issy.

Trois colonnes attaquèrent Rueil, le parc de la Malmaison, le ravin de Saint-Cucufa, à Bougival. Un combat terrible eut lieu dans le parc. Les mobiles de Seine-et-Marne dégagèrent les zouaves acculés au mur de la Malmaison. Sur toute la ligne jusqu'à Montretout (un moment à nous) l'avantage nous reste. Les francs-tireurs se précipitent sur Buzenval, parviennent jusqu'au ravin de Saint-Cucufa, le dépassent, enlèvent les premières positions des Prussiens. Mais ceux-ci reçoivent des troupes fraîches, tandis qu'on n'envoyait ni un soldat ni un canon à nos tirailleurs de la Seine, tués à bout portant. La retraite commence; c'eût été la victoire, si nos six mille combattants eussent été soutenus. Mobiles, éclaireurs de Franchetti, Amis de la France, éclaireurs de Poulizac, francs-tireurs des Ternes, carabiniers parisiens, tous furent admirables. Ils seraient allés à Versailles si on les eût secondés [1].

—

1. La panique éclate à Versailles ; la population espère, car le bruit du canon semble se rapprocher; les Prussiens hérissent de canons la place d'Armes. Le roi et M. de Moltke partent pour assister aux phases de la bataille du haut de Beauregard. Le roi télégraphie à la reine ; « Toute la ville de Versailles a été alarmée. »

22 *Octobre*. — *Appel au Gouvernement*. Dans ce quatrième manifeste, Edgar Quinet constate que le moment est venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France. Point de négociations, l'unique argument du chassepot et du canon se chargeant par la culasse.

Et par quel moyen ? « L'appel direct, positif de la loi. C'est au gouvernement à donner l'impulsion suprême qu'attend la France. Vous n'avez pas d'armes, dites-vous. Le dernier rapport du ministre de la guerre compte huit cent mille fusils dans les départements non envahis. Vous avez une grande flotte, approvisionnez-vous de fusils, d'artillerie à l'étranger. J'adjure le Gouvernement de créer les armées de secours, non pour sauver l'honneur, mais pour sauver la France. Ce que j'attends chaque jour, c'est un décret qui donne solennellement la vie et la réalité à ces mesures de salut. Imagine-t-on que le même système, la bonne volonté individuelle, fût appliqué aux finances et qu'on laissât à chacun le choix de payer l'impôt ? Ces armées nationales formées par la loi, envoyez-les au secours de Paris. C'est par cette conception, en ajoutant la force à la force, que nous changerons encore une fois la défaite en victoire. »

Dans ce même appel il développe les arguments qu'il a fait valoir dans son entretien avec le ministre des affaires étrangères.

—

Ces vingt-sept pages recopiées, portées aux bureaux du *Temps*, nous nous acheminons vers les Tuileries dont les portes sont ouvertes au public depuis ce matin. Nous nous regardions étonnés, émus : Est-il vrai que ce palais, si longtemps habité par le vice et le crime, soit vide de ses maîtres ? Et nous, qui avons tant souffert de l'humiliation de la France, nous traversons ces jardins délivrés de leur faux César, nous allons chercher

sur leurs socles les statues de Spartacus, de Philopœmen. Oui, deux mois après notre séjour au chalet des Plans nous remettons les pieds dans le jardin réservé de Louis Bonaparte. Ce que nous n'osions entrevoir en rêve est une réalité. Comment la France se débarrassera-t-elle de l'empire ? disions-nous. Elle achète sa délivrance par une agonie terrible; mais dans ce combat entre la vie et la mort, apprécions l'irrécusable témoignage de nos yeux : ce palais est vide de Bonaparte.

Nous nous arrêtâmes sous l'horloge pour embrasser du regard la longue perspective qui s'entr'ouvre entre les allées des marronniers jusqu'à l'arc de l'Etoile, par delà les pelouses où fleurissent des massifs de rosiers : « Ce Paris est divin ! s'écria le proscrit, heureux de respirer cet air. Notre vraie vie est ici. Bruxelles et Veytaux ne sont plus qu'un rêve. Rêve fécond. En retrouvant ce Paris tant aimé, les exilés se rendent mieux compte de leur long sacrifice; car s'il est possible de ressentir de si ineffables émotions dans ce jardin, au milieu de la ville assiégée par sept cent mille Prussiens, que serait-ce donc dans Paris délivré ? »

A ce moment, nous vîmes entrer, par la porte surmontée de sphinx, deux anciens proscrits. Ils causaient avec vivacité en examinant la façade entièrement renouvelée du palais. Voyez, nous disaient-ils, cette architecture sans grandeur, sans caractère, elle révèle une âme de modiste. Regardez ces affreux petits escaliers tournants, mesquine imitation des escaliers de Fontainebleau. C'est par là que le gracieux souverain de Décembre, et un essaim de courtisans folâtraient dans le jardin nuit et jour.

Pendant vingt ans, ils ont été le scandale de Paris. Ah ! la France expie durement la honte d'avoir subi ces histrions, ces corrupteurs de la vie publique ! Du

fruit de leurs rapines, du pillage des caisses publiques, ils ont vécu royalement, impérialement, joyeusement, foulant aux pieds toute pudeur, étalant le spectacle de leurs orgies devant la France garrottée. Ce jardin a vu des illuminations féeriques, les éblouissements des Mille et une Nuits, des fètes nocturnes, un paradis de fleurs, des cascades de perles et de diamants scintillant à la lueur des éclairs électriques. Les joyeux orchestres, les buffets richement garnis ont fait danser nos millions, et voilà pourquoi nos arsenaux sont vides, les cadres vides. Plus d'un beau danseur qui pirouettait là-haut (et qui fait si triste figure à cette heure dans les casemates d'Allemagne), mettait plus d'entrain à diriger le cotillon impérial que les corps d'armée de la défense nationale.

Dieu! se sont-ils amusés pendant vingt ans! alors que des milliers de proscrits souffraient la pauvreté, la misère, la persécution, traqués de lieux en lieux, enfouissant leur existence et conservant intact le dépôt du droit et de la justice. C'est là, sur cette terrasse du bord de l'eau, qu'on a vu pendant vingt ans passer et repasser le sinistre Taciturne, le proscripteur de cinquante mille Français; il s'y promenait appuyé sur le bras d'un de ses complices. Le soir, cette même silhouette apparaissait derrière les vitres illuminées du palais, parfois engagée dans une contredanse. Lui, danser! Cette grotesque figure se revêt d'horreur au souvenir de ses crimes...

Comment purifier, assainir ce jardin, ce palais?

Nos malades, nos blessés n'y seront pas toujours.

---

23 *Octobre.* — Dépêche de Gambetta :

La levée des hommes et la constitution de l'armée de la Loire continuent avec une grande activité. Nous avons fait venir tout ce qu'il y avait de disponible en Algérie; on y a trouvé plus d'artillerie

qu'on ne croyait en avoir. Marseille est tout à fait rentré dans l'ordre. Le préfet, naguère si attaqué, a passé dimanche une revue de 50,000 gardes nationaux, qui lui ont fait un très chaleureux accueil.

L'ennemi a occupé Orléans. Nos forces sont concentrées sur la Loire, couvrent Bourges et se préparent à prendre l'offensive. Les mouvements de nos troupes dans la Franche-Comté et les Vosges et ceux de l'Ouest se continuent.

24 *Octobre*. — Las de demander vainement des canons dont le Gouvernement a l'air de ne pas se soucier, le public prend le parti d'organiser une souscription. L'élan est donné, la souscription marche très bien. Le public apprend ainsi à faire ses affaires tout seul. Mais le Gouvernement perd beaucoup par son obstination. « Un de ces jours nous le flanquerons par terre, » dit Delescluze.

Hélas! nous y gagnerions la guerre civile, et ce même esprit d'exclusivisme et de coterie : « Périsse la patrie si elle n'est pas sauvée par moi seul ! »

Telle est la devise de chacun. Serait-ce le funeste héritage moral de nos ancêtres Gaulois, qu'ont perdus les divisions intestines ? nos sectes représentent autant de clans gaulois.

—

25 *Octobre*. — Prise de Châteaudun, bombardé, incendié par les Prussiens! Les francs-tireurs de Paris, la garde nationale de Châteaudun ont fait une résistance héroïque. Les Prussiens ne se sont établis que sur des ruines.

On redoute les intrigues souterraines de la réaction en province. Comment les hommes, en face d'évenements si immenses, peuvent-ils rester si petits ? Il serait affreux que les vieux partis se liguassent pour miner la République pendant qu'elle défend le sol national. Chère et sainte République, pour la première fois depuis cette guerre elle a changé la fortune des Prussiens; elle a in-

terrompu la série de leurs victoires. La roue peut tourner, la veine heureuse peut changer. Ah ! si nos braves défenseurs étaient commandés par des héros !

—

26 *Octobre*. — Le club des Bourguignons vient de nommer Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet, commissaires extraordinaires, pour soulever les provinces, mais il ne leur délivre pas de feuille de route. Comment partiront-ils ?

Depuis six semaines, la situation n'a pas changé ; les jours se suivent et se ressemblent ; point d'armées de secours. Mon mari rappelait le siége d'Alise ; les Gaulois accouraient au nombre d'un million ; oui, l'armée de secours des Gaulois s'élevait à un million ; et nos Français d'aujourd'hui n'arriveraient pas à ce chiffre ? C'est au gouvernement à ordonner. Si on abandonne le soin de ces armées de secours à la bonne grâce des citoyens, des paysans, si chacun se borne à défendre son bien, son hameau, sa maison et ne se croit pas obligé de défendre la patrie, alors ne comptons plus sur le succès.

Etonnante inertie des chefs ! Que répondent-ils à toutes les objurgations que leur adresse Edgar Quinet sur la question de l'armement et des armées de secours ? — « Nous sommes d'accord avec vous. Vous êtes tout à fait dans la vérité. — Mais, si vous trouvez que j'ai raison, faites donc ce décret. Mettez vos paroles en action, appelez les contingents, faites exécuter la loi, » s'écriait-il en redoublant d'instances auprès d'un des membres du Gouvernement. — « Je vois avec plaisir que vous êtes aussi résolu que dans votre jeunesse, » reprit l'homme d'Etat. Et il se leva et s'en alla.

Un homme de cœur s'offre à l'état-major pour guider les reconnaissances qu'on médite vers Saint-Cloud ; il

connaît la localité comme personne, il irait les yeux fermés à Montretout, Garches. On refuse Aussi n'a-t-il pas été étonné des pertes nombreuses que nous venons de faire dans la reconnaissance à la Malmaison. Ces sorties coûtent cher. Si on additionnait le total des morts et des blessés, on arriverait aux résultats d'une vraie bataille. Il est navrant de voir les Prussiens prendre une ville après l'autre, Châteaudun après Orléans ! Cinq mille Prussiens sont entrés à Châteaudun. Que faisait l'armée de la Loire ? Où sont les quatre-vingt mille hommes dont on parle depuis si longtemps ? On abandonne Châteaudun, ville ouverte, les habitants se défendent héroïquement, les Prussiens répondent par le bombardement, l'incendie, la ville est réduite en cendres.

Le Gouvernement parle. Où sont les actes ? L'attitude ne suffit pas. Le *Journal officiel*, organe du Gouvernement, au lieu de nous apprendre des mesures, des actes, fait des réflexions idéales sur « l'âme impérissable de la France. » Ils font de l'idéal à faux ; ils ont pris la langue du poète et l'appliquent hors de saison, hors de propos. Il s'agit de parler avec des canons, avec des mitrailleuses et des chassepots. Voilà l'éloquence exigée par la situation.

Au contraire, les penseurs, les poètes, dans le péril de la patrie, vivent penchés sur la carte, occupés de stratégie, d'organisation militaire, et supputent le chiffre des contingents.

—

27 *Octobre*. — Une effroyable nouvelle circule dans Paris : la reddition de Metz, livrée par Bazaine « au nom de Napoléon III. »

Impossible d'admettre une pareille infamie. Le général Trochu vient de répondre aux gardes nationaux qui

sont allés l'interroger : « C'est une indigne calomnie, il n'y a pas un mot de vrai. »

On ajoute que ce sont des machinations prussiennes, *le Nouvelliste* de Versailles forge ces nouvelles. On accuse de criminelle légèreté les journaux avancés qui reproduisent et affirment l'authenticité de la dépêche.

—

28 *Octobre*. — Ce soir, dans une réunion d'hommes politiques, un orateur, dans un discours pessimiste, a établi ceci : « Les Prussiens vainqueurs, c'est la destruction de la République. Les Prussiens vaincus, c'est encore la destruction de la République par la guerre civile, car les partis monarchiques se déchaîneront et nous enseveliront sous les ruines de la patrie. Je ne vois pas d'issue à cette situation. Je me réveille chaque matin avec des pensées funèbres. Je voudrais devenir fou pour cesser de penser et de sentir. »

Invité à prendre la parole, Edgar Quinet a combattu avec force cette politique du désespoir. « Jamais nous n'avons eu tant besoin d'espérance. Si les Prussiens sont vaincus, la République, loin d'être détruite, sera fondée à jamais, car ce sera la victoire de l'idée républicaine; devant son triomphe, tous les partis monarchiques seront réduits à l'impuissance. Nous devons faire appel à la plus lucide raison, en ce moment de crise suprême. L'esprit public est admirable, fortement dévoué à la République; avec un peuple fermement résolu à rester libre, nous n'avons pas à craindre le triomphe de la royauté. »

—

29 *Octobre*. — Nous revenons du Panthéon où nous avons stationné plus d'une heure sous la pluie, ne pouvant détacher nos yeux de ce touchant spectacle. Ce qui émeut, ce n'est pas la décoration, drapeaux, devises,

urnes pour la souscription aux canons, registres pour l'inscription des volontaires; l'estrade est mesquine, écrasée par les colossales proportions du Panthéon. Ce qui touche, c'est le cœur de la foule. Des femmes du peuple se pressaient sur l'estrade pour y déposer leurs pauvres offrandes; après elles, une mère avec ses deux filles; un père tenant par la main un petit enfant; il le prit dans ses bras et l'éleva assez haut pour que la petite main pût faire glisser l'argent dans l'urne. La foule salue par ses acclamations; mais l'enthousiasme éclate surtout à chaque enrôlement de volontaires. Il y en avait de toutes conditions, en uniforme, en blouse, en redingote; ils s'approchent des tables, se font inscrire; les tambours battent aux champs. « C'est un honneur qui leur est bien dû! » s'écria quelqu'un près de moi. Les yeux se remplissent de larmes; oui, c'était un spectacle superbe que ces compagnies entières de gardes nationaux montant sur l'estrade et défilant devant les bureaux, en agitant leurs chapeaux. Un immense cri retentit: « Vive la République! » Je demandais à un des factionnaires qui contenaient la foule :

—Êtes-vous content? Y a-t-il beaucoup de volontaires?

— C'est admirable! Voilà tout le 186e bataillon qui s'est fait inscrire, me dit-il.

— C'est inespéré après vingt ans d'énervement, reprit un homme du peuple.

Comme tout le monde ne pouvait approcher de l'estrade, les gardes nationaux faisaient la collecte pour les canons dans la foule; les pièces de cinq francs et les sous y tombaient en même temps. Au-dessus de cette scène patriotique s'élevait dans l'air brumeux le fronton du Panthéon, dédié aux grands hommes par la patrie reconnaissante.

—

Nous avons eu un succès au Bourget. Les francs-tireurs de la Presse se sont emparés de cette position.

Tous les matins, et même plusieurs fois par jour, on court à la mairie voir l'affiche du Gouvernement. Haussé sur la pointe des pieds, on tâche de lire la dernière dépêche. Oh! qu'il y a longtemps que nous étions sans une nouvelle consolante! Cependant on ne revient jamais attristé, découragé. L'imperturbable confiance de la foule soutient le cœur. Quand la dépêche est bonne, comme aujourd'hui, on la lit à haute voix. On y est invité par les assistants. On se sent là en famille, non avec des inconnus. Chacun fait ses réflexions, et souvent les figures sont si expressives qu'on n'a pas besoin de mots pour se comprendre.

On assure que le général Trochu est plein d'espoir et qu'il a dit : « Maintenant, je suis sûr de mon affaire; je suis sûr de chasser les Prussiens. La victoire est certaine.»

Ce mot a d'autant plus de valeur qu'en arrivant à l'Hôtel de Ville, au 4 Septembre, il répétait : « Il ne faut pas se faire illusion, nous ferons une résistance pour l'honneur, nous succomberons glorieusement. Défendre Paris n'est pas possible. Il faut nous apprêter à mourir. »

—

Les conférences en faveur des victimes de la guerre et pour l'achat des canons se multiplient. Notre éloquent ami Victor Versigny en fera une pour le Comité de Châteaudun. Le sujet c'est : « *La Liquidation morale :*
« Que chacun se dépouille de ses préjugés, de ses
« haines, de ses faiblesses, et l'harmonie sera fondée. »

Les conférences de M. Coquerel sont très populaires; une d'elles avait pour sujet : *De la poudre et du pain.*

Ces diverses conférences ont pour objet de venir en aide au Comité des fourneaux économiques, à la Société

de secours pour les blessés, etc. Les murs et les kiosques sont couverts d'affiches et souvent l'on voit le nom d'un grave professeur d'histoire ou de philosophie, au milieu de tous les acteurs de l'Ambigu. Quelques-unes de ces conférences sont entremêlées de spectacle. Peu à peu, sous prétexte de souscriptions patriotiques, les théâtres organisent des représentations, des concerts; on se permet même de chanter des drôleries à l'adresse du roi Guillaume ou de l'homme de Sedan. La chanson en vogue en ce moment, c'est le *Sire Fisch-thon-khan.* Ces plaisanteries entretiennent la bonne humeur et la confiance dans la victoire; puis cela sert un peu à oublier la faim.

—

30 *Octobre.* — Fâcheuse nouvelle : les Prussiens ont repris le Bourget.

Dans cette malheureuse affaire, même incapacité et imprévoyance des chefs; même ardeur et opiniâtreté chez nos jeunes troupes, qu'on essaie de dénigrer après coup.

De l'avis unanime, c'est par le Bourget qu'on peut rompre la ligne d'investissement. Le 28, le général Bellemare ordonna à trois cents francs-tireurs de la Presse, commandant Rolland, de s'en emparer. Succès complet. Les Prussiens, surpris, s'enfuient vers Pont-Iblon. Ils reviennent quelques heures après; les francs-tireurs sont renforcés par les mobiles de la Seine, par un bataillon de marche et les repoussent. Ils reviennent une seconde fois; nous n'avions que deux pièces. La lutte est acharnée. Les Prussiens sont mis en déroute. Le soir, ils tentent pour la troisième fois de nous enlever le Bourget; nos mobiles les repoussent partout. La nuit est employée à fortifier la position. Le lendemain, les Prussiens reviennent avec quarante canons; un vrai bombardement commence. Nos trois mille francs-tireurs et soldats

du bataillon de marche résistent héroïquement aux meilleures troupes prussiennes[1].

31 *Octobre*. — Quelle journée cruelle! Pendant les premiers jours de l'investissement de Paris, on s'attendait à chaque instant à l'entrée des Prussiens par surprise. Les événements de cette nuit auraient pu réaliser la plus chère espérance de M. de Bismark; la guerre civile, voilà ce que prédit, désire, fomente notre implacable ennemi.

Enfin, le patriotisme de la population a triomphé de ce nouveau péril; c'est à quatre cent mille hommes qu'on

1. Pendant ces trois jours, on les a abandonnés à leurs propres forces; point de renforts, point de canons, pas de nourriture, tandis que les Prussiens s'augmentent de quinze mille hommes et de quarante-huit canons. Au moment où les Prussiens reviennent en forces, nos deux canons nous furent enlevés. Se voyant sans artillerie, après trois jours dans la neige, la moitié des mobiles se retirent. Les seize cents qui demeurent furent tout simplement des héros. Deux chefs donnèrent un admirable exemple d'intrépidité et d'abnégation. Baroche et Brasseur espéraient encore des renforts. Ils réussissent, par un suprême effort, à repousser les Prussiens une dernière fois et livrent autour de la barricade un combat acharné où les morts s'entassent. Treize cents hommes tombent au bout de trois heures. « Encore une demi-heure de résistance! Il est impossible que les renforts n'arrivent pas! » crient les deux chefs, et la petite troupe se barricade dans l'église. « Ces hommes se défendaient jusqu'à la dernière extrémité, » dit le rapport allemand. « Il fallut grimper à la hauteur des fenêtres de l'église et tirer de là sur l'ennemi jusqu'à ce que le peu d'hommes de cette brave troupe finît par se rendre. »

Oui, les Allemands ont rendu justice à nos défenseurs, que des Français essaient de flétrir. L'ordre du jour du prince de Wurtemberg prouve combien cette journée fut glorieuse pour nos francs-tireurs. Il appelle les défenseurs du Bourget les meilleures troupes de Paris. Les Prussiens avouent que ce fut un des plus sanglants combats sous les murs de Paris, la plus grande perte qu'ils eussent éprouvée.

Et, comme toujours, ce fut une inutile boucherie, un échec plus considérable que celui de Châtillon.

Et pourquoi? Toujours même cause : pas de réserve; pas d'artillerie.

peut évaluer les défenseurs de la loi. Le peuple des faubourgs lui-même s'est rallié au Gouvernement de la défense nationale.

Ce matin, deux affiches apposées aux mairies répandaient la consternation dans Paris ; l'une annonçait la capitulation de Metz... oui, la capitulation de Bazaine, que le gouvernement avait énergiquement niée : « Le gouvernement vient d'apprendre la reddition de Metz. Le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts, que le manque de vivres et de munitions ne permettaient pas de continuer. »

L'autre affiche annonçait l'arrivée de M. Thiers et la proposition d'un armistice.

Par une insigne maladresse, les deux nouvelles étaient affichées en même temps ; la capitulation et l'armistice semblaient solidaires. Il était facile de prévoir que l'émotion publique produite par la reprise du Bourget allait être surexcitée par les nouveaux désastres.

Nous ne pressentions rien de ces graves événements.

A quatre heures, un coup de sonnette retentit. Un jeune homme entre et s'écrie :

— Voici de grandes nouvelles : Le Gouvernement est renversé ; M. Dorian est proclamé président de la République; dans quarante-huit heures nous aurons la Commune. Maintenant, voyons, acceptez-vous de faire partie du gouvernement ? Réfléchissez.

La réponse n'était pas douteuse : Le Gouvernement a fait des fautes, mais il n'a pas mérité d'être renversé. Qu'est-il arrivé ? Récapitulons les faits. L'affaire du Bourget n'est pas un désastre irréparable ; la capitulation de Metz était pressentie ; l'armistice sera repoussé. C'est le moment de conserver son sang-froid, son calme, au lieu d'augmenter, par des complications nouvelles, la gravité de la situation.

— Mais il nous faut un gouvernement énergique, une République qui porte sur les remparts des moyens terrifiants.

— Des moyens terrifiants, contre qui ? Tout le monde veut marcher ; on n'a pas à se plaindre des combattants, l'élan est général. Des moyens terrifiants ne serviraient qu'à discréditer la République, à la rendre exécrable à la province et à la majorité des Parisiens. Ce Gouvernement avait cela de bon, il ralliait tout le monde à la République ; mais si la violence remplace la conciliation, si on exhume les souvenirs de 93, les vieux noms de Commune, de Comité de salut public, c'en est fait de la République. Elle aura vécu.

— Que voulez-vous ? c'est très illogique, mais c'est très français.

— Non, ce qui est français, c'est le bon sens et le patriotisme. En face de Bismark, le patriotisme nous dit de soutenir le Gouvernement, de le pousser, de le surveiller, de l'aiguillonner, mais non de le renverser. Du reste, le Gouvernement se défendra, il sera soutenu, il restera maître de la situation.

Vers cinq heures, l'aspect de l'Hôtel de Ville et les abords ne justifient guère ces prévisions. Une haie épaisse de gardes nationaux occupait les quais depuis le Pont-Neuf jusqu'à la place du Châtelet ; les fusils scintillaient à la lueur des réverbères ; était-ce la garde nationale de Flourens ou de Trochu ? Le rappel battait dans toutes les rues ; des compagnies se croisaient en tous sens, personne ne savait exactement ce qui se passait. Les uns disaient que le Gouvernement était renversé et remplacé par Dorian, avec Blanqui, Pyat, Delescluze, Flourens, Victor Hugo. Mais personne ne hasardait une réflexion. L'empire a donné aux Parisiens des habitudes de discrétion incroyables. En pa-

reilles circonstances, les figures conservaient un air placide. Un officier en faction, tenant un enfant dans ses bras, me répondit tranquillement :

— Mais oui, Trochu a reçu sa démission.

Il pleuvait, il faisait nuit, rien de plus lugubre que l'aspect de Paris en ce moment. On sentait que la République, la patrie étaient jouées à croix ou pile. Nous étions navrés; rien que l'inconnu, la nuit noire !

Vers onze heures et demie, le roulement sinistre des tambours augmente. C'était la générale. Par la fenêtre entr'ouverte, je vis toute la nuit des compagnies ou des gardes nationaux isolés courant à l'Hôtel de Ville; les groupes devenaient de plus en plus nombreux, ils passaient par douzaine, par centaine, déjà on pouvait préjuger l'issue de l'émeute.

A six heures du matin, nous eûmes des nouvelles au poste de la mairie, place Saint-Sulpice : « Tout est remis dans l'ordre, le général Trochu l'a emporté. »

On nous apprit les événements en détail; les membres du gouvernement prisonniers à l'Hôtel de Ville, les chefs de l'émeute dissertant sans pouvoir s'entendre, sans prendre aucune résolution, sans autre chance que la désorganisation en face de l'ennemi, les mobiles pénétrant par les souterrains de l'Hôtel de Ville, le 116e bataillon délivrant le Gouvernement; à son tour, le général Tamisier prenant sous le bras Blanqui pour le protéger et le reconduire sain et sauf hors de l'Hôtel de Ville. Le 31 octobre finit par un compromis. Les élections (du conseil municipal ou de la Commune) sont promises pour midi. Une affiche du ministre les ajourne, une autre décide qu'un plébiscite posera au peuple la question de confiance, 3 novembre.

En somme, le 31 octobre aura fortifié le Gouvernement; le plébiscite lui confère une vraie dictature.

III

NOVEMBRE

1er *Novembre*. — Que de fautes! quelle honte de sentir la joie insultante de Bismark, prophète de la guerre civile. Le sang n'a pas coulé, la victoire est restée à la légalité, grâce au bon sens des Parisiens, mais nos ennemis répéteront qu'une infime minorité remet sans cesse en question la République.

S'il faut périr par les Prussiens, sauvons au moins l'idée glorieuse et pure de la République. Elle renaîtra demain si elle succombe aujourd'hui sous l'ennemi extérieur. Mais si nous nous déchirions de nos propres mains, nous finirions comme les Juifs dans le siége de Jérusalem.

L'excuse, non la justification du 31 octobre, c'est la capitulation de Metz. Les détails répandus sur cette trahison sont horribles. On dit que Bazaine livre à la Prusse cent soixante-treize mille Français, trois cent mille chassepots, toute l'artillerie, pour une valeur de quatre-vingt-dix millions. Le malheur des malheurs, c'est que les trois cent cinquante mille Allemands qui investissaient Metz sont libres désormais de rejoindre à marches forcées les troupes de Mecklembourg qui ferment à notre armée

de la Loire le chemin de Paris. Bazaine a joué le second acte de Sedan.

Les larmes brûlantes qui vous montent du cœur à ces noms, Metz, Strasbourg, confirment l'horrible réalité. On ne peut lire ces détails qui étalent la noirceur de quelques chefs et le patriotisme de la population. Les Messins ont été admirables, ils voulaient se défendre jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière bouchée de pain. Mais l'inviolable cité a été livrée à l'ennemi, rien qu'en haine de la liberté. J'entends dire auprès de moi : « Il n'y a donc pas une étincelle de sentiment français national, chez ces hommes ? Un barbare Blücher reste avant tout Allemand. Un féroce Souvaroff reste avant tout Russe. Aucun d'entre eux ne songerait à capituler. Et si cette monstruosité était possible, il ne se trouverait pas un Russe, pas un Allemand pour les réhabiliter, ils seraient déshonorés, maudits. Chez nous, trouveront-ils des glorificateurs, ceux qui livrent la France ? »

Une autre désastreuse explication du 31 octobre, ce sont les projets d'armistice. Ces négociations entraînent avec elles un commencement de dissolution morale. Jusqu'ici la réaction était contenue, elle va relever la tête, vomir ses calomnies contre la République, exagérer nos divisions intestines, préparer aux Prussiens des triomphes plus certains que ceux du canon Krupp.

L'instinct populaire ne s'y trompe pas. L'armistice, c'est une paix honteuse; l'armistice, c'est une Assemblée constituante monarchique et prussienne, une sorte de Corps législatif qui signera la cession de l'Alsace et de la Lorraine, le démembrement de la France !

Dans tous les cas, c'est la fin de l'ère héroïque des Parisiens. Jusqu'ici pas une seule plainte. Chacun se résignait au sacrifice et le prolongeait avec joie. Mais

ce leurre de paix réveille les regrets des faibles, les capitulations de conscience; il diminue chez les combattants l'ardeur de la lutte à outrance. Une trève se fait dans la haine; n'est-ce pas affaiblir la résistance et la volonté de vaincre ?

Qui profitera de l'armistice, même s'il est rejeté ? Les Prussiens. Il suffit qu'ils le désirent, qu'ils « l'accordent » pour affirmer qu'il nous sera funeste. La superbe attitude de Paris exaspérait Bismark et fatiguait l'armée allemande. Elle souffre de ces froides nuits d'automne; elle redoute la formation des armées de secours, elle sent que la France se lève, que Garibaldi et les francs-tireurs menacent la frontière des Vosges et la ligne de Strasbourg à Paris. La retraite des Prussiens serait facilement compromise, leurs stratégistes le sentent. Mais combien plus le Machiavel germanique redoute-t-il la grandeur morale de Paris ! « La France est pourrie, Paris est une Babylone, » répétaient les Allemands. Et voici que la République a transformé ce peuple et a changé en immortelle gloire sa léthargie passée.

Eh bien! que Paris repousse l'armistice, il tiendra encore un mois ou deux; nos ressources en province s'augmenteront, les privations des Prussiens iront toujours croissant. En admettant l'impossible, que nous ne soyons pas délivrés par des armées de secours, nous avons du moins la chance d'obtenir par notre résistance prolongée des conditions meilleures. Oui, le vrai désastre, c'est l'armistice! Voilà la brèche par où les Prussiens pénètreront dans l'enceinte sacrée, voilà la Sainte-Alliance, la réaction européenne qui hypocritement détruira la République pour lui substituer un régime hybride de princes libéraux. Et ce désastre, personne ne le reconnaît, ne le proclame ouvertement.

Les maires se sont réunis pour proposer une enquête

sur l'affaire du Bourget et presser la formation des bataillons de la garde nationale qui agiront avec les troupes de ligne. Paris proteste à la fois contre la direction militaire qui a laissé perdre le Bourget et contre l'armistice.

—

2 *Novembre, jour des Morts.* — En revenant ce soir du cimetière Montparnasse, où nous avons porté une couronne sur une tombe, nous trouvâmes dans notre cour quelqu'un que l'obscurité nous empêcha d'abord de reconnaître ; nous eussions été désolés de manquer sa visite.

Au premier son de sa voix nous le reconnûmes, c'était Victor Hugo. Quelle heure passée avec lui au coin du feu, lorsque je réussis enfin à le rallumer et qu'à la clarté de la flamme, je revis la noble figure d'un des plus beaux génies! — « Qui nous eût dit à Lausanne[1], il y a un an, au Congrès de la paix, que nous nous reverrions dans Paris assiégé ? — Oui, répondit-il, et je serais inconsolable de ne pas être ici dans ces jours si grands ! »

Il nous rappela son discours prophétique sur une dernière guerre... terrible, fatale...

« Non, la France n'est pas perdue, disait-il, mais enfin on ne peut se dissimuler que deux cent mille Prussiens de Metz viennent rejoindre les six cent mille sous Paris, et que c'est une masse de huit cent mille hommes qui pèse sur nous. Il faut faire la trouée à travers cette masse. »

Il croit aussi que les sous-sols recèlent la trahison et que le fantôme du bonapartisme règne encore dans les chancelleries. « L'Europe traversera peut-être une époque de pangermanisme, comme nous avons traversé

1. Voyez *Mémoires d'exil, Bords du Leman*, 1870. Édit. Lechevalier.

vingt ans d'empire, ajouta Victor Hugo, mais un pays tel que la France ne peut périr. »

Toutes ses paroles justes, sages, pacifiantes, faisaient du bien; sa bonté et sa simplicité dans l'intimité sont d'un charme infini.

Nos rapports si affectueux avec Victor Hugo, Louis Blanc, Schœlcher, pendant le siége de Paris, l'identité de vues entre les anciens proscrits, voilà une force de plus et une consolation.

—

3 *Novembre.* — Clément Thomas est nommé général en chef de la garde nationale, à la place do M. Tamisier qui a donné sa démission. Il a passé hier une grande revue. La rue de Rivoli dans toute sa longueur et la place de l'Hôtel de Ville étaient hérissées de baïonnettes. Autant ce déploiement militaire électrise quand il a les Prussiens pour objectif, autant il attriste s'il est en prévision de la guerre civile. Aussi les visages portaient l'empreinte de la tristesse ; j'ai entendu des paroles amères : « Tiens! c'est Canrobert qui se trouve dans l'état-major, Bismark lui a permis de rentrer. »

Deux proclamations du Gouvernement couvrent les murs de Paris ; l'une raconte la journée du 31 octobre, l'autre s'adresse à la garde nationale ; elle est du général Trochu et affirme la République.

Un décret du Gouvernement appelle au scrutin les électeurs de Paris et leur pose cette question : La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale?

Le résultat n'est pas douteux; mais il ne faut pas que le Gouvernement considère le *oui* comme un encouragement à persévérer dans l'inertie. Déjà la réaction lève la tête ; ses journaux approuvent l'armistice, sans songer qu'il ne profitera qu'aux Prussiens en

donnant le temps à leurs armées de Metz d'arriver sur la Loire.

Ce seul mot armistice a déjà produit son effet. Depuis lundi, plus d'enrôlements, plus de souscriptions pour les canons. L'ardente résistance de Paris va mollir; l'idée du bien-être surgira chez les faibles. Jusqu'ici, tout le monde s'était fait un point d'honneur, un devoir de souffrir. Cette unanimité dans l'abnégation soutenait les plus chancelants. Ils s'affaissent de nouveau depuis les fatales propositions d'armistice, et nous entendons des propos étranges : « Paris ne peut faire la loi à la France. Si la France veut l'armistice, Paris n'a pas le droit de se prononcer seul contre la volonté de la province. »

— Oui, Paris peut faire la loi. Paris a le droit, car Paris seul a la libre possession de son âme. Les départements envahis ne peuvent exprimer librement leurs volontés. Paris, avec sa volonté énergique de sauver la patrie, s'appartient; il a le droit de combattre et de mourir.

Ces bruits funestes d'armistice ont fait sortir toute la légion des cloportes qui se cachaient sous terre, tous les petits crevés qui s'étaient déguisés en combattants et même en radicaux. Ils affectaient le langage martial et l'allure des camps, des remparts; les voilà qui reprennent leur ton léger, dégagé; ils se mettent sur les rangs comme candidats à la future Constituante, conséquence inévitable de l'armistice.

Ils viennent même proposer à de vieux proscrits irréconciliables de faire *la campagne électorale* en commun, idée charmante et qui leur semble toute simple.

Certes, la fatuité d'argent est la plus aveuglante et la plus intolérable. Les gandins millionnaires révèlent

le côté effrayant de la situation. Ils demandent la paix à tout prix, la honte. Que leur importe, pourvu qu'ils arrivent à la députation ? Si on leur démontre qu'il ne faut pas accuser la province de tiédeur, mais la faire marcher, ils osent répliquer que la province incline au fédéralisme, qu'elle veut se gouverner elle-même, qu'elle *en a assez de Paris*.

— Mais c'est un blasphème ! Paris seul a protesté pendant vingt ans contre l'Empire ; aujourd'hui seul il tient tête aux Prussiens.

— N'importe ! Paris importune la province ; il faut en finir avec la tête.

— Mais c'est la dislocation, la mort de la France !

— J'en ai peur, reprend le petit crevé d'un air leste, et il s'en va.

—

Ce que nous pressentions est maintenant clair comme le jour. Le Gouvernement de la défense nationale a toujours espéré dans les négociations ; il n'a compté que sur l'Europe, non sur la France ; il a préparé la paix, non la victoire à tout prix. Voilà pourquoi nous ne voyons ni décrets, ni armées de secours. Pourquoi des levées, des corps nouveaux quand nous avons en Allemagne trois cent mille soldats et cent généraux ? Nous allons faire la paix ; nos armées reviendront en France pour réprimer les mécontents, dompter la révolution, s'il le faut.

Voilà ce qu'entrevoyaient en leur âme et conscience les vrais défenseurs de la patrie à la date du 3 novembre 1870.

—

Constatons ceci : les penseurs, poètes et philosophes, tous les amoureux de l'idéal ont montré cent fois plus d'esprit pratique et d'énergie pendant le siége de Paris

que les hommes d'Etat de profession et les militaires qui déguisent leur inaction sous des phrases idéalistes.

Que les Prussiens nous servent d'exemple. Ils ont laissé de côté le bagage métaphysique, les théories hégéliennes. Krupp a remplacé Kant et Schelling. Ils s'attachent aux choses pratiques. Faisons comme eux. Laissons les nuées, adoptons les mesures libératrices.

—

4 *Novembre.* — La frugalité des repas commence à toucher à l'extrême limite. On était dans l'opulence tant qu'on pouvait dîner avec quelques pommes de terre cuites sous la cendre. Mais elles deviennent introuvables. La salade est fort rare, assaisonnée d'huile de quinquet; la ration de viande de cheval, dure à se casser les dents, et l'on préfère les herbages à ce cuir chevelu. Reste une ressource, chocolat, café, vin, riz, confiture, et, en réserve, un petit sac de blé. La viande a été trop largement distribuée en septembre; le Gouvernement livrait au public, chaque jour, cinq cents bœufs et quatre mille moutons. Depuis octobre, la disette se fait sentir. C'est peut-être à dessein qu'on se dépêchait de dévorer les troupeaux tandis qu'ils étaient encore en vie; parqués dans le jardin du Luxembourg, nourris de paille et de feuilles d'arbres, ces pauvres animaux languissaient, dépérissaient. Chacun pouvait s'assurer, par un coup d'œil jeté à travers la grille, que ces maigres herbivores étaient les premières victimes de la famine.

—

Propos de table pendant le siége: Que j'ai eu de peine à me procurer ce petit morceau de viande! — Nous aurons du salé. — Il commence à manquer. — Reste le pain. — Il n'est pas dit que nous en ayons longtemps. — Nous nous contenterons de chocolat. — Il n'y en a plus.

On tue les animaux du Jardin des Plantes. Les richards seuls osent s'offrir de l'éléphant et de l'ours; les bourses modestes aspirent à un morceau de buffle. Dix-huit francs le kilo pour les grands extraordinaires.

Ce qui soutient dans toutes les privations, c'est la pensée que les auteurs de nos désastres ne sont plus ici. La colonne d'air pèse moins lourde sur nos têtes, répète mon mari. Il y a un fait irrécusable : les Napoléon sont partis et ne reviendront jamais.

Plût au ciel que nous fussions aussi sûrement débarrassés des huit cent mille Prussiens? On raconte aujourd'hui que l'ex-régente a demandé à Bazaine un émissaire, qu'elle a proposé au général Bourbaki de conduire son fils à Metz et de traiter avec la Prusse moyennant la cession de l'Alsace et de la Lorraine. Bourbaki, ajoute-t-on, a refusé avec horreur.

—

Oui, pour tout le monde, pour les plus humbles travailleurs comme pour les plus illustres, les jours de siége auront été les plus laborieux. Qui sentirait la fatigue en songeant au service des remparts et des grand'gardes?

Après les travaux intellectuels et les travaux serviles, quelle joie de voir publier si rapidement sa pensée! A quelle fièvre d'attente nous étions condamnés à Veytaux et à Bruxelles! Que de lettres pour recommander l'exactitude et quelle difficulté de se procurer ensuite les numéros! Pour ces innombrables copies, lettres, courses à la poste, on était soutenu par cette pensée : servir la France. Aujourd'hui notre récompense est là : notre vrai bonheur, c'est de trouver le matin notre pensée, notre âme vivante dans le journal, par terre devant la porte, entre la cruche d'eau et le morceau de pain.

—

5 *Novembre.* — Voici le chiffre du plébiscite du 3 novembre : Pour le Gouvernement, 557,996; contre, 62,638. Les élections des maires et des adjoints ont lieu aujourd'hui avec le plus grand calme.

L'Alsace et la Lorraine! Le titre seul de ce Manifeste est une douleur poignante. Quoi ! cette horrible éventualité se présente à l'esprit ? Edgar Quinet a senti le besoin de se fortifier lui-même en abordant ce cruel sujet : « Examinons l'impossible et discutons l'absurde, je veux parler du rapt de l'Alsace et de la Lorraine. » Il dispute la clef de la maison à ceux qui tentent d'entrer par effraction chez nous et s'écrie : « Si ce sont là les bases que la Prusse veut donner à la paix, peuples, préparez-vous à la guerre éternelle ! »

Il démontre la fausseté de l'argument prussien : « Strasbourg et Metz aux mains de la France sont une position offensive. » Il rappelle que la frontière de la France a été ouverte à l'est par les traités de 1815. Les alliés nous ont ôté même nos défenses naturelles, en nous enlevant la Sarre, Landau, Sarrelouis, Sarrebruck.

Dans le second morceau, il insiste sur cette pensée : « La Prusse, en nous laissant Strasbourg en 1815, n'avait plus à craindre Strasbourg comme place de sortie. Les frontières françaises ont été découpées par l'invasion, de manière à rendre ce mouvement impossible; car dès les premiers pas que ferait une armée française en franchissant le Rhin, elle trouverait derrière elle les Allemands à Sarrelouis, à Sarrebruck, sur la Sarre, sur la Moselle ; dès la seconde journée, les Allemands seraient plus près de Paris que l'armée française. »

De cette discussion à la fois stratégique et historique, il ressort que la Prusse veut nous anéantir : « *Cessons d'être*, voilà la frontière qu'elle nous demande. »

—

6 *Novembre.* — Faisons justice de ce sophisme en ce moment suprême : « Paris ne peut pas engager la France ; si le suffrage universel se prononce contre la République, il faut que Paris se soumette. »

Mon mari me disait ce matin : « Oui, il y a des principes supérieurs qui, devenus réalité, ne peuvent être remis au hasard, à croix ou pile. » Vous ne pouvez pas soumettre à la majorité la question : Si le vice est préférable à la vertu ? Si le crime doit régner ? Si le bien doit être proscrit ? Vous ne pouvez décider par la majorité de quelques voix, si deux et deux font cinq ou quatre. Un peuple n'a pas le droit de se suicider. Une République n'a pas le droit de mettre en question la forme républicaine. Que deviendrait une monarchie si tous les jours vous la mettiez aux voix ? Est-ce que l'idée est jamais venue aux Etats-Unis de faire décider par le suffrage universel : « Voulez-vous continuer à « être une République ou redevenir une colonie « anglaise ? »

Et à la Suisse : « Voulez-vous rester Confédération « helvétique, ou rentrerez-vous sous la domination des « ducs d'Autriche et des princes de Savoie ? »

Aujourd'hui que les événements, la force des choses nous ont rendu la République après le grand effondrement de l'empire, vous, républicains, remettrez-vous de nouveau en question la République ? ferez-vous dépendre la liberté des plébiscitaires du 8 mai, eux qui ont voté la guerre et l'empire à perpétuité ? leur demanderez-vous de choisir entre la République et l'empire ? Appellerez-vous cela la volonté du pays, devant laquelle il faut s'incliner ?

« Il y a des questions si hautes, qu'elles sont résolues d'avance par chaque âme libre. Quand même huit millions de paysans voteraient la cession de l'Alsace et de

la Lorraine, ce vote serait entaché de nullité; car vous n'avez pas le droit de décider que moi, Français, je deviendrai Allemand, ou que je deviendrai esclave, ou que, républicain, vous me ferez homme-lige de l'empire. En un mot, vous ne pouvez décider par le suffrage universel si le dix-neuvième siècle abdiquera et retournera au siècle des Césars.

Voilà ce que nous risquerions par une fausse application du suffrage universel. »

---

7 *Novembre.* — Quel bonheur ! L'armistice est repoussé, repoussé par les Prussiens, qui ne veulent pas permettre le ravitaillement de Paris, ni la votation de l'Alsace et de la Lorraine pour une Constituante. Ainsi nous avons perdu inutilement huit jours. Pendant ces huit jours, l'armée sous Metz a marché, elle s'est rapprochée de Paris; et nous, pendant ce temps, nous avons dévoré huit jours de provisions. Grave responsabilité pour ceux qui ont prêté l'oreille à ce leurre d'armistice qui était une duperie de M. de Moltke. Les Prussiens ont pu achever leurs travaux pendant que nos forts se taisaient.

Voilà le secours que nous avons reçu des puissances amies. Elles concourent à notre ruine. Nous le savions depuis longtemps. Mais les gouvernements sont-ils seuls coupables de cette cruauté ? Les peuples ne sont-ils pas solidaires de cette agonie de la France ? Généreuse nation qui a assisté les autres, quel est aujourd'hui le salaire de cette fraternité témoignée par ses actes ? Où sont les légions de tant de peuples que la France a secourus ? Où sont les légions de l'Italie ? allais-je dire... Mais ici, un homme, un héros a remplacé une nation. La magnanime action de Garibaldi accourant avec ses trois fils au secours de la République française,

cette sublime réponse aux *Merveilles de Mentana*, vaut toute une armée de Victor-Emmanuel.

L'Italie, représentée par les garibaldiens, nous reste chère. Mais les autres nations!...

Pauvre France, que t'a servi ton cœur magnanime, ton amour pour les autres peuples ? Tous t'abandonnent.

Il y a dans le poème de Merlin une scène prophétique, une vision de l'avenir : c'est la Passion de l'Enchanteur, emprisonné, livré, renié par tous les peuples. Saisissante image de la situation que la France traverse à cette heure.

—

8 *Novembre*. — Les journaux anglais qui pénètrent furtivement à Paris reproduisent un *communiqué* prussien du *Journal officiel* de Berlin. Est-ce vraiment au dix-neuvième siècle que de pareilles cruautés froides sont proclamées comme des lois internationales d'État à État ? Le mémorandum de M. de Bismark est un commentaire éloquent de ce communiqué. Les Prussiens s'excusent de n'avoir pas encore pris Paris ; ils avouent que les ressources morales et matérielles qui lui restent ne sont pas à mépriser, et que la tâche des armées allemandes est une des plus difficiles dont l'histoire militaire du monde ait gardé le souvenir. Ils comptent sur la famine pour réduire Paris : « Les approvisionnements sont de plus en plus rares; vraisemblablement le prolétariat finira par se soulever contre les riches. Cette dernière prévision sera hâtée par les obstacles que nous mettons au ravitaillement de la ville assiégée. »

Et M. de Bismark : « Nous sommes forcés d'accepter jusqu'au bout la lutte qu'on nous impose. »

Il faut analyser ce document. On y parle de faire mourir de faim deux cent mille personnes. Les Prussiens

ne pouvant nourrir deux millions d'habitants, déclarent qu'ils ne sauraient transporter à la campagne une partie de la population ; ainsi, de toute façon, il faut mourir.

Trois à quatre cent mille prisonniers français en Allemagne, deux cent mille Parisiens morts de faim selon le calcul des probabilités prussiennes, quel joli total de victimes! Vit-on jamais, depuis la haute antiquité assyrienne, désastres aussi tragiques?

Le roi Guillaume se propose sans doute d'imiter les procédés de Cambyse et de traiter les Parisiens comme les Egyptiens, à qui le roi des Perses lia la tête avec une corde, après leur avoir mis un frein à la bouche. C'est dans ce harnachement que des milliers de vaincus défilèrent devant le vainqueur.

M. de Moltke sera déçu dans son espoir historique, archéologique, psychologique ; le ton de la presse parisienne à lui seul nous en est un garant. Tous le déclarent : « Paris et la France entière, ou du moins tout ce que Paris et la France renferment d'âmes fières, qui placent au-dessus de tous les biens, l'honneur et la dignité de la patrie, applaudiront au rejet de l'armistice. La situation est nette maintenant. Il s'agit de savoir si nous voulons vivre ou mourir. Mieux vaut la mort que l'humiliation d'une paix honteuse. Il ne nous est plus permis de rester inactifs une seule heure. Toute hésitation, toute mollesse, tout retard dans l'organisation des moyens de défense équivaudraient à une trahison. »

Et nos gardes nationaux continuent, au Luxembourg, leurs infatigables exercices, par la brume glaciale de novembre ! Cet uniforme de garde national est devenu un emblème de fraternité bien autrement éloquent que les devises de nos monuments. Aujourd'hui c'est vraiment un peuple de frères. Malheur à qui troublerait cette union sacrée !

9 *Novembre.* — Le canon se tait depuis trop longtemps. Il nous manque beaucoup. Pourquoi laisser aux Prussiens la possibilité d'achever tranquillement leurs travaux et à l'armée allemande de Metz de compléter l'investissement? Garibaldi est notre espérance.

Ce soir les nouvelles sont lugubres. Blois occupé par les Prussiens qui déjà menacent Tours; la Délégation réfugiée à Bordeaux, pas de traces de l'armée de secours et, pour comble de malheur, les chefs de la défense nationale se renfermant dans un système de silence, d'isolement, d'inertie absolue. La réponse française aux cruelles menaces prussiennes, sans accent, sans force, montre encore une arrière-pensée de négociations. L'Europe nous abandonne complètement, et le Gouvernement persiste à compter sur un secours européen, au lieu de placer sa confiance en lui-même, dans la France, dans Paris!

Le peuple commence à murmurer en lisant ces proclamations. « Nous avons donné un vote de confiance à nos chefs, mais à condition qu'ils le justifieraient par des actes énergiques de défense. Les jours se passent, les mois se passent et nous ne voyons rien, rien, rien! S'ils étaient résolus à nous livrer pieds et poings liés aux Prussiens, agiraient-ils autrement? »

—

On vient de rendre un décret sur la mobilisation de la garde nationale. Toujours des demi-mesures. C'est par toute la France, non-seulement à Paris, qu'il faut appeler les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans, la classe de 1871.

—

Ce que fait encore le Gouvernement, le voici : Modification de la Légion d'honneur, couronne supprimée; au

centre de l'étoile la tête de la République ; « la décoration mise en harmonie avec les principes républicains, » et c'est un maréchal de l'empire qui est chargé de l'exécution de ce décret. A la bonne heure ! ce n'est donc pas un rêve que nous sommes en République ? Il est vrai que dans l'enseignement officiel, les livres de classe, les livres d'histoire contenant l'apologie du Deux-Décembre et toutes les calomnies contre la Révolution et la République, continuent à éclairer les lycées républicains de France.

—

10 *Novembre*.— Premières neiges; plus de dépêches; plus de pigeons, les faucons prussiens les dévorent. Mais on sait que M. Thiers, qui a quitté Tours le 28, a rencontré partout de nombreux corps d'armée sur son passage par Poitiers, Moulins, Mâcon. L'armée de la Loire lui a semblé animée d'un excellent esprit ; son effectif est de cent mille hommes. Celle des Vosges est de seize mille. Les mobiles de l'Ouest soixante mille.

La fabrication des canons avance, à Paris, rapidement. L'usine Cail en a livré trente en quelques jours ; elle en fournit sept en vingt-quatre heures et quatre autres usines dans Paris marchent avec la même célérité. Quand nous aurons six canons par mille hommes, soit dix-huit cents, nous chasserons les Prussiens, nous ferons notre trouée à coups de canon. Leur supériorité est dans leur artillerie. Où est la valeur personnelle de ces armées qui se cachent dans les bois et foudroient de loin, par leur artillerie, nos soldats ? Bientôt ce sera notre tour de démontrer tout ce qu'il y a eu de brutal, de matériel dans la victoire prussienne ; les nouveaux canons parisiens feront cette démonstration.

Non, ce n'est pas l'heure de parler d'armistice. Paris

était moralement inexpugnable alors qu'il était démantelé. Et aujourd'hui que son enceinte est infranchissable, que son artillerie l'emporte sur celle des Prussiens, est-ce l'heure de démanteler son âme et de désarmer sa volonté ? Louis Jourdan, ce soir, le disait bien : « Traîtres à la patrie tous ceux qui détourneraient Paris de son unique pensée : défense à outrance, victoire ! » Louis Blanc fait dans le même esprit un vigoureux appel aux défenseurs de Paris.

Quand nous sommes arrivés, il y a soixante-cinq jours, Paris était désarmé; un esprit héroïque, une volonté indomptable lui tenait lieu d'armure, de soldats, de forts, de canons. Aujourd'hui ce même esprit viril, intrépide, prêt à tous les sacrifies, le soutient Mais de plus, Paris a des armes, des canons, des soldats, une enceinte inexpugnable défendue par quatre cent mille hommes. Et c'est en ce moment qu'on nous parlerait de paix ? avant la bataille, avant la victoire ?

---

11 *Novembre*. — Les murs de Paris commencent à se couvrir d'affiches où la réaction est, comme toujours, déguisée sous des apparences libérales. L'ennemi, voyant qu'il ne peut faire naître les séditions, l'anarchie qu'il rêve, les jacqueries, l'émeute de la faim, emprunte un autre dissolvant pour nous miner, détremper les caractères, ahurir les esprits.

On met en avant l'idée d'un plébiscite pour ruiner nos derniers remparts d'héroïsme et d'honneur. Ce serait voter l'infamie du peuple français. Les huit millions de *oui* qui nous ont valu vingt ans d'empire et la guerre, vous les consulterez sur les suprêmes destinées de la patrie ? Et quand ces pauvres aveuglés auront dit *oui* à la cession de l'Alsace, de la Lorraine, vous vous laverez les mains en répétant : Tu l'as voulu, Jacques Bonhomme !

12 *Novembre*. — Le *Journal de Paris* annonce qu'une armée de secours s'est mise en mouvement et se dirige sur Paris. L'avant-garde serait déjà à Chartres, après un engagement heureux avec les Prussiens. Que faut-il croire ? Ce qui est malheureusement plus certain, c'est le bruit systématiquement entretenu de l'armistice, quand rien ne l'autorise plus.

L'instinct populaire affirme que la trahison est au centre même du Gouvernement. On redoute le fameux *plan* du général Trochu. Consisterait-il à rester dans l'inaction jusqu'au dernier jour? Puis, lorsque Paris n'aura plus une bouchée de pain, alors, mais alors seulement, on fera une sortie apparente, un coup de scène, et ce sera le bouquet du feu d'artifice de la défaite !

Pauvre peuple héroïque de Paris ! si magnanime, si ingénu dans la confiance illimitée qu'il avait placée dans ses chefs. Le revirement serait terrible, le jour où il croirait avoir été joué.

Nous entrons dans une nouvelle phase de la politique bismarkienne. Sa première conception a été de prendre Paris par surprise. Mais Paris a fait bonne garde et s'est enveloppé d'un rempart vivant de défenseurs, avant que les forts fussent en état de défense. Tout ce que Paris renferme de lumière, de science, de patriotisme, a concouru aux travaux du siége et a rendu la ville imprenable. L'opinion publique et l'initiative individuelle ont fait autant et plus que le gouvernement, dans la grande œuvre de la défense nationale. Si bien qu'un jour, M. de Bismark reconnut que son projet d'enlever Paris par surprise avait échoué.

Alors il se dit : « Puisque les Parisiens défient mes huit cent mille Prussiens, je leur susciterai des ennemis à l'intérieur; je mettrai aux prises les mécontents, les impatients, les sectaires, surtout les cent chapelles de la

grande Église de la réaction. Presque tous, à leur insu, seront mes complices, dupes de mes machinations. Je forgerai de fausses nouvelles, je sèmerai aux avant-postes de faux bruits, je ferai naître les soupçons, les agitations; cachée d'abord, la sédition ira grossissant et éclatera à un moment donné en émeute formidable. »

Il ajoutait à ce plan primitif quelques accessoires: allumer des incendies, lancer des bombes sur les dépôts de pétrole et les poudrières, insinuer des émissaires dans les catacombes, établir des fils électriques et faire sauter Paris. En même temps le spectre rouge deviendra un prétexte aux réactionnaires de toute nuance, pour détruire la République.

Il renonce pour le moment à cette conception grandiose; il évitera les catastrophes inutiles, les cruautés qui déshonorent le vainqueur et augmentent la gloire des vaincus.

Abaisser moralement la grande nation lui paraît préférable. Les sacrifices héroïquement supportés ceignent d'une auréole immortelle cette ville; comment ternir Paris, cette lumière du monde, et éteindre le foyer de la civilisation? L'insurrection a échoué et n'a pas servi le dessein des Prussiens. M. de Bismark invente l'armistice et il fait autant de mal aux Parisiens qu'un bombardement. Emousser les volontés, énerver le courage, voilà l'effet de ce bruit. Les plus faibles s'étaient roidis contre le malheur et avaient fait un pacte avec la famine.

A son tour l'armistice échoue. Paris reprend son armure de combat, le plus grand nombre fête avec joie cette virile résolution. Le silence lugubre de nos forts pesait à tout le monde, nos sentinelles ne veillaient plus sur nous, l'angoisse étreignait les âmes. On a respiré plus librement le jour où la voix du Mont-Valérien retentit de nouveau; chacun la saluait avec enthousiasme.

Ah! qu'il tonne avec vigueur. Il porte à l'ennemi le message de haine que lui envoie chaque âme libre.

Eh bien! cela ne fait pas le compte de la réaction. Malgré les dialogues foudroyants de nos forts, les chuchotements sataniques et jésuitiques continuent aux avant-postes prussiens et se glissent jusque dans les bureaux de la presse rétrograde. Tous ceux qui ont prôné l'empire pendant vingt ans et qui ont poussé à la guerre quand elle servait la tyrannie byzantine se donnent aujourd'hui le mot pour demander la paix, parce que la résistance c'est la fondation de la République. Ce qu'ils veulent, c'est une guerre d'oppression; ce qu'ils repoussent, c'est la guerre de délivrance. Ils n'osaient sortir de leurs tanières ; les voilà qui tendent la main à l'ennemi aux avant-postes. Ils n'osaient prononcer le mot infâme : « Capitulation! » ils essaient de l'insinuer dans les âmes par un équivalent : « Armistice! » On ahurit le peuple de projets en l'air : « Élections pour une Constituante; Assemblée de notables; plébiscite. » Qu'importe l'absurdité des propositions? Ce qu'on veut, c'est jeter le désarroi, la lassitude, le doute au fond des esprits.

Une population de deux millions d'âmes ne peut vivre dans une tension d'esprit continue après tant de sacrifices et de privations. « On ne peut faire de sa vie une crise, » nous disait un « libéral. » Comment troubler le peuple dans son admirable attitude? En montrant l'inutilité des sacrifices, les perspectives de paix. Serait-il vrai que l'esprit satanique de Versailles a trouvé ici un écho dans un autre esprit de la même famille, qui prépare en secret cet immense désastre : la reddition de notre sublime Paris?

Non! non! repoussons cette horrible idée. La famine elle-même, ce pâle spectre, n'a pas réussi à effaroucher

le peuple de Paris. Les femmes l'ont regardé en face aussi hardiment que le spectre rouge; elles lui ont dit : « Va, nous te défions, tu ne serviras pas le Prussien. Nous avons du fer, du pain, du plomb. Voilà nos provisions. »

Que pourrait être une Assemblée française née sous le couteau prussien, nommée sous l'influence de M. de Bismark ou des fonctionnaires impériaux restés en place? Ne serait-ce pas une Assemblée prussienne monarchique? elle signerait une paix honteuse.

Ayez donc le courage d'appeler les choses par leur nom. Si vous êtes las de la résistance, signez ouvertement la mort de la France. Mais renoncez au procédé jésuitique d'engager la signature de la France elle-même dans cet acte qui serait son suicide et son déshonneur. Que la voix du canon, jamais menteuse, fasse taire ces mortels sophismes.

—

13 *Novembre*. — Dans son *Appel à la presse* [1], Edgar Quinet adjure tous ceux qui ont une autorité quelconque par la parole ou par l'action de se joindre à lui pour obtenir les décrets de salut :

Que fait le Gouvernement? L'armistice est-il consenti, refusé, accordé, retiré? Dans la nuit noire où il nous plonge, il reste un point fixe : la nécessité d'augmenter nos forces. Quel décret fondé sur la loi le Gouvernement a-t-il envoyé aux provinces?

A ce moment suprême, Quinet essaie encore une fois de faire valoir les mesures qui peuvent nous sauver.

Il revient avec une précision mathématique sur le mode de formation des armées de secours par les lois de recrutement; il donne le détail des chiffres et conjure le

1. Je me borne à citer quelques passages des quinze manifestes de mon mari publiés pendant le siége.

Gouvernement d'appeler à la fois tous les contingents militaires disponibles par la loi :

N'appelez pas d'abord isolément la classe de 1870, puis, si elle est battue, celle de 1871 ; n'attendez pas que celle de 1871 ait été entamée pour appeler à son aide les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans. Le nombre fait partie de notre force. Non, il n'est pas *trop tard* pour faire l'*indispensable*. Quand les vaisseaux partis d'Amérique sont signalés au port chargés de deux cent cinquante mille fusils, direz-vous que les armes abondent et que les hommes manquent?

Pourquoi cette torpeur ? Qui vous empêche de signer les décrets que la raison et la nécessité réclament? Vous êtes avertis. Sentinelles, prenez garde à vous !

Cet appel à la presse est reproduit par tous les journaux et a le plus grand écho. Tous les jours mon mari reçoit des lettres : « Ne vous lassez pas d'éclairer le Gouvernement et d'insister sur la seule mesure de salut qui nous reste, » lui écrit un homme du peuple.

Un autre demande qu'on réimprime par souscription, à plusieurs millions d'exemplaires, ces appels patriotiques pour forcer ainsi le Gouvernement de la défense nationale à les réaliser.

Pourquoi les idées vraies, simples, ne sont-elles pas discutées de préférence aux théories compliquées? Les uns proposent, pour assurer le salut de la France, d'en faire une nation commerciale maritime et de déclarer Paris port de mer; les autres veulent un tribunal arbitral où les petites puissances auraient voix au chapitre, tout autant que les grandes. D'autres proposent encore un plébiscite à Paris sur la question de la paix ou de la guerre. Comme si tout Paris n'avait pas déjà cent fois acclamé la guerre d'indépendance! Comme si une autre pensée, une autre volonté que celle des cinq cent mille défenseurs de Paris pouvait prévaloir dans ce péril suprême! Question d'honneur ou de déshonneur.

Ils se dévoilent aujourd'hui, les souteneurs de l'empire, les agents de toutes les réactions, lorsqu'ils posent ces questions insidieuses qui ne renferment au fond que défaite, capitulation! Ils se dévoilent aussi, ces caractères faibles, flexibles, qu'une généreuse contagion d'enthousiasme avait pour un moment enflammés et qui cèdent de nouveau à leur pente naturelle de timidité, d'apathie. Ceux-là saisiront avec empressement le premier prétexte venu pour déposer les armes, accepter la honte. Mais dans cette heure suprême, il reste encore, Dieu merci! tout un peuple décidé à la lutte, plein de courage, inébranlable dans sa volonté de vaincre à tout prix.

—

14 *Novembre*. — O l'heureuse nouvelle! de quel enthousiasme elle est saluée! Nous venions d'entrer dans une salle de la rue de Fleurus; une cinquantaine de gardes nationaux y étaient attablés; tout à coup la porte s'ouvre violemment; un officier de la garde nationale se précipite, il s'écrie : « Je vous apporte d'excellentes nouvelles. Les vingt mairies de Paris ont reçu cette dépêche de Tours, signée Gambetta; elle est ainsi conçue :

L'armée de la Loire s'est emparée hier d'Orléans, après une lutte de deux jours. Nous avons fait plus de mille prisonniers; la poursuite continue. Nous avons pris deux canons, vingt caissons de munitions, une grande quantité d'approvisionnements.

Un cri de joie part de toutes les poitrines. Tout le monde se lève. Les uns sautent au cou de l'heureux messager; d'autres arrivent après le récit, demandent qu'il le recommence; le garde national monte sur une chaise et répète ce qu'il vient de dire. Le cri de : « Vive la République! » retentit avec plus d'ardeur. C'était un bruit, une agitation, un fourmillement dans la salle; on

ne tenait plus en place; on court, on vole, on porte la nouvelle à ceux qui l'ignorent. On s'en assure encore une fois à la mairie de Saint-Sulpice; les affiches la confirment! Il était temps qu'une victoire vînt écraser l'ennemi intérieur, qui commence à lever la tête.

—

15 *Novembre*. — Nous revenons d'une visite aux remparts. On s'embarque quai de l'Institut. Le pont de la mouche est surchargé, on a peine à s'y tenir, le vent est aigre, beaucoup de personnes se réfugient dans les cabines. Tout le monde est de bonne humeur, la conversation devient générale. Si deux amis causent, les voisins se mêlent à l'entretien avec la bonne grâce parisienne. Le siége de Paris a la vertu de rendre à la nature française sa cordialité et de détendre cette raideur anglaise que la *bonne société* tend à imiter. La Seine roule des vagues vertes, agitées; la mouche file, dépasse les Tuileries, Passy, le Trocadéro. Sous les ponts quelqu'un remarque le chiffre impérial, les N couronnés de lauriers; comment ne les a-t-on pas arrachés ? — Cela signifie non, non, non, riposte une jeune femme.

Au-dessus du viaduc apparaissent les hauteurs de Bellevue, Meudon, Saint-Cloud, bois décharnés, collines noires, noires de Prussiens.

Quoi ! cet horizon si rapproché, ces bois qui rappellent les enchantements de l'été, les joies de la campagne, ce Paris champêtre est peuplé d'hommes du Nord? L'ennemi est là dans ces forêts ? Chaque arbre cache un Allemand ? Chaque terrasse une batterie, la France finit au pont de Sèvres !

Comment purifier cet horizon ? Pareille question nous l'avions faite vingt ans à propos de l'empire.

A mesure qu'on approche de Saint-Cloud, les nua

ges de fumée s'épaississent; le palais brûle, les maisons brûlent, les Prussiens les mettent au pillage, ils entretiennent les incendies et répandent le bruit que les Parisiens commettent ces dévastations. Le Mont-Valérien y est certainement pour quelque chose.

On débarque au Point-du-Jour. Toutes les arches du chemin de fer sont murées, criblées de meurtrières ; à travers ces étroites fentes on découvre au loin la campagne ; à l'intérieur du chemin des remparts, les gardes nationaux sont en faction. On ne voit pas l'ennemi, mais on sent son invisible présence. Comme nous allions sortir par la porte, le factionnaire nous arrête ; nous continuons le long des rails du chemin de fer de ceinture. Les mobiles des Côtes-du-Nord y sont campés ; ils ont planté leurs tentes basses sous les arcades du viaduc. Nous sortons hors de l'enceinte par une autre porte. Nous franchissons le pont-levis ; c'est là qu'on peut se rendre compte de ces travaux de fortifications qui ont rendu Paris imprenable. Ces immenses tertres jonchés de cailloux, représentent l'emplacement de centaines de maisons rasées pour les nécessités de la défense. Sur un de ces tertres un télescope attire les curieux, et la gaminerie n'est jamais en reste de drôleries : « Messieurs et mesdames, voulez-vous voir les Prussiens ? Venez voir la redoute de Montretout. Qui veut voir M. de Bismark et le roi Guillaume jouant au bouchon ? Qui veut voir le sieur Bonaparte, léchant les bottes de M. de Bismark ? »

En appliquant l'œil au télescope, j'aperçois à Montretout un factionnaire prussien colossal, si immobile qu'on l'eût pris pour une borne ou un mannequin. C'en était un peut-être.

Nous allons dans la direction d'Auteuil ; la chaussée, libre au milieu, offrirait un superbe passage à la cavalerie, si des batteries n'étaient là pour la balayer. Les

chemins des piétons sont impraticables ; des pieux aigus fichés en terre dans de gros trous, attendent les chevaux prussiens pour les éventrer. La première barricade est un ouvrage formidable composé de tous les engins de défense possibles et impossibles. Des sacs à terre couronnent ces travaux, des meurtrières partout pratiquées permettent de voir l'ennemi à couvert et de viser juste. C'est là que nous étions le plus près de Saint-Cloud, le pont est à quelques pas ; les balles y arrivent.

Saint-Cloud brûle ; au milieu de la fumée se dessine la ligne blanche de l'Orangerie et au-dessus le squelette noir et jaune du château témoin de tant d'infamies. Trop de crimes sont éclos dans ce nid du 18 Brumaire.

Comme nous nous engagions dans une allée, croyant revenir à la porte d'Auteuil, des troupiers qui établissaient une cantine crient avec un accent marseillais : « N'y allez pas, il pleut des obus. Prenez l'allée des Princes ! »

C'est navrant de voir couper ces beaux arbres du bois de Boulogne ; les bûcherons ont abattu ceux des boulevards, toute la zone, depuis l'avenue de la Grande-Armée au Point-du-Jour. Maintenant c'est le tour de ces superbes avenues ; on charge sur des voitures ces pauvres arbres, dix-huit cents par jour. Ne dirait-on pas que ce rendez-vous des plaisirs bonapartistes, ravagé si cruellement, reçoit sa part d'expiation ?

On est étonné de trouver des parties encore intactes ; la pépinière est respectée ; les pins et les sapins recouvrent encore une grande étendue. Mais ailleurs, la destruction est complète ; des troncs superbes jonchent le sol, formant des barricades ; d'autres taillés en pieux aigus. Et ces villas somptueuses, ces élégantes maisons de plaisance de la bourgeoisie, de la finance, quel vide !

quel désert! Portes et volets entr'ouverts. Dans les rues de Boulogne, un seul magasin d'épicerie achalandé, toutes les boutiques abandonnées; quelques-unes occupées par la ligne.

Nulle part l'enceinte fortifiée de Paris n'apparaît mieux qu'en sortant du bois de Boulogne; les lignes géométriques se dessinent nettement, surmontées des remparts gazonnés. Là se tient le factionnaire français dans son grand manteau gris sombre.

Je ne puis dire l'émotion profonde que je ressentis en contemplant cette figure qui se détachait sur le ciel sévère de novembre. Heureux celui à qui il est donné de veiller, du haut des remparts, sur la ville sainte! N'est-il pas l'emblème de la République elle-même? C'est ainsi qu'elle montera la garde dans le chemin des peuples, veillant sur la liberté, l'honneur de la patrie. Ah! que j'envie ce soldat qui marche là-haut, d'un pas lent et grave, le fusil sur l'épaule!

Avant de repasser le pont-levis, nous jetons encore un dernier regard sur l'ensemble des fortifications, le fossé profond, le mur d'enceinte inexpugnable, crénelé, couvert de sacs à terre; les chemins qui circulent entre les ouvrages de terre élevés; les caponnières, les gabions, qui servent à amortir les obus et les bombes; enfin, les talus gazonnés, d'où sortent les bouches des canons.

Nous examinons divers bastions. Les abris qu'on a pratiqués pour les gardes nationaux dans ces pyramides de terre ressemblent aux grottes naturelles des bergers qui s'entr'ouvrent dans la verte montagne; mais ceci n'est pas une idylle. Comme nous étions dans le chemin de ronde, grâce à un officier qui leva pour nous la consigne, tout à coup retentit la voix de bronze qui appelle les fidèles, non à la prière, mais au combat. C'est le mont Valérien dont la voix augurale chante aujourd'hui la

liturgie nationale. On salue avec respect cette colline sacrée ; de la base au sommet, elle est faite de patriotisme, de fierté et d'honneur.

Nous rentrons à la maison, heureux et fortifiés par cette course de six heures.

—

16 *Novembre*. — Reconnaissances surChampigny ; on a refoulé les postes prussiens. L'ennemi a été chassé du côté de Drancy. On redouble d'activité pour fabriquer des canons et des obus. Une foule énorme de femmes assises ou debout, près des grilles du Luxembourg, attend le travail des cartouchières. Les moutures de blé, dans diverses usines, vont nous donner désormais sept mille quintaux de farine par jour. Le Gouvernement se décide à réquisitionner les vaches, chevaux, mulets, comestibles, légumes, houilles, cokes et bois.

On exécute de grands travaux de terrassement et des tranchées pour nos troupes ; toute vie redouble d'énergie depuis quelques jours.

—

17 *Novembre*.— La République a rouvert au peuple le jardin des Tuileries, que Louis Bonaparte confisquait à lui seul ; les pauvres, les déshérités passent et repassent sous ces croisées jadis illuminées pour l'orgie perpétuelle ; les malades, les blessés remplissent aujourd'hui ces salles de bal converties en ambulances.

Première réhabilitation morale. Mais plus tard, quand il n'y aura plus d'ambulance, à quoi servira le palais du dernier des souverains ? Comment effacer les traces des vices et des crimes partout inscrits sur ces murs où rampait un peuple de courtisans ? Transformez la citadelle de la tyrannie en citadelle de l'intelligence. L'enseignement purifiera ce palais. Ces salles sont bâties pour des fêtes, non pour des hôpitaux ; destinez-les aux

fêtes de l'esprit. Les galeries du Louvre renferment les trésors de la peinture et de la statuaire. Que les chefs-d'œuvre du génie, la fleur de la civilisation humaine, s'épanouissent dans les galeries des Tuileries, dans toutes les ailes de l'édifice. Nos belles collections scientifiques étouffent faute d'espace; nos musées scientifiques manquent de local. Libre université, salles de conférences, enseignement de trente sciences nouvelles, tout cela formerait le Parthénon de l'esprit français. Les jardins seraient ceux d'une nouvelle Académie. Et pourquoi pas? La petite ville de Genève bâtit en ce moment un palais superbe, une académie, dans son plus beau parc.

—

18 *Novembre.* — A toutes les calamités du siége s'ajoute un cruel fléau : la petite vérole sévit avec fureur. Garde nationale, mobiles, soldats de la ligne, tout le monde se fait vacciner. Médecins, aïdes-chirurgiens ne suffisent plus à la besogne. Mon mari a depuis huit jours la fièvre du vaccin. Notre bon docteur nous a envoyé, pour la vaccine, un bel enfant qui souriait dans les bras de sa mère pendant l'opération : « Comment s'appelle votre petite fille? — Elle n'est pas encore baptisée. — Eh bien, il faut l'appeler Victoire, en souvenir du siége de Paris. — Oh! le joli nom, madame! elle s'appelera Victoire, c'est convenu. »

Et voilà un baptême à peu de frais.

—

19 *Novembre.* — Paris sait, en fait de nouvelles, ce que M. de Bismark ne peut étouffer; mais la surveillance de nos geôliers est parfois déjouée. Ainsi nous apprenons un échec subi par les Prussiens à Formerie près d'Amiens; la défaite d'un corps badois entre Besançon et Montbéliard; l'affluence des volontaires italiens, principalement de Génois, qui rejoignent Garibaldi en

dépit de la déclaration de Victor-Emmanuel qui prive de leur droit de nationalité tous les Garibaldiens au service de la France. Garibaldi, dans sa vigoureuse proclamation, dit : « L'héroïque combat soutenu par la France a réduit en ruines l'armée des braves, conduite par le plus stupide des tyrans, mais la nation est là ! Elle s'est levée comme un seul homme. »

Nous sommes émus de savoir notre ami le général Bossak, cette âme héroïque et pure, avec Garibaldi ; il commande une brigade à l'armée des Vosges.

Werder, en marche sur Lyon, ne nous inquiète pas. Garibaldi est là, qui lui barre le chemin, et la grande cité lyonnaise prépare une formidable défense. La prise de Dijon, après neuf heures de combat, frappe l'imagination, mais ne nous inquiète pas non plus. Mon mari pense que ces promenades prussiennes sont calculées pour terrifier les départements ; ces forces partout disséminées pourraient se trouver compromises sérieusement si leurs communications étaient coupées. Aussi les Prussiens redoutent-ils par dessus tout des mouvements de volontaires entre l'armée de Paris et la frontière allemande; on le voit par leurs correspondances. Ils redoublent de rigueurs draconniennes et le pays est de plus en plus agité derrière eux. Les francs-tireurs les gênent beaucoup.

—

En rentrant ce soir, je trouvai mon mari avec un de nos grands proscrits que j'avais le plus vif désir de revoir. Depuis 1846 je n'avais plus rencontré M. Schœlcher ; il était déjà, en ce temps-là, dans toute la ferveur de la belle mission de sa vie : abolition de la peine de mort et abolition de l'esclavage. Après tant d'efforts généreux pour l'émancipation des noirs, est venue la longue lutte pour l'émancipation des blancs, conquête plus difficile encore !

Toujours la liberté l'a vu au premier rang parmi ses plus intrépides défenseurs. Inflexible dans la protestation du droit, cette noble figure restera comme un type d'humanité et d'austérité républicaine.

—

Le Gouvernement ne semble pas renoncer à son espoir d'armistice, en vue d'une Assemblée constituante. M. Vitet, dans la *Revue des Deux-Mondes*, se prononce contre cette convocation : « Aujourd'hui il faut trancher le nœud ; ce genre de besogne, il n'est pas d'assemblée qui soit apte à le faire. »

Nos ennemis et nos douteux amis profitent de la reddition de Metz pour prédire à Paris un sort semblable. Oui, si l'on immobilisait notre armée; oui, si les chefs nourrissaient de coupables pensées. Mais, Dieu merci, la victoire de Coulmiers, la reprise d'Orléans, les énergiques mesures de Gambetta feront marcher les plus tièdes ; ses deux proclamations électrisent le pays « Il montrera à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'élève au milieu des catastrophes. »

—

20 *Novembre*. — Certains journaux, qui doivent être particulièrement agréables à M. de Bismark, proposent de former une Assemblée constituante avec les éléments des conseils généraux de l'empire. Des cerveaux troublés reviennent toujours à l'idée d'un plébiscite pour trancher la question de la paix ou de la guerre. Edgar Quinet leur répond : « Est-il équitable de remettre les destinées de la patrie aux mains qui l'ont perdue ? Les huit millions de plébiscitaires qui ont voté la guerre en mai 1870, écrasés par la terreur de l'empire et par une ignorance immémoriale, ne seront-ils pas à la merci de l'ennemi tant que la liberté n'aura pas fait leur éducation ? Si on

les consultait sur le démembrement de la France, ils répondraient : Qu'est-ce que cela me fait l'Alsace et la Lorraine ? est-ce que je sais ? Qu'on les livre, cela m'est égal, pourvu qu'on ne touche pas à mon poulailler.

« Et vous leur confieriez la décision suprême sur la vie et la mort de notre patrie ? — Malheureusement ces huit millions d'hommes, c'est la France — Non, ce n'est pas *toute* la France, de même que les pâturages couverts de troupeaux, les richesses agricoles ne sont pas la France entière ; il y a encore les villes, les fabriques, l'industrie, la science, les arts, la civilisation ; et le dernier mot est à celle-ci. Direz-vous que les huit millions de plébiscitaires ont fait seuls la grandeur, la gloire de la France ? Ont-ils élevé nos monuments, bâti nos villes, créé les chefs-d'œuvre de l'esprit humain, fondé les institutions qui sont la force morale et matérielle d'une nation ? Commerçants, artistes, savants, professions libérales, ouvriers, artisans, ne comptent-ils pour rien ? Les paysans comptent-ils pour tout ? Ils représentent un élément de l'avenir, mais ils ne représentent pas à eux seuls la civilisation. — Comment faire ? — La République détruira l'effroyable centralisation, elle affranchira les communes ; elle transformera le paysan français en homme libre comme le paysan suisse, américain. Les institutions républicaines le rallieront à la République ; et ce jour-là elle sera fondée à jamais. »

---

21 *Novembre*. — L'*Officiel* reproduit le *Moniteur prussien* de Versailles, qui contient la circulaire de M. de Bismark sur le refus de l'armistice. Il prend fait et cause pour le « pauvre peuple français » contre le Gouvernement de la défense nationale, *qui veut le violenter* et qui ne lui permet pas d'exprimer librement son opinion, par l'élection d'une Assemblée nationale.

Remercions le chancelier du Nord de tant de sollicitude; elle portera dans les esprits les plus obtus la certitude que cette Assemblée tant souhaitée par la réaction est aussi passionnément souhaitée par les Prussiens, et que si elle était convoquée dans les circonstances actuelles, les candidats officiels prussiens y seraient en majorité. En tout ceci, on sent combien la réaction monarchique seconde l'ennemi de la France. Ce sont bien les fils d'émigrés, toujours du parti de Brunswick contre la patrie, contre la liberté. Ils ne se battent pas aujourd'hui contre la France, à la frontière, sous un Condé, mais plus dangereux, glissés dans l'administration civile et militaire, sur tous les points du territoire, ils entravent la défense, soufflent le découragement et font l'œuvre des Prussiens.

Quelle race d'hommes ! La trouverait-on en Prusse? M. de Bismark est un bon patriote pour la Prusse, c'est un *bon Prussien ;* mais de ces gens-là, peut-on dire ce sont de *bons Français?* Leur insistance à livrer la patrie fait dire aux plus modérés, qu'en Allemagne, pareille trahison vaudrait à leurs auteurs d'être passés par les armes.

—

Le *Times* nous montre la France résolue à la guerre à outrance :

Le peuple est debout, la France est engagée dans un duel militaire avec l'Allemagne. La chute de Metz ne semble pas avoir causé d'hésitation à continuer la lutte... La nation est possédée d'une fureur sauvage et désespérée; elle ne s'inquiète nullement du degré de misère plus ou moins grand où la lutte la laissera; le paysan, en un mot, veut se battre.

Ah ! la bonne nouvelle ! Et Paris aussi veut se battre; les noms des soldats, gardes mobiles, gardes nationaux qui se sont distingués, sont portés à l'ordre du jour. Hier encore, le général Clément Thomas a passé en revue la légion d'artillerie de la garde nationale, com-

mandée par le colonel Schœlcher, et les compagnies de guerre du 116e bataillon, commandées par Langlois.

—

Mon mari écrit un manifeste : *Aux Conservateurs*. C'est la réponse à ceux qui conseillent la convocation d'une Assemblée, sous le couteau prussien :

Ne détruisons pas notre nation par les représentants de la nation. C'est ainsi qu'on est parvenu à tuer la Pologne. Qu'un peuple soit frappé sur le champ de bataille, rien n'est encore irrévocablement perdu. Son droit reste entier, la postérité ne tarde pas à le réclamer.

Il rappelle l'exemple de l'Amérique dans la guerre de sécession :

D'abord ils se sont contentés de volontaires, puis on a ajouté des primes, mais il fallut en revenir aux levées d'hommes par les lois ordinaires du recrutement; alors seulement les Etats-Unis eurent des armées, et la fin de la guerre par la victoire.

Venez donc, Français de l'Est à l'Ouest, du Midi au Nord! A nous ! Vous êtes cinq millions en état de porter les armes. Venez! nous vous tendons les mains! Venez! nous vaincrons, morts ou vivants!

—

22 *Novembre*. — La monstrueuse proclamation de Bazaine, avant la reddition de Metz, montre la France en proie à l'anarchie, les armées de la Loire défaites à Orléans, la municipalité de Rouen appelant à son secours l'armée prussienne, les Prussiens résolus à ne traiter qu'avec le gouvernement tombé, et le maréchal Bazaine nommé régent : « Dans trois jours, disait-il, l'armée sous Metz partira probablement, avec le consentement de la Prusse, le maréchal Bazaine en tête, pour rétablir l'ordre en France. »

Dans le même journal nous voyons qu'à un banquet de Guildhal, le chef du Foreign Office prédit « la prochaine destruction de cette capitale, la mort d'hommes non armés et l'anéantissement de tous les chefs-d'œuvre de l'art et de la science. »

Montbéliard vient d'être occupé par les Prussiens ! Eh bien ! Rien de tout cela ne vaincra notre cœur. Paris approuve la circulaire de J. Favre, qui explique pourquoi le gouvernement repousse la convocation d'une Assemblée :

Parce que les électeurs auraient été livrés au caprice de l'ennemi, à des impossibilités matérielles, ruinant d'avance l'autorité morale des mandataires du pays. L'Assemblée élue en partie dans les camps prussiens, aurait eu quelque difficulté à discuter paisiblement pendant que grondait le canon. L'Assemblée serait condamnée par la plus dure des nécessités à subir la loi du vainqueur.

On dit que le Parlement germanique va s'assembler à Versailles. Peut-être faut-il le désirer, pour que la France se redresse plus vivement encore à ce nouveau coup de fouet sanglant. N'est-ce pas assez que le préfet de Seine-et-Oise s'appelle *Herr von Brauchitsch ?*

—

Trois piétons sont parvenus à entrer dans Paris et donnent la nouvelle que Dijon est évacué; nos armées se forment de tous côtés. De l'aveu des Prussiens, ils ont perdu huit mille hommes à la bataille d'Orléans. En province, les passions politiques calmées, font place à une ardeur belliqueuse du meilleur augure. Chacun s'inscrit sous les drapeaux.

La *Gazette de Silésie* énumère avec complaisance les pertes que la guerre nous a causées et nous causera surtout après la guerre. Soit. Malgré les massacres, la dévastation, la ruine en masse et en détail des villes et des villages, malgré le martyre d'une nation entière, cette situation est plus heureuse, plus féconde en promesses d'avenir que les mortelles dix-neuf années d'empire.

Sous le règne de Louis Bonaparte, chaque parole était une fraude, chaque jour une source de vol, de gaspillage. Les papiers des Tuileries sont instructifs. On n'avait pas les réquisitions prussiennes, mais les dotations

de la liste civile, le budget à milliards, les virements de crédits, les folles dilapidations, les criminelles expéditions contre d'autres peuples, les aventures sanglantes et ruineuses où l'on faisait jouer à des Français le rôle que les Prussiens répètent aujourd'hui.

La vie publique tarie, la France devenait un bourbier impérial ; les brillantes fleurs que l'étranger y admirait s'épanouissaient comme les végétaux de marais. Oui, notre pauvreté actuelle, nos misères, la mort suspendue sur nos têtes, sont des bienfaits, des prospérités comparées aux jouissances hideuses d'une nation qui abdiquait sa volonté.

Certaines consciences étaient assoupies; le coup de foudre de Sedan les a réveillées ; les incendies allumés par les Prussiens sur tous les points du territoire envahi ont dévoré les anciens vestiges de l'empire.

—

23 *Novembre*. — M. d'Alméida a fait réduire, par le moyen de sa photographie microscopique, l'*appel à la presse* d'Edgar Quinet dans un carré de papier de deux centimètres. Nous venons d'en envoyer un grand nombre aux journaux des départements par ballon. Que de ressources la science fournit aux défenseurs de Paris ! Ces dépêches microscopiques entre la ville assiégée et la province sont une des plus précieuses inventions.

—

Maigres déjeuners à l'eau ; plus de coke ; courses fatigantes par la pluie chez tous les charbonniers du quartier pour découvrir un peu de combustible ; tout est réquisitionné pour les hôpitaux, les ambulances.

—

Nous aurons trois millions de défenseurs ! Cette espérance nous est donnée ce soir par le *Daily Telegraph*. La délégation de Tours vient de rendre un décret appe-

lant enfin sous les armes les hommes de vingt-cinq à quarante ans. Ainsi, sur les quatre décrets dont Edgar Quinet demandait l'exécution, en voici déjà trois en voie d'accomplissement : la classe de 1870, les hommes de vingt-cinq à quarante ans, les mobiles. Quelle satisfaction pour son patriotisme !

Le *Times* propose l'intervention européenne en faveur d'une paix basée sur le démantèlement des forteresses. Encore une victoire comme celle d'Orléans, et l'Europe changera de ton ; la Prusse aussi.

Le rapport de M. de Valcourt, attaché militaire, ne laisse plus aucun doute sur la trahison. La délégation de Tours a donné à tous les préfets et procureurs l'ordre d'arrêter Bazaine, s'il tente de rentrer en France.

---

24 *Novembre.* — LETTRE PAR BALLON.

Chère Madame et amie,

Vous savez bien que nous pensons à vous, à nos amis de Genève, je n'ai pas besoin de vous le dire. Mais vous recevrez certainement avec intérêt de nos nouvelles. Nous sommes très bien, ma femme et moi. Rien ne nous manque. Nous ne perdons pas un seul coup de canon ni jour ni nuit. On s'accoutume très vite à ce bruit-là, et nous nous en trouvons à merveille. Jamais je n'ai eu l'esprit plus tranquille, et j'en dirai autant de ma femme. L'admirable attitude de Paris fortifierait les plus faibles. Ne croyez pas un mot de ce que l'on pourrait vous dire des dissensions intérieures de cet admirable Paris. Jamais on ne le louera assez. Nous mangeons du cheval, il est vrai, mais le cheval est chose excellente, et je vous plains de ne pas en avoir sur votre table. Ne nous plaignez donc pas. Nous n'avons pas eu un instant de malaise. Nous sommes là où nous devions être. Ce sentiment est bien doux. Dans les premiers jours, nous nous attendions à être bombardés d'un moment à l'autre, cela nous semblait tout naturel. Aujourd'hui, nous croyons à la victoire, elle nous est due, elle nous viendra. J'ai écrit huit appels aux départements pour la formation des armées de secours. Le pigeon nous apporte la nouvelle que nos armées se forment, qu'elles sont en marche. J'espère que l'on mettra ce pigeon messager sur la nef des armoiries de Paris. Il le mérite, n'est-ce pas ?...

. .

Un de mes amis, qui m'a interrompu, a été invité à un grand dîner de magistrats et de naturalistes ; ils étaient neuf personnes. Voici le menu, que je recommande à madame de Loriol et à mademoiselle Hortense de Sellon :

Potage de cheval au millet.
Entrée : Emincées de râbles de chat, sauce mayonnaise.
Brochettes de foie de chien, sauce tomate.
Côtelettes de chien, aux petits pois.
Salmis de rats, sauce Robert.
Gigot de chien, flanqué de ratons, garniture de queues.
Plumpuding à l'anglaise, moelle de cheval.

Et M. de Bismark qui espère nous faire mourir de faim par centaines de mille personnes ! Je ne vois rien au-dessus de la sérénité des Parisiens dans une telle situation, en face d'ennemis sauvages ; la civilisation est avec nous, et, quoi qu'il arrive, nous vaincrons, morts ou vivants. Répondez-nous quelques mots, chère Madame.

Votre dévoué

E. QUINET.

A Mme Révilliod de Sellon, à Genève.

---

25 *Novembre.*— Voici l'excellente dépêche de Gambetta, qu'un pigeon apporte aux Parisiens :

Tours, 16 novembre 1870. — Au dedans, l'ordre le plus parfait règne sur tous les points du pays, et nos ressources militaires prennent une tournure tout à fait satisfaisante. Outre les deux cent mille hommes qui sont en ligne sur la Loire, et dont le point culminant est Orléans, nous aurons, au 1er décembre, une nouvelle armée parfaitement organisée et munie de tout, qui comptera cent mille hommes, sans compter près de deux cent mille mobilisés prêts à marcher au feu à la même époque, mais tout à fait en seconde ligne.

Nous occupons fortement Orléans sur les deux rives de la Loire, à droite et à gauche, prêts à résister vigoureusement à un retour offensif. Notre succès à Orléans a excité au plus haut degré les sentiments patriotiques de la nation, et les préparatifs de défense sont poussés avec une prodigieuse activité de tous côtés; les plus faibles sont entraînés.

Quel bonheur! La France se lève!

L'ennemi le sait mieux que nous et redouble de barbarie. Il vient de mettre hors la loi les voyageurs aériens. Tout Français pris en ballon sera déféré à la cour martiale

(aérienne?), puis interné dans une forteresse prussienne.

M. de Raynal, substitut du procureur général à Versailles, écrivait à sa mère pour lui donner de ses nouvelles. Les Allemands appellent cela « entretenir des intelligences avec l'ennemi. » M. de Raynal a été immédiatement envoyé à Berlin pour être jugé par un conseil de guerre.

Un arrêté ordonne aux habitants de Versailles de saluer dans la rue tout officier supérieur prussien. Que ne mettent-ils le bonnet de Gessler sur la place d'Armes?

Les journaux anglais sont mauvais pour nous; malheureusement, les Américains, après un éclair de bienveillance, inclinent aussi du côté des victorieux. L'élément allemand est très nombreux en Amérique, puis les vaincus n'ont jamais d'amis. Cela prouve aussi que le Deux-Décembre a entamé les étrangers beaucoup plus que les Français.

Mais qu'importent ces sympathies? Voici un bataillon de guerre de la garde nationale et les éclaireurs de la Seine qui ont occupé militairement le village de Bondy et fait preuve de la plus grande bravoure.

—

26 *Novembre*. — Avec quelle avidité on dévore les journaux qui pénètrent dans Paris! A quelle patiente investigation on se livre pour en tirer des inductions sur les faits qu'on ignore! On démêle la vérité à travers les récits haineux des ennemis; parfois la vérité leur échappe; leur colère confirme nos succès. Nous voyons grandir la résistance nationale dans l'Ouest, un enthousiasme immense à Brest, à Calais, à Cherbourg; on y organise la levée en masse.

L'Allemagne s'étonne de l'inaction des armées royales devant Paris; l'inquiétude commence à se mani-

fester. Pour l'atténuer, les correspondances berlinoises expliquent que M. de Moltke fortifie ses positions « en vue des difficultés toujours croissantes qu'il voit surgir par l'augmentation des mobiles. »

L'ancien conspirateur de Ham rêve encore une évasion de Wilhelmshoehe et son retour en France à la tête de trois cent cinquante mille prisonniers français internés en Allemagne. M. de Bismark laisse courir ces bruits, ils servent ses projets. En attendant, Jersey est devenu un nid de conspirateurs; toutes les épaves bonapartistes échouées y sont groupées autour de leurs chefs. Les banques de Jersey ont fait passer à Londres sept millions en or français.

On vient de fixer nos rations pour toute la semaine : lundi, porc salé; mardi, morue; mercredi, bœuf ou mouton conservés; jeudi et vendredi, cheval frais; samedi, morue.

A l'instant même, nous apprenons la fermeture des portes de Paris. Il y a longtemps qu'on réclame du Gouvernement cette mesure. Des Prussiens revêtus de blouses, favorisés par la foule des maraudeurs, s'étaient glissés la semaine dernière le long de la berge du canal de l'Ourcq.

—

27 *Novembre*. — Aveux précieux de la *Gazette de Cologne :*

Metz ne voudra, ne pourra jamais devenir ville allemande. Que personne de nous n'espère gagner la sympathie de la population, même dans un avenir lointain. La haine qu'on nous porte à Metz est plus vive que dans les provinces entièrement françaises. Si la ville reste à l'Allemagne, il faudra une main de fer pour la gouverner.

En décrivant le départ des généraux bonapartistes, le même journal ajoute :

Ils quittèrent la forteresse avant d'avoir eu à subir le mépris de leurs soldats et les insultes de la population. Quelques soldats reconnurent Bazaine dans l'une des voitures et l'abreuvèrent d'outrages; il emporte certainement les malédictions de tous.

Et l'*Indépendant de la Moselle :*

L'armée ne voulait pas être prisonnière de guerre et ne demandait qu'à être conduite au combat. Jusqu'à la dernière heure, il y eut des conférences entre des officiers et des soldats pour examiner les chances, percer les lignes prussiennes, afin de sauver l'honneur de la France.

L'armée ne devrait pas accepter la complicité de l'infâme capitulation; dans son intérêt, dans l'intérêt de la France régénérée, il est nécessaire que chacun soit responsable de ses actes et reçoive la justice qui lui est due. La France, régénérée, chassera de son sein ceux qui l'ont conduite à sa ruine.

Ces cent soixante-treize mille soldats vont rejoindre en Allemagne l'hôte de Wilhelmshoehe. Il sera content, il se dira : Me voilà à la tête de trois cent mille soldats, dix mille officiers, cent quarante généraux, trois maréchaux. C'est l'épilogue de l'empire; il n'est pas sans grandeur.

—

28 *Novembre*. — Une dépêche de Vernon assure que l'armée de la Loire a soutenu trois jours de combats victorieux vers le 20. Deux cent mille Français contre cent quatre-vingt-dix mille Prussiens.

Chambéry est rempli de volontaires italiens qui rejoignent Garibaldi. L'Auvergne se lève en masse.

Faut-il ouvrir son cœur à ces immenses espérances? Contentons-nous de l'importante nouvelle de Tours, confirmée par le *Times :*

Le Gouvernement a ordonné la mobilisation de tous les hommes de vingt à quarante ans, y compris les hommes mariés ou veufs et sans enfants. Il n'y a pas un homme qui ne porte un uniforme quelconque. Les armes sont en telle quantité qu'on croirait que tous les arsenaux d'Europe ont été vidés en France. Chaque individu qu'on voit a un fusil, ne serait-ce qu'un Minié, en attendant qu'on le lui change pour des armes nouveau modèle. Les partisans de la levée en masse peuvent être contents. L'état des choses en approche beaucoup.

Quelle joie de lire ces lignes! Honneur à Gambetta!

—

29 *Novembre*. — L'heure de l'action est enfin venue. Les troupes sont sorties cette nuit; le canon a grondé

jusqu'à neuf heures du matin. Une superbe proclamation du général Ducrot à son armée rappelle les immortels jours de victoire républicaine. Que d'espérances ce langage fait naître! les journaux radicaux eux-mêmes disent : « C'est du Marceau ! »

Pensez à vos champs dévastés, à vos familles ruinées, à vos sœurs à vos femmes, à vos mères désolées! Puisse cette pensée vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'animent et vous inspirer le mépris du danger. Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation entière; je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux! Vous pourrez me voir tomber, mais vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, mais vengez-moi! En avant! en avant!

Sous le coup d'émotions si vives, on ne peut tenir en place. Dans la rue, nous nous mêlons à la foule, dont l'intrépide sang-froid calme les battements précipités de notre cœur. On assiste aux plus grands moments de l'histoire. On suit par la pensée chaque pas de nos soldats, heure par heure, minute par minute. Déjà, place Saint-Sulpice, nous recueillons dans les groupes différentes nouvelles :

— Nous avons pris Chevilly.

— Tout à l'heure, nous serons maîtres de Saint-Cloud.

Boulevard des Italiens, c'est bien autre chose.

On assurait que l'Hay, Choisy-le-Roi étaient à nous, que le général Ducrot s'était frayé un chemin, qu'il était à sept lieues de Paris, que nous avions pris quarante canons... Les lignes prussiennes franchies, le cercle de fer brisé ! Oh! que chacun respirait librement! les plus incrédules levaient involontairement les yeux vers ce ciel, jusque-là inexorable.

L'aspect du boulevard Montmartre présageait la victoire ; l'espérance était sur toutes les figures. Les inconnus s'abordent, échangent les nouvelles. On fait une question à un ami, une voix de la foule vous répond ; c'est bien une famille de frères. Nous approchons d'un

groupe, un garde national nous salue : « Je vous reconnais, monsieur Quinet, je ne vous ai vu qu'une seule fois, c'était au pied de la statue de Strasbourg. » Il nous donne les nouvelles. Un peu plus loin, un ancien proscrit : « Vous ne me remettez pas? Nous étions ensemble la dernière fois à Bruxelles, chez le docteur Laussedat, il y a de cela dix-sept ans. Qui eût dit que nous nous retrouverions *sitôt* à Paris, et dans quelles circonstances! » Et il nous dit que les marins ont pris Choisy comme à un haut abordage... Passe un libraire, affairé, joyeux, ému. C'est un étranger, et pourtant il s'écrie : « Sommes-nous heureux de *nos* succès ! »

En ce moment plusieurs bataillons de mobiles défilent sur le boulevard; on fait haie des deux côtés du trottoir pour les voir. Ils sont suivis de nombreuses compagnies de gardes nationaux de marche... Une jeune dame, touchante de figure, de dignité, accompagne son mari aussi loin qu'elle peut. Pauvre femme!

Rue de Richelieu, grand encombrement : c'est une voiture-cantine qui fait ses distributions; elle avance lentement, ornée de ces deux écriteaux en majuscules immenses : *Boucherie féline et canine. Guerre à outrance !*

Pour calmer cette fièvre d'espérance, le Gouvernement fait publier, ce soir, une note engageant le public à se résigner à ne rien savoir et à se tenir en garde contre les faux bruits ; « car il y aura de feintes retraites et de feintes attaques. »

Tant de réticences ne vont pas aux Parisiens; on interroge les officiers supérieurs qu'on rencontre et que le service administratif retient dans Paris. Rue des Saints-Pères, devant le palais des Ponts et chaussées, un général monte en voiture, la foule l'entoure : « Général, y a-t-il de bonnes nouvelles? — Oui, oui,

elles sont bonnes. » Les voitures d'ambulance à croix rouges circulent toute la journée, elles vont au lieu du combat, elles rentrent chargées de blessés; on aperçoit, par les portières, des uniformes, des têtes bandées. J'ai vu, ce soir, de nombreux cacolets portant les malheureux blessés. Pourvu que tout ce sang versé ne soit pas inutile ! Le cœur est si peu fait aux succès qu'on s'attend sourdement à quelque mauvaise dépêche. Mais non, rien ne vient troubler cette heureuse journée ! C'est beaucoup, pour de jeunes troupes, d'avoir pu tenir si longtemps; elles ont acquis la solidité.

—

30 *Novembre.* — Toute la nuit, les canons, les mitrailleuses ont fait le vacarme le plus terrible, et cela faisait du bien à entendre de si près ; la bataille continue. Ainsi nous sommes en état de résister, ou même d'avancer ! Quelles conjectures on forme sur les phases de la bataille ! Le canon gronde-t-il seulement pour protéger nos troupes qui vont en avant, ou pour couvrir leur retraite ?... Ce dernier mot, comme une épée de Damoclès, est toujours suspendu sur nos têtes.

Qui peut dormir ? On se lève, on s'approche des fenêtres; beaucoup de mouvement dans la rue. Ce sont des voitures d'ambulance qui partent au galop ; puis des trains d'artillerie, les vitres tremblent.

Vers sept heures, nous trouvons les nouvelles affichées à la mairie : « Nous nous sommes repliés de l'Hay, mais nous avons pris la gare aux bœufs de Choisy ; nous allons nous y retrancher. »

C'est le 29, à la pointe du jour, que la gare aux bœufs a été attaquée par l'amiral Pothuau. Les compagnies des 106e et 116e bataillons de la garde nationale, commandants Ibos et Langlois, et les fusiliers marins, ont enlevé cette position avec le plus grand entrain.

Un ami vient nous dire confidentiellement que la compagnie des forestiers a l'ordre d'éclairer les chemins forestiers de Sénart à Fontainebleau[1]. Ainsi le mémoire présenté au général Leflô, depuis deux mois, n'aura pas été inutile ; on se décide à mettre en pratique cet avis libérateur.

Les succès pourraient être plus grands ; mais le pont jeté sur la Marne a été emporté, les uns disent par une crue subite des eaux; d'autres assignent une cause toute différente. Il faudra donc recommencer, l'ennemi est averti.

Dépêches du gouverneur au Gouvernement.

Plateau entre Bry-sur-Marne et Champigny, 30 novembre, 3 heures : La droite a gardé les positions qu'elle avait brillamment conquises. La gauche, après avoir un peu fléchi, a tenu ferme, et l'ennemi, dont les pertes sont considérables, a été obligé de se replier en arrière des crêtes. La situation est bonne. L'artillerie aux ordres du général Frébault, a magnifiquement combattu. Si l'on avait dit, l y a un mois, qu'une armée se formerait à Paris, capable de passer une rivière difficile en face de l'ennemi, de pousser devant elle l'armée prussienne retranchée sur des hauteurs, personne n'en aurait rien cru. La division Susbielle, qui, en dehors et sur la droite de l'action générale, avait enlevé avec beaucoup d'entrain. la position de Montmesly, n'a pu y tenir devant des forces supérieures et s'est repliée sur Créteil.

Rosny, 7 h. 42 du soir : La fin de la journée a été bonne. Une division du général Exéa, ayant passé la Marne, l'offensive a été reprise et nous couchons sur les positions. L'ennemi nous a laissé deux canons et a abandonné sur place ses blessés et ses morts.

Le Gouvernement au peuple de Paris.

30 novembre, 5 heures du soir : L'action est engagée vivement sur plusieurs points. La conduite des troupes est admirable. Elles ont abordé les positions avec un grand entrain. Toutes les divisions de

1. « Le gouvernement de Tours ordonna au général en chef de l'armée de la Loire, après la victoire d'Orléans, de se porter en avant, les armées de Paris devant se frayer un passage par la forêt de Fontainebleau. CHANZY. »

l'armée du général Ducrot ont passé la Marne et ont occupé les postes qui leur étaient assignés. Le gros de l'affaire est à Cœuilly et à Villiers-sur-Marne. La bataille continue (1).

Le canon tonne violemment. Mêlons-nous à la foule Ce n'est plus comme hier; il y a déjà un mélange d'incrédulité, d'inquiétude. Pourtant on soutient que nous avons eu un grand succès : cinquante mille Français auraient franchi les lignes prussiennes; un régiment badois aurait mis bas les armes. On va jusqu'à affirmer qu'une affiche, à la mairie de Batignolles, porte ces nouvelles en toutes lettres.

Nous allons aux remparts; à la porte de Courcelles,

---

1. Je veux placer ici une page de M. Paul Sauzet, neveu de l'ancien président de la Chambre des députés et tué le 30 novembre dans la bataille sur la Marne.

Rien de plus saisissant que les lettres écrites à sa famille, spontanément, sans arrière-pensée de publicité.

Dans la neige, dans la boue, dans l'obscurité, le soldat transi de froid, de fatigue, envoie un mot à ses parents. C'est l'histoire des trois cent mille défenseurs de Paris. Multipliez par milliers ces détails de dévouement obscur et vous aurez la chronique du siége de Paris :

« 28 octobre : De grand'gardes, sans tentes, en plein air, à la pluie, pendant vingt-quatre heures le sac sur le dos dans une immobilité plus ou moins complète. A midi, retour de la corvée des vivres à plus d'un quart d'heure de distance, toujours avec la pluie et en armes.

« Le soir, alerte annonçant que l'ennemi devait passer la Seine. Dans la nuit debout au grand air avec un froid vif, complétement mouillé, jusqu'au grand matin.

« Depuis quarante-huit heures je n'ai pas dormi. J'étais mouillé et ne me suis pas assis, et je suis aussi disposé après quarante-huit heures d'insomnie et de peine que ceux qui ont dormi. »

« 18 novembre. — Huitaine bien rude. Six nuits passées en grand'-gardes et en petites gardes, par la pluie et la neige, par un temps épouvantable. On passe deux nuits sur trois. J'en ai passé cinq et même sept... Ce soir, pour me reposer, mon lit sera vite fait, comme de coutume sur une planche plus ou moins sale.

« Enveloppé de ma toile de tente, pour éviter l'humide contact d'un

nous dépassons la barricade, mais le commandant ne permet plus qu'on franchisse la porte. Un groupe de gardes nationaux reconnaît Edgar Quinet; on se ravise et on met un empressement extrême à nous donner des renseignements et à nous escorter. Nous franchissons le pont-levis, nous circulons autour des fortifications ; l'amiral X..., entouré de son état-major, passe au galop. Que de vœux l'accompagnent ! La journée est froide et belle, propice aux opérations

En rentrant, nous trouvons diverses dépêches. L'armée du général Ducrot passe la Marne, depuis ce matin, sur des ponts de bateaux. A midi nous étions maîtres de Montmesly, nos troupes s'y maintiennent.

---

sol fangeux, je m'étends sur les carreaux, la tête appuyée à mon sac, et je dors plus ou moins meurtri. D'ici à peu de temps je ne pourrai plus me faire à l'idée d'un lit.

« Les corvées consistent à arracher les pommes de terre, non avec une pioche, mais avec des échalas, dont on amincit la pointe. A ce travail, comme au travail des redoutes, les mains souffrent bien un peu; malgré ampoules, écorchures et crevasses dans l'intérieur des mains, je pousse du coude.

... « Nous n'avons que quarante-trois centimes par jour, y compris le pain et l'ordinaire. Il reste vingt-huit centimes pour acheter du bois, la viande, les légumes. »

Pour se soustraire à la congélation d'un froid de vingt degrés audessous de zéro, la nuit, pendant la faction, il s'exerçait tout seul à la baïonnette.

C'est à la bataille de Champigny, sous le plateau de Villiers, que Paul Sauzet fut tué.

Il est enterré avec six cent quatre-vingt-cinq autres braves à l'angle de la route de Villiers et Tremblay, près Champigny.

Cet homme de bien rend une justice éclatante aux défenseurs de Paris. Et dire que ses lettres, son action, s'arrêtent le 30 novembre ! Après lui cette lutte héroïque fut continuée encore pendant deux mois.

ÉCEMBRE

1er *Décembre.* — Le gouverneur de Paris confirme, dans sa dépêche, les heureuses nouvelles :

Nos troupes restent ce matin sur les positions qu'elles ont conquises hier et occupées cette nuit. Elles relèvent les blessés que l'ennemi a abandonnés sur le champ de bataille. L'armée est pleine d'ardeur et de résolution.

Le Gouvernement rend aussi hommage à l'armée :

La journée du 30 novembre comptera dans notre histoire. Elle consacre, en relevant notre honneur militaire, le glorieux effort de la ville de Paris. Elle peut, si celle de demain lui ressemble, sauver Paris et la France. Notre jeune armée, formée en moins de deux mois, a montré ce que peuvent les soldats d'un pays libre. Cernée par un ennemi retranché derrière de formidables défenses, elle l'a abordé avec le sang-froid et l'intrépidité des plus vieilles troupes. Elle a combattu douze heures sous un feu meurtrier et conquis pied à pied les positions sur lesquelles elle couche.

Pendant cette bataille, les troupes concentrées à Saint-Denis, les mobiles de Saône-et-Loire et de l'Hérault ont occupé Drancy. Dans l'après-midi, trois bataillons de mobiles de la Seine, avec des matelots fusiliers, ont enlevé le village d'Épinay, s'emparant de deux canons et de soixante-douze prisonniers.

Comment attendre tranquillement à la maison l'issue

de ces grands événements? Par un froid perçant, nous allons au pont de Flandres, le long du chemin de fer de ceinture. De là, nous embrassons le triste et sévère horizon qui rappelle le Nord : les plaines de Saint-Denis, les collines de Romainville, la redoute de Pantin.

Sur les buttes Chaumont, grande foule; elle n'y était pas, comme aux beaux jours d'été, éparpillée à travers les jolis bouquets de sapin, les taillis semés de rochers qui font de ce lieu une miniature de paysage suisse, moins les neiges éternelles, plus le plan de Paris, étalé à vos pieds. L'œil fixe, chacun interrogeait anxieusement le vaste horizon où s'accomplit peut-être à cette heure la délivrance de Paris.

Vendredi 2 décembre. — Fiévreuse attente; rien dans les journaux; le Gouvernement leur impose le secret, vu la gravité des opérations. On parle d'une suspension d'armes dans la journée d'hier pour relever les blessés, enterrer les morts. Les Prussiens n'en profiteront-ils pas?

Un de nos amis part pour rejoindre son bataillon de marche; ses adieux nous font comprendre l'émotion de ceux qui voient s'éloigner un membre de leur famille. Le reverrons-nous? Reverra-t-il son vieux père?

Ce soir, sur la place Saint-Sulpice, foule immense devant la mairie; toutes les figures avaient un air radieux. Ces scènes nocturnes me laissent un souvenir ineffaçable. Je demande : « Avons-nous un succès? — Sur toute la ligne; les dépêches de Trochu sont là. » Un orateur les lisait d'une voix retentissante :

Grande bataille entre Champigny, Villiers, Brie-sur-Marne. Attaqués ce matin par des forces énormes, nous sommes au combat depuis sept heures. L'ennemi, placé sur toute la ligne, nous cède encore une fois les hauteurs. Notre artillerie, sur le plateau d'Avron, a forcé

l'infanterie prussienne à se replier dans les bois. Jusqu'à présent, nous avons l'avantage. Aux trente-trois bataillons amenés le matin sur le champ de bataille se joignent aujourd'hui cinquante nouveaux bataillons appelés à entrer en ligne.

Et ce n'est pas tout : « l'armée de la Loire est arrivée jusqu'à Montargis. »

L'expression enthousiaste des physionomies ajoutait un commentaire éloquent à ces grandes nouvelles. Je pénètre jusque devant le tableau où elles sont affichées ; et je lis la dépêche de Gambetta du 30 novembre :

Notre situation est excellente. Rien à craindre à droite, à gauche. Centre gauche complètement dégagé ; les Prussiens, repoussés, ne peuvent se maintenir ni à Saint-Calais, ni à Châteaudun. Depuis trois jours, offensive heureuse sur la droite. OCCUPONS MONTARGIS.

Les oreilles vous tintent ; est-ce bien sûr que je ne rêve pas tout éveillée, malgré le froid ? Mais, si l'on doute de soi-même, peut-on nier l'allégresse qui éclate dans la foule ?

Bien tard dans la soirée, des amis viennent féliciter Edgar Quinet. « Eh bien ! mais c'est votre projet de la route forestière qui réussit. Depuis deux mois, vous harcelez le Gouvernement, vous lui avez tracé le chemin par Montargis, êtes-vous content ? »

De plus, ils nous apprennent la victoire de Châtillon-sur-Seine, où Riccioti Garibaldi a surpris 800 Prussiens, les a mis hors de combat ou faits prisonniers.

Ces batailles sous Paris nous ont procuré de nombreux journaux, des renseignements de haute importance. L'armée du Nord est de quarante mille hommes ; Bourbaki prend le commandement du 18e corps d'armée ; Garibaldi marche sur Belfort avec douze mille hommes. L'armée de la Loire compte deux cent mille hommes parfaitement organisés ; elle est trop forte pour être tournée.

Quoi qu'il arrive, notre cause est gagnée, la République a effacé aujourd'hui la honte du 2 décembre. La guerre est devenue nationale ; rien n'arrêtera le torrent républicain et ne le changera en marécage de l'empire.

—

3 *Décembre.* — Le son du clairon nous a réveillés ce matin. Nous nous disions que jamais l'histoire humaine n'a traversé des jours plus grands. Ce n'est pas seulement un peuple qui repousse ses envahisseurs ; c'est un peuple qui lave la honte de vingt années dans son propre sang. Vous qui parlez de Dieu dans l'histoire, le sentez-vous ici, à l'œuvre, le Dieu de justice, c'est-à-dire l'éternelle raison qui veut le dénoûment logique du mal comme du bien ? Les complices du Deux-Décembre ont rejoint leur chef à l'étranger. Ils y sont à leur place. De loin, ils espéraient assister à l'étranglement de la liberté renaissante, ils se moquaient de la République enfant mort-né ; leurs hideuses espérances sont réduites à néant. La logique du crime les réunit ; ils ont fêté là-bas l'anniversaire du coup d'Etat. Pas un d'eux n'aura sa part dans les victoires de la République ; s'il dépendait d'eux, elles seraient toutes changées en défaites. Malheur! si jamais ces gens-là ressaisissaient une heure d'influence ! La République a trouvé après Sedan la France par terre, gisant dans son sang, poignardée par celui qui avait juré de la défendre. En trois mois, la République la remet sur pied et venge le drapeau.

Les prisonniers allemands avouent que des régiments entiers ont été écrasés dans la bataille d'hier.

On disait la France divisée ! Elle est une ; la fusion est complète ; elle est une dans les rangs de la mobile qui repousse le cercle de fer sur le plateau d'Avron ; elle est une dans les rangs de ceux qui tombent pour ne

plus se relever. Depuis le 4 septembre, quelle série ascendante de sacrifices, de mâles courages, avant d'arriver à la lutte gigantesque soutenue le 29, le 30 novembre, le 1er et le 2 décembre. Oui, gigantesques batailles soutenues par les bourgeois et les ouvriers parisiens; car ils se battent vaillamment ces élégants, ces raffinés, ces lettrés, ces artistes ; ils se battent comme des héros. Exposés au feu de l'ennemi, aux nuits glacées, arrachés depuis cinq jours à leurs foyers, ils résistent comme des vieilles troupes aux assauts des Prussiens ; ils enlèvent avec la furie française les positions ennemies et forcent deux fois le général Trochu à rendre hommage à la bravoure des armées républicaines.

Il y a dans sa dépêche des paroles inoubliables :

Cette deuxième bataille est beaucoup plus décisive que la précédente. L'ennemi nous a attaqués, au réveil, avec des réserves et des troupes fraîches ; nous ne pouvions lui offrir que les adversaires de l'avant-veille, fatigués, avec un matériel incomplet et glacés par des nuits d'hiver qu'ils ont passées sans couvertures; car pour nous alléger, nous avions dû les laisser à Paris. Mais l'étonnante ardeur des troupes a suppléé à tout ; nous avons combattu trois heures pour conserver nos positions et cinq heures pour enlever celles de l'ennemi où nous couchons. Voilà le bilan de cette dure et belle journée. Beaucoup ne reverront pas leurs foyers, mais ces morts regrettés ont fait à la jeune République de 1870 une page glorieuse dans l'histoire militaire du pays.

Quelle revanche, quelle réhabilitation ! Ce peuple était flétri par l'empire ; tout à coup, comme un fer brut rougi au feu, plongé dans l'eau glacée, le voilà retrempé et changé en une lame d'acier.

Il *fallait* que tout ce monde affilié à l'homme de Sedan s'effondrât avec lui dans une mer de boue sanglante, afin qu'aux jeunes armées de la République fût réservé l'honneur de la délivrance. Les armées sous Paris, c'est la cité tout entière, la cité des grands souvenirs qui fut toujours la protestation vivante contre l'empire.

Elle ne combat pas seulement pour son honneur, pour ses foyers, pour l'Alsace et la Lorraine, elle combat aussi pour reconquérir le respect de l'Europe qui confondait la France et son gouvernement. Elle efface la rouille de sang mise sur sa glorieuse épée par le Deux-Décembre. La voilà pure, resplendissante comme le soleil. Ce n'est plus le poignard du despotisme tourné contre la liberté du peuple ; ce n'est plus l'épée d'un conquérant pour asservir d'autres peuples ; c'est le glaive de Jeanne d'Arc, génie symbolique de la France, qui repousse l'envahisseur. Jeanne, l'ange exterminateur, debout à la frontière, ne permettra pas à l'étranger de sortir vivant du paradis de France.

Grave et recueilli, mon mari vient d'écrire : *Pendant la bataille !* Cette page est un clairon, c'est aussi un hymne aux combattants :

Les armées que la liberté vient d'enfanter sont aux prises avec l'ennemi, sur la Marne. Elles portent au front la victoire, deux fois déjà elles ont été victorieuses. Raffermissons notre espoir. La lutte qu'elles soutiennent sur le plateau d'Avron a désormais son écho dans chaque village de France. On n'endormira plus cette grande France. Les coups portés aujourd'hui sur la Marne et sur la Seine ont achevé de la rendre à elle-même. La voilà qui arrive par tous les chemins. Que peut la Prusse contre cette France qui partout enfante un vengeur? Oui, nous vaincrons, morts ou vivants.

Heureux qui trouve dans son patriotisme des accents pour agir sur le peuple comme un clairon des combats ! Je suis heureuse de voir la foule s'arracher ces journaux, heureuse de les voir emportés par les ballons, heureuse d'entendre la voix des crieurs dans les rues et sur les places : « *Pendant la bataille !* »

---

4 *Décembre.* — Le général Ducrot a fait repasser la Marne aux troupes, « pour ne pas compromettre le

succès de ces deux jours; » il a bivaqué, cette nuit, dans le bois de Vincennes.

Hélas ! pour qui sait lire entre les lignes, cela veut dire que les Prussiens arrivent en nombre. La fin de la proclamation manque d'espoir : « La sainte cause, pour laquelle nous ne devons pas hésiter à donner notre vie. »

Plus de canonnade, le silence redevient lugubre. Où donc est l'armée de la Loire ? Où est Bourbaki dont la dépêche au général Trochu était datée d'Amiens, 20 novembre?

Mes troupes sont prêtes à marcher. J'ai avec moi de l'artillerie, de la cavalerie. Je suivrai tes instructions. Pas de Prussiens entre Amiens, Beauvais, Chantilly et Gisors.

Pourquoi ce temps d'arrêt au moment où les Allemands trahissent leur inquiétude?

La panique avait saisi l'état-major à Versailles, en apprenant la marche des armées de la Loire sur Paris :

Le bruit courait que M. de Moltke faisait atteler ses voitures de bagages et qu'on emballait, à la préfecture et à la chancellerie, les actes publics pour le cas d'une retraite ; que la tête de l'armée de la Loire avait déjà atteint Houdan. Le prince Frédéric-Charles, trompé par la retraite des Français victorieux dans la journée du 10, avait cherché en vain l'ennemi dans le Sud, tandis que les Français, par une marche hardie de flanc, s'étaient portés au Nord et avancés vers Paris par l'Ouest. Il fallait s'attendre à ce qu'ils poussassent une pointe sur Versailles, en même temps qu'une sortie serait faite de Paris. Les habitants de Versailles étaient dans un état de surexcitation extraordinaire.

La crise est passée, nos craintes ont disparu, les ballots d'actes sont déficelés, les chevaux dételés (1).

Pour comble de contrariété, le froid devient extrême. Nos soldats, nos blessés, que deviendront-ils par ce temps rigoureux ! Les Parisiens préparent des lits, des chambres chaudes pour ceux qui leur sont donnés : ils

---

1. *Mercure de Souabe.*

les réclament avec passion, chaque maison est une ambulance. Dans l'appartement de nos amis, rue de Seine, que nous avons occupé quelques jours, il y a sept lits pour les blessés. On organise dans tous les bureaux de journaux des souscriptions. Il faut de l'argent et encore de l'argent pour acheter des vêtements chauds, peaux de mouton, couvertures, à nos pauvres défenseurs qui couchent sur la terre glacée.

—

5 *Décembre*. — Pourquoi interrompre cette action victorieuse et stériliser tant de sacrifices ? Le général Ladreit de la Charrière a succombé à ses blessures. Le colonel de Grancey, des mobiles de la Côte-d'Or, est tué ; le colonel Franchetti dangereusement blessé ; le général Renault vient d'être amputé. Et que d'autres généraux gravement atteints !... La victoire était si belle ! On sait aujourd'hui le nombre des prisonniers prussiens pris sur le champ de bataille, il y en a plus de *huit cents*.

—

Victor Hugo a envoyé aujourd'hui sa nouvelle édition de *Napoléon le Petit*, à mon mari, qui lui a répondu ceci :

Que de siècles ont passé depuis le jour où j'ai pu lire pour la première fois, *Napoléon le Petit*, à Bruxelles, en 1852 ! C'était déjà la justice, mais le criminel semblait devoir vous échapper. Eh bien ! non ; ce livre est retombé sur sa tête et le malfaiteur ne s'en est jamais relevé. Toute sa vie d'empereur s'est passée sur l'échafaud où vous l'avez cloué pour l'éternité. Honneur à vous ! Gloire à vous ! Je vous vois en ce moment comme la justice qui plane sur l'assassin dans le tableau de Prudhon.

—

6 *Décembre*. — Noires nouvelles ! Orléans est repris par les Prussiens. M. de Moltke a adressé au général Trochu la dépêche suivante :

Versailles, 5 décembre 1870.

Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

Si toutefois Votre Excellence juge à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

Agréez, etc.

Comte DE MOLTKE.

Le gouverneur a répondu :

Paris, 6 décembre 1870.

Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite près d'Orléans. et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que Votre Excellence m'indique.

Agréez, etc.

TROCHU.

A cette réponse si digne, le Gouvernement ajoute cette déclaration au peuple de Paris :

Cette nouvelle qui nous vient par l'ennemi, en la supposant exacte, ne nous ôte pas le droit de compter sur le grand mouvement de la France accourant à notre secours. Elle ne change rien ni à nos résolutions ni à nos devoirs. Un seul mot les résume : « Combattre ! Vive la France ! Vive la République ! »

Le peuple ne s'émeut pas le moins du monde de tout ceci. Et pourtant quelle misère croissante, quel froid ! La neige tombe, les vivres sont rares, pas une plainte. Cette page de l'histoire de France fera un jour l'admiration de la postérité.

Ce qu'il faut aussi admirer, c'est M. de Bismark. Voyant ses ruses éventées, il met en avant le savant M. de Moltke, pour signifier cette notification doucereuse.

Mon mari ne perd pas un moment et se hâte de préciser le vrai sens, la portée de cette réoccupation d'Or-

léans, incident ordinaire de la guerre. Il écrit ce soir son article : *M. de Moltke.*

Eh bien ! oui, les Français ont abandonné Orléans. Ils ne se sont pas obstinés dans une position qu'il n'était pas indispensable de garder ; pour passer la Loire et marcher sur Paris, notre armée n'a pas besoin d'occuper Orléans. « Trois jours de combat ! » dit M. de Moltke. Cela prouve une fière et vaillante résistance. Si nos armées étaient sérieusement atteintes, avec quelle joie M. de Moltke nous en instruirait ! Il se garde bien de nous dire la vérité entière. Il espère provoquer le découragement, les dissensions ; mais le peuple sait que cet échec n'a pas grande importance.

Malheureusement, que de morts glorieuses à enregistrer après la bataille de Champigny ! La plus sensible de toutes est celle de Franchetti, l'organisateur des francs-tireurs, un héros ! une des figures les plus admirables du siége de Paris ; il était en quelque sorte le chef des défenseurs. C'est lui qui le premier a tiré sur les Prussiens. Il vient d'expirer à l'ambulance du Grand-Hôtel. Sa jeune femme, ses enfants loin de lui, ignorent encore sa mort.

Et le général Renault, mort aussi ! Et le général Ladreit de la Charrière, mort ! Honneur à tous ces braves ! Le sang de ces généraux tués pour la patrie, le 2 décembre 1870, efface le sceau que le Deux-Décembre 1851 avait imprimé sur l'armée.

Dans une reconnaissance heureuse vers Aulnay, le commandant Poulizac a enlevé trois postes du chemin de fer de Soissons, sept Prussiens sont restés sur place ; les Français n'ont pas eu de blessés.

---

7 *Décembre.* — Soutenir le cœur de la foule dans un jour d'anxiété, empêcher le découragement, c'est

plus difficile que d'exalter la joie publique et d'enflammer le patriotisme de cet admirable peuple de Paris. C'est ce qu'a fait Edgar Quinet dans ces pages :

La dépêche de M. de Moltke (1).

« M. de Bismark nous garde rancune. Il sent que son éloquence a perdu son crédit, il charge M. de Moltke de nous donner des nouvelles de l'armée de la Loire.

Paris a vu qu'on veut lui faire peur. Paris s'est mis à rire. C'est sa première réponse.

Que nous apprend M. de Moltke ? L'armée de la Loire a été *défaite*, nous dit-il. L'armée de la Loire s'est repliée sur ses renforts sans avoir été ni coupée, ni entamée. Dans la guerre nationale d'Espagne, les Espagnols ont commencé à être *défaits*. Dans la guerre nationale de Russie, les Russes ont commencé à être *défaits*. Dans la guerre nationale d'Allemagne, les Allemands ont commencé à être défaits à Dresde, Lutzen, Bautzen. Cela les a conduits à se venger à Leipzig, à Waterloo.

Comme eux, redoublons à chaque défaite notre haine et la volonté de nous venger. Nos ennemis trouveront chez nous leur Bérésina et leur Leipzig.

---

8 *Décembre*. — Plus de canonnade ; silence sur toute la ligne. Point de nouvelles du dehors ; nulle action au dedans. On dirait que le comité de défense entend prolonger le siége de Paris comme celui de Troie. Ces queues interminables aux portes des cantines, ces femmes qui stationnent dans la boue, dans la neige, le bruit, l'agitation de la foule transie, affamée, tout cela ne dit-il pas assez que l'heure est venue de tenter les grands efforts ?

Où est l'armée de Chanzy ? Où est Bourbaki ? On le disait à Sens, à Chantilly. Plus de pigeons porteurs de nouvelles ! la glace, la neige arrêtent nos bienfaisants messagers.

---

1. Voyez *Siége de Paris*, 1871.

Pour toute nouveauté, une leçon de morale; on nous réprimande parce que quatre officiers prussiens, mis en liberté sur parole, ont été mal accueillis en public. C'est demander trop de philosophie à un peuple assassiné par les Allemands. Introduire en plein café de Paris quatre officiers allemands, c'est exposer les Parisiens à une violente tentation.

Ah! si nous étions vainqueurs, si nous avions en notre puissance trois cent cinquante mille prisonniers prussiens! si nos armées s'étaient emparées sans coup férir d'une grande partie de l'Allemagne, nous aussi nous laisserions promener en plein Paris des prisonniers prussiens sur parole. Mais, après trois mois de tortures subies par nous, trois mois d'atrocités commises par notre impitoyable ennemi, près d'être étranglés par nos bourreaux, espionnés par leurs émissaires, ne mettez pas les Parisiens à une telle épreuve; elle est au-dessus des forces humaines.

Le général en chef va renvoyer en Prusse ces quatre officiers (qui se sont promenés librement dans Paris) pour les échanger contre quatre officiers français.

---

9 *Décembre.* — Les circulaires de M. de Bismark sont les commentaires des atrocités commises par les troupes allemandes. Qui saura jamais les souffrances des provinces envahies, ravagées, pillées, décimées, incendiées, les patriotes fusillés comme espions, assassinés parce qu'ils défendent leurs foyers, leurs villages? Comment s'étonner si l'esprit s'égare sous le coup de tant de ressentiments, s'il y a à cette heure dans Paris affamé des Parisiens qui rêvent de ravitailler la ville, non avec la viande de cheval, mais avec la chair des Prussiens! Que voulez-vous? tant de coups de marteau répétés sur la tête finissent par y casser quelque chose.

En lisant attentivement les journaux, on entrevoit cette redoutable vérité : la défense se localise en province. Chaque département est décidé à se défendre vigoureusement; mais, hélas! ces armées différentes ne convergent pas sur Paris. Les unes gardent Tours, les autres Lyon; d'autres vont dans l'Est, tandis qu'une seule pensée devrait les attirer droit sur Paris.

Mon mari ne se lasse pas de prêcher la seule mesure de salut; il vient d'écrire au général Trochu la lettre suivante :

Mon général,

Mon ancien collègue M. Jules Favre m'avait fait espérer que je pourrais vous entretenir pendant quelques instants. Ce désir n'ayant pu être rempli, je me permets de vous signaler en peu de mots le point sur lequel je me proposais d'appeler votre attention. Le 15 octobre dernier, j'ai adressé à M. le général Leflô un mémoire sur la route à suivre pour amener une armée de la Loire aux environs de Paris. Dans ce mémoire et cette lettre, nous établissions, M. Guichard et moi, qu'il faut se garder de suivre la route découverte en rase campagne d'Orléans à Étampes. Le chemin par lequel une armée de secours peut se rapprocher de Paris, en se couvrant contre la cavalerie et l'artillerie prussiennes, est celui qui traverse la région forestière. Cette direction part, non pas d'Orléans, mais de Gien, en remontant un peu la Loire. De là, on entre dans la Puisaie, pays tout semblable au bocage de Vendée. Les champs y sont partout enfermés de haies et les forêts s'y joignent aux forêts jusqu'à celle de Montargis, qui touche à celle de Fontainebleau. Celle-ci se lie à la forêt de Sénart, laquelle conduit aux portes de Paris. Les premières étapes, en sortant du bassin de la Loire, sont Bléneau, Saint-Fargeau, Saint-Sauveur, Chaource. Deux intérêts de premier ordre se réunissent dans le choix de la direction de ce mouvement à travers la région forestière : Couvrir les approches de l'armée des départements, ravitailler Paris, que cette même région tient en communication avec les provinces où Paris puise son alimentation par les troupeaux de bétail, c'est-à-dire avec le Nivernais, le Bourbonnais, le Charollais, l'Auvergne.

Si vous pensiez, mon général, qu'il fût à propos que j'entrasse

avec vous dans quelques autres détails sur le point indiqué, je n'ai pas besoin d'ajouter que je me tiens à vos ordres.

Veuillez agréer, etc.

E. QUINET.

—

10 *Décembre*. — Je viens de parcourir vainement plusieurs quartiers, à la chasse des vivres. Nous subsistons au jour le jour. En entrant en ménage, rue de Vaugirard, on ne trouvait plus rien, pas un biscuit. Mon amie, Mme Busquet, ma providence, n'attend jamais ma prière pour m'exaucer; elle me cède souvent quelques grammes de cheval. Mais ce soir, je reviens à la maison les mains vides. Le long du chemin, je me disais en guise de consolation : Nous sommes à Paris, le divin Paris, toujours étincelant de beauté, de génie, d'élégance, et, de plus, doué de ces vertus sévères auxquelles on ne croyait plus.

Cela n'ajoute rien au dîner. La viande salée, fumée, était si atrocement dure qu'il était impossible d'y mordre. On a été heureux de pouvoir la remplacer par une tasse de chocolat à l'eau.

. . . .

Quelle fée a vu notre détresse? Quoi! ce beau lapin qu'on vient de me mettre dans les bras, ce n'est pas un manchon, c'est un vrai jeannot lapin dans sa belle robe fourrée! Comme il va aider au ravitaillement! Comme il faudra le faire durer! Ce secours nous vient encore de cette bonne et aimable Mme Coignet, qui nous a apporté il y a un mois la poule au pot, que le bon Henri promettait aux Parisiens assiégés.

—

M. de Bismark fait encore des siennes. Le ballon Daguerre, parti de Paris, était tombé à Ferrières au pouvoir des Prussiens, il contenait des pigeons. Hier

soir, un de ces innocents messagers introduit dans Paris deux dépêches frauduleuses fabriquées par l'ennemi pour terrifier les Parisiens.

Rouen, 7 décembre. — Rouen occupé par les Prussiens qui marchent sur Cherbourg. Population rurale les acclame. Délibérez. Orléans repris par ces diables. Bourges et Tours menacés. Armée de la Loire complétement défaite. Résistance n'offre plus aucune chance de salut.

Signé : LAVERTUJON.

Cette ruse est si grossière, qu'on ne peut l'attribuer qu'à un loustic d'état-major. Ils croient que le secrétaire général du gouvernement est à Rouen ; il est ici à l'Hôtel de Ville.

Il n'est pas impossible que Rouen soit pris, mais l'intention de cette frauduleuse dépêche est encore plus visible dans la seconde :

Tours, 8 décembre. — *Rédacteur Figaro. Paris.* — Quels désastres ! Orléans repris. Prussiens à deux lieues de Tours et Bourges. Gambetta parti Bordeaux. Rouen s'est donné. Cherbourg menacé. Armée Loire n'est plus ; fuyards, pillards, population rurale partie connivence Prussiens.

Tout le monde en a assez. Champs dévastés. Brigandage florissant, manque de chevaux, de bétail. Partout la faim, le deuil. Nulle espérance. Faites bien que les Parisiens sachent que Paris n'est pas la France. Peuple veut dire son mot.

Signature illisible.

Ici le grotesque surpasse le criminel ; aussi l'effet produit sur les Parisiens, c'est un prodigieux accès de gaîté.

Dimanche, 11 *Décembre*. — Grands froids ; la diane réveille chaque matin Paris, si bien accoutumé à ces allures guerrières, qu'il aura de la peine à se reconnaître un jour sous une autre figure. Toute la population prend son parti avec calme et méprise les intrigues autant que les menaces prussiennes. Pourtant, les armées de secours n'arrivent pas. Où sont les légions de peuples que la France a défendus et aidés ?

Nous savons que de nobles individualités représentent leur nation ; la petite légion grecque suit de près les légions italiennes de Garibaldi et de Bossac. Dans l'armée de la Loire, le colonel Lipouski représente aussi la Pologne. M. de Rosencrantz, un Suédois, commande des volontaires qui se sont distingués à Champigny. Arrivez, il est temps ! Ne laissez pas expirer ce peuple magnanime ! cette France que vous tous vous appeliez une seconde patrie !

Joie profonde de revoir nos braves combattants échappés à la mitraille! Après une de ces batailles terribles, où nos mobiles sont exposés aux batteries foudroyantes derrière lesquelles s'abrite l'invisible ennemi, c'est un miracle de retrouver vivants ceux auxquels on avait dit un adieu éternel.

M. de Ricard vient d'échapper doublement à la mort. Malgré sa frêle santé, il couche à Saint-Denis dans une tannerie où il n'y a pas de vitres aux fenêtres, où il est impossible de faire du feu. Il nous raconte l'inquiétude grandissante des mobiles ; ils se voient commandés par des chefs sans talents militaires, auxquels on suppose des arrière-pensées monarchiques. On ne se gêne pas pour critiquer tout haut la défense nationale ; on la trouve pauvrement organisée. Point de plan général, pas de tête fortement douée ; des mots, des imitations, rien de grand, d'énergique. C'est pitié de voir ces mesures incomplètes ou superflues.

---

12 *Décembre.* — Le siége entre dans une phase sévère. Le bruit du canon soutient toujours l'espoir; cette nuit la rue était fort animée... Mais l'armée de secours arrive-t-elle ?

Quatre officiers français de l'armée de la Loire ont été échangés hier contre les quatre officiers prussiens du

café de Paris, nous aurons par eux des nouvelles. Ce qu'on sait déjà, c'est l'activité extraordinaire de Gambetta, la vigoureuse impulsion qu'il donne à la défense nationale en province.

—

On nous cite la réponse d'un aumônier français à un général prussien qui définissait ainsi cette guerre : « C'est une lutte entre le droit divin et le droit des peuples. — Dieu retire son appui à ceux qui n'en sont pas dignes. »

Serons-nous trompés par les cléricaux comme en 48? En février, ils bénissaient les arbres de la liberté; aujourd'hui ils relèvent les morts sur les champs de bataille et organisent des cérémonies religieuses. A toute prise d'armes, on voit l'aumônier caracoler, flamberge au vent; le goupillon est inséparable du sabre. Même jeu qu'il y a vingt-deux ans, avec le même but, dénaturer, puis détruire la République.

Ils se couvrent aujourd'hui du drapeau de l'ambulance.

Oh! qu'ils nous feront payer chèrement un jour ces droits acquis! Et il y a des âmes candides qui croient la transformation possible! Elles nous disent : « Dans le jésuite même, le nouvel homme se réveille, le patriote qui ne songe qu'à défendre le pays. Aussi, après la victoire, plus de haines, nous serons tous frères! ».

—

13 *Décembre*. — Ecrire aux absents, n'est pas une consolation. Pendant dix minutes, je tiens la plume sans avoir le courage de commencer ma lettre. L'idée qu'elle peut être lue par nos bourreaux, non par un cœur ami, ce sentiment d'écrire en face du vide, d'un mur inexorable que la parole ne peut franchir, vous paralyse. Et que dire de la situation, toujours la même?

Les jours se ressemblent, mornes, immobilisés, figés, pétrifiés, sans apporter aucun changement. Point d'armées de secours ! Et pourtant que le peuple de Paris mérite d'être sauvé ! Quelle persévérance ! quel stoïcisme ! Si les hommes sont des héros, les femmes aussi ont bien droit à l'admiration, au respect. Leurs souffrances, leurs privations supportées avec tant de fermeté et de simplicité, prolongent et fortifient la résistance.

Qui peut voir sans émotion, le soir, dans les rues, l'immense file de ménagères à la porte des cantines, pour y attendre une ration de riz ou de maigre bouillon ! A la boucherie municipale, on ne distribue qu'une fois par semaine, trente grammes de viande de cheval ou de bœuf salé. Les autres jours, c'est de la morue ou du riz. Eh bien ! tous ces visages gardent la sérénité, l'espérance. On sent qu'on fait son devoir ; mais on est soutenu par l'idée que la province vient à notre aide... Viendra-t-elle

—

14 *Décembre.* — On reproche amèrement au Gouvernement son incurie, son parti pris de rester sourd aux avis intelligents et patriotiques, sa faiblesse en face de ceux qui sèment l'alarme, qui compromettent la résistance et la victoire.

L'action d'un gouvernement consisterait-elle uniquement dans les proclamations ?

Il n'y a qu'une voix dans Paris contre ce comité d'artillerie qui entrave systématiquement l'admirable réorganisation de nos forces. Aujourd'hui, nous avons des fusils, des canons supérieurs à ceux des Prussiens. N'est-il pas incroyable que ce soit par souscription privée que ces canons et ces affûts aient été donnés au Gouvernement ? La canonnière Farcy rend tant de services !

pourquoi ne pas en fabriquer une seconde, une troisième? Elle a contribué à la victoire de Champigny. Cette brave canonnière Farcy intervient dans les combats, semblable aux monstres marins d'Homère.

—

UN DIALOGUE

— Mettez-vous bien ceci dans l'esprit : certains noms sont un épouvantail. Vous figurez-vous, par hasard, que nous sommes en République, telle que nous la comprenons? L'empire est encore debout; il a été vaincu par les Prussiens, mais pas encore par les Français. Aussi y a-t-il bien des gens qui ménagent la chèvre et le chou; on ne sait pas ce qui peut arriver. En attendant, on étouffe l'influence des hommes inflexibles, purs de tout compromis.

— Non, il ne faut pas se résigner, mais forcer la main à ceux qui s'obstinent dans leurs vieilleries routinières. On a réussi à faire accepter des canons perfectionnés, toute une artillerie nouvelle; pourquoi ne réussirait-on pas à faire triompher des idées libératrices?

— Voyez-vous, il y a des gens qui devancent leur époque.

— Cela était vrai jusqu'au 4 septembre, mais depuis, Paris est à l'unisson des plus hautes pensées. Eh quoi! toujours se résigner, ne travailler que pour l'avenir; livrer le présent aux obscurantins, laisser faire le vide autour des foyers de vie? Isoler les grands cœurs, les grands esprits, tous ceux qui demandent aux hommes un effort, une vertu?...

Eh bien! soit, l'avenir les vengera. S'il y a un avenir pour la France, il sera dans la réalisation des grandes pensées de ces hommes de bien. Et s'il n'y a pas d'avenir (ô France, pardonne-moi ce blasphème!), les survivants retrouveront dans ces noms si purs, dans ces mé-

moires vénérées, la plus-éclatante personnification de la liberté, du génie français.

Mais l'avenir est à nous. Oui, nous sentons qu'il est dû à ce peuple généreux, le seul qui représente aujourd'hui l'âme vivante de l'humanité.

—

15 *Décembre.* — On assure qu'une partie de l'armée de la Loire a réussi à faire sa jonction avec celle de l'Ouest et que toutes deux opèrent dans la Seine-Inférieure pour reprendre Rouen aux Prussiens. Singuliers bruits! Il n'est pas admissible qu'on marche sur Rouen quand Paris attend l'armée de secours. Veut-on s'obstiner à reprendre aux Prussiens chaque ville ouverte, au lieu de s'attacher au point unique, Paris? Il n'est pas de raison pour que cela finisse jamais!

Le peuple inquiet se demande : Pour quel prétendant veut-on garder les forces intactes de l'armée du Nord, au lieu de les faire servir à délivrer Paris?

—

La mesure qui prolongera le mieux la résistance de Paris, c'est le pain bis qu'on va nous distribuer désormais au lieu de pain blanc. On aurait mauvaise grâce à s'en plaindre; les plus riches hobereaux prussiens n'en mangent pas d'autre toute l'année. En Allemagne, quand nous faisions la grimace à ce vilain *brod*, les Allemands nous assuraient qu'il était bien préférable au pain mollet parisien. Ainsi tout va pour le mieux. Un oignon coûte trente centimes, un œuf vingt sous; le reste est introuvable à prix d'or; rue Saint-Honoré, j'ai trouvé encore un flacon de Liebig. Munie de ces trésors, je revenais à travers mon beau Paris, Paris guerrier, fourmillant de bataillons de marche qui défilaient joyeusement dans les rues, au son du clairon, escortés de cantinières au costume pittoresque.

A cette gaîté parisienne, si on oppose la férocité maussade des Prussiens, de quel côté se trouvent la civilisation, la victoire?

Eh bien! l'Allemagne ne se contente pas de sa supériorité brutale, elle prétend s'attribuer le sceptre de l'élégance. Un congrès de chapeliers et de tailleurs, à Berlin, vient de décider qu'on décapitera les modes parisiennes pour faire régner le goût allemand.

—

16 *Décembre*. — Au milieu des plus tragiques événements, on se sent heureux d'être né, heureux d'être à Paris, en République, dans ces jours d'honneur où tous les éléments de la rénovation morale sont réunis. Aussi les deux dépêches de Tours n'assombrissent pas cette journée.

—

Voici le résumé des nouvelles que donne Gambetta à la date du 5 et du 11 décembre :

Orléans a été évacué devant les masses de Frédéric-Charles. Ici les choses sont moins graves que ne le répandent les Prussiens à vos avant-postes. L'armée de la Loire a été divisée en deux parties, l'une sous le commandement de Chanzy, l'autre de Bourbaki. Chanzy tient avec une ténacité indomptable contre l'armée de Meklembourg et de Frédéric-Charles depuis six jours, sans perdre un pouce de terrain, entre Josnes et Beaugency. Le gouvernement s'est transporté à Bordeaux pour ne pas gêner le mouvement stratégique des armées. Faidherbe opère dans le Nord. L'armée, malgré sa retraite, est intacte et n'a besoin que de quelques jours de repos. Bressoles, à Lyon, se dispose à se jeter, avec trente mille hommes, dans l'Est, appuyé sur les forces de Garibaldi.

Les journaux anglais nous montrent aussi la situation moins mauvaise qu'on ne voudrait la faire.

De toutes les parties de la France arrivent des adresses déclarant que le gouvernement peut compter sur elles jusqu'à la dernière extrémité. Laquelle des deux nations sera épuisée la première? Je déclare que c'est l'Allemagne qui succombera. Une nation qui combat pour son existence supportera bien d'autres misères. Si l'esprit qui anime

aujourd'hui la France se soutient tel qu'il est, quelque désespérée que soit la situation au point de vue militaire, elle finira par vaincre (1).

Même la *Gazette de la Croix*, notre implacable ennemie, rend hommage à la grandeur de la résistance et à la valeur de l'armée de la Loire :

Dans la troisième et dernière période (il faut l'espérer) de cette guerre, les Français ont déployé une force, une activité et, dans certaines circonstances, une faculté de sacrifices que nous aurions difficilement supposées.

Et la *Gazette de Weser* :

Il faut avouer que les Français ont su détourner avec une habileté admirable toutes les communications par voie ferrée, de sorte que les arrivages des canons, matériel de siége et approvisionnements sont complètement suspendus. L'interruption des communications se fait sentir chaque jour plus durement. Il faut convenir que les Français savaient foit bien ce qu'ils faisaient, lorsqu'ils ont détruit ponts et tunnels.

Les Prussiens tiennent l'Allemagne en haleine par la perspective de l'empire germanique. La couronne du Deux-Décembre, ramassée sanglante à Sedan, ceindra le front du nouvel empereur qui prépare aux Allemands un bysantinisme germanique. Du moins, ils ne pourront plus reprocher aux Français de l'avoir supportée si longtemps.

En admettant que la proclamation de M. de Moltke, trouvée dernièrement dans le sac d'un soldat prussien, soit controuvée, la fameuse phrase sur *l'inquiétude de l'Allemagne* est attestée par mille témoignages. Les fausses dépêches, le tableau sinistre de la famine de Paris, la panique du pain suscitée il y a quelques jours par les Prussiens de l'intérieur, tout prouve l'embarras, la lassitude de nos ennemis. Tout redouble le dévouement des Parisiens. Le nombre des

1. *Evening Standard.*

lits qu'ils viennent de mettre à la disposition des blessés dépasse vingt-six mille.

Qui le croirait? au milieu de ces nobles efforts, il se trouve des Français qui se donnent pour tâche de semer des propos funèbres, avant-goût de la catastrophe finale : « La France coupée en tronçons, la mobile indisciplinée, les troupes de ligne anti-républicaines, ne rêvant qu'une chose : canarder Paris. »

Qui dit ceci ? Des officiers bonapartistes. Ils regrettent l'homme de Sedan, ils raillent la République; ils demandent à des patriotes, qui nous l'ont répété : « En avez-vous bientôt fini avec votre République? Assez de comédie comme cela. Si on avait repris l'empereur, nous serions tranquilles aujourd'hui, débarrassés de tout. »

---

17 *Décembre*. — Mon mari passe des heures penché sur la carte, cherchant à débrouiller, à travers l'obscurité des dépêches, la position des divers corps d'armée depuis la prise de Rouen, d'Orléans, de Blois. « Non, ce n'est pas seulement pour se ravitailler que les Prussiens poussent jusqu'à Honfleur, dit-il, c'est surtout pour attirer nos armées aussi loin que possible. Il ne faut pas céder à ce piége; tout ce qui éloigne l'armée de secours de son objectif, Paris, est une fausse manœuvre. Il est établi que, malgré ses pertes, l'armée de la Loire a deux cent mille hommes et cinq cents canons. Il ne faut pas qu'elle s'immobilise sur la Loire. Où est l'armée de l'Ouest? Toutes deux ne devraient songer qu'à converger vers Paris. Si nous étions ravitaillés pour trois mois, il n'y aurait que demi-mal; mais cette manière de guerroyer sans plan arrêté prolonge la guerre indéfiniment. Orléans n'est pas le point stratégique; l'armée française, à Nevers, est

aujourd'hui plus près de Paris qu'elle ne l'était à Orléans. Si l'on voulait enfin prendre la route forestière, ce serait, en 1870, notre défilé de l'Argonne. »

Aux gens découragés qui considèrent la bataille de Champigny comme une défaite, parce qu'on n'a pu aller jusqu'au bout, il répond : « Valmy était une victoire absolument semblable à celle de Champigny; elle rompit le cercle fatal des défaites, elle montra l'armée française capable de résister à l'ennemi. Depuis lors, la victoire nous est revenue. Il en sera de même. »

C'est dans cette pensée qu'il écrit un nouveau mémoire : *La nouvelle forêt de l'Argonne*.

Depuis deux mois, il conjure, presse le gouvernement de donner une direction nouvelle aux armées de secours. Aujourd'hui, après l'échec d'Orléans, cette marche à travers les régions forestières ne peut plus être un mystère, et il la signale publiquement :

La défaite d'Orléans a replacé les armées françaises dans leur vraie ligne d'opération. Elles ont devant elles le chemin que j'ai toujours demandé pour elles. De Gien à Montargis, à Troyes, à Fontainebleau, nous avons notre nouvelle forêt de l'Argonne, elle arrive jusqu'à nous ; si on se pénètre de cette vue, l'échec d'Orléans peut conduire à la victoire. Que nos armées fassent ce pas, elles viendront bientôt assiéger les assiégeants sous les murs de Paris.

La grande idée de 92, appliquée en 1870, semblait déjà à la foule un gage de délivrance. Nulle page de mon mari n'a eu plus de retentissement. En traversant ce soir la place du Carrousel plongée dans les ténèbres, j'entendais au loin la voix des crieurs de petits journaux : « *La nouvelle forêt de l'Argonne!* »

---

18 *Décembre*. — Encore une dépêche de Gambetta animée d'un grand souffle patriotique. Elle est du 14 ; j'en copie les principaux passages :

Je suis à Bourges occupé avec Bourbaki à réorganiser les trois corps, 15e, 18e, 20e, de la première armée de la Loire. Les positions occupées par Bourbaki couvrent à la fois Nevers et Bourges. L'autre partie de l'armée de la Loire s'est repliée sur Beaugency et Marchenoir, où elle a soutenu tous les efforts de Frédéric-Charles, grâce à l'indomptable énergie du général Chanzy, qui paraît être le véritable homme de guerre révélé par les derniers événements. — Cette armée a exécuté une admirable retraite et causé aux Prussiens les pertes les plus considérables. Chanzy s'est dérobé à un grand mouvement tournant de Frédéric-Charles, qui a vainement essayé de passer la Loire à Blois et à Amboise, et menace Tours. Chanzy est aujourd'hui en parfaite sécurité dans le Perche, prêt à reprendre l'offensive sur ..... lorsqu'il aura fait reposer ses troupes, qui n'ont cessé de se battre admirablement contre des forces supérieures, depuis le 30 novembre jusqu'au 12 décembre. Vous voyez que l'armée de la Loire est loin d'être anéantie, selon les mensonges prussiens... Le mouvement de retraite des Prussiens s'est accentué. Ils paraissent las de la guerre. Si nous pouvons durer, et si nous le voulons énergiquement, nous triompherons d'eux. Ils ont déjà éprouvé des pertes énormes ; ils se ravitaillent difficilement. Mais il faut se résigner aux suprêmes sacrifices, ne pas se lamenter et lutter jusqu'à la mort.

A l'intérieur, l'ordre le plus admirable règne partout.

—

19 *Décembre*. — Bertall a fait aujourd'hui pour les amis qui la demandent une grande photographie de mon mari. « Pense à la victoire, au bonheur d'être à Paris ! lui disais-je. Pense que l'homme de Sedan est à Wilhelmshoehe. Pense à nos vingt ans d'exil couronnés par la victoire morale. » Pendant que nous étions rue Boissy-d'Anglas, nous vîmes dans la cour un grand va-et-vient de chevaux, de voitures, d'hommes en uniformes avec le brassard à la croix rouge. C'est l'ambulance italienne qui se préparait à partir. Evidemment il y aura une sortie cette nuit. Place Vendôme, des troupes alignées, des voitures d'ambulance attelées. Nous apprenons que les portes de Paris sont fermées depuis midi et qu'on va faire enfin un grand effort de délivrance. O Dieu ! donne-nous la victoire !

—

Rêver au milieu du bruit de la bataille aux phéno-

mènes de la conception intellectuelle, préciser le moment où une pensée vient à poindre dans le cerveau de l'homme, méditer une histoire de la création spirituelle, voilà ce qui prouve, je crois, chez un assiégé, la sérénité d'esprit et la confiance dans la victoire qui anime Paris. C'est ce que j'ai vu aujourd'hui chez mon mari. Il veut montrer ce que sera dans l'avenir la transformation des sciences et des arts, par quelle conception de la philosophie, de la morale, se réalisera le progrès, la rénovation de la France.

—

20 *Décembre.* — Que se passe-t-il à cette heure? Ces combats livrés sous Paris nous tiennent éveillés toute la nuit. Les rues noires s'éclairent de temps en temps par les lueurs des bombes de nos forts projetées à l'horizon. Les voitures d'ambulance ébranlent le pavé dans le silence de la nuit... Que se passe-t-il?...

Dans la matinée, nous recevons une touchante lettre d'adieu d'un jeune mobile parti hier soir :

Je ne sais ce qu'on veut faire de nous ; on nous annonce pour cette nuit une grande affaire ; je tiens à me rappeler en ce moment à votre amitié. On parle de nous faire tenter une trouée vers Gonesse ou Argenteuil. Je serais désolé que, s'il m'arrivait malheur, vous puissiez m'accuser de n'avoir pas pensé à vous.

Un de vos livres m'accompagne toujours. C'est *le Christianisme et la Révolution française*. Vous pensez peut-être que je vais sans peine aucune là où l'on nous envoie. Je mentirais de dire que je ne pense pas beaucoup à ma mère, à ma famille, aux idées que j'aimais, à mes travaux commencés. Mais ma plus grande douleur est de voir ce que je vois, une armée démoralisée qui se bat sans conviction. Je ne suis pas un alarmiste, ni un désespéré. Mais le gouvernement a lassé par son inertie tout ce qu'il y avait de patriotisme et d'héroïsme dans l'armée et dans la mobile.

J'entends parler mes camarades ; je les fais parler ; je découvre avec désespoir qu'ils ne comptent sur rien, ne se fient à personne et vont sans foi aucune à ce qu'ils appellent la boucherie. Ils accusent le Gouvernement de vouloir les faire tuer inutilement, pour amener la population parisienne à l'idée d'un armistice dont on recommence à parler avec une certaine insistance. On suppose que les chefs de

l'armée peu républicains ne travaillent pas sincèrement pour la République. J'ai entendu des marins et des lignards déclarer que, si d'ici à quinze jours, il n'y avait pas une décision vigoureuse, ils refuseraient de marcher.

Et cette garde nationale, qu'on semble déshonorer à plaisir! Tant de bataillons déjà et si promptement dissous pour indignité, font supposer chez le Gouvernement un système secret, qui tend à déconsidérer dans la garde nationale les partisans les plus violents de la guerre à outrance. On démontrerait ainsi à la population parisienne son incapacité à se défendre sincèrement, et la nécessité d'ajourner la guerre pour recourir aux moyens diplomatiques. Telle est en substance l'opinion de l'armée. Je n'ai pas d'expression pour vous dépeindre la désillusion, la tristesse où nous plonge le spectacle de tant de démoralisation. Si on inutilise la garde nationale, si on décourage l'armée, que nous restera-t-il?

Tout cela ne nous empêchera pas de faire notre devoir. Cette dure expérience ne sera pas inutile à nos travaux, s'il m'est donné de survivre à toutes ces angoisses et à celles qui nous attendent encore... Votre pensée, que j'emporte, ne m'abandonnera pas dans les vicissitudes où je vais entrer... Adieu ou à revoir (je ne sais lequel?). Je pense à vous, à votre idée.

Celui qui espère encore contre toute espérance.

---

21 *Décembre*. — Le froid est extrême; on se bat du côté de Saint-Denis. Toutes nos pensées sont sur le champ de bataille. A cinq heures nous apprenons que nos vaillantes troupes ont repris le Bourget au nord, et à notre droite la villa Evrard, Neuilly-sur-Marne et la Maison-Blanche. A gauche, démonstration sur Montretout; au centre, sur Buzenval. Le général Ducrot a occupé la ferme de Groslay et Drancy; il couchera à Gonesse... Oui, toutes nos opérations commencent par des victoires; tiendront-elles?

Cette garde nationale tant calomniée, il n'y a qu'à la voir dans nos rues pour croire à sa valeur. Je traversais les Tuileries; tout le monde se précipitait vers les grilles du côté de la rue de Rivoli, au roulement du tambour, suivi du son éclatant des instruments de cuivre, jouant une marche militaire. (Mais pourquoi pas la *Marseillaise?*) C'étaient de magnifiques bataillons

de marche de la garde nationale qui défilaient enseignes déployées. Ils remplissent la rue depuis la place de la Concorde jusqu'à l'Hôtel de Ville ; ils marchent à l'action. On les admirait sur leur passage. Non, rien de plus grand. Voilà bientôt quatre mois que durent ces sacrifices, et le courage, la constance sont les mêmes.

Cent huit bataillons de la garde nationale se trouvent en ce moment sur le terrain du combat.

---

22 *Décembre*. — Il gèle à pierre fendre; on n'entend pas le canon, cela rend pensif. Point de nouvelles du champ de bataille. Les Prussiens de l'intérieur poursuivent leur perfide campagne en faveur de l'armistice; toujours ils choisissent le moment où les troupes sont engagées, où toutes les forces de Paris se concentrent sur un point unique pour rompre le cercle, faire la trouée.

A midi, on a su que la journée est perdue pour nos armées. Les résultats ne sont pas proportionnés aux sacrifices. Le général Blaise tué; le général Favé grièvement blessé. Et nous n'avons pas même pu garder le Bourget! On ne s'explique pas cette obstination à vouloir s'emparer d'un village fortifié pendant trois mois par les Prussiens. Le général Blaise, tué par des soldats cachés dans une cave de la villa Evrard. On a négligé de fouiller ces caves; toujours même incurie. Point d'éclaireurs pour s'assurer que la plaine de Saint-Denis est inondée. C'est comme pour les barrages de la Marne qui ont emporté nos ponts et ont fait échouer le brillant succès du 2 décembre. Nous manquons d'un chef aux grandes idées, aux initiatives hardies.

Pour achever de décourager les esprits, on répand le bruit que Garibaldi est reparti pour l'Italie; un officier

prussien l'affirme, tant il est vrai que l'armée allemande redoute le héros italien.

—

23 *Décembre*. — Qu'adviendra-t-il de la démarche des vingt maires de Paris près du préfet de la Seine? Ils l'ont chargé de transmettre au Gouvernement le vœu unanime de Paris : plus de vigueur et de rapidité dans les opérations. Ils ont déclaré, au nom de la population, que même de nouveaux revers ne sauraient abattre le courage de Paris; on veut se battre jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche.

Cependant les plus patients commencent à perdre pied. Comment s'expliquer la torpeur des chefs? Qu'attendent-ils? L'armée de secours? Une action meurtrière, une bataille livrée pour tenter la trouée serait moins désastreuse pour le moral de l'armée que ces jours d'inaction, en plein champ, où bon nombre meurent de froid. L'ardeur de l'âme risque d'arriver aussi, chez les meilleurs, à un point de congélation comme la terre qu'on leur fait creuser. Autant valait garder les troupes dans de chauds campements.

Les hommes compétents disent que la journée du 21 décembre, sur une vaste étendue de terrain, depuis Neuilly-sur-Marne, Groslay, Drancy, jusqu'au Bourget, a servi à tâter l'ennemi; mais elle ne pouvait avoir de résultat définitif. Elle a établi deux points importants : l'excellente tenue de nos bataillons de marche, engagés pour la première fois, et la supériorité de notre nouvelle artillerie, qui a éteint complétement le feu des Prussiens.

—

24 *Décembre*. — Le peuple de Paris, dans son inextinguible patriotisme, accepte avec docilité les raisons qu'on lui donne, quand on veut bien lui en donner. Au-

jourd'hui on lui apprend que nos troupes, après avoir couché sur les positions conquises, ont été arrêtées par le froid rigoureux. Les opérations sont forcément interrompues. « Prenez patience, dit-on, la pioche avancera nos affaires plus que le fusil. Il faut travailler à abriter les soldats contre les coups de l'ennemi. Si les tranchées ouvertes ne sont pas assez promptement terminées, cela tient à la gelée qui a durci la terre. Puis il faudra à tout prix s'emparer du Bourget, de Chelles et de Gournay par des travaux de siége, par des tranchées. Il *faut* que ces positions importantes soient à nous. C'est l'affaire de l'artillerie. »

Au lieu de conduire nos soldats au feu, on les fait travailler à la pioche sur une terre couverte de verglas. Comment s'étonner des nombreux cas de congélation et d'anémie qu'on a déjà constatés dans l'armée? Douze cents cas d'anémie !

—

24 *Décembre*. — C'est aujourd'hui que les bons Allemands fêtent la veille de Noël, assemblés autour de l'arbre illuminé, chargé de bonbons. Et moi, je vais passer ma soirée à graver dans ma mémoire le récit des horreurs commises journellement par les sensibles et mélancoliques Werther :

Là gisaient les cadavres de deux paysans français et d'une femme, fusillés à midi par des soldats bavarois. On les avait trouvés le fusil à la main. Un prêtre a été fusillé pour avoir tiré de l'église sur nos soldats. La furie des paysans va si loin que, malgré ces exemples, après en avoir promené hier vingt liés, à travers les rues, on a encore tiré sur nos soldats d'une maison de Reuilly. Cependant, le joli village de Bazeilles réduit en cendres est un terrible avertissement. Les mobiles sont traités par nos soldats comme des troupes régulières, mais les paysans qui tirent par les fenêtres sont généralement *fusillés sans cérémonie, les cordes faisant défaut* (1).

1. *Gazette de Cologne*.

A Saint-Calais, les paysans tiraient de leurs maisons; pour cette raison, le village fut incendié.

Les villages dans lesquels on attaque nos troupes sont ordinairement brûlés.

Nogent-le-Roi se défend admirablement par ses francs-tireurs. Les Prussiens s'emparent du maire, de seize notables, les emmènent comme otages et bombardent la ville pour la châtier.

Est-ce assez hideux? On est confondu de cette absence de sens moral chez un peuple soi-disant idéaliste. Châtier comme un crime le patriotisme, tout ce qu'on a honoré chez les peuples envahis, l'homme défendant son foyer! tuer la femme qui combat pour sa famille! Deux mille ans n'ont pu changer le fond de la nature vandale. Telles étaient les premières hordes qui se ruèrent sur le pays du soleil; elles se jettent encore sur le Midi et mettent au pillage nos belles contrées. Les défenseurs de la famille, de la propriété accusent les partageux; ce sont les Prussiens qui enseignent tous les raffinements de la barbarie: pillage, incendies, otages, assassinats.

Ces barbaries des Allemands exaltent la fierté française. Mon mari me dit: « La victoire morale, nous l'avons déjà. La supériorité de la France est un fait démontré; mais ce qu'il faut proclamer, c'est que les quatre mois du siége de Paris sont les pages les plus hautes de l'histoire de France. Jamais la vie nationale n'avait atteint cette élévation. Ces moments si beaux sont peut-être uniques.

« Les traîtres, contenus dans l'ombre, n'osent se montrer encore. Les partis terrassés relèveront la tête, renoueront leurs intrigues. Rappelle-toi, ce sont les plus beaux jours de notre vie. »

—

25 *Décembre*. — Consigner ici les atrocités de l'ennemi et les efforts de nos jeunes armées est la seule occupation possible dans ces jours sombres, silencieux, où le canon se tait, où toute vie est suspendue à Paris. Ce n'est pas une tâche indigne de la défense nationale que de démêler à travers les journaux allemands la vérité ; elle pénètre dans notre soupirail.

Les relations allemandes des combats sur la Loire prouvent que les Français se battent avec acharnement, recommençant le lendemain le combat de la veille, disputant le terrain pas à pas, harcelant l'ennemi jusqu'à l'approche de colonnes profondes, innombrables qui les forcent à ne pas compromettre la sécurité de l'armée.

Pour la fête du *Christbaum*, je me donne la joie d'extraire, avec tous leurs germanismes, les passages les plus saillants du rapport sur la *journée d'Artenay* et sur les combats devant Orléans[1] :

Du champ de bataille, 2 décembre.

Le corps bavarois avait déjà senti qu'il allait avoir affaire à un général habile et expérimenté. La direction et la tenue des troupes françaises produisaient un effet surprenant, de même que la force numérique dépassait toute espèce de supposition. On remarqua avec étonnement que le général d'Aurelle de Paladines n'avait pas tiré parti de l'avantage acquis ni n'avait essayé de continuer la réalisation de son but : une pointe en avant sur Versailles.

Il est bon de noter ici que nous nous trouvâmes en présence de troupes qui n'avaient jamais vu le feu, tandis que les nôtres, aguerries par des combats et qui avaient supporté toutes les intempéries, appartenaient à l'armée de Metz. La durée du combat a été de deux heures environ. L'ennemi développa un feu terrible. Les mitrailleuses furent mises en jeu de la façon la plus active. J'ai appris que le général de Thann était au nombre des blessés. Le général Treskow avait eu un cheval tué sous lui. Toute l'affaire a eu lieu par un froid de 7 à 8 degrés. Dans la nuit, la neige est tombée, le champ de bataille ressemblait à un vaste linceul.

La bataille d'Artenay a recommencé le lendemain (3 décembre). Je

1. Wachenhusen. *Gazette de Cologne.*

ne peux rien dire du résultat de notre aile gauche; je crains beaucoup qu'à cause de la position formidable de l'ennemi il n'ait pas été décisif.

Nos pertes sont considérables. Les obus tombaient sur nous avec une précision surprenante. Jusqu'alors, nous faisions peu de progrès. L'ennemi se défendait de la façon la plus énergique.

Je ne suis pas éloigné de croire que cette armée, sous la direction d'un général habile, aurait pu faire beaucoup. Son attitude militaire, son armement, notamment le chassepot, sont parfaits, et si cette armée avait encore quatre semaines, ce serait un adversaire dangereux. Il est très difficile de se faire une idée exacte de toutes ces légions patriotiques. — Il est très dur de venir à bout d'une armée composée de corps si variés, qui se réunissent tous dans un même sentiment de patriotisme. — Ils sont tous très habiles dans l'art de tirer, et le bruit du fusil semble leur produire un vif plaisir.

—

Les Français étaient toujours en nombre supérieur, leurs attaques incessantes. S'ils étaient parvenus à se rendre maîtres de notre aile droite, ils en auraient immédiatement profité pour s'ouvrir un chemin vers Paris. Si, dans cette vue, ils eussent développé une plus grande énergie, qui peut dire s'ils n'auraient pas atteint leur but? Qu'on juge de notre position difficile, de nos chances défavorables si les Français avaient réussi dans leur choc violent et furieux qu'ils tentèrent le 28 novembre!

Les renforts incessants des Français semblaient sortir de terre malgré ces attaques furieuses. Ah! si l'ennemi avait eu la victoire ce jour-là, les conséquences d'un succès, même éphémère, sont incalculables, quand on songe que les sorties de Paris étaient calculées avec les opérations sur la Loire.

Le matin de ce même jour (3 décembre) le grand-duc, qui avait l'intention de prendre l'offensive, fut surpris par l'attaque soudaine des Français.

Le 4, l'attaque recommença. Près du bois, nous fûmes reçus par un feu terrible; sur cette lisière se développa un combat violent qui eut pour résultat d'ouvrir une voie à nos colonnes. Toutefois, les Français avaient pris une forte position, couverte de retranchements, et avaient l'air de faire une résistance des plus énergiques. On parvint, non sans une lutte des plus vives, à chasser l'ennemi; tard dans la soirée, il y eut encore un combat très vif. Une porte de fer munie de grilles avait été barricadée et était encore défendue par les Français. L'obscurité mit fin au combat (1).

—

Chaque jour il fallait s'attendre à une lutte acharnée. Le 1er décembre devait être un jour de repos. Le corps bavarois avait été, par

1. Docteur Horn. *Gazette de Cologne.*

les batailles livrées près d'Orléans et plus tard près de Coulmiers, et par divers combats, si fortement décimé qu'à peine il restait sous les armes *la moitié des fantassins;* il ne possédait pas l'effectif d'une division prussienne. Quelques bataillons avaient tellement souffert qu'ils ne pouvaient constituer qu'une seule compagnie, commandée par trois officiers. Le 4e bataillon n'avait plus que cent soixante hommes.

Le 1er, Von der Thann, prévenu de la marche des Français, qu avaient le projet de tourner la brigade, envoya la seconde brigade pour tomber sur l'aile gauche de l'ennemi. Mais celui-ci était trop fort; l'attaque ne put réussir, et nos troupes se retirèrent dans leurs anciens cantonnements. Les Français occupèrent Villepéré, Nonneville.

Ç'a été une rude et chaude journée de combat. Le général Stephan a reçu une blessure. Le 2 décembre, l'ennemi chercha encore à percer nos lignes. Sa manœuvre, aussi habilement conçue que rapidement exécutée, était, pour les Bavarois, un danger des plus grands. Les Français s'approchèrent, avec vive fusillade, du parc et du château de Goury et serraient de près les Bavarois. De tout côté arrivait l'ennemi, soutenant une fusillade terrible, renforcée d'une grêle d'obus et de biscaïens des mitrailleuses. Les Bavarois firent de fortes pertes; chaque minute qui s'écoulait augmentait le péril de voir les brigades anéanties ou prisonnières.

Les rangs commencèrent à ployer; l'ennemi se précipita, furieux; nos brigades, fortement décimées, ne pouvant résister à l'effort de ces masses colossales, durent se replier sur les bâtiments, dans le parc, toujours poursuivies par le feu ennemi. Le situation était des plus périlleuses; les munitions commençaient à manquer; les rangs étaient fortement éclaircis. Encore une demi-heure, et le corps de von der Thann était anéanti et la plus grande partie des canons tombait aux mains de l'ennemi. Le découragement commençait à s'emparer des troupes (1).

Il faut s'arrêter. Je ne finirais pas si je voulais tout citer. Voilà nos joies, voilà nos espérances!

---

26 *Décembre.* — Nous sommes inquiets, mais nous sentons aussi l'inquiétude des Prussiens. La proclamation du roi Guillaume n'est pas d'un vainqueur sûr de son triomphe. Il reconnaît ceci :

La guerre entre dans une phase nouvelle. Les Français ont fait les efforts les plus extraordinaires, ils ont opposé des troupes nouvellement formées après l'anéantissement des deux armées prisonnières à Sedan et à Metz.

1. *Gazette de Silésie.*

Une grande partie des habitants de la France a abandonné les paisibles travaux des champs pour prendre les armes; les Français ont été souvent supérieurs en nombre aux Allemands; au Bourget, à Champigny, les Allemands ont eu à supporter beaucoup de sanglants sacrifices.

Cette proclamation a pour but de relever le moral de l'armée allemande désappointée, étonnée de la longue résistance de Paris.

Toutes les femmes, toutes les fiancées allemandes engageaient leurs bien-aimés à illuminer dans Paris leur arbre de Noël.

—

Quels aveux importants échappent aux Allemands dans leurs récits des combats sous Paris!

Une colline boisée appelée Avron, domine le champ de bataille. J'ai vu cet abominable mont Avron, constamment à l'œuvre pendant les deux jours de la bataille. Il a été armé des pièces de marine les plus fortes qui ont dirigé constamment leur feu vers Chelles, Noisy-le-Grand. Bien plus, plusieurs des projectiles se sont égarés jusque dans le voisinage le plus immédiat de notre quartier général (1).

Des rangées entières de chasseurs étaient étendues derrière des plis de terrain. Le commandant du régiment leur donne l'ordre d'avancer, mais il s'aperçoit bien vite avec la plus vive douleur que ses ordres s'adressaient à des morts, à des blessés. A ce moment, où notre mouvement offensif avait dû s'arrêter, la plupart des officiers qui restaient de ces deux bataillons après les grands combats de Saint-Privat et de Sedan, étaient tués ou blessés. — Que faire? Devant soi l'impossibilité d'avancer, derrière soi la honte d'une retraite!

Nos troupes se replièrent pour s'établir dans les maisons de Bry. L'ennemi retirait ses troupes dans le même moment. Il se fit ainsi à midi une sorte d'armistice tacite, dont le major Bossé sut habilement profiter pour rétablir ses communications sans être nullement inquiété par l'ennemi qui achevait d'évacuer Bry (2).

Vous ne vous faites pas une idée de la fureurde la bataille, car une lutte pareille ne peut être appelée un combat ordinaire.

A Sedan, nous n'avions pas vu une pluie de projectiles pire qu'à Villiers.

A Sadowa ni à Gravelotte, nous n'avons pas entendu un feu pareil. Malgré des efforts désespérés, nous fûmes repoussés derrière le mur du parc, ce fut alors un combat corps à corps. C'est un miracle que nous ayons pu en sortir.

---

1. *Poste-Berlin*. 2. *Journal de Leipzig*.

Les derniers combats de sortie devant Paris ont été les plus sanglants de toute la guerre. L'horreur de ces combats est indescriptible. Mon régiment comptait trois mille sept cents hommes ; aujourd'hui nous sommes à peine mille (1).

Les combats entre Bry et Villiers-sur-Marne ont causé parmi nos troupes une certaine émotion, parce qu'on n'est plus sûr un seul instant de disposer du moment suivant. Outre d'éternelles alertes, le service de la garde du camp toutes les trente-six heures suffit déjà à fatiguer. — L'ennemi rouvre le feu de ses pièces, pour ne pas laisser un moment de repos à nos soldats fatigués et tourmentés.

Depuis hier, on dit parmi nous que Paris a capitulé. Dieu fasse que cela soit vrai, car cela amènerait bientôt une fin et il est temps au plus haut point.

Après le victorieux combat du 19 septembre, on croyait que la chute de la capitale serait bientôt décidée. Les difficultés pour l'entretien du corps d'armée, la prodigieuse difficulté des transports augmentaient les espérances que la famine ouvrirait les portes de Paris plutôt que le fer et le feu.

Mais dans Paris s'était développé un esprit belliqueux contre lequel un simple épouvantail promettait peu d'effet. Sur les divisions politiques il y avait encore moins à compter (2).

Les Français, dans les combats d'Amiens, de Beaune-la-Rolande, d'Orléans et de Beaugency, nous ont opposé huit corps d'armée, qui font un total de deux cent quarante mille hommes. Il est certain que toutes les ressources auront été déployées pour délivrer Paris, et que ces ressources s'augmenteront encore; les forces des Français pour reprendre l'offensive monteront à trois cent vingt mille hommes. C'est à une force active de cinq cent mille hommes que nous avons à résister. Ajoutez à cela l'assistance d'une population enflammée au dernier degré; jamais tâche plus ardue n'a été imposée à aucune armée.

La position que nous occupons indique suffisamment l'immensité de l'entreprise; c'est un cercle d'investissement de plus de cent cinquante milles de tour, qui de Dijon s'étend par Bourges, Blois Chartres, jusqu'à Rouen et le Havre, points que les Allemands occupent déjà ou sont sur le point d'occuper, uniquement pour être en mesure de continuer le siége de la capitale ennemie. Pour pénétrer jusqu'à Paris, il a fallu que les Allemands livrassent dix-neuf batailles et s'emparassent de quinze forteresses (3).

Nous occupons la France, depuis le Rhin jusqu'à la mer. Les difficultés grandissent en même temps que notre cercle s'étend. Il fau assurer notre ravitaillement et éloigner les bandes de francs-tireurs (4).

---

1. *Nouvelles de Dresde.* 2. *Gazette de Silésie.* 3. *Gazette de Breslau.* (4) *Gazette de Cologne.*

Combien ces dernières lignes donnent raison à Edgar Quinet ! Il ne cesse de le répéter :

« L'éparpillement des Prussiens, de Strasbourg à Blois, de Dijon à Dieppe est une satisfaction donnée aux impatients qui murmurent et attendent la prise de Paris. Cet éparpillement leur serait funeste si nous savions en profiter.

« Si nous sommes en état de tenir ici encore trois mois, pas un Allemand ne reverra sa patrie. Notre but devrait être non-seulement de chasser les Prussiens, mais d'empêcher qu'un seul homme repassât le Rhin. »

—

27 *Décembre*. — Le froid est vif : 8 degrés au-dessous de zéro. Les sociétés de secours ont ouvert des ateliers aux femmes sans travail ; le généreux commerce parisien livre quantité d'étoffes pour confectionner des vêtements qu'on distribuera aux enfants, aux vieillards, aux malades.

Rien de plus beau que cet esprit de solidarité des Parisiens afin de garantir de la rigueur de l'hiver les indigents et de faire travailler ceux qui ne veulent pas implorer l'assistance publique.

Le comité des dames, qui a créé un atelier de travail dans le troisième arrondissement, organise une vente à la mairie du Temple.

Que doivent endurer nos malheureux soldats campés dans la glace, dans la neige, puisqu'ici, dans Paris, la fatigue produit tant d'éclopés ! Le froid terrible expose l'armée aux plus cruelles souffrances. Aussi chacun va déposer à la mairie de son arrondissement une offrande d'argent ou de vêtements : peaux de mouton, couvertures de laine, écharpes, bas de laine, passe-montagnes, gants fourrés, etc.

Qui racontera un jour dignement les efforts de toute

la population pour soulager les infortunes et multiplier les établissements de charité, de fraternité, pendant le siége de Paris? Les femmes sont infatigables à cette œuvre qui prolonge la défense nationale. Infirmières dans les nombreuses ambulances publiques et privées, elles soignent les malades, les blessés; elles fournissent le linge, les médicaments, l'argent. Quelle émulation à servir nos frères en détresse! Ah! si dans l'avenir cette union pouvait subsister telle que nous la voyons! Oui, pendant le siége, la fraternité n'a pas été un vain mot.

Les conférences stimulent encore l'ardeur du patriotisme. Dans la salle du Conservatoire de musique, à la Porte-Saint-Martin, au Grand-Hôtel, des orateurs aimés du public, s'inspirant du salut national, font appel aux plus nobles sentiments des Parisiens. M. Coquerel est un des orateurs les plus sympathiques, les plus éloquents. M. de Pressensé, s'adressant aux femmes : « Cœurs vaillants qui soutenez notre courage et qui vous dépensez pour soulager nos souffrances, vous travaillez au salut public. » Notre ami M. Buisson a fait aussi une belle conférence sur la ***Prusse et la civilisation***.

Les artistes rivalisent pour concourir aux représentations organisées par les comités de secours. Après avoir joué pour les cantines municipales, pour les blessés, pour la fabrication des canons, pour les fourneaux économiques, il est juste qu'ils jouent pour eux-mêmes; car ils meurent de faim tout aussi bien que ceux pour qui ils se prodiguent.

—

« Jouissons de ces moments; ce sont les plus heureux de notre vie! » répétait encore ce matin mon mari. « Oui, il faut tout prévoir. Un jour viendra où les ennemis de la patrie qui intriguent aujourd'hui à l'étranger, rentreront dans ce Paris qui ne renferme, à cette

heure, que d'admirables sentiments. Ces mois du siége ne sont pas seulement les plus honorables, les plus glorieux de l'histoire de France; ils sont aussi les plus paisibles pour notre âme heureuse de la régénération française. »

Nous sortons; place Saint-Sulpice, grand rassemblement devant la mairie. Nous pénétrons jusqu'au tableau où l'on vient d'afficher l'*Officiel;* on en demande la lecture à haute voix: « L'ennemi, fatigué de notre résistance de plus de cent jours, se dispose à un bombardement général. Il a démasqué ses batteries de siége contre les forts de l'Est et contre la partie nord d'Avron; depuis onze heures le feu est très vif. »

Enfin!... Nous y voilà!... On s'en tirera!

Ce fut l'unique réponse au canon qui tonne avec fureur. Les Prussiens viennent de faire sauter la gare aux bœufs de Choisy; ils bombardent le plateau d'Avron, ils veulent se débarrasser à tout prix de son feu, qui les empêchait de passer de Gournay à Chelles.

---

28 *Décembre*. — Le bombardement a commencé. Eh bien! nous aussi, nous répondrons à l'ennemi; mon mari vient d'écrire, au bruit des obus, sa *Victoire morale*.

Il y a des œuvres si vraies, si profondément senties, qu'elles sont la photographie de l'écrivain. L'expression de son âme y est frappante de ressemblance, on y retrouve tous les âges de sa vie, l'enthousiasme de la vingtième année, la majesté de l'heure présente. O France, chère patrie! c'est toi qui inspires ce souffle héroïque et ces accents graves, solennels. Une page vraiment belle rend un son juste, vrai et noble dans tous les tons qu'elle parcourt; elle a la puissance de réchauffer les âmes en ce temps rigoureux et de les éclairer dans les ténèbres.

Oui, notre *Victoire morale* me rend heureuse. Recopier, porter au bureau du journal, c'est l'affaire d'un instant; je reviens à pied par un froid atroce, tout entière à la joie de cette triomphante page qui me fait oublier la gravité de la situation. Et cette situation semble encore empirée en lisant les journaux du soir. Quelle horrible perspective ils nous présentent!... L'armée de Paris prisonnière de guerre!... Ceux qui déplaisent à l'ennemi, livrés à sa merci!

Tous conseillent la trouée... A la bonne heure! Pourquoi ces affreuses alarmes? pourquoi admettre la possibilité d'une capitulation?

Voici les paroles avec lesquelles Edgar Quinet salue le bombardement de Paris. Mais la sèche analyse décompose un rayon de lumière :

Tout conquérant s'est couvert de quelque masque : les Romains apportaient le Droit romain; les Arabes le Coran; nous-mêmes le Code civil. Les Prussiens, que nous apportent-ils? Incendie, rapine, pillage, meurtre et famine. Quant à la France, elle a déjà pour elle la victoire morale. Rien de plus beau dans l'histoire que ces longs mois du siége de Paris, où la liberté républicaine a rendu à un peuple ce que la servitude lui avait enlevé : les forces de l'âme, les forces du corps. L'ennemi n'a pas soupçonné ce Paris nouveau, cette France nouvelle. Victoire à l'esprit! Il est aujourd'hui le plus fort. Sortez donc d'ici, barbares! Sortez de cette terre de liberté! Ou plutôt, faisons que vous n'en sortiez jamais!

O France, chère patrie! jamais tu ne fus si grande qu'en ce moment où, pillée, saccagée, assassinée par ces doucereux vandales, tu es seule à représenter l'honneur du genre humain!

—

Tout à l'heure mon mari m'a dit un mot plus touchant encore par l'expression de sa physionomie et de sa voix : « Tu sais quelle est ma suprême joie : c'est agir, travailler, produire. Tout est là. Sans doute, la sympathie humaine est précieuse; il est doux de voir ses

idées appréciées, mais c'est en sous-ordre. La vraie vie, c'est de travailler, d'agir. »

Oui, le travail est une joie si le peuple comprend que c'est pour lui, pour son affranchissement, pour le triomphe de la liberté que le penseur agit, écrit. Si l'on devait parler devant des cœurs éteints, le travail ne serait qu'un devoir, non une joie. Mais, Dieu merci, il y a des paroles qui font vibrer le cœur de la foule.

L'effet de notre *Victoire morale* est très grand; lettres et visites redoublent. Un ami s'écrie du seuil de la porte : « Vous n'avez pas fait de page plus haute. »

J'ai vu un farouche jacobin lire à travers ses larmes la *Victoire morale*. Tous les journaux la reproduisent, même le petit ***Moniteur***, avec une drôle de variante : « L'Europe est à la merci d'un troupeau de ***chiens*** » (au lieu de : troupeau de uhlans).

Le ballon en emporte des exemplaires pour Bordeaux, Lyon, Nantes, Saint-Quentin et Pornic, où notre infatigable amie Mme Meunier multipliera la publicité.

—

Le maire de Paris a donné l'ordre d'abattre des arbres dans les bois de Boulogne, de Vincennes, ainsi que les plantations qui bordent nos routes; même les gros arbres des boulevards sont sacrifiés. Les chantiers de bois de démolition réquisitionnés, les bois de sciage et de charpente réservés aux constructions, tout sera livré aux foyers. Mais les maraudeurs sont sévèrement dénoncés à la garde nationale. Quelques bandes d'individus étrangers au quartier s'étaient emparées de plusieurs clôtures de planches, d'échafaudages et d'un dépôt de bois. Tous ces gens très pauvres appartiennent aux communes suburbaines; exténués par ce froid rigoureux, ils ne résistèrent pas à la tentation de

se chauffer avec le bois qu'on avait entassé près du parc Monceau, pour être distribué gratuitement aux indigents. Le maire de Paris rend témoignage à la population « qui oppose à cette rigueur extraordinaire du froid, à ces nouvelles souffrances, un courage, une discipline dont Paris s'honore devant la France, devant l'histoire. »

—

Le feu est engagé avec la plus grande violence contre les forts de l'Est et les positions d'Avron; il n'a pas cessé depuis hier. Pendant cette première journée du bombardement, quelques amis se réunissaient à Avron, chez le commandant du 6e bataillon; sa femme y était aussi; on s'assied pour déjeuner; un obus tombe sur la table, tue plusieurs convives, blesse le commandant et sa femme.

—

On dit que les Prussiens ont fait sauter le pont du chemin de fer de Rouen; serait-ce à l'approche d'une armée de secours? Est-ce l'artillerie du siége qui est arrivée et qui permet aux Allemands de nous presser? Rien n'ébranle Paris, pas même la nouvelle d'une défaite de Faidherbe. Le Gouvernement ne marchande pas les compliments dans sa note officielle :

L'attaque de l'ennemi ne fera qu'augmenter le courage de la population de Paris... Prête à tous les sacrifices pour sauver la patrie, elle ne peut être surprise ou ébranlée par aucune épreuve.

Paris attend autre chose que des phrases sonores et veut à tout prix tenter la trouée pour tendre la main à l'armée de la Loire. Comment prolonger indéfiniment cette situation cruelle? Une armée renfermée dans Paris et n'en sortant pas? Après Sedan et Metz, veut-on une troisième armée prisonnière de guerre?

On commence à discuter cette horrible hypothèse.

Les légions de la Seine et les légions de la Somme viennent de repousser l'ennemi sur le bas Meudon, le val Fleury, et l'ont rejeté dans le haut Meudon.

---

29 *Décembre.*

Le bombardement, commencé hier, a continué aujourd'hui... Selon toute probabilité, c'est le bombardement qui commence, le bombardement par les fameux canons Krupp, tant de fois annoncés. Mais tout a été prévu dès le début du siége, même les extrémités auxquelles pourrait se porter l'assiégeant, quand il en viendrait à éprouver des doutes sur la possibilité de prolonger le blocus.

On relit cette déclaration du Gouvernement, on se regarde : Qu'est-ce que cela peut vouloir dire ? Des sorties ! La trouée ! Voilà le cri général.

Ce bombardement signifie eucore autre chose : l'ennemi détache une partie de ses troupes d'investissement pour l'envoyer contre notre armée de la Loire qui a décimé les troupes de Frédéric-Charles. C'est le moment de tenter l'effort suprême ; l'armée assiégeante est affaiblie par ces corps qu'on détache. Tout ce que Paris renferme d'intelligences répète aux chefs de la défense nationale : Des sorties !

Malheur ! voici la réponse :

Le plateau d'Avron est devenu tout à fait intenable pour l'infanterie. Le gouverneur avait le devoir impérieux de soustraire cette artillerie et ces troupes à une situation que l'intensité croissante du feu de l'ennemi ne pouvait qu'aggraver ; il a ordonné et organisé la rentrée des pièces en arrière des forts.

Et le plateau est évacué ! La retraite de ces vingt-quatre mille braves et de soixante-seize pièces de canon a eu lieu en bon ordre sous une pluie d'obus. Les chefs rendent hommage à la garde nationale de la Seine, « patiente, disciplinée comme de vieilles troupes. »

Dans le rapport militaire, les éloges ne font pas défaut :

Du général au simple canonnier, chacun a fait son devoir; les officiers traversaient le plateau à découvert, quel que fût le tir de l'ennemi, et payaient chèrement de leur personne.

Les médecins aussi parcouraient les batteries ; on y a remarqué une jeune femme qui, sous le feu le plus terrible, soignait les blessés, portait les brancards de ses propres mains.

J'étais chez nos amis Madier-Montjau, lorsqu'un jeune mobile arrive de ce plateau où il a affronté mille fois la mort. Tous nous étions émus, surpris de le revoir vivant; il trouvait tout simple, quant à lui, d'avoir bravé le péril. Sa tente était labourée d'obus; le plus souvent il couchait sur le sol nu.

L'abandon du plateau d'Avron irrite profondément les Parisiens. Cette position était si utile de mille manières! Quand on se battait au Bourget, Avron empêchait le mouvement des Prussiens vers Bondy. « L'abandonner après tant de sacrifices pour s'en emparer! s'écriait-on. Quoi! ils ont eu un mois pour s'y fortifier et ils l'ont négligé ! »

Maintenant les journaux les plus dévoués au gouvernement demandent que le gouverneur de Paris ne conserve plus le commandement. Mais à quel général confier la garde de la République ?

—

30 *Décembre*. — La canonnade continue avec rage du côté de Nogent, de Rosny. Jusqu'ici les Prussiens s'étaient contentés d'un bombardement honnête et modéré; ils commencent à y mettre de l'acharnement. Une pluie d'obus tombe du matin au soir dans la cour des forts, sur la crête des remparts; les hommes courent, se jettent à terre, lorsqu'ils entendent le siffle-

ment précurseur. Malgré cette précaution, que de morts et de blessés !

Le bruit se répand que Chanzy a fait sa jonction avec Faidherbe, que des centaines de soldats de l'avant-garde ont pénétré dans Paris, que l'armée du Nord est à Creil. Pour le croire, c'est trop beau. Ce qui est vrai, c'est la ténacité admirable de l'armée de la Loire. Les journaux allemands en font l'éloge : « Chaque combat semble la retremper, elle se relève le lendemain d'une bataille plus forte que la veille. » Donc, elle se bat toujours ? Pourquoi notre joie est-elle assombrie par la perte d'Avron !

—

Nouvelles instances de la Société de secours des vingt arrondissements ; elle demande de l'argent, du linge, des vêtements, des matelas, des couvertures, des chaussures. Malgré ces appels continuels à la bourse des Parisiens, ceux-ci trouvent moyen d'y répondre toujours. Les maires reçoivent de si nombreuses offrandes qu'ils ont pu distribuer encore vingt-cinq mille francs dans les plus pauvres quartiers. Paris nourrit tous les jours un demi-million de nécessiteux. De toutes parts s'organisent des cantines nouvelles. On a raison de dire que ce siége de Paris est une école de vertus républicaines.

Est-ce le moment de reprocher aux Parisiens leurs années de servitude passées ? disions-nous aux esprits chagrins. Ces récriminations ne sont plus de saison. C'est bien assez de sept à seize degrés au-dessous de zéro.

—

31 *Décembre*. — Une proclamation du gouverneur de Paris aux citoyens, aux soldats, fait un appel à l'union. A propos de quoi ? Paris n'a jamais été plus

uni, Paris se plaint de l'inaction, demande des sorties; la garde nationale veut être utilisée pendant qu'il en est temps encore. On dit au Gouvernement : Mettez en mouvement deux grandes masses de cent cinquante mille hommes; lancez en campagne ces trois cent mille Français; ils seront irrésistibles, la trouée sera faite, Paris débloqué.

Voici un témoignage bon à conserver :

ORDRE DU JOUR

Les vingt bataillons de garde nationale mobilisée placés sous mon commandement rentrent dans Paris, selon les ordres de M. le gouverneur, pour se remettre des rudes nuits de bivac passées dans les tranchées de l'Est. En attendant de nous revoir pour une prochaine action, je regarde comme un grand honneur pour moi d'avoir le devoir et le plaisir de remercier ces bataillons de leur active coopération, de leur bon esprit et de la fermeté de caractère qu'ils ont constamment déployée au milieu de nos épreuves.

Noisy, le 31 décembre 1870.

Le vice-amiral, SAISSET.

—

Dans les magasins les plus brillants, on ne voit débiter et acheter que des objets pour garantir les hommes aux avant-postes, aux remparts. Le patriotisme indigné éclate en dialogues entre les commis et les acheteurs. « Si le général Trochu n'a pas foi dans la défense, qu'il cède la place à un autre. Nous accepterons tous les gouvernements énergiques, pourvu qu'on agisse, qu'on fasse la trouée. » Presque tous les commis sont en uniforme de gardes nationaux; ils se hâtent de servir les acheteurs pour courir aux remparts.

—

A la veille du jour de l'an, les mains féminines tricotent des plastrons, des passe-montagnes, étrennes des plus utiles. Cette émulation de charité républicaine

touche jusqu'aux larmes; chacun songe à alléger la misère d'autrui.

Les liens d'amitié sont devenus des liens de parenté; les simples relations de société se changent en amitié. Chacun se préoccupe de son prochain et lui porte la part de provisions dont on peut raisonnablement faire abandon. La prévoyante ménagère qui possède encore trois pots d'extrait de viande en cède un à l'amie qui depuis longtemps n'en a plus.

Avis, enseignements culinaires remplacent les causeries mondaines ou littéraires :

— J'ai vu encore deux boîtes de sardines au marché Saint-Honoré; vite, profitez-en.

— Rue Saint-Roch, on vend du beurre à vingt-six francs la livre. Il faut en acheter un quart pour assaisonner quelque mets nouveau dont la base est parfaitement inconnue.

— Voici une nouvelle manière de relever le riz à l'eau : saupoudrez-le de chocolat.

— Rue Madame, un épicier a quelques boîtes de conserves. Dépêchez-vous de les emporter.

— Au coin de la rue Taranne, l'huile de salade n'est pas trop affreuse.

On y court, le dernier flacon a été enlevé.

Un financier, absorbé par les chiffres du marché monétaire, vous aborde dans la rue; il vous indique un pâtissier qui vient d'inventer un excellent pâté de cheval.

Une jeune dame vient chez son amie malade et lui demande : « A quoi puis-je vous être utile? Quelle potion faut-il vous chercher à la pharmacie? » La pauvre alitée répond : « Hélas! tâchez de me procurer quelques pommes de terre. »

La difficulté, c'est précisément la pomme de terre.

L'autre jour, aux Batignolles, je trouve nombreuse compagnie réunie au salon. Un monsieur en manches de chemise, agenouillé devant la cheminée, remuait une casserole sur le feu ; les assistants ajoutaient leurs avis ou une pincée de sel sur le plat que le maître de la maison préparait aux pieds de sa belle moitié.

Toutes les inventions ingénieuses pour faire du lait concentré sans lait, du rosbif sans bœuf sont épuisées. Les dernières boîtes de viande conservée coûtent dix-huit francs; le marchand de comestibles, honteux, s'en excuse. Aux riches et aux malades, il est permis de se permettre ces fantaisies.

Un habitant de Passy, que ses affaires amènent tous les jours à Paris, a l'habitude de donner, dans chacune de ses courses, deux sous au conducteur de l'omnibus. Depuis quelque temps l'huile, la graisse pour frire manquent absolument. Dans une de ses dernières courses, notre voyageur se sent tiré par le pan de l'habit. C'était le conducteur qui lui dit tout bas : « Monsieur, avez-vous encore de la graisse? — Non, et même il y a fort longtemps. — Eh bien, tenez, en voici. » Il lui glisse dans la main un petit pot de pommade contenant une excellente graisse, de quoi faire frire une douzaine de pommes de terre [1].

1. Au dernier moment, on me raconte une touchante histoire :

« Dans un des plus pauvres quartiers de Paris, l'institutrice d'une école communale se distingue, entre toutes, par les soins infinis qu'elle prend des enfants qui lui sont confiés. Cette personne si digne est aimée, estimée des parents autant qu'elle le mérite. Au bout de quelques semaines d'investissement elle voit décroître le nombre de ses élèves ; ils deviennent de plus en plus rares; elle s'en inquiète, s'en informe auprès des parents qui lui avouent l'impossibilité de fournir aux enfants les vivres habituellement emportés dans le panier. L'institutrice leur promet de faciliter les moyens. Elle fait sa ronde chez les parents plus riches et leur demande d'ajouter aux

Braves Parisiens! comment passerez-vous cette dernière soirée de l'année? Quelles seront vos étrennes, vos fêtes? Vous vous êtes donné la République et nous nous sommes donné la France.

Dans les salons du ministère de l'instruction publique on organise des ventes au profit des victimes de la guerre, Les belles vendeuses rivalisent de grâce, d'éloquence patriotique pour accaparer les chalands les plus généreux. L'une réussit à vendre une boîte de sardines cent francs, une poule cinquante-deux francs, un mouton cinq cents francs, un paquet de cigares cent francs. Des femmes du peuple qui ont pénétré dans ces brillants salons avaient toutes les peines du monde à concevoir pourquoi on leur faisait concurrence, pourquoi ces élégantes fruitières vendaient à prix d'or une botte de carottes, un chapelet d'oignons. Plus d'une aurait voulu en emporter pour son pot-au-feu et n'était pas loin de crier aux accapareurs. Elles finirent par comprendre que ces ventes étaient faites précisément au profit des pauvres, des nécessiteux, et qu'elles-mêmes en retireraient plus de bénéfices qu'en dévalisant l'étalage de fruits et de légumes dressé pour la soirée.

---

provisions des enfants une part pour les pauvres. Les paniers arrivent chargés, et chaque enfant aisé partage son déjeuner avec celui qui n'apporte rien. Par cette fraternelle agape, l'école continue pendant tout le siége de Paris.

« Quelques mois après, à la fin de la Commune, le bombardement, la terreur tenaient l'institutrice renfermée chez elle. Lasse de son isolement, désespérée, un jour elle descend son escalier, elle veut sortir; un factionnaire lui barre le chemin; il marchait sur le trottoir, devant sa porte, le fusil à la main. — Où allez-vous? — Aux nouvelles. — Des nouvelles? vous entendez bien le canon, il vous dit assez qu'on se bat, qu'il y a du péril. Allez, remontez chez vous, tenez-vous tranquille et rappelez-vous qu'il y a toujours quelqu'un qui veille sur vous.

« C'était le père d'une de ses élèves qui s'était constitué son défenseur. »

Voici comment nous avons passé lès dernières heures de 1870. Got, le grand artiste dė la Comédie-Française, qui créera peut-être le rôle de Spartacus, nous a lu *les Esclaves*. Ce drame, écrit au commencement de l'exil, qui nous eût dit que nous l'entendrions à Paris en plein désastre, mais aussi en pleine rénovation morale ?

Il nous a fait frissonner par sa manière de dire l'*Aiguillon :*

Ah ! France ! as-tu du cœur ? as-tu des yeux pour voir ?
As-tu des dents pour mordre ? as-tu, sans le savoir,
Du sang, encor du sang en ta veine épuisée ?
As-tu dans ton carquois une flèche aiguisée ?
Ou, serpent sans venin, qui rampe en son sillon,
N'as-tu plus que la langue au lieu de l'aiguillon ?
Habille-toi de fer, qui jamais ne se rouille !
Relève ton armure, et non pas ta quenouille.
Si ton clairon se tait, enfle plus haut ta voix.
Si ton épée est courte, agrandis tes exploits.
Si ta barque se rompt, que ton espoir surnage !
Si ta muraille est basse, exhausse ton courage !
Si ton glaive s'émousse, aiguise ta fureur !
Si son tranchant se perd, combats avec le cœur !
Sinon tu sentiras comme il est homicide
L'aiguillon de la honte, et comme elle est aride
Quand le vainqueur a soif, la coupe du vaincu.
Tu sauras dans son sein comme son cœur est nu ;
Et quand on l'a courbée, un jour, sous la tempête,
Ce qu'il faut de longs jours pour redresser la tête.
Sinon tu sentiras combien le lit est dur
Où le vaincu s'endort, combien son ciel obscur.
Tu verras de quel or est faite sa couronne ;
S'il est doux de semer quand un autre moissonne ;
S'il est doux de plier des genoux asservis
Et de baiser les mains qui tuèrent nos fils.

JANVIER

1er *Janvier*. — Pendant dix-neuf ans, j'ai supplié le ciel, soir et matin, de rendre la patrie au proscrit, de lui faire revoir la France, une France libre. Prière instinctive, persistante en dépit de ma raison, qui ne croit à d'autres miracles qu'à ceux de la volonté humaine. Et pourtant j'ai été exaucée ! Et mon proscrit est à Paris, heureux, plein d'espérance, dominant la situation avec son grand cœur. Il me disait hier soir, pour clore le dernier jour de l'année, et il répétait ce matin : « Ah ! que la vie est belle, malgré tout ! Nous sommes à Paris ! en République ! Ici, avec toi. Ce sont les temps les plus heureux de notre vie. Nous avons revu la France, nous fêtons ici la nouvelle année. Que les jours de Veytaux m'apparaissent aujourd'hui difficiles, quand nous rentrions le soir de nos promenades solitaires vers cette fontaine glacée, ces corridors glacés, cette solitude profonde ; et point de nouvelles, pas d'espérance ; et nous avons vécu ainsi dix-neuf ans ! Quelle joie de fêter ce jour à Paris, même sous les bombes ; de vivre ici, à notre poste d'honneur, au milieu d'un peuple régénéré ! Jamais je n'ai tant aimé mon pays qu'en ce moment. »

Pour conjurer la funeste hypothèse de la prise de Paris, pour soutenir le grand élan, il écrit aujourd'hui son manifeste : *En avant !* Cela fait aussi partie des étrennes utiles offertes aux Parisiens. Admettre la capitulation ? chose horrible, dangereuse; non, nous ne l'admettons pas. *En avant !* c'est le cri de la France entière, c'est un clairon de combat.

Agir, agir jusqu'au dernier souffle ! Les hommes ont des élans superbes, mais ils sont trop facilement disposés à reculer à la moindre difficulté. Persister, persévérer, vaincre, triompher, voilà le signe des natures énergiques. Agir, et sans les séductions de la fortune ou de l'habileté, par la seule puissance de l'âme, de l'intelligence et de la droiture.

Un homme d'affaires, bon patriote, est venu, ce matin, dire à Edgar Quinet : « Vous avez en ce moment l'oreille de la foule ; démontrez qu'il ne s'agit pas uniquement d'être ou de n'être pas politiquement, mais que la destinée de tous et de chacun est comprise dans la ruine de la France. Il ne s'agit pas seulement de l'Alsace, de la Lorraine. Avec une nouvelle armée il nous reste l'espérance de les reprendre. Mais c'est la fortune entière de la France qui périrait, sa ruine serait consommée à jamais par la capitulation. Nous périssons tous, corps et biens, avec la France, si les Prussiens entrent à Paris. Parlez à la foule, entretenez en elle l'espoir invincible. Vos pensées projettent une lumière électrique dans la nuit noire. »

—

Nous sortons par un froid aigu ; dans nos visites nous récoltons bien des nouvelles : bruits persistants sur l'approche de l'armée de la Loire ; touchante adresse des Italiens aux Parisiens, « au nom de l'Italie opprimée pendant des siècles et qui s'est relevée de

son sépulcre. » — « Appel de la commission des barricades, décidée à défendre Paris pied à pied, et à ne jamais rendre à l'ennemi cette citadelle du droit et de la liberté républicaine. Elle demande à chaque ménage deux sacs de terre qui, avec les pavés, couvriraient Paris de barricades en quelques heures. »

Rochefort met autant d'esprit et de flamme dans son œuvre des barricades que dans sa *Lanterne*.

Le général Trochu a accepté un conseil de guerre ; mais ses amis ne feront-ils pas toujours ce qu'ils voudront ? La nouvelle proclamation du Gouvernement est énergique et affirme l'inflexible volonté de combattre jusqu'à la délivrance.

—

Ceux qui ont fêté à Paris le jour de l'an pendant l'empire, regrettent-ils de ne plus voir sur les boulevards la foule désœuvrée jeter l'or à pleines mains pour des bibelots ? Aujourd'hui chacun songe aux étrennes les plus utiles ; au lieu de ces bouquets de fleurs factices, montées sur fil d'archal, des bonbons et pastilles de chocolat traditionnels, les privilégiés de la fortune vous offrent, dans un élégant cornet de papier, une aile de poulet, un morceau de fromage. Pour moi, j'ai reçu un petit bijou en bronze, fort joli, fait d'un éclat d'obus et représentant le pigeon messager de la République.

On nous raconte que, dans la vente au profit de l'Association internationale pour le travail des femmes, on a vendu un fromage de Hollande deux cents francs, des pâtés soixante francs, des œufs cinq francs chacun.

Comme nous revenions, un ouvrier faillit tomber de l'impériale d'un omnibus ; aussitôt on prononce le mot d'ivrogne. Le conducteur prit sa défense et dit fort sensément : « Voilà un homme à jeun depuis vingt-

quatre heures par ce froid terrible qui fait claquer les dents, un verre de vin grise les faibles. »

Bonne réponse à ces perpétuelles accusations d'ivrognerie jetées à la face des gardes nationaux. Les Français n'ont pas besoin de vin ni de liqueurs pour s'enivrer. Pourquoi les calomnier? Il serait plus juste de mettre en lumière tant de dévouements obscurs et de stoïcisme inconscient. Dans ces rues noires, quelles longues files se pressaient tout à l'heure aux portes des cantines! Des dames distribuaient elles-mêmes la soupe à cette foule affamée qui conserve une attitude si calme.

Ces souvenirs feront l'étonnement de l'avenir; en ce moment on trouve tout simple de supporter tant de souffrances sans une plainte.

Par une délicate attention, les mairies ont ajouté, ce matin, à la distribution de bœuf conservé et de haricots, du beurre, du vrai beurre; les Parisiens auront quelque chose de mieux que le ragoût assaisonné de suif purifié qu'on vend sous le nom de beurre de Paris.

—

2 Janvier. — Edgar Quinet publie son nouveau manifeste : *En avant!*

Au bruit des bombes, au seuil de cette année 1871 qui s'appellera, si nous le voulons, l'année de la victoire, calculons nos chances.

La France entre avec la République dans la liberté, l'Allemagne s'enfonce dans le césarisme.... Ce que j'ai tant demandé s'est exécuté; nos forces augmentent par le recrutement. Que le pigeon qui a apporté cette nouvelle soit placé dans les armoiries de Paris. La France se couvre de bataillons; ils fourmillent de toutes parts. Il ne s'agit plus seulement de délivrer la France, il s'agit de faire que l'ennemi n'en sorte pas.

En avant! en avant! Il n'est pas un hameau français où ce cri ne retentisse. Le froid, le gel ne nous arrêtent pas. C'est la température d'Eylau. Il faisait plus froid à Austerlitz quand son lac était gelé; plus froid en Hollande quand nous avons pris la flotte enfer-

mée dans les glaces. Comprenez ce qui arrivera le jour où les armées allemandes, prises dans les neiges, feront un pas en arrière. Ce jour, le vengeur se trouvera partout! partout! partout! »

Il a reçu ce soir la lettre anonyme d'un Prussien, signée : *Un soldat allemand de l'armée sous Paris*. Je ne relèverai pas les injures prodiguées à la nation française; constatons avec joie l'inquiétude et la colère qui percent dans cette lettre.

—

Une note éloquente du Gouvernement nous apprend que le froid, qui sévit avec une âpreté cruelle, n'est pas seulement une souffrance pour nos soldats; il nous prive des nouvelles de la province en interrompant le voyage des pigeons :

Au-dessus de nos murailles, où veille la garde nationale, au-dessus de nos forteresses, que l'ennemi commence à couvrir de ses feux, s'élève comme un souffle d'espoir et de délivrance qui pénètre tous les cœurs. Ce sol français, que l'ennemi avait traversé au pas de course (sous l'Empire), lui est maintenant disputé pied à pied; nos braves soldats accourent sous nos drapeaux à la voix de la France républicaine... Nous sommes en face des périls les plus graves que puissent accabler une nation; nous sentons que la France républicaine les surmontera. Paris lui a donné l'exemple, et cet exemple est noblement suivi. La population tout entière, d'accord avec les hommes qui ont l'insigne honneur de diriger sa défense, repousse hautement la capitulation. Paris et le Gouvernement veulent combattre — là est le devoir, — et comme tout le pays s'y associe sans réserve, quelle que soit l'épreuve passagère qui lui soit infligée, il ne s'humiliera pas devant l'étranger.

Nous ne savons rien; oui, l'ennemi intercepte toute nouvelle, et le froid paralyse nos chers messagers ailés. Mais le Gouvernement pourrait savoir. On lui conseille sans cesse de surprendre sur divers points des patrouilles, pour saisir les lettres et les journaux allemands dans les poches des prisonniers. Que de fois aussi il refuse de communiquer les journaux qui lui parviennent, au lieu de les publier en entier! Est-ce injuste de dire que l'on resserre

ainsi la prison morale et le blocus de Paris? « En fait de sacrifices, Paris, dès le premier jour, a tout offert. Quand il s'est plaint, c'est qu'on ne lui demande pas assez. »

Les maires et adjoints de Paris ont fait une démarche près du Gouvernement, pour demander qu'on sépare le commandement de l'armée d'opérations de celle du siége de Paris.

—

Encore une lettre républicaine de M. Vitet dans la *Revue des Deux-Mondes*. Il maudit l'année 1870 pour les désastres et les hontes qu'elle nous a apportés; puis, se ravisant, il la bénit d'avoir vu tomber l'empire, continué la guerre et fait échouer l'armistice, c'est-à-dire une paix honteuse. Le tout se termine par un appel aux Français des départements : « Acceptez franchement, et par vertu civique, la République. »

—

3 *Janvier*. — Quel souffle d'espérance circule aujourd'hui dans Paris? Faut-il croire à ces bruits persistants : échec de Frédéric-Charles, son armée coupée, poursuivie par Chanzy? Oh! qui nous confirmera ces nouvelles? Le *Times* dit que le général Chanzy joue avec le grand-duc de Mecklembourg comme un chat avec une souris.

C'est par les journaux allemands que nous apprenons les prodiges d'activité de Gambetta. Il était à Lyon vers la fin de décembre, déployant la plus grande énergie pour l'armement. La colère de l'ennemi est son plus bel éloge : « C'est un coup de folie digne de Gambetta, que l'ordre de former un camp d'exercice pour la garde mobile et la garde nationale, » s'écrie le *Journal de Dresde*.

Sur dix-neuf combats, l'armée de la Loire a été six fois victorieuse.

On rapporte ce mot de M. Washburne : « Je n'ai le droit de rien vous apprendre ; tout ce que je puis vous dire, c'est que votre général Chanzy est un vrai homme de guerre. »

—

Une heureuse expédition du commandant Poulizac en avant de Groslay a ramené des prisonniers ; nous aurons des gazettes de plus fraîche date. Voudra-t-on nous les communiquer ? Tout gouvernement en France se croit un droit de tutelle sur un pupille et ne lui accorde que ce qui lui semble bon. On supplie le Gouvernement d'agir. On lui répète : « Le bombardement masque un grand mouvement des corps allemands qu'on dirige sur la Loire ; c'est le moment de percer les lignes ennemies. » Il reste sourd à toutes les objurgations. Il a son plan, son siége est fait, il sait ce qu'il veut : Rien.

La canonnade continue avec fureur ; les détonations formidables que nous avons entendues hier, c'est la tour des Anglais qui a sauté à Châtillon.

—

4 *Janvier*. — L'Union républicaine a publié une adresse au démocrate allemand Jacoby. Le seul avantage que nous y voyons, c'est l'énumération des forces de la France et sa résolution invincible de résister. Il ne faut pas se faire illusion, on ne fera pas naître chez le peuple allemand une opposition à M. de Bismark pendant cette guerre ; tous les libéraux, tous les démocrates allemands y sont engagés, même les membres de l'Internationale. De longtemps on ne verra une République d'Allemagne ; le césarisme leur fera un moyen-âge politique, en dépit de leur émancipation philosophique et religieuse. La vanité militaire, la

soif des conquêtes étouffent chez eux les faibles aspirations républicaines et socialistes.

Nous connaissons trop bien l'Allemagne pour qu'une alliance de la démocratie française avec la démocratie allemande ne nous paraisse d'ici à longtemps la chimère des chimères.

Nous avons vécu en Allemagne ; nous savons qu'au foyer domestique, dans la littérature comme dans la politique, le premier dogme, c'est l'antipathie, pour ne pas dire la haine contre les Français ; antipathie fondée sur l'envie et la fatuité pédantesque. Ce n'est pas le souvenir des conquêtes napoléoniennes qui explique cette hostilité. Dieu merci, Leipzig, Waterloo et les frontières du Rhin ont pu l'assouvir. L'envie contre l'esprit français, voilà l'aiguillon des rancunes qui entretient une plaie saignante dans l'orgueil allemand.

Pour l'Allemand, l'esprit français est synonyme de raillerie, moquerie ; il s'en croit l'objet éternel. Flots de sang français répandus dans cette guerre, ruines entassées sur ruines, n'apaiseront pas dans les cœurs allemands cette jalousie invétérée. Nos vingt ans de servitude y ont ajouté le mépris. Ils se croient tout permis envers la nation qui a supporté un Louis Bonaparte. Très sérieusement ils se disaient : La race française est finie, c'est le tour de la race germanique ; à elle le sceptre du globe et le sceptre de l'intelligence.

Les succès militaires fabuleux de Forbach à Sedan, ont exalté leur orgueil jusqu'à la démence ; loin d'être apaisés par nos infortunes tragiques, ils se repaissent de ce spectacle. Leur unique inquiétude, c'est de ne pas nous voir assez désarmés d'esprit et de corps.

N'attribuez pas au gouvernement seul, à l'aristocratie militaire, la volonté d'écraser la France. C'est un sentiment profondément national, que chaque enfant apporte

en venant au monde. Nous nous sentions prisonniers de guerre, malheureux, dans ce pays où l'on n'aimait pas les Français. Nous y avons connu des âmes d'élite et nous jugeons impartialement l'Allemagne du fond de nos souvenirs. Il faut reconnaître que l'envie de l'Allemand contre les Français fait partie intégrale de son être. Des natures élevées luttent contre ce sentiment inné, fatal ; mais à l'heure de la guerre nationale, elles sont entraînées dans l'irrésistible courant. L'enfant dans ses jeux, la blonde et poétique jeune fille éprouvent instinctivement tout autant d'antipathie que les hobereaux, les docteurs et les yunker prussiens.

Ce que nous pressentions il y a si longtemps s'est vérifié : toute la démocratie allemande, de la Baltique aux montagnes du Tyrol, a suivi l'appel des Prussiens et a marché contre les Français, non-seulement parce qu'elle y était forcée, mais parce qu'elle veut fonder la puissance allemande qui doit, selon elle, détrôner à jamais la suprématie du génie de la France.

Cette jalousie d'une nation contre une autre s'explique par le sentiment haineux que les gens de mérite inspirent à des esprits naturellement envieux.

L'Allemagne, comme certaines personnes, ne se contente pas d'avoir de l'intelligence, du savoir, de la beauté, de la fortune, la gloire littéraire et philosophique, une réputation solidement établie. Non, tant qu'elle n'a pas écrasé sa rivale elle ne saurait être heureuse. Abaisser le mérite d'autrui lui semble le seul moyen de se grandir elle-même. La France aurait pu être une sœur pour l'Allemagne ; depuis cinquante ans, elle lui a prodigué l'encens de son admiration ; peine perdue. L'orgueil germanique rêve le règne absolu du génie allemand sur la planète allemande.

—

Le froid, le givre, font de cette journée une des plus désagréables; mais notre appel : *En avant!* nous réchauffe le cœur. Garde nationale, mobiles, troupes de ligne, tous sont animés du même esprit ; rien ne les contrarie plus que d'être renvoyés dans l'intérieur de la ville ; tous demandent à marcher. *En avant!* c'est le cri de Paris.

—

Ce soir mon mari reçoit une lettre du général Trochu qui l'invite à se rendre chez lui. Mauvais signe, disons-nous, si on appelle au dernier moment ceux qu'on a tenus systématiquement à l'écart, sans avoir jamais voulu écouter leurs avis quand il en était temps encore.

Vive préoccupation ! Edgar Quinet voudrait concentrer dans cet entretien et faire passer dans l'esprit d'autrui son énergie, sa foi dans la victoire, les mesures libératrices qu'il propose depuis si longtemps.

—

5 *Janvier*.— Nous nous réveillons au bruit d'une canonnade épouvantable ; on est étonné de ne pas voir les obus voltiger sur les têtes. Mon mari est sorti à pied, à huit heures du matin, pour aller chez le général Trochu.

L'accompagnement de ce tonnerre continu ne laisse pas de m'inquiéter.

—

Il m'est difficile de raconter ici l'entretien qu'Edgar Quinet a eu avec le gouverneur de Paris. On a parlé du mémoire sur la marche des armées de secours à travers la région forestière ; le général Trochu a dit : « C'est la véritable idée militaire. » Mais il s'est appliqué à rappeler ce qu'il a fait jusqu'ici, plutôt qu'à indiquer la voie nouvelle d'action décisive dans la-

quelle on voudrait le voir entrer. Il a fait un long tableau de ce qu'était Paris avant le 4 Septembre, qu'il a trouvé ouvert, désarmé, dégarni de troupes : « Quand nous avons commencé les travaux de défense de Paris, nous n'avions pas de soldats. Aujourd'hui les armées de secours sont formées, nous avons réorganisé dans Paris des troupes qui ont de la consistance. Paris est inexpugnable, mais nous sommes bloqués par des ouvrages fortifiés que les Prussiens ont eu le temps d'exécuter à une profondeur de *quatre lieues*. Nous savons que l'opinion publique réclame des sorties, mais elle ne se rend pas bien compte des difficultés. L'armée a eu besoin de repos, car elle a été horriblement maltraitée par le froid. Il y a eu douze cents cas de congélation. Même en Crimée, l'armée n'a pas tant souffert. On peut dire que, sur cent mille hommes, cinquante mille ont été fortement éprouvés par ce froid inhumain. »

Quant à l'armée de l'Est, le gouverneur de Paris ne sait pas positivement où elle est. Elle avait quitté les montagnes du Morvan pour entrer dans la vallée de la Saône et y prendre l'ennemi à revers.

Edgar Quinet développa avec force ses vues sur la marche de Bourbaki : « Puisqu'il est à Nevers, commandez-lui de se rapprocher de Paris. »

Il termina ainsi : « Oui, vous avez rendu Paris inexpugnable ; mais maintenant que les armées de secours tiennent la campagne, maintenant que la France est debout, il ne faut plus qu'une chose : *Vouloir*. Harcelez l'ennemi, ne lui laissez ni trêve ni repos. Ce qu'il redoute le plus, ce sont les fréquentes sorties. Le peuple de Paris a encore foi en vous, mais il demande une action plus énergique. Ne vous laissez pas entraîner par les hommes du passé qui vous entou-

rent ; ils ne désirent pas vaincre, ils ont peur de l'avenir, ils regrettent ce qu'ils ont perdu. Pour vaincre, il faut espérer, il faut *vouloir vaincre.* »

Je ne rapporterai pas la réponse ; elle ne contredisait en rien ce qui venait d'être dit.

Voilà cent soixante-huit heures que dure ce fracas de tonnerre. Les Prussiens ont un double but : effrayer la population parisienne et l'occuper pendant qu'ils détachent des corps d'armée pour les envoyer au secours de Mecklembourg et de Frédéric-Charles.

Nous sommes accoutumés à ce roulement de tonnerre continu; c'est l'accompagnement obligé de Paris assiégé. Après quatre mois d'attente, les obus, ne paraissant pas, semblaient fantastiques; les voici tout de bon. Ils font leur entrée en scène près de l'Observatoire, près du Panthéon. La femme qui nous sert le matin, demeure de ce côté; je l'attendais à huit heures; ne la voyant pas venir, je suis sortie pour chercher notre ration. La neige tombait et les obus aussi. C'était curieux de voir les femmes, toutes blanches comme des statues de neige, courant dans les rues. A cinq heures de l'après-midi, ma pauvre Picarde arrive enfin, la figure décomposée par la frayeur. Elle me raconte que les obus tombent comme grêle sur sa maison, que le mur en est percé; elle en a vu tomber dans le jardin du Luxembourg. Pauvre femme! je lui niais le témoignage de ses yeux! « La peur vous fait voir des choses qui ne sont pas, » lui dis-je.

A ces mots, elle éclate : « La peur! Est-ce que je crains de mourir, moi? Non. Mais c'est une indignité que le Gouvernement nous laisse tranquillement sous une pluie de bombes. Je n'ai pas peur de la mort, mais je ne veux pas voir *abîmer mes affaires.* »

Ce mot prouve que les pauvres sont aussi conservateurs que les riches. Si toutes les femmes de Paris ressemblaient à notre Picarde, l'émeute gronderait dans les rues. Elle me déclare qu'elle va se réfugier avec ses effets dans le quartier des Halles; à cette distance, il ne lui sera plus possible de venir tous les jours nous consacrer deux heures.

C'est très juste, la vie sera simplifiée; mais aussi voilà qui abrégera singulièrement ce pauvre journal... Je continuerai jusqu'au bout, tant que j'aurai une minute. Je ne sais pourquoi je pense à Pline, au pied du Vésuve; il n'a pas cessé d'écrire ce qu'il avait sous les yeux jusqu'à sa dernière heure. C'est un bel exemple. Serons-nous, comme lui, exposés aux torrents de lave, à l'embrasement de l'air, à la tempête de cendres?

Les journaux du soir arrivent; il faut se rendre à l'évidence. Le bombardement prend des proportions épouvantables; les obus tombent près de nous dans le Luxembourg, à l'Ecole normale, dans le quartier Saint-Jacques et même dans notre rue de Vaugirard. Mais de là conclure que tout le quartier de l'Observatoire est démoli, cela prouve combien les Prussiens visent juste en cherchant à effrayer quelques bonnes femmes.

Notre Picarde est une vraie femme du moyen âge; elle en a la rudesse barbare, l'allure hommasse, le cœur excellent; singulier type qui se perpétue au milieu du raffinement de la civilisation parisienne. Les jeunes filles des quartiers les plus pauvres marchent au pas de l'horloge parisienne; les nippes déguenillées des petites filles de Montmartre et Belleville sont taillées à la mode du jour. Rien n'a transformé une certaine catégorie des femmes du peuple. Elles ont traversé les siècles, depuis Etienne Marcel

jusqu'à la Révolution, avec le même mouchoir roulé autour de la tête, le poing sur les hanches, les mêmes mots à la bouche. Chez les autres femmes, ouvrières, petites marchandes, on trouve souvent une finesse, une distinction de manières égales à celles des *classes dirigeantes* Oui, souvent la nuance qui sépare, chez la Parisienne, la dame de l'ouvrière, est insensible; qu'il me soit permis d'avancer cette hérésie.

—

6 *Janvier*. — Seconde journée où les bombes pénètrent jusqu'à nous. Châtillon nous les envoie. Les habitants quittent leurs domiciles, emportant quelques hardes. Le recteur de l'Université de Strasbourg, poursuivi par les bombes prussiennes, leur a échappé; elles ont perforé le toit jusqu'au premier étage et pénétré dans la cuisine, blessant un enfant. Vaugirard, le faubourg Saint-Jacques, l'ambulance de la rue Gay-Lussac, ont reçu des obus. Il en est tombé aussi dans le jardin de l'Ecole de pharmacie, dans la rue d'Assas et dans la partie haute du Luxembourg.

Proclamation du Gouvernement :

Jeudi soir, 5 janvier. — Le bombardement de Paris est commencé. L'ennemi ne se contente pas de tirer sur nos forts, il lance ses projectiles sur nos maisons, il menace nos foyers, nos familles.

Sa violence redoublera la résolution de la cité qui veut combattre et vaincre. Les défenseurs des forts, couverts de feux incessants, ne perdent rien de leur calme et sauront infliger à l'assaillant de terribles représailles. La population de Paris accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. L'ennemi croit l'intimider, il ne fera que rendre son élan plus vigoureux. Elle se montrera digne de l'armée de la Loire, qui a fait reculer l'ennemi; de l'armée du Nord, qui marche à notre secours.

Vive la France! Vive la République!

Montrouge, Vanves, Issy sont bombardés avec une extrême violence; aux Hautes-Bruyères, le capitaine de place et un factionnaire tués par le même obus.

De notre côté, on riposte vigoureusement. Une reconnaissance sur le plateau d'Avron a chassé les Prussiens qui s'y trouvaient; ils ont été aussi repoussés de Bondy.

Aux avant-postes, on croyait entendre le bruit du canon dans la direction de Corbeil. Déjà les imaginations travaillaient; on assurait que Chanzy était à Etampes; d'autres disaient à Mantes. Hélas! c'était une faute d'impression du *Moniteur* prussien; on a voulu dire au Mans. La vérité est que Chanzy s'éloigne!

Un soldat raconte qu'il s'est avancé très loin dans les lignes prussiennes sans avoir rencontré l'ennemi. Quelques-uns affirment que les Prussiens nous bombardent pour masquer leur mouvement de retraite!

Le bombardement n'arrête pas les visites ni l'imagination des inventeurs, qui continuent à se donner carrière. L'un d'eux est venu tantôt proposer une nouvelle machine d'Archimède. Il nous a expliqué pendant une heure sa frégate aérienne, de la force de cent vingt chevaux, qui ferait vingt lieues à l'heure. Lorsque mon mari lui conseilla de s'adresser à l'Académie des sciences, à M. Dupuy de Lôme, il déclara que les savants étaient les derniers des hommes et qu'il n'aurait jamais affaire à eux. Ces imaginations du désespoir ne sont que le revers de la médaille de tant d'inventions ingénieuses qui honorent le siége de Paris.

—

Au milieu du fracas des bombes, une chose fait notre joie ; c'est le *Moniteur prussien* de Versailles, qui nous révèle malgré lui la lutte persistante. Le général Chanzy tient en échec l'ennemi sur la Loire, Garibaldi sur la Saône. Les quatre armées allemandes n'ont pu réduire les jeunes troupes de la République. On voit clairement que les Allemands sont las de cette guerre, de la longue

résistance de Paris et de leurs immenses pertes. Point de fêtes à Berlin, à la nouvelle de la reprise d'Orléans et de la victoire d'Amiens. Les journaux prussiens reprochent avec amertume aux Berlinois de se laisser abattre par tant de morts. A Versailles les vivres sont rares, les maisons transformées en ambulances. Après les derniers combats sous Paris, on a obligé les femmes à soigner les blessés prussiens ; on dit que la petite vérole sévit avec fureur dans leur armée de Versailles. L'inquiétude, la colère, percent dans le *Moniteur prussien ;* il se plaint de la pénible campagne d'hiver, au milieu d'une population dont les passions nationales sont exploitées ; il se plaint de la guerre des partisans : la population fanatisée prend part à ces terribles excès, l'ennemi se recrute sans cesse dans la population.

Pourquoi nos chefs n'ont-ils pas plus de hardiesse ? disent les Parisiens. Nous sommes trois cent mille hommes pour percer la muraille de fer. Il n'est pas exact de soutenir que les Prussiens ont exécuté des travaux de quatre lieues d'épaisseur autour de Paris ? Le messager Richard [1] n'a rien vu de tout cela ; il affirmait qu'en maint endroit des tuyaux de poêle simulent des canons. Quelle horrible douleur de

1. On assure que le messager Richard a été trouvé mort dans une maison abandonnée, sur les bords de la Marne, mort de froid dans la nuit du 25 au 26 décembre, où le thermomètre est descendu à seize degrés. Espérons qu'on répand cette nouvelle pour dépister les Prussiens ! Quels services il a rendus ! Trois fois il a traversé les lignes prussiennes portant des dépêches de Tours à Paris. Quel courage et quelle vigueur ! Blotti dans les marais glacés, défiant les balles qui pleuvent autour de lui, une fois il est resté huit heures dans la Seine par un froid de dix degrés et, lorsqu'il sortit de la rivière, n'ayant pour tout vêtement que ses chaussures et sa casquette dans lesquelles il avait cousu les dépêches de Tours, cet enfant de Paris rendit compte de sa mission comme de la chose du monde la plus simple

penser que l'armée assiégeante détache des corps pour écraser nos armées de secours !

La presse entière rappelle au Gouvernement l'effrayante responsabilité qu'il assume en négligeant les sorties, à ce moment où les troupes d'investissement sont affaiblies par les détachements qui marchent vers la Loire, vers l'Ouest. On objectait le froid rigoureux. Aujourd'hui la température est radoucie ; de dix degrés au-dessous de zéro, elle est remontée à six au-dessus.

Le peuple conserve encore sa confiance au gouverneur de Paris ; mais il croit que l'état-major recèle des bonapartistes qui attendent la chute de Paris pour restaurer l'empire. « Quelle folie de compter sur le concours de ces hommes-là ! Systématiquement, ils nous laissent succomber pour écraser du même coup la République ; la gloire de Sedan et de Metz leur fait envie. C'est affreux de voir d'honnêtes gens servir à leur insu de noirs desseins ! » Voilà ce qu'on entend répéter de toutes parts.

Le bombardement grandit d'heure en heure. M. de Bismark comptait sur cela pour intimider la population, il n'a fait que l'enflammer davantage. Beaucoup de lycéens se sont engagés dans les régiments de marche, ainsi que les élèves de l'Ecole normale supérieure, ceux de l'Ecole des ponts et chaussées ; combien disparus dans les combats sous Paris, combien ramenés sanglants, mortellement frappés !

Il devient très difficile de suivre notre rue de Vaugirard, exposée aux obus. Ce soir, je portais au Luxembourg une vingtaine de lettres renfermant l'appel : *En avant!* pour la province. Je revins seule, mon mari n'était pas rentré ; grande angoisse quand on se perd de vue un moment. Enfin, le voilà !... Son calme dépasse tout ce que j'imaginais.

Des obus sont tombés à l'école normale et boulevard d'Enfer, blessant mortellement les passants. Au cimetière Montparnasse, grêle d'obus, tombes renversées.

—

Notre pauvre Picarde, affolée de terreur, n'est pas revenue. Je fais mon service toute seule; nous avons dîné au salon pour épargner un feu. Il nous restait deux pommes de terre cuites sous la cendre, un peu de salade doucette et un sabot de cheval.

L'ancien proscrit répétait : « Mon Dieu ! que je suis heureux ici, à Paris, avec toi, au milieu d'un peuple régénéré ! Que nous peuvent les Prussiens ? »

—

7 *Janvier*. — Impossible de fermer l'œil toute la nuit. Au point du jour, le bombardement recommence plus épouvantable.

Nous sortons par la plus effrayante canonnade ; seulement, au lieu de suivre la rue de Vaugirard, nous prenons la petite rue Cassette pour éviter les obus. Là on peut écouter, avec plus de sang-froid, le craquement, le crépitement infernal qui retentit. Les voitures d'ambulance sillonnent les rues, le peuple est calme en apparence, mais son indignation contenue éclate parfois : « Ce Gouvernement nous perd. »

Hélas ! comment le défendre ? Mais aussi comment le renverser ? C'est une amère souffrance de voir tant d'inertie au milieu de tant de périls !

On parle d'une sortie pour cette nuit ; la température printanière ôte toute excuse à une si funeste inaction. Il n'y a qu'un sentiment dans Paris contre la faiblesse du gouverneur. « Que n'a-t-il le courage de balayer ceux qui rêvent la répétition de Metz et de Sedan et qui semblent obéir encore à l'homme de Wilhelmshœhe. »

Proclamation à la mairie de notre arrondissement : « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. »

Une télégraphie électrique est établie sur le Panthéon et Saint-Sulpice, elle doit correspondre avec Mantes et Etampes. Les ingénieurs sont partis en ballon avec leurs instruments. Hélas! nous ne recevons ni signaux, ni secours quelconques.

—

« Ce serait dommage de périr par un éclat d'obus, par quelques kilos de fer lancés au hasard sur votre demeure! Pourquoi exposer une précieuse vie? Ne serait-il pas plus sage de vous rapprocher d'un point central de Paris? » Telles furent les bonnes paroles de plusieurs amis qui nous offrent un appartement sur la rive droite. M. Vincent Dubochet et M. Guichard proposent la rue Castiglione ou la rue Halévy.

Attendons à demain. Si le bombardement reprend cette nuit, peut-être nous déciderons-nous à quitter la rue deVaugirard. M. Léon Renault vient d'écrire à mon mari et veut nous abriter place Vintimille.

Au milieu des solennelles épreuves que nous avons le bonheur de traverser ensemble, nous jouissons de cette sérénité, de ce calme divin qu'éprouvent deux âmes inséparables en face de la mort : « Et si un obus nous frappe cette nuit? — Eh bien! nous mourrons ensemble. »

—

Dimanche, 8 *Janvier*. — Cette nuit la mort a passé bien des fois au-dessus de notre tête. Les obus sifflaient dans l'air, ils allaient éclater à quelques pas de nous, au Luxembourg, rue du Regard, rue Madame, traversant la rue de Vaugirard. Le bruit de la canonnade semblait se rapprocher de plus en plus, elle devint si

violente que les vitres tremblaient. Il était une heure du matin. Je venais de me reveiller. J'écoutais ces détonations suivies d'un frôlement le long des murs. Je me disais que les expressions de la langue humaine sont bien pauvres, puisqu'on emprunte des images de la nature, des comparaisons entre les mêmes phénomènes. Pour désigner ces canonnades on dit : terribles comme des coups de tonnerre ; et l'été, quand l'orage gronde : voilà un bombardement céleste... Au moment où je faisais cette belle réflexion, une formidable explosion fit trembler la maison sur sa base et nous entendîmes comme une locomotive aérienne passer près de nos fenêtres. Le mouvement dans la rue était extraordinaire. Quantité de gens couraient, parlaient très haut. Étaient-ce les pompiers se précipitant vers les incendies, ou des rondes de la garde civique surveillant les quartiers bombardés ?

Vers sept heures, le vacarme s'apaise, je descends ; la concierge m'apprend que tous les locataires de la maison ont passé la nuit dans les caves ; elle fut étonnée et troublée quand elle sut que nous n'avions pas bougé de notre chambre. J'allais, place Saint-Sulpice, jeter à la boîte les appels adressés à Gambetta, à Chanzy, à Garibaldi, à Bourbaki. Une explosion épouvantable fit tressaillir tout le monde ; on se regarda, surpris de se retrouver debout, en vie.

— Ce n'est rien, c'est un obus qui vient d'éclater au jardin du Luxembourg, dit tranquillement un garde au poste de la mairie.

Je l'interrogeai : — Et la sortie qu'on devait faire cette nuit, est-elle exécutée ? — Non, malheureusement pour nous ; non, madame ; quand nous serons devenus Prussiens, on se décidera peut-être. Nous n'avons plus d'espoir qu'en Gambetta ; s'il peut venir à nous,

nous sommes sauvés. Il n'y a que lui. Nos malheureux chefs se perdent et nous perdent avec eux.

J'appris que plus de deux cents obus avaient passé au-dessus de la rue de Vaugirard ; tous les habitants du quartier ont, en effet, couché dans les caves.

Les magasins sont ouverts, les marchands sur le pas des portes ; les enfants jouent, courent dans les rues ; on entend même chanter ; le peuple est admirable de calme, et ce spectacle fortifierait le cœur s'il n'indignait contre ceux qui assistent insouciants à la détresse de Paris. Le sang-froid des Parisiens est même exagéré. Les gamins font la chasse aux obus comme un divertissement et le paient parfois de leur vie.

Il y a des gens si indifférents à la mort qu'ils parlent de tout au passé, philosophiquement; ils voient les événements de trop haut, du faîte de l'histoire. Je rentre très émue. Je trouve mon mari avec notre excellent ami Richard du Cantal, qui lui disait paisiblement : « Que voulez-vous, mes enfants? nous morts, l'idée ne périra pas, même après nous. La France ne sombrera pas, même après la destruction de Paris. »

Pour le coup, c'est trop de philosophie ; je ne permets pas qu'on admette la prise de Paris, encore moins la capitulation. Nous sentons nettement que la ruine de Paris entraîne celle de la France.

En mon absence, mon mari a reçu une seconde lettre de M. Renault qui le presse d'accepter l'appartement de la place Vintimille ou de la rue de Berlin. Ses énormes préoccupations de la préfecture de police ne lui ont pas fait perdre de vue les amis de Veytaux. En tournée dans la partie sud de la ville, M. Renault a constaté le danger imminent; il veut nous en arracher. « Les Prussiens, dit-il, ont pris la rue de Vaugirard comme angle de leur tir pour atteindre la poudrière du

Luxembourg et l'observatoire de la place Saint-Sulpice. Ne perdez pas un moment. Ne restez pas sous la trajectoire des obus. »

Ce n'est pas le seul ami prévoyant qui veille sur nous. Oui, il est doux de les voir arriver les uns après les autres. Le premier de tous, M. Victor Guichard s'écrie, sur le seuil de la porte : « Vous ne pouvez rester ici plus longtemps; c'est une folie de braver les obus pendant quarante-huit heures. » Et il veut nous emmener rue Halévy. Mme Coignet offre un appartement rue Miroménil ; Mme Vavin, une maison rue Saint-Honoré ; notre amie Mme Hortense Floquet insiste pour nous abriter chez elle. Nous avions l'embarras des richesses.

Il faut voir pour choisir. M. Guichard me donne le bras ; nous partons à pied, de la rue de Vaugirard au square Montholon. Quelle course haletante, par les rues noires, boueuses, par une pluie battante, causant des périls de la patrie et de la douleur des absents ! Angoissé sur le sort de sa femme, de sa fille, son cœur ne trouvait de repos qu'en aidant ses amis à l'heure du péril. Nous visitons plusieurs maisons inhabitées depuis six mois, grimpant quatre à cinq étages et trouvant partout d'élégantes glacières. La nuit approche; ces courses nous ont pris beaucoup de temps; le bombardement recommence. Je me décide pour l'appartement de la rue de Berlin, et l'on peut croire que le nom n'y était pour rien. M. Léon Renault nous y attendait; il nous donne sa voiture. Sans ce secours, que serions-nous devenus? Ni omnibus, ni fiacres ne circulaient plus dans notre quartier. Il était plus que temps de le quitter, un obus venait de tuer des enfants rue de Vaugirard et un vieillard rue Notre-Dame-des-Champs, tout près de nous.

C'est à neuf heures du soir que la voiture nous

amena, mon mari et moi, de la rue de Vaugirard à la rue de Berlin. Une bonne Limousine nous reçoit dans l'appartement de ses maîtres absents; mais le froid glacial, acéré, nous transperce; je sens qu'au lieu des obus, nous trouverons ici la maladie. Point de charbon, point de bois; nous n'avons pas eu le temps d'emporter le nôtre; il en faudrait bien des centaines de kilos pour chauffer ces grands salons. La bonne Limousine nous fait entrer dans une petite pièce qu'elle habite avec sa fille; elle y a construit ingénieusement, avec des briques, un appareil de chauffage économique. On y respire une atmosphère plus douce; avec ce cœur admirable du peuple, elle nous offre cet abri et se réfugie dans une mansarde.

—

Rue de Berlin, 12. *Lundi*, 9 *Janvier*. — Quelle chose étrange de nous réveiller ici dans cet appartement inconnu ! Tous les Parisiens en sont là; ils campent les uns chez les autres, faisant taire leurs scrupules devant l'inexorable nécessité. Nous voilà tous vagabonds et partageux.

Cette nuit de sécurité, de sommeil, ramène un vif sentiment de reconnaissance envers ceux qui nous ont mis à l'abri du péril. En ouvrant les yeux à la douce lumière du jour, nous songions à l'horreur de mourir dans les ténèbres, victimes du canon Krupp. Mon mari répète : « Je suis très content néanmoins d'avoir entendu de si près ces détonations de l'obus ; c'est très beau, quelque chose de superbe et de formidable. Eschyle, avant l'apparition du dieu, vous fait assister à ce bruit colossal, majestueux. »

Nous en parlons à notre aise maintenant en reprenant haleine.

La fin de cette journée est une des plus angoissantes dont je me souvienne. Nous étions partis précipitamment de la rue de Vaugirard ; la voiture ne pouvait stationner longtemps devant la porte sous les obus. Il fallut pourtant chercher les objets indispensables, surtout nos papiers, exposés à l'incendie. Les cuves d'eau placées depuis quatre mois sur les paliers vont devenir nécessaires.

Le bombardement semblait ralenti à deux heures ; sans en rien dire, je retourne à notre rive gauche pour rapporter nos pauvres provisions, coke, bois, vin, chocolat, et deux volumes grecs : l'*Iliade* et l'*Odyssée*, aussi indispensables que le pain.

Notre bon Homère entretient la sérénité dans le froid et la famine.

Je réunis à la hâte les vêtements, les provisions, les livres. Comment rapporter ma lourde cargaison ? Point de fiacre, pas de voiture de déménagement ; place Saint-Sulpice, à la maison Bailly, on me répond : « Pour un monceau d'or vous ne trouveriez pas une brouette. » Tous les habitants de notre quartier déménageaient précipitamment. Ce n'étaient dans la rue que charrettes, voitures à bras chargées de meubles, de matelas, poussées par des hommes, des femmes et des enfants, chargés eux-mêmes de paquets. Nul moyen de se procurer le plus misérable véhicule ; point de commissionnaires pour porter un sac, un panier. Il ne restait à chacun que la vigueur de ses propres bras et de ses jambes, s'ils avaient encore la force de servir l'énergie morale. A l'omnibus de l'Odéon, deux cents personnes inscrites avant moi ; une foule énorme stationnait, dans la nuit, sous la pluie ; il restait une place libre sur l'impériale. J'y fais monter le brave homme qui avait traîné jusque-là mes deux sacs. Je le charge de

rassurer M. Quinet. Il part, je lui répète : 12, rue de Berlin, ce nom-là ne s'oublie pas !

Hélas ! il l'oublie ; place de Clichy, ne sachant que devenir, il reporte mon bagage rue de Vaugirard.

Moi, confiante, je suis à pied, chargée de deux lourds paniers que je n'eusse pas soulevés en temps ordinaire. Je mets près de deux heures pour atteindre la rue de Berlin par la neige fondue, la pluie, l'obscurité, posant mes fardeaux à terre de temps en temps.

Il était dix heures lorsque j'arrivai ; la bonne Limousine, fort en colère contre moi, criait du haut de l'escalier : « Arrivez donc ! Monsieur se meurt d'inquiétude. »

Il avait tant souffert, qu'il se garda bien de me remercier de mon odyssée ; il n'eut pas la force de se réjouir en me retrouvant vivante.

Très vivante ; je lui rapportai comme trophée le morceau d'obus qui avait éclaté dans sa chambre de travail, hier soir, quelques moments après notre départ. Je lui rapportai aussi une lettre de Victor Hugo.

Dans ma rapide apparition rue de Vaugirard, j'appris que la maison avait été frappée par les éclats d'obus tombés en face de nous sur le mur de l'église des Carmes. Je trouvai les vitres du salon brisées par l'éclat de fer qui a passé justement à côté du secrétaire où mon mari écrivait tous ses manifestes.

Voici le billet de Victor Hugo :

8 Janvier.

Cher Quinet,

Les bombes tombent chez vous, je les attends chez moi. Je ne crains rien pour vous, qui êtes un de ceux sur qui Dieu veille ; mais j'ai besoin de vous envoyer mon plus tendre serrement de main, ainsi qu'à votre chère femme.

Tuus.

Victor Hugo.

—

(La maladie vint ; des jours terribles commencèrent pour nous. Du 8 janvier au 12 février, notre vie dans la rue de Berlin ne fut qu'une longue attente dans l'angoisse. Malades, gisant dans une glacière, longtemps isolés sans pouvoir communiquer avec nos secourables amis de la rive gauche ; point de chauffage, pas de nourriture, pas de service ; nulle autre assistance que celle d'une personne étrangère, elle-même très occupée et qui nous cédait sa chambre comme une ambulance pour des blessés inconnus.

Le plus cruel, c'étaient les mots sinistres qui circulaient déjà : « Ça ne pourra durer longtemps ! »

Je dois taire ici les angoisses personnelles. De mon journal j'extrais les notes sur le bombardement, continuées malgré tout, malgré la grave maladie de mon mari. J'écrivais dans ces longues veillées où le triste silence de cette petite chambre de malade n'était interrompu que par le roulement lointain de la canonnade.)

—

9 *Janvier*. — A peine étions-nous partis hier soir, qu'une trombe de fer s'abattit sur notre rue de Vaugirard, le Luxembourg, le Panthéon, l'Odéon, le quartier des Ecoles, Saint-Sulpice, dont les tours sont un point de mire de l'ennemi. A l'école des frères, rue de Vaugirard, un obus est entré dans le dortoir, à une heure du matin, a tué cinq enfants endormis et en a blessé cinq autres. Au Val-de-Grâce, à la Pitié, des malades ont été tués dans leur lit.

Malgré la violence extrême du bombardement, rien n'arrête le courage téméraire des Parisiens ; le pont de Grenelle, le Trocadéro sont toujours couverts de monde pour observer la lueur des bombes. Dans les chemins



de ronde les gamins vont à l'affût des projectiles et se jettent à terre quand ils entendent le sifflement. L'obus éclate, recouvre de sable l'enfant qui se relève, secoue ses habits et continue sa chasse.

Un bataillon se rendait aux remparts, musique en tête. Deux obus éclatent sur la place, les gardes nationaux répondent par le cri : Vive la République ! et la *Marseillaise* continue.

Toutes les rues sont encombrées de pauvres bombardés charriant leurs effets, fuyant vers les quartiers moins exposés. Ordre est donné de tenir ouvertes les portes des maisons, toute la nuit, pour servir de refuge aux victimes. Les caves ne garantissent pas toujours; les obus ont pénétré dans plusieurs, ils y ont tué deux enfants couchés dans le même lit.

Admirable résignation des habitants établis dans les sous-sols, avec les berceaux des enfants, le lit de fer du grand-père. J'y ai vu toute la famille de notre concierge. La petite fille de trois ans, la jeune mère, l'aïeul y étaient assis, éclairés par une lampe ; cette brave Mme Semart circulait intrépide, du sixième qu'elle tâche de garantir de l'incendie, jusqu'à la cave où elle soigne sa famille. Et dire que ces scènes, ces tableaux de détresse et de courage se passent dans toutes les maisons menacées ! Rien ne lasse les Parisiens, mais ils veulent se battre et crient tout haut : « Assez de généraux beaux parleurs. »

Les bonnes âmes d'Allemagne attendent impatiemment le résultat du bombardement. Est-ce bientôt fini ? Pour quel jour le bouquet final, l'incendie général de Paris, les morts calcinés, ceux que la famine a respectés ?

Pourquoi n'ont-ils pas commencé plus tôt ? Ils comptaient sur la sédition, sur la trahison, sur la faim ;

puis, les grosses pièces d'artillerie n'étaient pas encore arrivées [1].

Hélas! que font nos chefs? On leur demande instamment de marcher. L'esprit de la garde nationale, des troupes est excellent. Marchons! disent-ils; ne laissons pas bombarder nos femmes, nos enfants. La présence aux avant-postes de la garde nationale excite l'émulation des troupes de ligne et de la mobile.

---

1. Nomenclature officielle des établissements scientifiques ravagés par les projectiles psychologiques des compatriotes de Gœthe et de Schiller:

Muséum. Quinze obus. Un des grands pavillons des serres est en partie détruit; il en est de même des serres planes. Un obus éclate dans la cour de zoologie; un autre traverse le mur de l'hôpital de la Pitié et vient frapper le bâtiment des galeries.

Sorbonne. Huit obus. La chapelle est d'abord atteinte; les vieux murs résistent: l'entablement de la facade est enlevé. Un des projectiles qui suivent tombe dans lagrande cour entre les amphithéâtres des sciences et des lettres; un autre vient s'abattre sur le chantier; deux autres pénètrent dans les constructions qui bordent la rue Saint-Jacques et où sont situés les laboratoires.

Ecole normale supérieure. Quatre obus seulement: dans le jardin, dans le fossé, dans la cour de récréation, dans la salle d'ambulance. Le troisième de ces projectiles a pu être recueilli tout entier dans le trou qu'il avait formé. Placé sous un globe de verre, il prendra place dans les collections de l'école. Par miracle, aucun des malades de l'ambulance n'a été blessé. Des vitres brisées, un mur détruit, un plancher réduit en poudre; ce n'est rien.

Ecole supérieure de pharmacie. Deux obus. L'angle du pavillon placé en face de la rue des Postes est troué par un obus. Le jardinier Drévant est renversé; sa femme est blessée grièvement, ses vêtements prennent feu, elle brûle; leur enfant, une fille de dix ans, a la tête emportée.

Lycée Descartes (Louis-le-Grand). Cinq obus. Pas d'accident. — Lycée Corneille (Napoléon). Quatre obus. Sans résultat. — Lycée Saint-Louis. Un obus tombe; un incendie se déclare; il est éteint rapidement. — Bibliothèque Sainte-Geneviève. Traces d'éclats d'obus. — Sainte-Barbe. Deux fois frappé. — Observatoire. Il ne pouvait pas être épargné, ses coupoles se voient de loin; il a servi de point de mire avec le Val-de-Grâce et le Panthéon. La plupart de ces dévastations ont été commises dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871. Partout, chacun a fait son devoir.

Est-ce encore une illusion que les bruits qui circulent aux avant-postes ? Jonction des armées de secours ; anxiété de la garnison de Versailles ? On porte à deux cent mille le chiffre de l'armée de Chanzy ; celle de Bourbaki à cent cinquante mille ; celle de Faidherbe à cent mille ; celle de Garibaldi à trente mille. Avec de telles forces devons-nous ne recevoir aucun secours ?

—

10 *Janvier*. — Dépêche de Gambetta du 23 décembre. Voici les principales nouvelles :

Belfort est approvisionné pour huit mois. Toute la ligne de Montbéliard à Dôle, bien gardée, de Dôle à Autun, par Garibaldi. Chanzy refait son armée, il est à la veille de reprendre l'offensive.

Le Havre dégagé. Les Prussiens ont abandonné Rouen, après l'avoir mis au pillage. Les Prussiens paraissent démoralisés, ils éprouven une grande lassitude.

Dépêche de Faidherbe :

Aujourd'hui, 3 janvier, bataille sous Bapaume, de huit heures du matin à six heures du soir. Nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions et de tous les villages.

Nouvelles dépêches :

Bataille de Nuits. Les troupes du général Cremer, appuyées par Menotti Garibaldi, ont défait les Prussiens, leur ont tué plus de sept mille hommes. Werder a été refoulé vers Dijon. Quelques jours après, les Prussiens ont évacué précipitamment Dijon et Gray. On espère débloquer Belfort. Chanzy est au Mans et a reconstitué ses troupes. Tous les jours nos ressources s'accroissent, celles des Prussiens diminuent. Ils ont perdu près d'un demi-million d'hommes. Le pays tout entier veut la guerre sans merci. L'armée de Bourbaki effectue en ce moment une manœuvre dont on attend les meilleurs résultats.

Qui a apporté ces nouvelles ? Sans doute le pigeon arrivé dimanche soir. Il portait dans sa queue un tuyau de plume contenant quinze mille dépêches privées, réduction photographique. Rien pour nous ! Le Gouvernement donne un avis bien nécessaire pour protéger

nos petits messagers ailés. Fatigués en arrivant, ils se posent sur un toit et se désaltèrent dans les gouttières avant de regagner le pigeonnier. Si des imprudents cherchent à les saisir, ils leur cassent les plumes et font perdre les dépêches que tout Paris attend. Ces premiers huit jours de janvier et la fin de décembre nous ont été plus cruels encore par l'absence de nos chers pigeons.

—

Les Prussiens ont tiré à toute volée sur la ville, pendant cette nuit. Trente obus sont tombés sur l'hospice de la Pitié, le Val-de-Grâce est bombardé. Les misérables ! Ils prennent pour objectif les hôpitaux ! Les médecins de l'hôpital des enfants malades protestent « contre le bombardement de cet établissement atteint « par cinq obus, contre cet attentat prémédité à la vie « de six cents enfants rassemblés dans cet asile de la « douleur. »

Nous apprenons avec anxiété que le quartier du jardin des Plantes a reçu plus de trois cents obus ; notre chère vénérée madame Geoffroy Saint-Hilaire n'a pas voulu quitter sa demeure ! Ah ! qu'elle y est exposée !

Notre pauvre rive gauche a été foudroyée cette nuit avec plus de fureur que jamais.

Des obus sont tombés dans l'ambulance de l'Odéon ; les malades qui ont pu se lever ont quitté leurs lits couverts de gravier. Les plus atteints ont été portés dans les caves par les intrépides infirmières, les artistes, qui ont transformé le théâtre en hôpital. Ces pauvres blessés passent la nuit dans les caves, pendant que le bombardement fait trembler l'Odéon.

—

On espérait qu'un si violent déchaînement ne pourrait durer, mais l'ennemi continue avec rage et s'obstine à

diriger ses bombes sur les ambulances, les hôpitaux, les asiles de l'Enfance et des Vieillards. O sentimentalité idéaliste de l'Allemagne ! O bonne foi, honnêteté germanique ! Contre toutes les lois de la guerre, ils n'ont pas même donné l'avertissement en usage qu'ils allaient commencer le bombardement. Des habitants inoffensifs, des vieillards tués, des femmes, des jeunes filles tuées, des enfants tués, des médecins tués, des infirmiers tués. On sait positivement que les Prussiens ont noté les édifices qu'ils veulent incendier : le Panthéon, parce qu'il renferme la poudre, l'ambulance du Luxembourg où l'on a eu l'imprudence de placer une poudrière. La direction de leur tir en dit assez. Ainsi se réalise le mot de M. de Bismark à Jules Favre : « Mon Dieu ! nous ne brûlerons que ce qui sera nécessaire. » Tous ses mots sont mal calculés. C'est ainsi qu'il raillait nos canonnades du 19 septembre. « Les Parisiens se livrent à un gaspillage inconcevable de munitions. »

Protestation du Gouvernement :

Après un investissement de plus de trois mois, l'ennemi a commencé le bombardement de nos forts, le 30 décembre, et, six jours après, celui de la ville. Une pluie de projectiles, dont quelques-uns, pesant 94 kilogrammes, apparaissant pour la première fois dans l'histoire des siéges, a été lancée sur la partie de Paris qui s'étend depuis les Invalides jusqu'au Muséum. Le feu a continué jour et nuit, sans interruption, avec une telle violence, que dans la nuit du 8 au 9 janvier, la partie de la ville située entre Saint-Sulpice et l'Odéon recevait un obus par chaque intervalle de deux minutes.

Tout a été atteint : nos hôpitaux regorgeant de blessés, nos ambulances, nos écoles, les musées et les bibliothèques, les prisons, l'église de Saint-Sulpice, celles de la Sorbonne et du Val-de-Grâce, un certain nombre de maisons particulières. Des femmes ont été tuées dans la rue, d'autres dans leur lit ; des enfants ont été saisis par des boulets dans les bras de leur mère. Une école de la rue de Vaugirard a eu cinq enfants tués et cinq blessés par un seul projectile.

Le musée du Luxembourg, qui contient les chefs-d'œuvre modernes, et le jardin, où se trouvait une ambulance qu'il a fallu faire évacuer à la hâte, ont reçu vingt obus dans l'espace de quelques

heures. Les fameuses serres du Muséum, qui n'avaient point de rivales dans le monde, sont détruites. Au Val-de-Grâce, pendant la nuit, deux blessés, dont un garde national, ont été tués dans leur lit. Cet hôpital, reconnaissable à la distance de plusieurs lieues, par son dôme que tout le monde connaît, porte les traces du bombardement dans ses cours, dans ses salles de malades, dans son église, dont la corniche a été enlevée.

Aucun avertissement n'a précédé cette furieuse attaque. Paris s'est trouvé tout à coup transformé en champ de bataille, et nous déclarons avec orgueil que les femmes s'y sont montrées aussi intrépides que les citoyens. Tout le monde a été envahi par la colère, mais personne n'a senti la peur.

Tels sont les actes de l'armée prussienne et de son roi, présent au milieu d'elle. Le Gouvernement les constate pour la France, pour l'Europe et pour l'histoire.

—

11 *Janvier*. — Le bombardement fait rage. C'est un roulement de tonnerre continu, du soir jusqu'au matin. Que d'enfants, de vieillards, de jeunes filles assassinés ! L'intention des barbares est claire, ils attaquent les asiles de charité pour exaspérer la population.

Le Jardin des Plantes a beaucoup souffert. Notre amie madame Geoffroy Saint-Hilaire a été portée dans la cave, par ce froid rigoureux ; résistera-t-elle à ces épreuves, à son âge, à quatre-vingt-sept ans ?

Le Panthéon, les Invalides, Saint-Sulpice, la Sorbonne, le faubourg Saint-Germain, Grenelle, l'Ecole polytechnique, la Salpêtrière, l'usine Cail, la maison du docteur Blanche, le couvent du Sacré-Cœur, criblés d'obus ; à Vaugirard, c'était une grêle de fer. Quatre-vingt-neuf obus y ont éclaté.

Dans le lycée Louis-le-Grand, deux bombes ont fait explosion ; maîtres et professeurs se réfugient dans les sous-sols. Près de l'Odéon, une bombe pénètre dans une pharmacie et y tue un enfant. A Grenelle, une femme est décapitée par un obus, un garde national réfugié sous une arche est tué ; trois passants sont mortellement atteints du même coup.

Qui saura jamais le nombre des victimes?

Les étrangers s'émeuvent et déclarent que cette férocité honteuse pour l'humanité, ne s'est jamais vue dans les annales de la guerre.

Parfois les obus se jouent de leurs victimes et les épargnent: deux amis boivent assis au comptoir; l'obus passe sous le bras de l'un et va tuer l'autre. Ailleurs, il soulève une pauvre malade avec son matelas et ne lui fait aucun mal. Ailleurs encore, il passe entre deux berceaux où dorment deux enfants; ceux-ci se réveillent sains et saufs et demandent en souriant qu'on les mène à la promenade. Ces caprices de la mort inspirent une certaine insouciance; les mères traversent les rues, leurs enfants dans les bras, et s'amusent à leur faire écouter le bruit des obus. Dans les églises, l'office continue pendant que le bombardement fait trembler les vitres. Tant de sang-froid n'empêche pas les mesures de prudence; on dépave les abords du Panthéon et la plupart des cours pour atténuer, par des couches de sable, la violence de la chute. On a blindé le devant du palais du Luxembourg, du Louvre et beaucoup de magasins, avec des sacs à terre; ces précautions suffiront-elles?

---

12 *Janvier*. — Tous les canons Krupp, de Meudon à Bagneux, ont bombardé la rive gauche, de neuf heures du soir à quatre heures du matin; la population a été sur pied toute la nuit. A Montrouge et à Plaisance, les habitants ont émigré en masse; la plus grande partie se case, comme nous, dans le neuvième arrondissement. Notre rue de Vaugirard, le Luxembourg et le Panthéon ont reçu trois cents bombes en trois heures. Les énormes projectiles lancés de Châtillon pénètrent jusqu'à la fontaine Saint-Michel, pendant que ceux de Meudon et de Clamart atteignent le Champ-de-Mars, le Point-du-

Jour et Passy. L'Ecole normale, l'Institution des jeunes aveugles, l'hospice de l'Enfant-Jésus, la Maternité, le Val-de-Grâce, l'Ecole militaire ont été bombardés.

Les caves ne garantissent plus; un obus pénètre dans l'une d'elles; sur dix locataires, quatre sont atteints mortellement; une jeune fille tuée par un éclat de bombe; son frère, tué quelques heures après; un garde national, près de la porte de Sainte-Pélagie, tué. Une bombe éclate dans la clinique de l'Ecole de médecine; une autre incendie une maison près de la statue de Ney. Les Prussiens commencent à se servir d'obus à pétrole. Douze commencements d'incendie ont été éteints par les pompiers dans la nuit du 8 au 9.

Les étrangers disent aux Parisiens : « Vous êtes trop chevaleresques. Pourquoi n'usez-vous pas d'engins de destruction pour répondre à ces barbares? »

Les rues les plus ravagées cette nuit, sont toujours Vaugirard, Sèvres, Notre-Dame-des-Champs, Cherche-Midi, Assas, Sainte-Placide, le Jardin des Plantes. Il y a eu beaucoup de victimes; leurs blessures sont horribles.

C'est seulement avant-hier que M. de Moltke a notifié le bombardement. Quelle dérision! L'espionnage ne cesse pas; on a surpris des Saxons, des Bavarois déguisés en paysans.

Un décret du Gouvernement de la défense nationale assimile tout Français atteint par des bombes au soldat frappé par l'ennemi.

Le bombardement fait de chaque Parisien un combattant, puisqu'il expose chacun à la mort.

Protestation des médecins de la Salpêtrière et de la Charité :

Paris, 11 janvier 1871. — La Salpêtrière est un hospice où sont recueillies, en temps ordinaire :

1° Plus de trois mille femmes âgées ou infirmes;

2° Quinze cents femmes aliénées, et, par surcroît, en ce moment de suprême douleur, les populations réfugiées des asiles d'Ivry et trois cents de nos blessés. C'est là une réunion de toutes les souffrances qui appelle et commande le respect; mais l'ennemi qui nous combat aujourd'hui ne respecte rien. Dans la nuit de dimanche à lundi, du 9 au 10 janvier, il a pris pour point de mire les hôpitaux de la rive gauche, la Salpêtrière, la Pitié, les Enfants-Malades, le Val-de-Grâce et les cabanes d'ambulance. A la Salpêtrière, nous avons reçu plus de quinze obus. Or, notre dôme, très élevé, est surmonté du drapeau international; il en est de même du dôme du Val-de-Grâce.

C'est un acte monstrueux, contre lequel protestent les médecins soussignés, et qu'il faut signaler à l'indignation de ce siècle et à celle des générations futures.

Drs CRUVEILHIER, chirurgien en chef de la Salpêtrière; CHARCOT, médecin de la Salpêtrière; LUYS, médecin de la Salpêtrière; FERMON, pharmacien en chef; A. VOISIN, médecin de la Salpêtrière; BAILLARGÉ, médecin de la Salpêtrière; TRÉLAT, médecin de la Salpêtrière; J. MOREAU (de Tours).

—

Les soussignés, médecins de l'hôpital de la Charité (annexe), protestent contre le bombardement dont cet établissement a été l'objet. Huit obus sont tombés sur cet hôpital, qui renferme huit cents malades et blessés, tant civils que militaires. Plusieurs autres projectiles ont éclaté dans son voisinage immédiat.

—

Navrante dépêche privée : Mon amie, Mme Fleury, cette femme accomplie, est morte le 23 octobre!...

—

Le bruit court que l'armée de l'Est tant espérée, attendue à Paris, se dirige sur Nancy au lieu d'arriver à nous à marches forcées! Ce serait un coup de poignard au cœur de la France; ce serait le désastre des désastres. Bourbaki en marche vers les Vosges!... Que va-t-il faire là-bas, au lieu de voler au secours de Paris agonisant? Pourquoi ces pointes insensées sur la frontière? Nous entrevoyons une répétition des catastrophes de Metz et de Sedan!...

Malgré sa fièvre et sa bronchite, mon mari a immédiatement écrit au gouverneur de Paris ce qu'il entrevoit, ce qu'il redoute, et il l'a conjuré d'aviser, s'il en est

temps encore. Mais cette lettre ira s'engouffrer dans les papiers de l'état-major. Il faut saisir l'opinion publique de cette question de vie et de mort. Malheureusement, personne ne voit le péril; tous les journaux sans exception applaudissent à ce qu'ils appellent « le magnifique mouvement de Bourbaki. »

Voici la lettre d'Edgar Quinet au gouverneur de Paris :

Mon général,

Voulez-vous me permettre d'ajouter ici quelques mots à l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous?

Nous supposions que le général Bourbaki faisait un mouvement à l'Est. Ce mouvement a été confirmé et la nouvelle est excellente.

Mais bien des gens répandent (je ne sais sur quelle autorité) que le général Bourbaki se dirige sur les Vosges. Cette marche sur un point si éloigné de nous serait assurément funeste, quand toute la question se concentre plus que jamais sur Paris.

Puisque le général Bourbaki occupe Dijon, ne pensez-vous pas que son mouvement doit s'opérer dans la direction de Troyes? Pendant ce temps le général Faidherbe, parti d'Amiens, pourrait prendre la direction de Reims et faire sa jonction avec le général Bourbaki. Ces deux armées réunies, fortes d'environ deux cent cinquante mille hommes, se rabattraient sur Paris par les chemins mêmes qu'ont suivis les Prussiens. Elles ramasseraient sur leur route les convois, les renforts, les malades, les approvisionnements de l'ennemi. Celui-ci se trouverait cerné. C'est là assurément ce qu'il commence à craindre.

Paris décidera de tout. Ses jours sont comptés. Ce n'est donc pas le moment, pour les armées de secours, d'aller faire une expédition à long terme sur les Vosges ; c'est ici qu'elles doivent arriver par le plus court chemin.

La fortune nous revient. En appelant à vous Bourbaki et Faidherbe, vous achèverez de la décider. Un mot de vous, dans ce sens, peut tout sauver.

J'ai regretté l'autre jour de n'avoir pas assez insisté sur la nécessité d'empêcher les Prussiens des environs de Paris de faire des détachements contre nos armées de secours. Mais cette conviction était aussi la vôtre. Toute parole de plus était inutile.

Oui, mon général, la France veut vaincre, elle vaincra! Appelez

à vous Bourbaki et Faidherbe réunis entre la Marne et l'Aisne. Ne les laissez pas s'éloigner dans les Vosges et sur le Rhin.

J'ai l'honneur d'être, etc.

E. Quinet.

Paris, 12 janvier 1870.

---

13 *Janvier*. — Cette nuit, les batteries prussiennes ont tiré indistinctement sur tous les quartiers de la rive gauche; les plus éprouvés ce sont toujours Vaugirard, Grenelle, Montrouge. Depuis minuit à deux heures, un projectile par minute dans notre sixième arrondissement. Le Jardin des Plantes, l'Institution des jeunes aveugles, l'hôpital de Loursine, l'ambulance Sainte-Périne, à Auteuil, bombardés malgré le drapeau de la convention de Genève qui flotte sur cet asile de trois cents vieillards.

Les obus ne respectent pas les morts; ils ont frappé des convois funèbres, des cercueils que suivait la foule malgré le péril; deux jeunes filles de huit et de treize ans ont été tuées à la fois. Deux femmes tuées dans la rue des Ursulines; deux autres femmes tuées rue de l'Ouest; Billancourt et Boulogne sont bombardés avec fureur.

Le ministre des affaires étrangères adresse une protestation à tous nos agents diplomatiques à l'étranger :

Voici huit jours qu'à l'improviste, sans prévenir les inoffensifs et les neutres, le commandant en chef de l'armée prussienne couvre nos édifices de ses projectiles meurtriers. Il semble qu'il ait choisi de préférence nos monuments hospitaliers, nos écoles, nos temples, nos ambulances.

Les femmes sont tuées dans leur lit, les enfants dans les bras de leurs mères, sous l'œil de leurs instituteurs; hier, nous accompagnions à leur dernière demeure cinq petits cercueils de jeunes élèves écrasés sous le poids d'un obus de 90 kilogrammes. L'église où leurs restes étaient bénits par le prêtre et arrosés par les larmes de leurs parents témoignait par ses murailles, déchirées la nuit même, de la fureur des assaillants.

Je ne sais combien de temps dureront ces inhumaines exécutions,

Inutiles à l'attaque, elles ne sont qu'un acte de déprédation et de meurtre destiné à jeter l'épouvante. Notre brave population de Paris sent son courage grandir avec le péril. Ferme, irritée, résolue, elle s'indigne et ne plie point. Elle veut plus que jamais combattre et vaincre, et nous le voulons avec elle.

—

On nous annonce que quinze mille bœufs, quarante mille moutons, parqués aux abords des voies ferrées, et trois cent mille quintaux de denrées de toute espèce, destinés au ravitaillement de Paris, attendent le premier signal pour être expédiés aux Parisiens. Le Gouvernement espère donc forcer les lignes? A quand la sortie? L'ennemi sera-t-il encore prévenu d'avance?

Le froid recommence, terrible. Tous les maux à la fois : le fer, le feu, la peste, la famine, l'assaut; on dit que les Prussiens vont le tenter.

Détails officiels: Comme les établissements de bienfaisance, tous nos établissements scientifiques sont situés sur la rive gauche de la Seine. Il n'en est guère à cette heure qui n'ait été plus ou moins visité par les obus ennemis.

Dès le 5 janvier, l'Ecole normale avait reçu quatre obus, dont un était tombé dans l'ambulance.

Au lycée Corneille, dans la nuit du 8 au 9 janvier, trois malades de l'ambulance ont été atteints dans leur lit. L'un d'eux a eu le bras fracturé et trois côtes brisées. Les autres malades ont dû être transportés dans les caves. Le lycée a subi en outre d'assez graves dégâts matériels.

La Sorbonne a été atteinte par plusieurs obus, dont trois ont causé de sérieux dommages.

Un obus a brisé de même le chapiteau de la dernière colonne à droite de la façade de l'Ecole de droit. A l'Ecole de médecine, une bombe tombée dans la cour de l'Ecole pratique.

Les lycées Saint-Louis et Descartes ont été atteints.

Les fenêtres de la cour principale du musée de Cluny ont été effleurées par des éclats d'obus.

Quant à l'Observatoire qui, par sa situation, semblait le plus exposé de nos établissements scientifiques, il n'avait, à la date du 10, subi aucun dégât.

Au Muséum d'histoire naturelle, un des grands pavillons des serres chaudes a été en partie détruit.

Enfin, aux Gobelins, un obus a pénétré dans l'école de dessin, voisine d'une ambulance.

14 *Janvier.* — Le bombardement s'était ralenti un moment pendant l'action engagée du côté d'Issy, mais il a bientôt repris avec furie. Plus de cinq cents bombes sont tombées sur le quartier du Jardin des Plantes, la Pitié, le Val-de-Grâce, le Luxembourg, le Panthéon, Sainte-Pélagie, diverses ambulances, et sur notre quartier Vaugirard, privilégié entre tous.

Le calme magnanime de Paris ne se dément pas. La foule se masse, pendant la nuit, place de la Concorde, pour apercevoir la trajectoire des bombes. On se dit qu'après tout ce furieux bombardement signifie l'inquiétude des Prussiens; ils se sentent menacés, entourés par la France entière, leur retraite compromise.

Brave Paris, oh! continue à tenir bon!

Les maires sont obligés d'ordonner aux locataires de se réfugier dans les caves, tant il y a chez tous de mépris pour la mort. Jamais la population n'a eu de défaillance; son cœur se relève toutes les fois que le Gouvernement se met en rapport avec elle; prête à excuser son inertie, elle accepte les raisons qu'on lui donne sur la difficulté des sorties, mais elle veut des raisons.

Dans la rue, on se parle peu, du regard plutôt; on sait des détails terribles, on ne les répète pas, de peur d'alarmer les timides et d'affaiblir la résistance. Il faut que Paris tienne, Paris tiendra. Le vaillant lutteur continue sa résistance désespérée. On bombarde nos hôpitaux, et la foi dans la victoire dure toujours. L'heure de la délivrance approche, dit-on; Chanzy, Faidherbe ne sont pas éloignés de Paris. Bourbaki a réussi à couper les communications des Prussiens avec l'Allemagne.

Voici le billet que mon cher malade écrit ce soir à un ami pour lui apprendre notre nouveau campement :

L'obus entrant par ma fenêtre
M'a dit : « Je te cherchais, vilain ! »
J'ai répondu : « Retourne chez ton maître ;
Dis-lui : Sire, avant vous, ils seront à Berlin. »

Tout ceci est réalité, non poésie. La vitre de ma fenêtre à côté de mon bureau a été brisée par un éclat d'obus. Rassurez-vous pourtant, nous sommes rue de Berlin, non pas prisonniers, mais malades; le nom est de bon augure.

—

15 *Janvier*. — Le bombardement n'a pas discontinué un instant cette nuit; toutes les batteries ont ouvert un feu terrible contre nos forts et sur Vaugirard, le Luxembourg, l'Odéon, le Jardin des Plantes, le Val-de-Grâce, la Pitié, Saint-Sulpice. Le dôme du Panthéon est atteint, puis le collége Henri IV, les Invalides, les Gobelins, Sainte-Pélagie, le marché Saint-Germain et cinq ambulances.

Cinquante-neuf victimes le 8 janvier; quarante-huit victimes le 9; treize le 10; vingt et une le 11; treize le 12, trente-huit le 13; trente et une le 14.

Protestation des médecins de l'hôpital Necker, de l'hôpital du Midi, de l'hospice Cochin, de l'Institution des jeunes aveugles. Les malheureux atteints de typhus et de fluxion de poitrine transportés dans les caves.

Relever machinalement cette cruelle statistique, c'est tout ce que je puis. J'ai le cerveau paralysé d'inquiétude. Et puis, cela fait mal de lire les journaux. Les colonnes de l'*Officiel* sont remplies de documents diplomatiques sur les conférences de Londres, de la mer Noire. Il s'agit bien de cela!

Tant de patience chez le peuple, tant d'incurie chez les chefs! Quel est le plan du Gouvernement? Des sorties pour rire? Paris attend Bourbaki, il marche sur Nancy ou vers le grand-duché de Bade! Et nous, nous avons le poignard dans le cœur.

— Que pense la troupe? demandait mon pauvre malade à un franc-tireur qui vint le voir ce soir.

— La troupe ne pense à rien qu'à astiquer son équipement, veiller à la *popotte*, suivre les ordres, si on lui en donne. Elle marchera, et très bien. Mais il n'y a chez personne des vues d'ensemble.

Malgré la difficulté des communications, notre amie Mme Busquet, dans son inépuisable bonté, est venue elle-même de l'autre bout de Paris nous apporter le viatique, autrement dit notre morceau de pain et nos trente grammes de cheval. Le vrai viatique qu'elle nous apporte, c'est la nouvelle d'une victoire de Garibaldi et du décret pour la levée de la classe de 1871. Cette excellente amie est en grand deuil de sa belle-mère, morte entre ses bras la nuit du 8 au 9 janvier, pendant le plus cruel bombardement.

—

16 *Janvier*. — Cette nuit, terrible canonnade des forts du Sud. Leur voix de tonnerre plus furieuse, plus précipitée que jamais, jusqu'à six heures du matin. Nous avons eu le loisir d'étudier ce fracas nocturne; une toux convulsive ne nous laisse pas fermer l'œil une minute.

On dit que les remparts formaient une ceinture de flammes et de fumée. L'ennemi a tenté plusieurs attaques; notre garde nationale était sur pied toute la nuit et partout à la fois. Les obus sont tombés jusque dans l'île Saint-Louis et à la Monnaie. Le pont Notre-Dame a été atteint. Le collège Rollin, le lycée Corneille, le couvent des religieuses rue de Vaugirard, l'Entrepôt des vins, le Jardin des Plantes, l'usine Cail ont reçu une masse de bombes. C'est la plus terrible des nuits du bombardement.

Et pourtant, ce même 15 janvier, le Théâtre-Français a fêté l'anniversaire de Molière. On a récité des vers :

Pour tuer au hasard des enfants et des femmes,
Ils font passer sur nous un ouragan de feu.
. . . .
Nous avons retrouvé l'amour de la patrie,
Le mépris du succès et l'orgueil de la mort.

—

17 *Janvier*. — Jamais on n'a tant fait abus du mot progrès, et nous voilà revenus au temps de Gengis-Khan.

Monstres de haine et d'envie ! leur férocité prouve leur inquiétude, le bombardement ne ralentit même plus le jour.

Nos chefs assument la plus terrible responsabilité. Les députations se succèdent chez le gouverneur de Paris, il répond invariablement : « Je sais qu'on m'appelle inerte, incapable, j'ai renoncé à la popularité, mais je ne céderai à personne. J'ai mon plan, je suis sûr du succès. »

Point de mesures énergiques, rien, rien, voilà le plan.

Garibaldi a remporté une victoire à Montlay. On dit Bourbaki vers la frontière du Rhin; en attendant nous périssons. L'intrépide population stationne de six heures à huit heures du matin, dans la glace, pour obtenir le pain mêlé de paille et de boue, et ne se plaint que de l'inaction des chefs. Des rumeurs sinistres alarmaient aujourd'hui la foule à la porte des boulangeries : « Dans huit jours nous serons débloqués et on nous donnera un roi. »

—

18 *Janvier*. — Au bout de douze jours de sauvage bombardement, voyant qu'ils ne parviennent pas à intimider la population, les Prussiens se décident à

lancer des bombes incendiaires. Elles ont été lancées par les batteries de Châtillon sur les abattoirs de Grenelle ; d'autres ont pénétré à l'hôtel du télégraphe, d'autres encore sur l'Entrepôt, section de l'eau-de-vie ; le feu se déclare. Un clairon a parcouru toute la nuit le quartier, criant : Le feu à l'Entrepôt !

Allons-nous assister à une émulation de férocité ? On parle comme d'une pure physique expérimentale de ces matières : balles explosibles incendiaires produisant des gerbes de flammes, « donnant le meilleur résultat. »

Les obus prussiens ont encore atteint des morts. Un cercueil, transporté à bras, au cimetière Montparnasse, a été brisé.

Le 83e bataillon s'exerçait, rue de Rennes, un obus tombe au milieu des gardes nationaux ; un moment après l'exercice continue.

L'ennemi a attaqué Villejuif, on l'a repoussé.

Les journaux sont imprimés aujourd'hui sur papier jaune : on emploie de vieilles gazettes blanchies par des procédés chimiques. Le papier manque aux Parisiens avant les vivres.

Notre mairie du neuvième arrondissement invite tous les propriétaires à faire connaître les locaux vides pour les mettre à la disposition des familles qui arrivent de la rive gauche.

On ordonne des perquisitions pour découvrir des combustibles, des provisions alimentaires dans les maisons des absents ; on va en faire profiter les blessés, les malades, les réfugiés des quartiers bombardés qui n'ont plus le pain de leur mairie. La confusion de ces bons de pain nous fera mourir de faim.

Dès demain les boulangers ne distribueront le pain qu'aux porteurs d'une carte d'alimentation de bouche-

rie et de boulangerie. Grand embarras pour ceux qui ont quitté leur quartier. La ration est fixée à trois cents grammes ; des délégués de la mairie assistent à la distribution du pain. Il est mélangé de blé, de seigle, d'avoine, mais ce qui paraît le plus, c'est la paille.

Les chevaux de luxe sont menacés à leur tour. Madame X... aura-t-elle réussi à faire agréer ses superbes alezans à l'état-major de la garde nationale? Pourvu qu'on ne sacrifie pas ces bons et sages chevaux d'omnibus! Je ne me lasse pas d'admirer leurs mouvements si prudents, si judicieux; leur *présence d'esprit* dans les rues encombrées, aux passages difficiles ; ils ont l'air de se conduire tout seuls. C'est un acte de cannibalisme de dévorer des êtres si intelligents.

—

Le généreux Richard Wallace se prodigue pour soulager les Parisiens : il vient de donner cent mille francs aux victimes du bombardement, trente mille francs aux pauvres, après les trois cent mille francs donnés aux ambulances et deux cent mille francs pour bois de chauffage. Le jardin des Plantes lui a offert les deux magnifiques camélias échappés à la destruction des serres ; notre rue de Berlin va changer de nom, ce sera désormais la rue Richard Wallace.

On trouve encore aux halles un peu de laitue, récolte des zones semées par Joigneaux. Le sucre monte à un prix si insensé que le préfet fixe le maximum à deux francs le kilo. Un cinquième de litre de vin est distribué à chaque boulangerie, à tous les nécessiteux, en même temps que des bons de pain.

J'entends dire que la banlieue viendra camper avec ses bestiaux sous les lambris dorés. Aussi les propriétaires

des somptueux hôtels, dans les quartiers aristocratiques, cherchent à prêter gratuitement leurs beaux appartements pour les soustraire à l'invasion du monde pauvre. Tel propriétaire que le Gouvernement force de les loger en aura pour quinze à vingt mille francs de dégâts après le campement des habitants de Levallois-Perret, établis pêle-mêle, avec leurs volailles et leurs moutons, dans les splendides salons. Quand le concierge effaré hasarde une recommandation, une prière de ménager les tentures, les parquets, on lui répond : Le bombardement ne respecte rien.

—

M. Préault a découvert notre campement, il est revenu nous voir ; toujours aussi spirituel, aussi calme que dans les jours heureux ; et cependant son atelier, rue Notre-Dame-des-Champs, est exposé aux bombes, à l'incendie. Nos ennemis même ne peuvent refuser aux Français le courage, cette constance à souffrir, à espérer, cette facilité de voir le bon côté des choses ! Quel peuple a montré plus de bravoure morale, que le peuple de Paris ? Il a constamment soutenu, aiguillonné ses chefs sans les violenter. Honneur, éternel honneur à cette population qui souffre le martyre sans se plaindre, sans se lasser, sans se décourager !

Les Anglais constatent que les Parisiens endurent stoïquement la faim, l'absence de nouvelles, mais que leur colère est excitée par le gouverneur qui ne leur fait qu'*essayer* des sorties rares, désespérantes. Et encore, est-ce grâce à la pression de l'opinion publique qu'on mène la garde nationale hors des remparts.

Quand le signal d'une sortie est enfin donné, avant le jour, sur les places obscures, lieu du rendez-vous, s'assemblent les mères, les femmes, les sœurs, pour accompagner ceux qui ne reviendront plus peut-être. Depuis

quatre mois elles supportent tant de misères, les longues stations aux portes des boulangeries, dans la pluie, dans la neige, et elles n'ont pas un murmure en donnant à la patrie ce qu'elles ont de plus cher, en disant adieu à leurs fils, à leurs maris, à leurs frères!

—

Voilà dix jours que notre bonne Limousine nous cède sa petite chambre; nous commençons à ne plus être tout à fait des étrangers pour elle. Ce qui a bien contribué à l'humaniser, c'est que le pauvre malade s'avise de lui parler le patois de la Corrèze. Quand son affreuse toux lui déchire la poitrine et qu'il se voit l'objet de si vives inquiétudes, il répète en souriant: « Bah! *nôs en tirérén*, et de la bronchite et des Prussiens. »

Pourquoi faut-il que ces misères privées s'ajoutent à l'agonie de tout un peuple? Ces longs jours de maladie se passent dans une poignante attente; immobiles, cloués dans notre triste ambulance. J'écoute pendant la nuit le fracas incessant des bombes, le foudroiement de nos forts et la respiration haletante de mon bien-aimé malade. Puisse sa parole se vérifier: nous nous en tirerons, et des Prussiens et de la maladie.

Il y a deux jours il allait un peu mieux et se reposait, en lisant en grec Thucydide, le siége de Syracuse, qui offre tant de rapports avec la situation de Paris. Aussitôt que la saison devenait mauvaise, les Athéniens prenaient leurs quartiers d'hiver et les assiégés respiraient... Leur climat était plus doux que le nôtre... Ah! qui viendra au secours de notre admirable Paris?

Pour varier l'uniformité de notre vie d'ambulance, voici un convoi mortuaire qui passe: on dit que c'est le fils de l'amiral Saisset, tué par un éclat d'obus.

— Nouvelle inquiétude : la bonne Limousine se trouve subitement malade ; sa petite fille de onze ans la remplace et nous dit : « Avant votre arrivée, maman a eu la même atteinte ; le médecin y trouvait les symptômes de la petite vérole. »

Il ne manquerait plus que cela pour nous achever.

L'enfant avec son gracieux parler, nous distrait, elle aime la République. Bon signe si la jeune génération est lasse des rois et des empereurs. Elle nous raconte tous les bruits du dehors ; c'est la gentille petite nouvelliste du quartier.

—

19 *Janvier*, *neuf heures du matin*. — Le journal nous apporte à l'instant la proclamation aux habitants de Paris :

L'ennemi tue nos femmes, nos enfants. Il nous bombarde jour et nuit. Il couvre d'obus nos hôpitaux. Un cri : « Aux armes! » est sorti de toutes les bouches.

Est-ce sérieux, cette fois? Ah! qu'on a trompé souvent cette brave garde nationale! Hier encore, dans la nuit, deux cent cinquante mille hommes ont répondu à l'appel. Quel enthousiasme, quelle joie de marcher enfin! Au moment où cette armée, frémissant d'ardeur, allait s'ébranler, un contre-ordre arrive!... Oui, le bombardement des Prussiens excite le patriotisme de la garde nationale, mais les déceptions que lui causent ses chefs, voilà le péril, voilà ce qui exaspère

—

Dix heures. — Immenses nouvelles! L'armée de Paris a fait une grande sortie cette nuit. On assure que nous avons déjà pris Montretout. N'espérons pas trop tôt! Tous nos débuts sont brillants, mais compromis par la médiocrité ou la malignité.

A midi, un ami arrive éperdu de joie : « Montretout

est à nous! Saint-Cloud est à nous! Garches, la Fouilleuse, la Malmaison, Rueil sont à nous! Les troupes s'engagent dans les bois de Versailles; le roi, son quartier général prêts à décamper. Oui, par les bois de Versailles, nos troupes iront donner la main à Chanzy, qui est très près, dit-on. »

Rabattrons-nous encore de ces heureuses nouvelles? Il n'en est pas moins vrai que c'est notre plus beau succès depuis quatre mois. Nous occupons l'ennemi, nous l'empêchons d'aller écraser nos armées, nous l'empêchons de bombarder Paris. La population a pu respirer pendant vingt-quatre heures. C'est ainsi qu'il eût fallu agir depuis douze jours.

Point de bombardement cette nuit. Mon cher malade aurait pu passer une nuit paisible, mais sa toux convulsive ne lui laisse pas de repos.

—

20 *Janvier*. — De grand matin, la prise de Rueil se confirme. Nous sommes à deux pas de Marly; de là, nous dominons la route de Versailles.

—

Voici les nouvelles que d'heure en heure Paris haletant lit dans les dépêches officielles :

19 janvier, 10 heures du matin. — Concentration très difficile et laborieuse pendant une nuit obscure. Retard de deux heures de la colonne de droite. Sa tête arrive en ligne en ce moment. Maisons Béarn, Armengaud et Pozzo di Borgo occupées immédiatement. Long et vif combat autour de la redoute de Montretout; nous en sommes maîtres. La colonne Bellemare a occupé la maison du curé et pénètre par brèche dans le parc, le château et les hauteurs de Buzenval. Elle va attaquer la maison Craon. La colonne de droite (général Ducrot) soutient vers les hauteurs de la Jonchère un fier combat de mousqueterie. Tout va bien jusqu'à présent.

Montretout occupé par nous à dix heures. L'artillerie reçoit l'ordre d'occuper le plateau et de tirer sur Garches. Bellemare entre dans Buzenval, attaque maintenant vers la Bergerie ; fusillade très vive, brouillard intense, observation très difficile. Je n'ai pas encore entendu un coup de canon prussien.

10 heures 50. — Un épais brouillard me dérobe absolument les phases de la bataille. Les officiers porteurs d'ordres ont peine à trouver les troupes. C'est très regrettable ; il me devient difficile de centraliser l'action comme je l'avais fait jusqu'ici. Nous combattons dans la nuit.

—

6 heures du soir. — La bataille engagée en avant du Mont-Valérien dûre depuis ce matin. L'action s'étend depuis Montretout, à gauche, jusqu'au ravin de la Celle-Saint-Cloud, à droite.

Trois corps d'armée formant plus de cent mille hommes et pourvus d'une puissante artillerie sont aux prises avec l'ennemi. Le général Vinoy, à gauche, tient Montretout et se bat à Garches, le général de Bellemare et le général Ducrot ont attaqué le plateau de la Bergerie et se battent depuis plusieurs heures au château de Buzenval. Les troupes ont déployé la plus brillante bravoure et la garde nationale mobilisée a montré autant de solidité que de patriotique ardeur.

Le gouverneur, commandant en chef, n'a pu faire connaître encore les résultats définitifs de la journée. Aussitôt que le gouvernement les aura reçus, il les communiquera à la population de Paris.

—

A la tombée du jour, nos troupes en vue du 6e secteur occupent Montretout avec de l'artillerie, les hauteurs au-dessus de Garches et une partie à droite dans Saint-Cloud.

De fortes réserves sont au repos depuis midi sur les contreforts de Garches et de la Fouilleuse, vers la Seine. Les derniers ordres du gouverneur, qui était au Mont-Valérien avec le général Vinoy, pour le tir de nos bastions, sont de tirer énergiquement sur le parc de Saint-Cloud et la vallée de Sèvres, au dessus de laquelle s'élève une fumée continue depuis deux heures.

—

8 heures 40. — La nuit seule a pu mettre fin à la sanglante et honorable bataille d'aujourd'hui. L'attitude de la garde nationale a été excellente. Elle honore Paris.

—

9 heures 50 m. du soir. — Notre journée heureusement commencée n'a pas eu l'issue que nous pouvions espérer.

L'ennemi, que nous avions surpris le matin par la soudaineté de l'entreprise a, vers la fin du jour, fait converger sur nous des masses d'artillerie énormes avec ses réserves d'infanterie.

Vers trois heures la gauche, très vivement attaquée, a fléchi. J'ai dû, après avoir ordonné partout de tenir ferme, me porter à cette gauche, et, à l'entrée de la nuit, un retour offensif des nôtres a pu se prononcer. Mais la nuit venue, et le feu de l'ennemi continuant avec une violence extrême, nos colonnes ont dû se retirer des hauteurs qu'elles avaient gravies le matin.

Le meilleur esprit n'a cessé d'animer la garde nationale et la troupe, qui ont fait preuve de courage et d'énergie dans cette lutte longue et acharnée.

Je ne puis encore savoir quelles sont nos pertes. Par des prisonniers j'ai appris que celles de l'ennemi étaient fort considérables.

Désastreuse dépêche du général Trochu :

20 janvier, 9 h. du m. — Le brouillard est épais. Ennemi n'attaque pas. J'ai reporté en arrière la plupart des masses qui pouvaient être canonnées, quelques-unes dans leurs anciens cantonnements. Il faut d'urgence parlementer à Sèvres pour un armistice de deux jours qui permette l'enlèvement des blessés et l'enterrement des morts. *Il faudra pour cela du temps, des efforts, des voitures très solidement attelées et beaucoup de brancardiers.* Ne perdez pas de temps pour agir en ce sens.

On n'en croit pas ses yeux. On lit cette dépêche avec stupeur. Quoi ! c'est là le langage du général qui aiguillonne son armée pour couronner une victoire si chèrement achetée. Quoi ! ces légions de Paris auront déployé inutilement cette intrépidité, cette ténacité prodigieuse ?

La garde nationale, la mobile et l'armée ont lutté pendant douze heures comme des héros ; c'est en vain qu'ils ont jonché de leurs morts ces crêtes, ces ravines, ces bois de Versailles ! La fleur de la population est tombée sous les murs homicides de Buzenval ; au moment de cueillir le prix de tant de sanglants sacrifices, quand l'armée est près d'atteindre le but suprême et de franchir les lignes ennemies, on l'arrête. On la ramène en arrière, on change le bulletin de victoire en cri d'alarme ; on sème la panique, on prend un ton lamentable, on rassemble les mots lugubres plus familiers aux infirmiers, aux entrepreneurs de pompes funèbres qu'aux chefs de la défense nationale !

Conviction qui se répand partout : le plan de nos chefs est un simulacre de défense ; ils n'ont pas l'intention de vaincre !

—

Que de victimes, que de pertes irréparables! Le colonel Rochebrune est tombé en avant de Rueil. On s'est obstiné à tenir toute la journée près de ce mur du parc de Buzenval qui cachait l'ennemi, ces barricades crenelées qui vomissaient la mort. Là, devant ce mur fatal tombèrent Henri Regnault, M. d'Estourmel, un vieillard, M. de Coriolis et tant d'autres braves! C'est là qu'au moment le plus critique, le colonel Brancion s'écria : « Républicains de Montmartre, voulez-vous sauver la République? » Et tous s'élancent en avant et se battent en héros. C'est là que fut blessé l'intrépide Langlois; c'est là que la cantinière Mme Philippe, voyant tomber son beau-père, saisit son fusil et se bat jusqu'à la fin de la journée.

Oui, c'est l'élite de la population de Paris qui a combattu à Buzenval [1]. Elle eût peut-être sauvé la patrie, si elle avait été commandée par des chefs plus entreprenants.

—

1. Cette élite se composait (dit le colonel Brancion) d'hommes de tous rangs, de toutes conditions, ouvriers de toutes professions; c'étaient les mêmes hommes qui avaient défendu la République le 31 octobre, qui s'étaient battus le 24 novembre à Bondy, qui avaient bivaqué sans murmure par 16 degrés de froid, qui s'étaient maintenus dans les tranchées pendant un mois sans qu'aucun d'eux osât sans permission aller chercher des nouvelles de sa famille menacée par le bombardement; ouvriers et anciens militaires avaient renoncé à leurs grades pour suivre les bataillons de marche comme simples volontaires. Parmi les morts que les compagnies de guerre fournirent dans la bataille du 19 janvier, on nomme Couchot, menuisier, père de six enfants; Prudhomme, vieillard de 65 ans, frappé aux côtés de ses deux fils, ouvriers comme lui; Mitchell, enfant de 17 ans, et tant d'autres tombés comme eux dans les bois de Buzenval.

La seule compagnie de volontaires du 247e bataillon perdit le cinquième de son effectif dans cette glorieuse journée, et ces mêmes faits peuvent se constater dans toutes les batailles sous Paris.

RAPPORT MILITAIRE

Les rapports des commandants de colonne sur la journée d'hier ne sont pas encore tous parvenus au gouverneur; il croit cependant devoir donner dès à présent un aperçu général des opérations qui se sont accomplies le 19 janvier.

L'armée était partagée en trois colonnes principales, composées de troupes de ligne, de garde mobile et de garde nationale mobilisée incorporée dans les brigades. Celle de gauche, sous les ordres du général Vinoy, devait enlever la redoute de Montretout, les maisons de Béarn, Pozzo di Borgo, Armengaud et Zimmermann. Celle du centre, général de Bellemare, avait pour objectif la partie Est du plateau de la Bergerie. Celle de droite, commandée par le général Ducrot, devait opérer sur la partie ouest du parc de Buzenval, en même temps qu'elle devait attaquer Longboyau, pour se porter sur le haras Lupin.

Toutes les voies de communication ayant accès dans la presqu'île de Gennevilliers, y compris les chemins de fer, ont été employées pour la concentration de ces forces considérables, et, comme l'attaque devait avoir lieu dès le matin, la droite, qui avait un chemin extrêmement long (12 kilomètres) à parcourir au milieu de la nuit, sur une voie ferrée qui se trouva obstruée, et sur une route qu'occupait une colonne d'artillerie égarée, ne put parvenir à son point de réunion qu'après l'attaque commencée à gauche et au centre.

Dès onze heures du matin, la redoute de Montretout et les maisons indiquées précédemment avaient été conquises sur l'ennemi, qui laissa entre nos mains 60 prisonniers.

Le général de Bellemare était parvenu sur la crête de la Bergerie, après s'être emparé de la maison dite du Curé; mais, en attendant que sa droite fût appuyée, il dut employer une partie de sa réserve pour se maintenir sur les positions dont il s'était emparé.

Pendant ce temps, la colonne du général Ducrot entrait en ligne. Sa droite, établie à Rueil, fut canonnée de l'autre côté de la Seine par des batteries formidables contrebattues par l'artillerie qu'elle avait à sa disposition et par le mont Valérien.

L'action s'engagea vivement sur la porte de Longboyau, où elle rencontra une résistance acharnée, en arrière de murs et de maisons crénelés qui bordent le parc. Plusieurs fois de suite, le général Ducrot ramena à l'attaque les troupes de ligne et la garde nationale, sans pouvoir gagner du terrain de ce côté.

Vers quatre heures, un retour offensif de l'ennemi entre le centre et la gauche de nos positions, exécuté avec une violence extrême, fit reculer nos troupes, qui, cependant, se reportèrent en avant vers la fin de la journée. La crête fut encore une fois reconquise, mais la nuit arrivait, et l'impossibilité d'amener de l'artillerie, pour constituer un établissement solide sur des terrains déformés, arrêta nos efforts.

Dans cette situation, il devenait dangereux d'attendre, sur ces posi-

tions si chèrement acquises, une attaque de l'ennemi qui, amenant des forces de toutes parts, ne devait pas manquer de se produire dès le lendemain matin. Les troupes étaient harassées par douze heures de combat et par les marches des nuits précédentes employées à dérober les mouvements de concentration ; on se retira alors en arrière, dans les tranchées, entre les maisons Crochard et le mont Valérien.

Nos pertes sont sérieuses; mais, d'après le récit des prisonniers prussiens, l'ennemi en a subi de considérables. Il ne pouvait en être autrement après une lutte acharnée qui, commencée au point du jour, n'était pas encore terminée à la nuit close.

C'est la première fois que l'on a pu voir, réunis sur un même champ de bataille, en rase campagne, des groupes de citoyens unis à des troupes de ligne, marchant contre un ennemi retranché dans des positions aussi difficiles ; la garde nationale de Paris partage avec l'armée l'honneur de les avoir abordées avec courage, au prix de sacrifices dont le pays leur sera profondément reconnaissant.

Si la bataille du 19 janvier n'a pas donné les résultats que Paris en pouvait attendre, elle est l'un des événements les plus considérables du siège, l'un de ceux qui témoignent le plus hautement de la virilité des défenseurs de la capitale.

Rien n'est perdu encore. Si la victoire nous échappe, du moins l'armée de Paris occupe les Prussiens, les retient sous nos murs, les empêche d'aller écraser nos forces sur la Loire. Cet insuccès était à prévoir. Toute la nuit, nous avions la certitude que les Prussiens concentreraient leurs corps et reprendraient l'offensive. Ce qui est plus néfaste que l'insuccès, c'est le rapport officiel. Pourquoi ce ton de désespoir? On croirait à une catastrophe irréparable. Ils ont l'air de dire : « Nous ne « pouvons plus rien; la résistance est impossible. »

—

Ce soir, notre ami Richard (du Cantal) nous glisse les premières rumeurs lugubres : « Défaite de Chanzy; dix mille prisonniers... » Et, ce qui est encore plus désastreux, Bourbaki vers Belfort!... Que fait-il là-bas, au lieu de marcher sur Paris? Pourquoi ces pointes insensées sur la frontière?... Nous entrevoyons la répétition de Sedan, la marche de Mac-Mahon. Voilà un

mois que ce pressentiment funeste nous poursuit. Peut-être allons-nous trop loin dans nos craintes. Oh! que ne donnerions-nous pour avoir un démenti!

—

21 *Janvier*. — Bourbaki dans les Vosges, au lieu de marcher au secours de Paris, c'est inimaginable! Le chef du 18ᵉ corps était à Dijon; pourquoi ne marchait-il pas sur Paris? Et si Paris est pris... si la France est écrasée...

C'est le premier jour noir où l'on n'entrevoit rien à l'horizon; les idées les plus funestes, auxquelles on ne donnait jamais accès, vous envahissent. On admet l'horrible éventualité : les Prussiens à Paris! Ce n'est pas nous qui l'admettons, mais des hommes d'affaires, des banquiers qui sont venus nous offrir leur appartement pour le mettre à l'abri des Prussiens. «Vous nous rendriez service, » disent-ils.

Hélas! cette grave maladie ne nous permet pas de quitter notre infirmerie. Un ancien ami de Rome, le peintre Storelli, est venu aussi nous proposer l'appartement de ses enfants, absents, pour le mettre à l'abri des Prussiens.

Les Prussiens à Paris! voilà où nous ont conduits nos temporisateurs! Malheureuse France! tu traînes encore un bout de chaîne de l'empire. Le monde officiel porte encore le sceau césarien. Parler, pérorer au lieu d'agir. Tous les journaux demandent unanimement la démission du général en chef, une action énergique.

—

Notre amie Mᵐᵉ Busquet est revenue nous visiter dans notre ambulance; elle nous apporte son courage, son esprit, son invincible confiance : « Paris tiendra, Paris les fera marcher, Paris ne leur permettra jamais de capituler. »

Qui croirait les difficultés que nous avons à obtenir un morceau de pain, dans ce neuvième arrondissement? Nous sommes inscrits au sixième, et l'échange des cartes n'est pas une opération facile ni prompte par ce temps de bombardement. Un ancien représentant est allé lui-même à la mairie exposer le cas :

— Je vous en supplie, M. Quinet est malade, rue de Berlin, veuillez faire changer sa carte pour lui délivrer le pain.

— Ce que vous demandez est impossible.

— Voyons, c'est une plaisanterie; une bouchée de pain pour M. et Mme Edgar Quinet, est-ce là une difficulté insurmontable?

— Je sais que cela vous paraît absurde, mais c'est comme cela.

Il a fallu attendre la formalité de la régularisation des cartes entre le sixième et le neuvième arrondissement. Heureusement, nous ne sommes pas trop pressés; notre morceau de pain de la rue de Seine est intact dans le buffet. Mon malade ne se nourrit guère en ce moment que de sirop de morphine.

Une nouvelle consolante, c'est l'accueil fait à Garibaldi par la ville d'Autun; les dames sont allées au-devant de lui le remercier d'être venu au secours de la France.

—

22 *Janvier*. — Le général Vinoy est nommé gouverneur de Paris. Un sénateur! Que présage ce retour aux hommes de l'empire? La capitulation est au bout de cette nomination. Voilà le général Trochu dégagé de toute responsabilité, regretté peut-être comme « républicain » : *le gouverneur de Paris ne capitulera pas!*

Ah! c'en est trop! Malgré la bronchite, mon mari a voulu sortir; il s'est traîné avec effort jusqu'au boule-

vard des Capucines. Là, épuisé, haletant, il entre, pour se reposer, dans un élégant restaurant. Quelle société! et comme elle caractérise déjà la réaction, les jours néfastes que nous entrevoyons! De petits crevés attablés parlaient de l'émeute de l'Hôtel de Ville; ils étaient rayonnants, ravis de la nomination du nouveau gouverneur de Paris; ils considéraient comme très certain le retour de « l'Empereur. » Ces beaux messieurs, qui sortent de je ne sais quelle cachette, tant ils ont l'air frais, bien portants, bien nourris, irréprochables d élégance (certes, on ne revient pas ainsi du service des tranchées), ricanaient agréablement sur le club de la Reine-Blanche :

— Mais quoi! vous vous permettez, sous la République, de dire la Reine-Blanche? dit l'un.

— Eh bien! reprend un autre, si Paris capitule, c'est une occasion toute naturelle pour les républicains de faire tout retomber sur l'Empereur; car enfin, c'est l'Empereur qui a nommé Trochu gouverneur de Paris.

Et tous d'éclater de rire à ce trait d'esprit.

Bientôt ils reprirent avec un accent de colère :

« Est-ce qu'il y aurait jamais eu une République, sans le général Trochu? Au 4 Septembre, la plupart des gens de l'Hôtel de Ville ne savaient pas encore, à trois heures, si on serait en République. »

Ce qu'il y a de plus singulier, ces aimables messieurs légitimaient l'émeute et la trouvaient toute naturelle. Ils parlaient des ouvriers en ricanant :

— Est-il possible que ces pauvres diables vivent avec trois cents grammes de pain par jour?

— Etaient-ils drôles tout à l'heure, ces gardes nationaux de l'Hôtel de Ville, qu'on faisait marcher la crosse dans le dos?

— Ce qu'il nous faut, c'est que l'émeute dure trois jours; alors on verra!

Ils se disputaient le prix d'infamie par leurs réflexions sur les Prussiens et sur l'empire. Les garçons de café qui les servaient les regardaient avec dégoût; cet échantillon de l'invasion était trop écœurant; nous fuyons cette élégante caverne.

Pauvre peuple, courageux et patient, qui attends de longues heures ton pain noir sur le pavé, sous la grêle des bombes, voilà le langage de ceux qui te méprisent!

Notre Limousine nous raconte ceci : « Une femme se plaignait, ce matin, à la queue de la boulangerie; elle lui dit : — Eh! songez donc à nos soldats sur le champ de bataille. Ils ont aussi, comme nous, les pieds dans la neige, mais ce n'est pas pour attendre du pain.

— C'est bien vrai! reprit la foule. »

Et on continue à espérer dans Bourbaki, on s'exhorte à résister jusqu'au bout.

—

Buzenval, la défaite de Chanzy, la marche de Bourbaki, le bombardement de Saint-Denis, ce n'est pas assez de calamités. Emeute à l'Hôtel de Ville qui en est le contre-coup. Malheur! cette fois le sang a coulé.

Comme nos ennemis vont l'exploiter! N'y sont-ils pour rien? On a surpris des agents provocateurs, des individus qui avaient l'accent allemand. Mais tant de souffrances stériles, de désespoirs et de colère y sont bien pour quelque chose. « Voilà ce que je redoutais, dit mon mari : que le siége de Paris ne finisse comme le siége de Jérusalem! »

Une centaine de personnes sont écrouées à Vincennes, Delescluze, Flourens et le directeur de Mazas.

Les ennemis de la République ont intérêt à grossir ce douloureux incident : « On se bat à l'Hôtel de Ville, la bataille est engagée entre la garde nationale et les gens de Belleville. » Rien de tout cela n'est vrai;

l'émeute se réduit à des proportions insignifiantes. Mais les coups de fusil, les morts et les blessés, la panique dans Paris, le sang qui a coulé, la tache de sang imprimée sur notre belle et pure République, voilà ce qui n'est que trop certain. Bismark sera content.

Si l'on envisage la situation, elle apparaît extrêmement grave, non par le fait de l'émeute, car elle a été immédiatement comprimée.

Oui, c'est la première soirée vraiment douloureuse de ces cinq glorieux mois. On croyait à l'honnêteté, à la fidélité du général Trochu. Ses successeurs, que seront-ils? On s'attend à voir surgir, comme en 1815, des imitateurs de Davout, qui signa la reddition de Paris sans en prévenir ses collègues; des hommes qui ne feront rien contre les Prussiens, tout contre les Parisiens.

Comme un malheur ne vient jamais seul, il a fallu que l'échec de Buzenval, grossi par les rapports exagérés des chefs, fût accompagné de la nouvelle des défaites de Chanzy. Ses dépêches, la dernière du 16 janvier, sont navrantes. Il était en pleine retraite, par des chemins affreux, deux pieds de neige; il avoue la défaillance d'une partie de ses troupes. Le prince Frédéric-Charles paraît, dit-il, décidé à en finir avec la deuxième armée de la Loire. Ce sont les renforts venus de Paris qui ont permis ces victoires prussiennes.

Et notre Paris, au magnanime espoir, se réjouit encore du superbe mouvement de Bourbaki dans l'Est!

Ce mouvement nous désespère mille fois plus que la défaite de Chanzy. Cette marche vers les frontières est absolument impardonnable, répète mon mari. Où vont ces cent cinquante mille hommes?

« Ils vont en Allemagne délivrer l'empereur, répondait tout à l'heure un mobile de Saône-et-Loire qui se chauffait à la cuisine. Voyez-vous, nous sommes entourés

de traîtres; ils veulent laisser tomber la République pour ramener l'empereur. »

Trahison ou déraison, le résultat est le même.

Graves pensées, graves et solennelles, comme à l'heure suprême de la mort. Parfois je crois rêver..... Nous sommes paisiblement à Veytaux [1], et je fais un songe affreux... Pourtant il était mêlé de tant de bonheur! Ce peuple est si beau de calme, de patience, de raison!

Comment ne deviendrait-il pas soupçonneux? A-t-il vraiment tort quand il dit: « L'ennemi le plus implacable, c'est l'ennemi caché, celui qui entrave toutes les mesures énergiques, celui qui inspire tous les mauvais conseils, celui qui obéit à un mot d'ordre secret et qui perpétue dans Paris républicain le règne de l'homme de Sedan.

« C'est à lui qu'on doit nos désastres systématiques; c'est lui qui oppose une force d'inertie à toute activité de la défense nationale; c'est lui qui a empêché la fabrication des armes, des canons; c'est lui qui retarde l'arrivée des batteries sur les champs de bataille et des colonnes qu'on attend; c'est lui qui retarde la distribution des vivres aux soldats mourant de faim. »

Il paraît qu'avant Buzenval des brigades entières n'ont pas mangé depuis douze heures; après le combat acharné de la journée, on ne leur a rien donné. Pas de distribution de vivres pendant trente-six heures.

—

Les sentiments ne sont plus à l'unisson comme au commencement du siége; les jeunes, ceux qui viennent de se battre à Buzenval, conservent leur ardeur belliqueuse. Les gens d'expérience admettent la prise de Paris et la continuation de la lutte en France. Nous

1. Voyez Mémoires d'exil. *Bords du Léman*, 1870. Éditeur, Le Chevalier.

savons que ces deux hypothèses s'excluent réciproquement. Les pessimistes déclarent que tout est perdu et concluent avec leur phrase stéréotypée insupportable : « La France est bien malade. »

Rien de plus dangereux que de désespérer de son pays et de nier ses actes les plus méritoires. Non, ce n'est pas seulement sous le coup de la loi que les armées se sont formées, l'élan volontaire y a sa grande part.

Combien toutes ces conversations lugubres aggravent l'état de mon mari! Il veut tout savoir, et chaque nouvelle, chaque détail est un coup affreux. Les entretiens ne servent plus désormais qu'à vous désespérer, car chacun apporte dans son récit sa part de craintes; et l'on reste plus attristé, moins fort. Quand nous sommes seuls, nous ressaisissons plus facilement l'espérance.

—

Le bombardement de Saint-Denis a commencé, et avec une violence terrible. Sept batteries prussiennes foudroient la malheureuse ville, sous un feu croisé. La population déménage à la hâte. Les familles, à pied, dans la boue, dans la neige, traînant les brouettes chargées de matelas, de mobilier, abandonnent leurs maisons et viennent se réfugier dans nos quartiers. Y serons-nous longtemps abrités? Si l'ennemi s'empare de Saint-Denis, les obus atteindront le neuvième arrondissement aussi bien que le sixième. Dès la première nuit, Saint-Denis a horriblement souffert; beaucoup de victimes! Une famille entière a été frappée à la fois. Ils étaient sept à table, rassemblés à déjeuner; l'obus tue le père et trois enfants, il blesse mortellement deux autres et la mère. La cathédrale est bombardée, la prison atteinte; une fabrique incendiée; les maisons s'écroulent; les boutiques sont abandonnées; pas une rue qui ne reçoive des obus. Ici, dans ce quartier, pas de pain;

la formalité des cartes force ces infortunés à errer d'une municipalité à l'autre. Les gémissements de cette population, chassée de ses foyers, est tragique comme les *Suppliantes* d'Euripide.

—

Un obus a éclaté au Collége de France, au pied de la chaire où M. Levasseur faisait un cours d'économie politique; il a continué avec calme sa leçon après s'être assuré que personne n'était blessé.

Le quartier du Panthéon a beaucoup souffert cette nuit. Dans une maison, un obus a anéanti toute une pauvre famille, hachant les enfants. Ailleurs, c'est un artilleur coupé en deux.

—

23 *Janvier*. — Depuis un mois, mon mari redoute cette marche sur les Vosges; il ne peut admettre que le général Bourbaki, se trouvant à Dijon, n'ait pas tendu la main à Paris, et qu'il préfère se diriger vers Belfort, Gray, Vesoul, Neufbrisach. Les petits forts alsaciens de l'extrême frontière ont-ils donc plus d'importance que Paris? Quel est donc ce plan étrange, cette promenade vers la forêt Noire, quand Paris est à l'agonie? Encore une fois, où vont les cent cinquante mille hommes de Bourbaki?

Les plus sombres pressentiments obsèdent mon mar depuis qu'il étudie ce funeste mouvement. L'inaction de nos chefs a permis aux Prussiens de détacher des corps qui ont écrasé Chanzy; maintenant, ils vont être libres d'en finir avec Bourbaki. Il s'écrie avec angoisse : « C'est une armée perdue! Rien au monde ne peut plus la sauver! »

Malgré l'extrême faiblesse d'une maladie de quinze jours, il a voulu tenter encore un effort, saisir l'opinion de cette dangereuse marche de Bourbaki; il enverra

ce mémoire aux journaux; mais quelle difficulté d'écrire sans jeter l'alarme et la défiance au milieu d'un peuple déjà si excité!

Dans ces pages, l'*Armée de Bourbaki* [1], écrites avec une bronchite aiguë, Edgar Quinet établit que c'est une nouvelle marche de Mac-Mahon qui aboutira à un nouveau Sedan. Il montre ce qu'aurait dû être le mouvement de ce corps, ce qu'il pourrait être encore. En voici les principaux passages :

Un grand souffle de victoire s'élevait, il y a peu de jours, à la nouvelle que le général Bourbaki, sorti du Nivernais, avait réuni quatre corps, et que Garibaldi réoccupait Dijon. Cette nouvelle permettait de tout espérer. Sans doute, de Dijon, de ce point qui était le plus près de nous, Bourbaki allait se diriger avec ses cent cinquante mille hommes sur Paris. Le bombardement imposait au général Bourbaki la loi élémentaire de marcher au canon. La route était ouverte; Werder, battu, se retirait à l'est. C'était le moment où toutes les forces prussiennes s'acharnaient sur Chanzy. La direction de Bourbaki était marquée; il allait marcher sur Troyes, gagner la Marne, appeler à lui Faidherbe, qui avait toute chance de le rejoindre par l'Aisne; tous deux, au nombre de 250,000 hommes, viendraient tendre la main à l'armée assiégée de Paris. Si la jonction ne pouvait se faire, du moins l'un ou l'autre arriverait au but : le débloquement de Paris. Le général Bourbaki avait à choisir entre deux objectifs : Paris ou Belfort. Qui pourra expliquer les motifs de guerre par lesquels le général Bourbaki a négligé Paris pour Vesoul, la Seine pour le Doubs! Au lieu de se diriger vers nous par Semur — où le combat heureux de Garibaldi avait ouvert le chemin de Paris — l'armée de Bourbaki court à marches forcées dans la voie qui l'éloigne le plus de nous. Lorsqu'elle aurait pu être sous nos murs, se mêler à notre sortie du 19, elle se trouve à l'extrémité du département du Haut-Rhin. Nous l'appelions à Buzenval, elle nous répondait à Villersexel; son succès produisait l'effet d'un désastre, en l'éloignant plus encore. Au fond, ce mouvement est de la même nature que celui de Mac-Mahon. Poussé par je ne sais quelle contagion, Bourbaki refait l'œuvre de Mac-Mahon; il tourne dans le sens

1. Voyez *le Siége de Paris et la Défense nationale*, pages 129-137

opposé à Paris; il court à l'autre extrémité de la France; Dieu fasse qu'il ne trouve pas un Sedan à Belfort!

J'ai supplié le Gouvernement de rappeler le général Bourbaki à la question; s'il a une armée, de lui enjoindre enfin de s'occuper non des Vosges, mais de Paris. Le Gouvernement pouvait à son heure, envoyer des messagers, prescrire à Bourbaki de faire tout le contraire de ce qu'il a fait jusqu'ici, c'est-à dire de se rapprocher du centre au lieu de se porter à la circonférence. Dans le cas où il eût été trop difficile à Bourbaki de changer de méthode et de plan, il eût dû céder son commandement au général qui, dès la première heure jusqu'à la dernière, a marché dans la vraie direction, une fois par Châtillon-sur-Seine, une autre fois par Semur. Ce général, c'est Garibaldi.

En supposant que la marche sur Paris soit impossible, il faudrait que les armées de province se donnassent rendez-vous au sud de la Loire, dans les montagnes de l'Auvergne, du Cantal. C'est là qu'elles trouveraient les champs de bataille qui leur conviennent. L'Auvergne donnerait la dernière base à la guerre nationale; elle serait pour nous ce qu'ont été les Asturies pour l'Espagne, le Tyrol pour les Allemands (1).

—

1. Je dois faire remarquer ici l'identité de vues d'Edgar Quinet et du général Chanzy sur ces deux points : 1° marche du général Bourbaki; 2° comme chance suprême, la guerre nationale portée dans l'Auvergne.

Un an après que ce mémoire militaire a été publié par le *Siècle*, nous lisons, dans le beau livre et dans les dépêches du général Chanzy, des vues exactement pareilles à celles qu'exprimait, le 23 janvier 1871, Edgar Quinet, alors renfermé dans Paris et ignorant, comme tous les Parisiens, les dépêches confidentielles du général en chef de l'armée de la Loire.

Le 30 décembre, le général Chanzy écrit : Notre plus grande chance de réussite est dans la combinaison de nos mouvements, dans la coopération des trois armées (Chanzy, Bourbaki, Faidherbe) au même but, au même moment. Sans cela, nous verrons échouer successivement des forces qui, bien dirigées, pourraient triompher...

Le 2 janvier, Chanzy insiste : La première, la deuxième armée et celle de Faidherbe se mettront en marche en même temps. La deuxième pour s'établir sur l'Eure, entre Evreux et Chartres. La première armée (Bourbaki), de Châtillon-sur-Seine viendra s'établir entre la Marne et la Seine, de Nogent à Château-Thierry; l'armée du Nord, de Compiègne à Beauvais... Nos trois principales armées se mettront en

24 *Janvier*. — La proclamation du nouveau gouverneur est aussi fâcheuse que possible. Pas un mot de la République; en revanche, beaucoup de colère contre les perturbateurs, l'éternelle redite « en faveur de l'ordre, » des mots décourageants, inquiétants, mêlés d'une certaine affectation de franchise : « Je suis soldat. »

Le peuple de Paris, toujours disposé à faire crédit à ses chefs, fait cette réflexion à propos du successeur de Trochu : « Il manque d'énergie, eh bien! nous en aurons pour lui. » Voilà comment les braves tirent parti de toute situation pour s'exciter au patriotisme.

Quant aux mesures, il était facile de les prévoir. Institution de nouveaux conseils de guerre, suppression des journaux républicains, fermeture des clubs, non en vue d'une émeute qui ne peut se rallumer en ce moment, mais pour étouffer la résistance à outrance.

—

Il devient difficile de lire les journaux. L'élément vaincu remonte à la surface ; on sent déjà cet air fétide, avant-coureur des trahisons. Et cependant notre espoir subsiste encore, grâce à la violente canonnade. Là est

---

communication avec Paris. (C'était au moment de la bataille de Bapaume; Faidherbe tenait en échec Manteuffel.)

Lorsque Chanzy apprit le mouvement de Bourbaki, il jugea que l'opération de l'armée de l'Est, entreprise en pareille saison avec des troupes nouvelles, dans un pays de montagnes, que la neige recouvrait, où tout était difficulté, était si périlleuse qu'il tenta un dernier effort pour ramener l'armée de Bourbaki sur Paris : Paris a des vivres seulement jusqu'au 15 janvier, il y a urgence de faire un très prompt et suprême effort sur Paris.

Le lendemain, le télégraphe lui apporte la nouvelle que Bourbaki est sous les murs de Vesoul. La première armée engagée dans l'Est, Faidherbe continuant son premier programme dans le Nord, le mouvement simultané sur Paris devenait inexécutable. La deuxième armée n'avait plus qu'à se fortifier solidement sur le Mans, achever sa réorganisation, suivre attentivement ce qui allait se passer.

notre salut. Tout n'est donc pas fini ? Le bombardement est très fort du côté de Saint-Denis; bientôt ce quartier deviendra à son tour inhabitable.

Notre ami C..., qui a bravé mille fois la mort aux grand'gardes, revient ce soir de la Croix d'Arcueil ; les obus sifflent à ses oreilles depuis trois semaines : il a été épargné jusqu'à ce moment. Sera-t-il toujours aussi heureux ? « On prépare une grande sortie, s'écrie-t-il avec joie. Les boulevards, la place Vendôme sont obstrués de canons, caissons, voitures d'ambulance. »

Est-ce sérieux ? veut-on tenter vraiment de rompre le cercle de fer ?. N'est-ce pas une feinte au moment d'en finir ? Notre brave garde national, plein d'espoir, ajoute: « Une ville de six cent mille combattants, décidés à vaincre, ne se laisse ni prendre ni mourir de faim. Si l'heure affreuse venait à sonner, eh bien ! nous sommes deux cent mille décidés à faire la trouée à nos risques et périls; nous rejoindrons Chanzy, Faidherbe ou Bourbaki. »

—

24 *Janvier au soir.* — L'horrible éventualité de la capitulation de Paris se présente pour la première fois à notre esprit. Pour ne pas succomber au désespoir, nous nous disons ceci : Au 4 Septembre, le peuple de Paris et la France ont fait un effort pour se débarrasser de l'empire; l'empereur est tombé, mais l'empire est encore debout, représenté par son système. Paris, la France ont rompu à jamais avec Bonaparte; mais c'est le système bonapartiste qu'il faut briser. Quant aux Prussiens, cette autre forme de césarisme, nous les vomirons aussi. Leur dessein est trop insensé : Détruire la France ! Quelle absurdité !

. . . .

France, France adorée ! tu n'en es pas moins à cette

heure le peuple régénéré, le peuple martyr! Les hommes du passé peuvent te livrer, mais ta vie morale, ton avenir sont indestructibles. Notre République est immortelle; un groupe de traîtres invisibles est impuissant à la faire périr. La République survivra. L'héroïsme de Paris, sa sagesse, son esprit de sacrifice, voilà les assises inébranlables sur lesquelles la République est fondée.

—

25 *Janvier*. — Malheureuse et admirable population! au lieu d'entendre un langage fortifiant de ses chefs, elle lit tous les matins quelque dépêche officielle d'un ton lamentable:

« L'activité de l'armée assiégeante se remarque sur tous les points de l'investissement. — Les travaux de tranchées que nous exécutons en avant des forts ont été contrariés par la pluie. — Le bombardement de Saint-Denis redouble de violence. — Les travaux défensifs de Buzenval continuent. — Une reconnaissance, dans la nuit, signale le bruit continu de voitures de l'ouest à l'est. »

Cette insistance extraordinaire du Gouvernement à assombrir la situation, à grossir les périls, à les montrer comme insurmontables ne présage que trop la conclusion sinistre. Ce matin, note officielle: « Les nouvelles militaires que nous mettons sous les yeux du public sont d'une extrême gravité. »

Défaites successives de Chanzy, en pleine déroute sur Laval; retraite de Bourbaki après de vains efforts pour débloquer Belfort, bataille de Saint-Quentin perdue; tous ces détails navrants, extraits des journaux prussiens de Versailles, habilement groupés, portent la mort dans l'âme. On voudrait ne pas y croire; mais les maires de Paris, convoqués, ont reçu ces mêmes renseignements lugubres. Oui, l'arrêt a été prononcé; oui, on a

osé prononcer les mots de négociations, armistice, qui veulent dire capitulation !!...

A ce mot de capitulation, le patriote indigné répète à qui veut l'entendre ce trait historique raconté par le général Dembinski : Un chef d'armée, polonais, après une série de défaites, accule ses troupes vers la frontière prussienne. Là, il les oblige à quitter le territoire de la patrie et les fait désarmer. La cruelle cérémonie eut lieu avec beaucoup de calme, mais au moment du défilé devant le général, un capitaine sort des rangs et lui brûle la cervelle.

Ce général s'appelait, je crois, Gielgud.

—

J'ai revu notre pauvre rive gauche. On dirait que des années, des siècles se sont passés depuis que nous l'avons quittée. La Seine, livide, noirâtre, laide, reflète un triste ciel, tout chargé de brumes et de trahisons ; le pavé est boueux, glissant, affreux ; dans les rues, de rares passants, des figures mornes. Sur quelques points des gardes nationaux sans armes s'exercent à des marches et contre-marches ; braves gens, jusqu'à la dernière heure, ils auront voulu la délivrance à tout prix.

Rue de Seine, j'entends les plus horribles rumeurs... elles bourdonnent autour de ma tête, n'y entrent pas, encore moins dans le cœur. Un des ministres est à Versailles en ce moment. Cela est sûr. Notre ami était allé à la mairie se plaindre de l'étrange fabrication du pain ; on y a trouvé une souris coupée en deux, une autre fois un ressort de montre, une troisième fois un bout de corde. (Le peuple est persuadé, à tort ou à raison, qu'on exagère la mauvaise qualité du pain et cet assaisonnement inusité en boulangerie; car on y trouve de tout, excepté de la farine. Est-ce pour démontrer l'im-

possibilité d'une plus longue résistance?) Un employé de la mairie répond qu'il n'y avait plus lieu de s'occuper de cette question d'alimentation, vu qu'on est en train, à l'Hôtel de Ville, de préparer la formule de la capitulation.

Ce mot infâme s'étale dans les journaux; je l'ai lu à travers mes larmes, sous mon voile, en revenant.

On dit aussi que l'Angleterre intervient auprès de M. de Bismark et propose la paix, moyennant une monarchie constitutionnelle avec un prince d'Orléans, neveu du grand-duc de Mecklembourg.

Et il faut rentrer, rapporter ces nouvelles à mon bien-aimé malade!...

Rien ne peut plus l'étonner. Hélas! on compare forcément ces deux dates : Janvier 1871 et Juin 1815, deux capitulations signées à l'insu de la France.

—

Comment rester dans l'ignorance de ce qui se passe? Le temps est radouci, nous sortons encore chercher d'autres informations :

— Est-il vrai qu'on ait prononcé le mot capitulation?

— Comment voulez-vous qu'on ne finisse pas par là? il n'y a plus de pain.

— Il y en a jusqu'au 15 mars.

— Non, non, jusqu'au 3 février.

Ces paroles en disent assez. Le courant d'héroïsme, de stoïcisme qui a soutenu tant de gens se détourne; ils retombent terre à terre.

Rentrés dans notre infirmerie écrasés, accablés, nous eûmes une dernière lueur. Notre garde national d'Arcueil, toujours plein d'entrain, revient, affirme de nouveau qu'on prépare une grande action, que c'est pour cette nuit : « On mettra en ligne quatre cent mille

hommes... Si l'on échoue, deux cent mille perceront la masse prussienne et rejoindront les armées de province... »

Il parlait encore, la porte s'ouvre, le porteur des lugubres nouvelles entre. Il arrive de la légation américaine; cette fois, c'est officiel, de source certaine :

— Tout est fini! Faidherbe est battu, Bourbaki battu et poursuivi par des corps d'armée nombreux. Il n'est plus question de Chanzy; son armée est pulvérisée; Gambetta s'est brûlé la cervelle...

— Eh bien, non! nous n'en croyons pas un mot. Depuis quelques jours, on jette sur la place tout ce qu'on peut inventer de plus sinistre. Ne cédons pas aux pessimistes.

---

26 *Janvier*. — Hélas! toute une procession de gens en deuil confirment les nouvelles mortuaires; l'un revient de l'Hôtel de Ville; il n'a pu voir le Gouvernement, qui était en conférence. Mais on lui a fait passer un billet avec la réponse suivante : « Rien ne justifie les bruits de la mort de Gambetta; il est au Nord. Mais les nouvelles des armées sont aussi affligeantes que possible. Nous touchons au fond de l'abîme. »

Tous jugent la situation perdue; les bases de la capitulation, dit-on, c'est un armistice de quinze jours; dans un mois, l'Assemblée; cession de l'Alsace et de la Lorraine; cinq milliards d'indemnité; nos forts livrés aux Prussiens!... Eh quoi! c'est ma plume qui transcrit ces arrêts de mort! Ah! cela n'est pas possible... Je te regarde, toi, et je vois la patrie debout, la liberté inviolable, la France immortelle!

A ce flot de sinistres paroles, Quinet ne répond rien, laisse les gens s'exhaler; puis il tâche de les ramener à

l'espoir en rappelant que tous ces bruits sont de provenance prussienne :

— Qui vous dit que ce n'est pas un nouveau piége? Le Gouvernement y tombe complaisamment, parce qu'il est las, à bout de résistance.

— Tout est fini, vous dis-je. Paris est livré, trahi... Vous, du moins, vous avez une ressource, répond un de ces amis de Job : vous avez la ressource de retourner en exil.

Ironie funèbre! Retourner en exil quand la patrie se meurt! Non, non, ma France adorée, nous ne te quitterons plus! Tu as besoin de ceux qui t'aiment, pour t'aider à guérir, si ta blessure n'est pas mortelle. Oui, tu renaîtras, après ce cataclysme, plus belle et plus pure!

—

27 *Janvier*. — Le Gouvernement a parlé. L'*Officiel* avoue les négociations commencées à Versailles, l'armistice... Oui, j'ai lu cela, de mes yeux...

L'armistice! mais c'est la capitulation, c'est une Assemblée réactionnaire, fille de l'invasion, une Diète polonaise! c'est la France démembrée, la patrie déshonorée, anéantie! Il faut se défendre de penser. Il faut guérir, quitter cette infirmerie, ce triste campement, retourner dans notre bonne rue de Vaugirard, puisque, hélas! il n'y a plus de défense, plus de bombardement.

Ma grande préoccupation, c'est de pouvoir l'y transporter. J'y suis allée pour tout préparer. Quelle lugubre impression que ce salon aux vitres brisées par l'obus, glacé, obscur... Ah! si le soleil de mon âme venait encore à luire!...

De ce ciel gris et noir, la neige tombe sans cesse et se fond sous vos pieds. Paris est morne, silencieux;

dans les rues, un mutisme sépulcral, toutes les lèvres closes, personne ne desserre les dents. C'est une population qui se sent prisonnière de guerre.

La plume me tombe des mains... Mon mari est plus malade que jamais. Comment guérir avec le poids affreux qui l'oppresse? Tant que la résistance de Paris a duré, ses forces l'ont soutenu; quand le mot capitulation est prononcé, confirmé, le lutteur tombe... Il est rentré sans souffle, sans voix, toussant affreusement plusieurs heures de suite. Voilà ma terreur, mon angoisse; il est de nouveau alité.

Notre excellent médecin M. Gubler a déclaré ce soir qu'il ne fallait pas songer à le transporter; c'est une bronchite aiguë avec engorgement aux poumons.

—

Sommes-nous la proie d'une hallucination? Est-il vrai que Paris, notre sublime Paris, va être livré aux Prussiens? car il ne faut pas se dissimuler le sens de ce mot : Armistice. Ils le comprennent bien, ces vaillants hommes du peuple et ces femmes qui stationnent six heures dans la glace, dans la neige. Leur amertume est sans bornes ; notre Limousine nous rapporte les propos, les paroles irritées, désespérées, qu'elle entend, qui s'entrecroisent à la porte des boulangeries et des cantines : « Voilà donc où nous ont amenés les chefs de l'inaction nationale ; ils se croisent les bras depuis cinq mois, aujourd'hui ils nous livrent. Ils ont acclamé la République, mais ils ont eu soin d'écarter tous ceux qui voulaient la défendre. Nous ne nous sommes plaints de rien ; nous aurions tout souffert; mais voir tant de sacrifices, tant de sang versé aboutir à nous livrer... cela n'a pas de nom. Que sont devenues leurs promesses : *La France ne cédera ni un pouce de son territoire*,

ni une pierre de nos forteresses! C'était donc une comédie? »

On voudrait défendre les chefs de l'armée de Paris en rappelant qu'ils étaient placés dans la situation la plus difficile dont l'histoire fasse mention. Mais mille voix répondent : Qui donc portera la responsabilité de la chute de Paris, si ce n'est le groupe d'hommes qui s'est opposé systématiquement à toute action de l'armée et de cette incomparable garde nationale impatiente d'en venir aux mains avec l'ennemi, et qui suppliait qu'on lui permît de le harceler, de le tenir en haleine, de tenter la trouée? Elle eût réussi peut-être; dans tous les cas, elle eût retenu les forces prussiennes sous Paris si on les eût inquiétées par de vigoureuses sorties. Malgré ses supplications, ses avertissements, on l'a condamnée à l'inaction. On a permis ainsi à l'ennemi de détacher des corps d'armée contre Chanzy, Faidherbe, Bourbaki... Et cette marche de Bourbaki vers la frontière, au lieu de marcher au canon, n'est-ce pas le dernier acte du drame césarien commencé à Sedan, à Metz? Ah! nos chefs ont eu les destinées de la patrie entre leurs mains; le rôle le plus glorieux leur était réservé; ils auraient pu être au sommet, ils nous ont fait rouler dans l'abîme!

Peut-être est-on dans le vrai si l'on cherche la cause de notre dernier désastre dans l'ennemi occulte qui perpétue le régime impérial au cœur de Paris et qui s'est glissé jusque dans les conseils du gouvernement. Jusqu'ici l'histoire n'a connu que des traîtres cyniques. Le traître jésuite est une espèce née après Sedan et celui-là fait les dupes les plus nombreuses. C'est lui qui parle de guerre à outrance, et pendant tout le temps la négociation est son idée fixe. C'est lui qui invente un simulacre de défense, des sorties feintes et qui force l'honnête gou-

verneur de Paris à livrer la bataille meurtrière de Buzenval, uniquement pour démontrer aux Parisiens leur impuissance. C'est lui qui s'incarne dans le jésuitisme soldatesque, cachant la rouerie, le guet-apens sous la bonhomie, la brusquerie. « Ces rodomontades soldatesques sont dans le même esprit que la tartufferie des dévots. »

Tant de précieuses vies sacrifiées avec le but secret de finir par la reddition, comment le croire !

Pour le peuple naïf, énergique dans ses impressions, c'est une intolérable image que ces négociateurs français discutant, à Versailles, avec nos bourreaux le mode d'ensevelissement de la nation.

Les colères du peuple sont moins dangereuses que ce vide effrayant de l'âme qui permet de constater froidement, officiellement, le décès sans que le cœur se brise de douleur. Et cette cohorte d'ambitieux vulgaires qui sortent déjà de dessous terre, capitulards par nature, par goût, par besoin, qui se frottent les mains voyant approcher la fin de la pièce. Ils savent qu'ils sont couverts d'opprobre, mais ils comptent sur leur souplesse pour se remettre sur pied dans un avenir peu éloigné. Déjà ils songent à la députation, à des intrigues nouvelles, à des bénéfices nouveaux, à des places lucratives, à des honneurs.

—

On raconte qu'à la dernière séance du Gouvernement, le général en chef avouait qu'il n'avait tenté la dernière sortie que pour donner satisfaction à l'opinion publique et qu'il avait envoyé sa démission, certain qu'une nouvelle sortie ne réussirait pas davantage. Là-dessus il se mit à pleurer et tous les généraux et officiers présents pleurèrent aussi. Le doyen d'âge dit alors : « Mes chers compagnons, nous n'avons plus qu'une seule chose à

faire, c'est de jurer haine éternelle aux Prussiens et de nous donner rendez-vous pour des temps plus heureux. »

Si dans les hautes régions on se résigne ainsi, les idées de résistance à tout prix continuent dans les rangs de la garde nationale. Réussiront-ils à se convoquer, à se réunir, à s'enrôler, à percer les lignes? Cette entreprise du désespoir aurait ce résultat immense : Envoyer aux armées de secours un renfort de cent cinquante mille hommes, les soustraire à la capitulation de Paris.

Nous avons vu ce soir M. Chenavard; sa parole éloquente a le don de faire oublier un moment la détresse. Chacune de ses visites, pendant le siége de Paris, a été pour nous une fête de l'intelligence.

—

28 *Janvier*. — La presse républicaine envisage la situation avec plus de tristesse que de colère; le sentiment unanime est celui-ci : Profiter de la dure expérience pour ne plus confier le soin de nos destinées à ceux qui de près et de loin ont entassé les ruines sous lesquelles la France s'écroule. En même temps, ils affirment tous l'immortalité de la République. Ces discours me font l'effet d'une oraison funèbre sur la tombe d'un mort illustre.

Le Gouvernement aussi affirme la République dans ses proclamations; mais elles n'inspirent plus de confiance au peuple, qui se souvient des paroles de Ferrières, et qui voit nos forts de Paris livrés. Il se demande si nos deux mille canons, un million de chassepots, nos munitions seront respectés par les Prussiens?... Je pense à la douleur de M. Dorian, l'homme qui a le plus contribué à l'armement de Paris...

—

28 *au soir*. — Une proclamation du Gouvernement met fin à la résistance de Paris... Ah! le cerveau est pétrifié... On ne pense plus, on ne vit plus...

Et cette cruelle maladie de mon mari résume et dépasse pour moi l'horreur de la situation... C'est lui qui me donne encore la force d'espérer!... D'une voix affaiblie il répète : « Les peuples ont la vie dure!... Nous avons été trois fois à Berlin, eh bien! nous irons une quatrième fois. »

—

29 *Janvier*. — C'est avec horreur, avec stupeur, que Paris a lu ce matin les clauses de l'armistice, le texte de la Convention signée entre M. de Bismark et le ministre des affaires étrangères. Dernière insulte, jointe à la cruauté, que d'appeler du nom d'armistice une reddition à merci. L'armée, prisonnière de guerre [1]! Tous nos canons livrés! Une contribution de deux cents millions sur Paris.

La résistance nationale est finie du moment que les forts de Paris sont au pouvoir de l'ennemi.

Deux jeunes gardes mobiles, revenus ce soir de Montrouge, racontaient à la cuisine la remise des forts. On s'est hâté de les livrer : « Les Prussiens nous ont accompagnés jusqu'aux portes de Paris. Ce sont des hommes très grands et qui font peur, » dit naïvement un de ces pauvres paysans enrôlés depuis peu. « Ils ont l'air orgueilleux de nous avoir écrasés, mais combien nous avons le cœur gros! »

Il est donc vrai que les Bonaparte nous ont précipités et scellés dans le gouffre! L'universelle conscience ré-

1. Article 6 de la Convention : « Les garnisons (armée de ligne, garde mobile et marins des forts et de Paris) seront prisonnières de guerre, sauf une division de douze mille hommes, que l'autorité militaire, dans Paris, casernera pour le service intérieur. »

pète les malédictions proférées contre eux par Henri Martin sur la tombe d'un brave, dans un admirable discours.

—

L'armée allemande n'entrera pas à Paris. M. de Bismark a prié, dit-on, Jules Favre d'obtenir du roi qu'il renonçât à l'idée d'un défilé dans Paris. Dans le camp prussien on craint la surexcitation du désespoir. « Cinquante coups de fusil partis d'une fenêtre, « feraient l'affaire ; sans doute nous mettrions Paris « à feu et à sang, mais la vengeance des Français « serait satisfaite. » Voilà comme on raisonne à Versailles. Est-il bien sûr qu'ils n'entreront pas ? Maîtres des forts, qui peut les arrêter ?

La garde nationale ne peut se résigner à cet opprobre. Après plusieurs réunions, on a recueilli dans la dernière, au Grand-Hôtel, la signature de cinq cents officiers très décidés à tenter la trouée. A qui porter cette résolution ? A l'Hôtel de Ville, on a déclaré ne pas avoir qualité pour recevoir les députations. Au ministère des affaires étrangères, même réponse. Alors, on est allé à l'Élysée. Le général en chef, debout sur les marches du perron, a recu les innombrables délégués de la garde nationale qui, protestant contre la capitulation, se déclarent décidés à tenter une sortie pour rejoindre les armées de province. Le général a répondu « qu'il était impossible de franchir les lignes prussiennes, que la dernière sortie à Buzenval n'avait été faite que pour céder à l'opinion publique. D'ailleurs, ajoute-t-il, à cette heure, les forts sont déjà aux mains des Prussiens. »

La patriotique garde nationale n'abandonne pas son projet : le rendez-vous a été, en effet, pris la nuit dernière ; mais le Gouvernement averti a fait échouer toute

tentative. On a arrêté les commandants en chef, on va les traduire devant des conseils de guerre.

Cependant nos marins ne voulaient pas céder leurs forts; de grosses larmes roulaient sur leurs joues quand il a fallu s'exécuter. On dit qu'un capitaine de frégate s'est brûlé la cervelle de désespoir.

Le désespoir général s'exprime de mille manières différentes; il y a des gens qui se répandent en injures contre notre malheureux pays. Comme si c'était l'heure de récriminer contre la France, elle qui a fait une si fière résistance!... Plus que jamais, c'est l'heure de l'aimer, de l'honorer.

J'ai entendu un homme du peuple s'écrier : « J'ai le cerveau fendu de chagrin. Mais attendez! si le comte de Paris n'a pas d'autre voix que la mienne, le jour du vote, il peut être tranquille. » On répand le bruit que les d'Orléans vont être proclamés à Bordeaux.

Nos compagnons d'exil, Madier Montjau, Songeon, ne démentent pas leur fermeté : « Regardons en avant! » disent-ils. Un autre répond : « Pour moi, je sens que cela m'achève. »

Le bon médecin répète au malade : « Il ne faut plus penser à hier, mais à demain. »

Oui, il faut dévorer silencieusement son désespoir à la pensée de cette reddition qui joint les hontes de Metz au désastre de Sedan. L'idée de nos forts livrés à l'ennemi, avec nos armes, nos canons, l'armée prisonnière, cela vous fait au cœur une plaie brûlante.

—

29 *Janvier*. — C'est aujourd'hui seulement que le *Siècle* a publié les pages d'Edgar Quinet, l'*Armée de Bourbaki*, envoyées il y a huit jours; ce retard était peut-être nécessaire au milieu de l'excitation générale. Ces pages prophétiques, écrites pendant la maladie,

pendant l'agonie de Paris, restent comme les plus hautes de la vie de Quinet. Et même à cette heure, quand tout semble consommé, il ne désespère pas de la résurrection du pays.

Aussitôt qu'il passe une nuit un peu plus calme, la pensée des malheurs publics me ressaisit avec force, avec une clarté terrible résumée par ces mots : Les Prussiens sont là, dans nos forts !

La résistance nationale pourrait continuer, à une condition, si une Assemblée patriotique sort des élections prochaines. Mais ceux qui nous écrasent ont trop la pratique du césarisme pour ne pas veiller à la composition de l'Assemblée qu'il leur faut. Sera-ce une *Diète polonaise* sanctionnant l'assassinat de la patrie?

Un décret, en effet, convoque les colléges électoraux pour élire une Assemblée nationale : le 5 février à Paris, le 8 février dans les départements.

—

30 *Janvier*. — Le peuple avait donné l'exemple de l'union dans le péril; les monarchistes renonceront-ils à leur intolérance? Les manœuvres du parti intéressé à exclure les républicains des élections recommencent sous le canon des Prussiens. On répand le bruit que les anciens proscrits refusent de se laisser porter et qu'ils déclarent ne pas vouloir siéger dans l'Assemblée. Des délégués de la presse et des divers comités électoraux sont venus sonder les dispositions d'Edgar Quinet. Il a répondu qu'il acceptait précisément pour protester par sa présence contre tout démembrement de la France et pour refuser à une Assemblée quelconque le droit d'arracher des millions de Français à leur patrie. Ce serait jouer le jeu des monarchistes que de leur céder la place. Il faut des républicains dans

une Assemblée qui va statuer sur le sort de la France, de la République.

Personne, je crois, ne fait cette remarque : Le nom de M. de Bismark se trouve au bas du document qui convoque une Assemblée française. Que signifie la signature de cet Allemand dans le décret de convocation des représentants français?

Article 2 de la Convention : « L'armistice ainsi convenu a pour but de permettre au Gouvernement de la défense nationale de convoquer une Assemblée, librement élue, qui se prononcera sur la question de savoir : si la guerre doit être continuée ou à quelles conditions la paix doit être faite.

« L'Assemblée se réunira à Bordeaux. Toutes les facilités seront données par les commandants des armées allemandes pour l'élection et la réunion des députés qui la composent. »

Sous le canon de l'ennemi, on s'occupe déjà de la future Assemblée. Chose étrange, que ces discussions des clubs et des journaux sur les élections... avec les Prussiens sur nos têtes! C'est une tempête, une mer houleuse de paroles où les flots se heurtent contre les flots, sans qu'on puisse discerner rien de net dans notre naufrage.

L'un déclare que les hommes qui siégeront dans la future Assemblée seront tous déshonorés, mais qu'ils n'ont pas le droit de se soustraire à cette honte, et que c'est même un devoir pour eux de signer le traité de paix; car leur responsabilité serait bien autrement grande s'ils faisaient mourir de faim toute une population inoffensive. D'autres combattent cette théorie bizarre et trouvent superflu d'immoler leur honneur pour couvrir ceux qui livrent la patrie. Rien ne serait plus agréable à M. de Bismark que de voir des noms aimés de la France voter la paix; rien ne porterait un coup plus terrible à la démocratie si elle s'engageait par un acte semblable.

« Je ne reconnais à personne le droit de démembrer

la France, de dénationaliser les Français! » s'écrie Quinet.

Sans doute, il vaudrait mille fois mieux refuser le mandat de siéger dans une Assemblée convoquée sous le couteau et protester ainsi d'avance contre toutes ses décisions. Mais si les républicains repoussent le mandat de député, les monarchistes en profiteront pour étouffer la République.

VI

FÉVRIER

1er *Février*. — Quelques républicains très purs, qu'on voulait porter comme candidats, refusent de faire partie de la future Assemblée; ils désespèrent de la France et ne croient plus ni au peuple ni aux chefs : « Nous ne voulons pas nous borner à une stérile protestation, » disent-ils.

C'est la protestation qui réserve l'avenir dans les crises suprêmes quand le peuple est garrotté. Aidons notre France infortunée, entourons-la de notre amour. Ne l'abandonnons pas !

Ceux qui perdent tout espoir quittent Paris, malgré la difficulté d'obtenir un laisser-passer. Plusieurs des nôtres vont partir, qui pour la Suisse, qui pour la Belgique; ils retournent dans leur morne exil.

Nous recevons les plus touchants témoignages de nos anciennes compagnes d'exil. Mmes Madier-Montjau et Songeon sont venues m'offrir de veiller près de mon cher malade. Mme Hortense Floquet et Mme Coignet ont aussi tant de sollicitude pour lui. Ce sont des jours où rien ne s'oublie !

Cette nuit a été un peu meilleure; mais à mesure que

ses forces reviennent, mon mari sent plus amèrement la situation inouïe de la France et du monde... Car la France est l'âme de l'univers. Une seule chose nous soutient, c'est de penser que nous ne la quitterons plus. Quoi qu'il advienne, plus d'exil. La France a besoin de ses enfants, de leur amour, de leurs conseils; et si tout cela leur est refusé, eh bien, ils rentreront dans leurs travaux, mais ils demeureront sur la terre de France. C'est là encore un avenir possible; l'exil serait trop affreux. Pour remonter notre courage, pour avoir la force de survivre, il faut se répéter ceci : Notre France, à cette heure, meurtrie, saignante, dépouillée, ruinée, a plus de forces vitales que la France de l'empire bouffie de fausse prospérité. L'invasion, les Prussiens dans nos forts, la perte de notre Alsace et de notre Lorraine (cette perte est stipulée d'avance), toutes ces humiliations, ces désastres, sont le cortége, la suite inévitable de la présence de Louis Bonaparte aux Tuileries. Après tout, les Prussiens ne peuvent s'éterniser en France; nous aurons notre jour de revanche; mais le césarisme se serait éternisé. Le mal qu'il a fait pendant vingt ans atteste qu'il était la mort morale, l'invasion en permanence.

---

2 *Février.* — Une nombreuse réunion d'anciens membres de nos assemblées monarchiques a eu lieu dans un grand hôtel, à Paris. Là, unanimement ils ont déclaré que la forme du gouvernement républicain était la seule qui convînt à la France, qu'il fallait le soutenir; qu'ils étaient républicains, non provisoires, mais républicains définitifs.

Ce comité libéral veut l'adhésion publique des chefs de la démocratie, notamment des anciens proscrits. On a fait répondre qu'on ne demandait pas mieux que

de croire à la sincérité des monarchistes, bien qu'ils eussent déjà fait de semblables professions de foi en 1848.

Ces messieurs demandaient aussi que les journaux s'abstinssent de toute attaque contre leur candidature : « Si vous êtes vraiment ralliés à la République, souffrez que l'on vous discute, nous nous y soumettons bien, nous, républicains éprouvés. Cela prouvera votre sincérité, votre abnégation. »

Telle fut la réponse à cette ambassade, à cette étrange prétention *libérale*.

—

Voici les libres élections que M. de Bismark prétend accorder à la France : Défense aux journaux de Paris de pénétrer en province, et à ceux de la province d'entrer à Paris. Lignes ferrées très restreintes, formalités innombrables pour empêcher les candidats de se présenter devant leurs électeurs.

La France votera harcelée, déchiquetée, plongée dans les ténèbres, divisée en une foule de tronçons mis dans l'impossibilité de se rejoindre ; elle agit dans l'isolement, dans l'ignorance qu'il plaît au plus fort de nous imposer (1).

—

3 *Février*. — L'exemple magnanime de Paris a bronzé les caractères. Le patriotisme, surexcité chez tous, inspire le langage le plus romain, même aux privilégiés de la fortune : « Nous allons être pauvres, tant mieux ; plus de gandins, de petits crevés. Il faudra que tout le monde travaille, tout le monde sera soldat. La République refera la vie nationale et réorganisera toutes choses, armée, instruction. Il faut élever les jeunes générations dans un esprit de haine et de vengeance ; et, dans quelques années, quand nous serons prêts, quand nos mili-

1. Le *Temps*.

ces seront exercées au tir et sorties des écoles militaires, quand nous aurons quinze cent mille hommes sous les armes, alors nous dirons aux Prussiens : Nous n'étions pas vos ennemis, mais une certaine année, en 1870, vous avez bombardé Paris, vous nous avez enlevé l'Alsace et la Lorraine... cela ne se passera pas ainsi... »

Mais nos Français savent-ils haïr?... Que serait l'avenir avec une génération sans haine et sans amour?

—

On est en pleine ébullition électorale, les comités se remuent, s'agitent, proposent ou refusent telle ou telle candidature. Alité depuis quelques semaines par sa grave maladie, mon mari n'a pu paraître dans aucune de ces réunions ; il apprend, avec une douce surprise, que son nom se trouve sur toutes les listes et quelquefois en tête des listes.

—

Nous avons revu aujourd'hui, par hasard, un peu de pain blanc. C'est une dame venue à pied de Compiègne à Paris qui a rapporté, dans son panier, une miche de pain. Tout le monde, sur son passage, lui en demandait une bouchée ; elle, fort étonnée, dit : Eh quoi ! la famine est-elle si grande à Paris? Notre Limousine, se trouvant présente, en a obtenu un morceau pour son malade.

C'est cette nuit que les premiers convois de vivres vont entrer dans Paris. Une dépêche, affichée à trois heures, annonce que le lord maire de Londres fait acheminer de grandes provisions sur Paris. « Est-ce que l'appétit peut venir en face de cette hideuse capitulation ? » dit le *peuple maigre*. Cette pensée vous donne l'horreur de toute autre nourriture que notre pain noir mêlé de paille.

Un garde national s'écriait : « C'est un spectacle affreux de voir la foule, à Saint-Denis, acheter aux

Prussiens des vivres. Pour moi, j'en serais à ma dernière bouchée, je saurais qu'elle me sauverait la vie, si elle venait d'un Allemand je la rejetterais comme tachée de sang. »

Ce mot nous rappelle un passage de Thucydide que mon mari lit en ce moment : « Après le siége de Syracuse, les Athéniens en fuite se désaltéraient au bord d'un ruisseau ; les Syracusains, qui les harcelaient dans leur retraite, ne cessaient de les percer de leurs flèches, si bien que l'eau en était rouge ; pourtant les Athéniens, altérés, continuaient à boire cette eau sanglante. »

—

Un de nos amis est sorti de Paris déguisé en marchand de grains; il voyageait sur une charrette avec des gens de son village. La première nouvelle qu'il apprit ce fut la mort de son frère, expiré au milieu des Prussiens, sans avoir eu la consolation de revoir les siens.

Que de tragiques événements on apprendra quand les communications entre Paris et le monde seront rétablies !

Notre ami M. Chassin est venu nous faire ses adieux ; il part pour Nantes rejoindre ses enfants, sa femme, dont il n'a plus reçu de nouvelles depuis quatre mois.

—

Ils le nieront plus tard, mais le fait unanimement constaté, ce sont les déprédations commises en France par les Prussiens, partout sur leur passage.

Le pillage organisé autour de Paris nous est raconté par un témoin oculaire. Des juifs accompagnent les armées, estiment la valeur des mobiliers, des tableaux dans les châteaux. On nous cite celui de Mme Pozzo di Borgho. Un Ruysdaël, coté vingt mille francs, est emballé, envoyé en Allemagne. Tout le mobilier des châteaux, des villas, soigneusement, consciencieuse-

ment emballé, expédié. Même pillage à Saint-Denis; meubles, objets d'art. Un trait entre mille, c'est le pillage de l'habitation d'un ancien ministre, à Villeneuve-Saint-Georges. Il avait un ravissant mobilier, surtout une incomparable bibliothèque, renfermant les éditions princeps les plus rares, d'une grande valeur encore rehaussée par la richesse des reliures. Un de ces derniers jours, le jardinier revient à Paris :

— Te voilà ! Et pourquoi cela ? dit son maître.

— J'ai pensé que le château n'ayant plus que ses quatre murs, je n'avais qu'y faire.

— Ils ont donc tout brûlé ?

— Brûlé ? Non, monsieur, les murs sont intacts ; ils ont tout emballé, tout emporté en Allemagne.

—

4 *Février*. — La délégation de Bordeaux vient de rendre un décret de la plus haute importance pour conjurer le dernier péril qui menace la France, une Assemblée anti-nationale :

Considérant qu'il est juste que tous les complices du régime qui a commencé par l'attentat du Deux-Décembre, pour finir par la capitulation de Sedan, en léguant à la France la ruine et l'invasion, soient frappés momentanément de la même déchéance politique que la dynastie à jamais maudite dont ils ont été les coupables instruments ; — Considérant que c'est là une sanction de la responsabilité qu'ils ont encourue en aidant, en assistant avec connaissance de cause l'ex-empereur dans l'accomplissement des divers actes de son gouvernement qui ont mis la patrie en danger; — Décrète :

Article 1er. Ne pourront être élus représentants du peuple à l'Assemblée nationale les individus qui, depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté les fonctions de ministre, sénateur, conseiller d'Etat et préfet ;

Art. 2. Sont également exclus de l'éligibilité à l'Assemblée nationale les individus qui, aux assemblées législatives qui ont eu lieu depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté la candidature officielle, dont les noms figurent dans les listes des candidatures recommandées par les préfets aux suffrages des électeurs et ont été insérés au *Moniteur officiel* avec les mentions : « Candi-

dats du gouvernement, Candidats de l'administration, Candidats officiels. »

Art. 3. Sont nuls, de nullité absolue, les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

CRÉMIEUX, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, FOURRICHON.

Dans une magnifique proclamation, la plus noble que son éloquence patriotique lui ait jamais inspirée, Gambetta démontre la nécessité de ce décret :

A la place de la chambre réactionnaire et lâche que rêve l'étranger, installons une Assemblée vraiment nationale, républicaine, voulant la paix, si la paix assure l'honneur, le rang et l'intégrité de notre pays, mais capable de vouloir aussi la guerre et prête à tout plutôt que d'aider à l'assassinat de la France.

Qui le croirait ? La presse parisienne, à l'exception du *Mot d'ordre*, est unanime pour blâmer ce décret de Gambetta ! Elle croit qu'il y va de son honneur. C'est au nom des principes qu'on veut ouvrir les portes de l'Assemblée aux ennemis de la patrie, aux auteurs de nos désastres, à ceux qui achèveront notre ruine !

—

5 *Février*. — Le Gouvernement de Paris annule le décret de la délégation de Bordeaux; il lance contre elle des accusations violentes, oubliant qu'il a négligé de lui faire connaître les termes exacts et les limites de l'armistice. Faute irréparable et qui entraîne des désastres nouveaux. L'armée de l'Est, tournée par l'ennemi, est rejetée, dit-on, en Suisse.

Belfort continue à être bombardé avec rage. Les Prussiens prétendent que l'armistice ne profite ni à Belfort ni à l'armée de Bourbaki. Un parlementaire prussien a sommé Belfort, annonçant la capitulation de Paris. L'héroïque colonel Denfert a répondu : « C'est possible ; mais, ici, les soldats républicains ne se rendent pas. »

Rien de plus navrant que les dernières dépêches des généraux commandant à Bourges, au Havre, et celles de Clinchant, datées de Pontarlier et des Verrières :

« Le général Manteuffel ne veut pas reconnaître l'armistice pour l'armée de l'Est. L'ennemi ayant continué les hostilités et menaçant de couper ma retraite même vers la Suisse, j'ai dû me rendre à la dure nécessité de franchir la frontière. »

Le général commandant à Bourges : « Je ne puis croire à votre dépêche. En abandonnant le Loir-et-Cher, l'ennemi sera aux portes de Bourges. »

Le général Loysel, du Havre : « Je ne puis admettre la ligne d'Etretat à Saint-Romain avec la condition de se tenir à dix kilomètres en arrière. J'occupais, le 28, Bolbec, Lillebonne, nul n'a le droit d'en disposer pour les remettre à l'ennemi. Les conditions concernant Paris sont exorbitantes. Tous les corps francs doivent être dissous. Donnez-moi instructions. Je ne veux rien céder si je ne reçois ordre formel. »

L'amertume des Parisiens est extrême. On rappelle ces mots fameux : « Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses. Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » Dans leur précipitation fiévreuse d'en finir, les chefs ne font même pas exécuter les clauses de l'armistice. Ils n'ont pas communiqué à la délégation de Bordeaux les termes de l'armistice, laissant ainsi l'armée de l'Est sans défense. Ils ont négligé d'envoyer des commissaires français pour constater les positions des deux armées, la ligne de démarcation, si bien que les commissaires prussiens ont fait occuper par leurs troupes les villes importantes, les postes que nous avions conquis.

—

Lire les détails de la reddition de Paris, cette douleur dépasse les forces humaines ! Et ce qu'il y a de plus terrible, ce désastre amasse au cœur de la population une de ces haines immortelles qui font explosion tôt ou tard. Le peuple a appris avec un redoublement de

dats du gouvernement, Candidats de l'administration, Candidats officiels. »

Art. 3. Sont nuls, de nullité absolue, les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

CRÉMIEUX, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, FOURRICHON.

Dans une magnifique proclamation, la plus noble que son éloquence patriotique lui ait jamais inspirée, Gambetta démontre la nécessité de ce décret :

A la place de la chambre réactionnaire et lâche que rêve l'étranger, installons une Assemblée vraiment nationale, républicaine, voulant la paix, si la paix assure l'honneur, le rang et l'intégrité de notre pays, mais capable de vouloir aussi la guerre et prête à tout plutôt que d'aider à l'assassinat de la France.

Qui le croirait ? La presse parisienne, à l'exception du *Mot d'ordre*, est unanime pour blâmer ce décret de Gambetta ! Elle croit qu'il y va de son honneur. C'est au nom des principes qu'on veut ouvrir les portes de l'Assemblée aux ennemis de la patrie, aux auteurs de nos désastres, à ceux qui achèveront notre ruine !

---

5 *Février*. — Le Gouvernement de Paris annule le décret de la délégation de Bordeaux; il lance contre elle des accusations violentes, oubliant qu'il a négligé de lui faire connaître les termes exacts et les limites de l'armistice. Faute irréparable et qui entraîne des désastres nouveaux. L'armée de l'Est, tournée par l'ennemi, est rejetée, dit-on, en Suisse.

Belfort continue à être bombardé avec rage. Les Prussiens prétendent que l'armistice ne profite ni à Belfort ni à l'armée de Bourbaki. Un parlementaire prussien a sommé Belfort, annonçant la capitulation de Paris. L'héroïque colonel Denfert a répondu : « C'est possible ; mais, ici, les soldats républicains ne se rendent pas. »

Rien de plus navrant que les dernières dépêches des généraux commandant à Bourges, au Havre, et celles de Clinchant, datées de Pontarlier et des Verrières :

« Le général Manteuffel ne veut pas reconnaître l'armistice pour l'armée de l'Est. L'ennemi ayant continué les hostilités et menaçant de couper ma retraite même vers la Suisse, j'ai dû me rendre à la dure nécessité de franchir la frontière. »

Le général commandant à Bourges : « Je ne puis croire à votre dépêche. En abandonnant le Loir-et-Cher, l'ennemi sera aux portes de Bourges. »

Le général Loysel, du Havre : « Je ne puis admettre la ligne d'Etretat à Saint-Romain avec la condition de se tenir à dix kilomètres en arrière. J'occupais, le 28, Bolbec, Lillebonne, nul n'a le droit d'en disposer pour les remettre à l'ennemi. Les conditions concernant Paris sont exorbitantes. Tous les corps francs doivent être dissous. Donnez-moi instructions. Je ne veux rien céder si je ne reçois ordre formel. »

L'amertume des Parisiens est extrême. On rappelle ces mots fameux : « Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses. Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » Dans leur précipitation fiévreuse d'en finir, les chefs ne font même pas exécuter les clauses de l'armistice. Ils n'ont pas communiqué à la délégation de Bordeaux les termes de l'armistice, laissant ainsi l'armée de l'Est sans défense. Ils ont négligé d'envoyer des commissaires français pour constater les positions des deux armées, la ligne de démarcation, si bien que les commissaires prussiens ont fait occuper par leurs troupes les villes importantes, les postes que nous avions conquis.

—

Lire les détails de la reddition de Paris, cette douleur dépasse les forces humaines ! Et ce qu'il y a de plus terrible, ce désastre amasse au cœur de la population une de ces haines immortelles qui font explosion tôt ou tard. Le peuple a appris avec un redoublement de

colère ces trois faits : le bombardement de la malheureuse ville de Belfort *pendant l'armistice;* déroute totale de l'armée de Bourbaki, rejetée en Suisse; victoire de Garibaldi. Oui, ces victoires de Garibaldi pouvaient tout sauver.

Ils n'ont donc pas conscience de l'énormité de ce qu'ils ont fait? s'écriait-on. Immobiliser à Paris trois cent mille combattants qui voulaient percer les lignes prussiennes pour rejoindre Chanzy et Garibaldi!

Hier soir, on nous a rapporté un morceau de pain blanc de Saint-Denis. Je resterai fidèle au pain noir du bombardement. Ce m'est une douleur de voir l'abondance revenir... à quel prix!... au prix de la capitulation. Aujourd'hui, l'Angleterre, la Belgique témoignent leurs sympathies à la France. Comment? Par des armées, des corps de volontaires? Non. Par des approvisionnements de consommé, de farine, de charbon. Soyons justes pourtant. Ces témoignages ne viennent pas des gouvernements, mais du peuple représenté par ses conseils municipaux.

—

Le magnifique cadeau offert par le peuple de Londres au peuple de Paris est arrivé cette nuit. Sans méconnaître ce généreux mouvement, j'entends des gens dire, en haussant les épaules : « Ce sont des armes, des munitions, des volontaires qu'il fallait nous envoyer, il y a cinq mois, ou tout au moins la reconnaissance de la République française par la Grande-Bretagne. »

N'oublions pas les innombrables infirmières volontaires accourues d'Angleterre et qui ont soigné nos blessés sur tous les champs de bataille. Ce qui nous touche aussi, ce sont les journaux autrichiens qui portent aux nues l'héroïsme de Paris et déclarent qu'*il a dépassé Sparte*. A Vienne, au théâtre, les décora-

tions représentant Paris sont acclamées avec enthousiasme.

Hélas ! notre ami Bancel a succombé le 25 janvier ! Mort *avant* la capitulation !.....

—

6 *Février*. — Combien nous avions raison d'applaudir au décret de la Délégation de Tours ! Ce qui démontre l'esprit politique et patriotique de cette mesure, c'est la protestation de M. de Bismark. O crime ! le vainqueur étranger, le grand chancelier de la Confédération d'Allemagne a protesté contre ce décret au nom de la « liberté française et du suffrage universel. »

Voici le télégramme qu'il a adressé à Gambetta :

Versailles, 3 février. — Au nom de la liberté des élections stipulées par la convention d'armistice, je proteste contre les dispositions émises en votre nom pour priver du droit d'être élus à l'Assemblée des catégories nombreuses de citoyens français. Des élections faites sous un régime arbitraire ne pourront pas conférer les droits que la convention d'armistice reconnaît aux députés librement élus.

Signé : BISMARK.

Les bras vous tombent. Qu'est-ce qu'une Assemblée protégée par M. de Bismark ? Est-ce une Assemblée française ?

L'intention de notre ennemi éclairera-t-elle enfin les journaux qui croyaient de leur honneur de blâmer le décret de Gambetta ?

—

Grande consolation de voir le nom des trois proscrits en tête des listes. Les journaux de toutes nuances sont forcés d'arborer le drapeau représenté par ces trois noms : Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet. Tous les comités électoraux les acclament.

Ce qui est aussi un bon signe, c'est qu'aujourd'hui la République ne repose pas seulement sur des principes, mais sur des intérêts ; elle est acclamée au nom des

intérêts matériels. En 1848, les capitalistes, les industriels avaient peur. Maintenant, les plus décidés à soutenir la République sont les négociants, les hommes d'affaires; ils sentent qu'elle garantit leur avenir.

Nous apprenons l'arrivée à Bordeaux du général américain Beauregard avec sept cent cinquante mille fusils. « L'argent ne nous manquera pas, dit la Délégation de Bordeaux. Les hommes de la classe de 1871 fournissent trois cent mille hommes, et les hommes mariés deux millions. Avec cela, on peut chasser les Prussiens du territoire... » Qui donc a dit et répété pendant cinq mois ces grandes vérités libératrices?

—

7 *Février*. — Un nouveau décret de la Délégation de Bordeaux exclut de la candidature tous les membres des anciennes familles régnantes [1]. Qui le croirait? Les journaux libéraux protestent; ils trouvent que toute une catégorie de citoyens est frappée d'interdit. Mais alors soyez donc logiques; déclarez qu'il est illégal de frapper d'interdiction l'élu du suffrage universel, l'homme du Deux-Décembre, l'homme de Sedan!

Voilà où conduit l'application d'idées fausses. Voilà pourquoi nous avons été vaincus!

—

Encore une fois se pose la question : Cette assemblée sera-t-elle constituante ou uniquement chargée de traiter de la paix? Toute la presse libérale établit ceci comme principe : La République ne peut être remise en question par l'Assemblée nationale. La République

---

1. Les personnes appartenant aux familles qui ont régné en France sont inéligibles, en vertu de la loi du 10 avril 1832 et du 9 juin 1848. Un décret du 7 février 1871 étend ces dispositions à la famille Bonaparte. (Circulaire du ministre de l'intérieur, Emmanuel Arago.)

est devenue pour la France le *fait*, comme la monarchie pour l'Angleterre.

Que sera cette assemblée? Royaliste ou républicaine? Ce que M. de Bismark voudra. Dans les grandes villes, le patriotisme éclairé résistera à la pression; elles feront des choix excellents; mais les campagnes, écrasées, diront oui pour la paix commes elles ont dit oui pour la guerre il y a neuf mois; elles nommeront les candidats de la paix. Les monarchistes s'y glisseront aux trois quarts, cela est certain, il déchireront la France par leurs querelles.

Le Gouvernement a fait une proclamation contre le décret de Bordeaux, qualifiant de *téméraires* ceux qui essaient de sauvegarder l'indépendance française. Plusieurs de ses membres, partis pour Bordeaux, vont faire exécuter les clauses de l'armistice.

—

8 *Février*. — Gambetta a donné sa démission de membre du Gouvernement, de ministre de l'intérieur, de délégué du ministère de la guerre. Et maintenant l'armistice sera promulgué à Bordeaux et dans toute la France. Gambetta avait maintenu son décret jusqu'à la dernière heure, rappelant que le gouvernement de Paris, investi depuis quatre mois, est à l'état de prisonnier de guerre; que, mieux informé, il serait tombé d'accord avec la délégation de Bordeaux. Il voulait maintenir ce décret au nom de l'honneur et des intérêts de la France. Hélas! tout est inutile! Nous aurons une Diète polonaise. L'ingérence de l'étranger dans ces élections ne se dissimule pas.

O France! par quelle cruelle humiliation tu passes à cette heure! Gambetta, le 30 janvier, adresse une dépêche au ministre français. Qui lui répond? M. de Bismark. Oui, le chancelier du Nord se charge d'une réponse

télégraphiée ; en notifiant l'occupation des forts, il ajoute :

« Je crois que les élections sont fixées au 8, la réunion de l'Assemblée à Bordeaux au 12. L'Assemblée décidera question de guerre ou conditions de paix. »

Que sera cette Assemblée ? Cela n'est pas douteux, puisqu'on refuse d'appliquer le décret qui exclut de la candidature les complices du 2 Décembre. Nous aurons, à coup sûr, une Chambre monarchique sous la pression de l'invasion. Voilà le sentiment public à l'heure où j'écris ces lignes.

Sophismes et subtilités. Les journaux avouent que les conjurations bonapartistes, les intrigues monarchistes sont partout menaçantes en province ; en même temps ils repoussent le décret de Gambetta qui seul pourrait nous donner une Assemblée libre, vraiment nationale.

Ainsi c'est un attentat à la souveraineté du peuple que d'écarter de l'Assemblée ceux qui ont mené le pays à sa perte. Autant vaudrait, par respect pour la légalité, restaurer à genoux l'homme de Sedan.

C'est une douleur amère de lire le récit de l'admirable victoire remportée par Garibaldi quelques jours avant la capitulation de Paris. L'*Officiel* lui-même est forcé de l'avouer : « Garibaldi a remporté une véritable victoire en avant de Dijon, dans une bataille qui a duré trois jours. Pour la première fois un drapeau ennemi est resté entre nos mains. »

C'est le 22 et le 23 janvier que Garibaldi s'est couvert de gloire, au moment où Edgar Quinet réclamait pour lui le commandement en chef de l'armée de l'Est, au moment où les négociateurs allaient signer à Versailles la reddition à merci de Paris et de la France ! Les Prussiens ont perdu huit mille hommes ; à elle

seule la brigade Ricciotti a détruit un régiment prussien.

Mais que de nobles victimes, que d'irréparables pertes ! La plus cruelle est celle du général Bossak-Hauké, ce jeune héros polonais, que nous aimions, que nous avons connu en exil. Sa mort est confirmée. Il avait toutes les grandes qualités de l'homme d'action ; à côté d'une bonté angélique, une ténacité de fer... Fallait-il qu'il succombât si jeune, si adoré par les siens!... Pauvre veuve, pauvres enfants ! un cri a dû leur échapper : « Père nous a sacrifiés ! » Et la France n'adopterait pas ces orphelins [1], elle ne leur servirait pas de mère?.....

L'armée de Garibaldi, forte de quarante mille hommes, commençait une puissante diversion sur les derrières de l'ennemi en se portant de Dôle vers la forêt de Chaux, prenant ainsi les Prussiens à revers. A ce moment même, Garibaldi reçoit la notification de l'armistice.

—

Voici un grand jour. Les élections se font avec un calme parfait. Le nom de mon mari est sur toutes les listes des comités les plus avancés, des libéraux les plus modérés. Il a été adopté à la fois par les listes socialistes, ouvrières, celle des quartiers fusionnistes, par le Comité central, par l'Union de la rive gauche et de la rive droite; tous ont voulu porter ce nom patriotique.

— Il est bien doux, disait le malade à M. Gubler, d'avoir l'unanimité d'une ville comme Paris; pourtant

1. Edgar Quinet a mis la plus grande insistance auprès du ministre de la guerre pour faire assimiler les orphelins et la veuve du général Bossak, mort pour la France, aux veuves et aux orphelins des soldats français. Cette dette n'est pas encore acquittée.

je n'ai pu aller à aucune réunion; je n'ai rien fait pour arriver à la popularité.

— Vous n'avez rien fait que de la mériter, répondit le bon médecin. Elle arrive comme un témoignage de la conscience publique couronnant une carrière toute consacrée au bien du pays. Ces élans spontanés de la conscience nationale sont salutaires; c'est un encouragement pour les honnêtes gens. Cela prouve que les hommes de bien n'ont que la peine de vivre pour que leur mérite finisse par être reconnu.

Je garde avec attendrissement cette réponse d'un homme de haute valeur, d'un esprit éminent, dont les visites nous ont été un cordial, indépendamment des soins du médecin.

Le voyage de Bordeaux m'inquiète. Quel régime, pour entrer en convalescence, que l'angoisse patriotique et les luttes dans cette Assemblée inconnue!

Nous avons revu aujourd'hui l'écriture de notre chère nièce Marie, notre fille par le cœur.

—

9 *Février*. — A onze heures, les journaux donnent les premiers résultats du vote. Cinq noms sortent indiscutés : Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi, Gambetta, Edgar Quinet [1].

—

Belfort continue à être bombardé. Les efforts de

1. Le dépouillement du scrutin se fit avec une lenteur si extraordinaire, que c'est le 15 février seulement que l'*Officiel* donne le chiffre exact des votes : Louis Blanc, 216,471 ; Victor Hugo, 214,169 ; Garibaldi, 200,065 ; Edgar Quinet, 199,068 ; Gambetta, 191,211.

D'après le procès-verbal de la commission de recensement du 17 février : Louis Blanc, 216,530 voix ; Victor Hugo, 213,686 ; Gambetta, 202,399 ; Garibaldi, 200,239 ; Quinet, 199,472.

Garibaldi pour dégager l'armée de Clinchant sont attestés par la dépêche suivante de son état-major :

Chagny, 2 février. — Avons sauvé notre armée, malgré traquenard; elle était déjà en marche pour dégager armée Clinchant. Efforts stériles. Cette armée n'existe plus; elle est passée hier soir sur le territoire suisse. Ainsi nous restons seuls debout sans avoir signé suspension d'armes ni convention d'aucune sorte. Oh! quels remords pour ceux qui nous ont mis ainsi hors du droit! Avant-hier, nous combattions encore à cinq heures du soir. Hier matin, par un effort surhumain, toute notre armée, sans laisser un homme ni un objet militaire, se dégageait de l'étreinte qui, malgré l'armistice signifié, que nous respections et que violent les Prussiens, se resserrait autour de nous avec des forces colossales, et reprenait sa marche désormais inutile pour dégager le général Clinchant.

En effet, notre armée de l'Est, au nombre de 80,000 hommes avec cent canons, s'est rendue à l'armée fédérale pour être internée en Suisse en vertu d'une capitulation signée avec la Confédération. On n'ose arrêter sa pensée sur le tableau affreux que le général Herzog retrace des corps français :

« Ils sont arrivés débandés, affamés, sans armes, en « haillons; un grand nombre avaient les pieds ou les « mains gelés, dans une misère qui rappelle celle de la « retraite de Russie. »

---

10 *Février*. — Une circulaire de Gambetta à tous les préfets et sous-préfets leur annonce sa démission de membre d'un Gouvernement avec lequel il n'est plus en communication d'idées ni d'espérances. Gambetta s'occupait des moyens de profiter de l'armistice pour activer l'instruction et l'armement des troupes. Le général Chanzy est aussi d'avis que la lutte est encore possible.

Dans une proclamation que publie le *Mot d'Ordre*, Gambetta fait ressortir ce qu'a d'odieux l'intervention du ministre prussien dans la constitution d'une Assemblée française :

Elle est la justification la plus éclatante des mesures prises par le

Gouvernement de la République. L'enseignement ne sera pas perdu pour ceux qui ont le sentiment de l'honneur national.

Maintenant qu'il est trop tard, les journaux républicains gémissent sur la réaction qui va se déchaîner et sur les menées bonapartistes qui commencent déjà à éclater.

—

Lacroix vient d'emporter les manifestes d'Edgar Quinet, écrits pendant le bombardement de Paris (et dont je n'ai cité que quelques passages). Ils vont paraître sous le titre : *Le Siége de Paris et la Défense nationale*. Il y a ajouté ce matin, au milieu de l'agitation et des préparatifs du départ, une courte préface où il proclame hautement que ces cinq mois sont les plus beaux de l'histoire de France.

—

11 *Février*. — Quelle épopée, quel drame antique égalent la grandeur sombre et terrible de cette fin de siége ! Tout est colossal, tragique dans ces derniers moments.

Paris reçoit aujourd'hui une avalanche de lettres accumulées par milliers pendant cinq mois... Les messagers aériens ont fini leur service.

Ces masses de lettres reçues à la fois sont toutes un hommage à l'héroïsme de Paris.

Des frontières d'Ecosse on nous écrit : « Cinq mois immortels, au milieu d'une population arrivée à la plus grande hauteur de l'âme, cela s'appelle vivre. »

D'Italie : « Nous nous inclinons devant l'héroïsme de Paris, devant les souffrances endurées pour le salut de votre malheureuse patrie. »

De Genève : « Ce long et terrible siége restera, malgré son issue funeste, une des gloires de la France. »

Encore d'Angleterre : « Nous vous embrassons comme ceux qui ont franchi les portes des tombeaux et qui ont vu les grands mystères que l'âme cherche au-delà. »

De Bretagne : « La fière résistance de Paris, la parfaite unité des grands cœurs qui le défendent assurent dans l'avenir le relèvement de la patrie. »

La veuve d'un soldat : « Tout notre cœur, notre esprit, notre croyance, notre orgueil sont avec Paris. Nous sommes trop fières de Paris, de la France pour verser des larmes. Au lieu de nous sentir abattues, nous voyons au-dessus de la terre une pure clarté; c'est l'héroïsme de Paris. »

Oui, citez-nous dans l'antiquité des exemples plus beaux.

—

Nous apprenons avec bonheur que notre ancien compagnon d'exil Edmond Valentin a survécu aux périls qu'il a affrontés.

Après le 4 Septembre, nommé préfet du Bas-Rhin, on l'envoie en mission à Strasbourg assiégé depuis sept semaines. C'était déjà agir dans l'esprit de l'ère héroïque de la grande Révolution. Valentin a été à la hauteur de cette glorieuse tradition par son intrépidité, son dévouement sans bornes à la patrie et cette simplicité républicaine qui ignore l'art de faire valoir les plus belles actions.

Le bruit de sa mort avait couru deux fois. En septembre, on disait qu'il avait été tué en traversant le Rhin à la nage pendant le bombardement. En octobre on le dit fusillé par les Prussiens. En effet, un miracle d'adresse, de présence d'esprit, de mâle courage lui a permis de défier les balles prussiennes. Quelle indomptable persévérance et quelle force pour pénétrer à travers les lignes prussiennes, où le

service est si admirablement fait ! S'il échoue dans une tentative il recommence sans se lasser, cent fois. A deux reprises il tombe au milieu d'une patrouille ennemie. Il réussit à s'échapper. Une fois, près d'être fusillé, on se borne à le reconduire à Carlsruhe. Cette fois il aborde Strasbourg par le côté où le bombardement est le plus violent. Caché dans un grenier, sous une grêle d'obus qui sifflaient sur sa tête, il épie, dans la nuit noire, l'instant où les factionnaires prussiens vont à l'autre bout de la tranchée. Il observe ce va-et-vient, grâce au feu de leurs pipes. Voici le moment; il s'élance, échappe à une triple décharge, se jette à la nage, arrive à l'autre bord; sous les balles il atteint les remparts. Là, dans l'obscurité, il fait une chute dans un fossé qui aurait tué sur place tout autre que cet invulnérable. Il réussit à grimper sur les parapets ; nouveau péril, les assiégés le prennent pour un ennemi et sont près de faire feu. Enfin tant de bravoure reçoit sa récompense. L'héroïque entreprise a réussi ; le préfet de Strasbourg est entré dans la ville bombardée. L'Alsace est fière de son enfant. Voilà les caractères auxquels la République reconnaît les siens !

—

Nous n'avons pas le privilége de connaître uniquement des âmes d'élite ; mais en passant en revue les personnes de notre connaissance, nous constatons que toutes ont fait leur devoir, et parfois plus que leur devoir. Un de nos amis, professeur à une université étrangère, caractère froid, peu enthousiaste, quitte sa femme en couches et s'inscrit à Paris dans un régiment de marche. A Buzenval il est blessé ; sa mère, qui l'a suivi, succombe le 2 janvier aux misères du siége et à l'angoisse de voir ce fils unique sans cesse exposé à la mort.

Un autre jeune professeur, un philosophe, un apôtre, s'arrache aussi à sa famille établie à Neufchâtel et accourt pour défendre la patrie. Pendant le siége, il se conduit en héros; quand la lutte est finie, il se voue aux orphelins que la guerre a faits.

Des écrivains en très grand nombre, de ceux qui n'ont jamais manié que la plume, vivent jour et nuit sur les remparts, sous les obus.

Un poëte malade, habitué aux soins les plus délicats, ne connaît plus que l'âpre régime des camps, et couche dans la glace, dans la boue.

Les artistes, race aimable, sceptique, se transforment à l'heure du péril. Au lieu de la vie d'atelier, ils font l'apprentissage sévère d'un campement de cinq mois dans les tranchées, dans la neige, dans la pluie.

Les acteurs du Théâtre-Français, de l'Odéon et de la plupart de nos grandes scènes, enrôlés dans la garde nationale, sont de tous les combats. Coquelin a été blessé, Sevestre amputé d'une jambe. De leur côté, les actrices organisaient des ambulances dans le foyer des théâtres et y soignaient les blessés.

Quant aux ouvriers, c'est partout qu'ils ont prodigué leurs vies dans les combats meurtriers, contre des murs hérissés de batterie, où la mort les fauchait par milliers.

Et ces femmes du peuple, ces mères de famille! Je ne me lasserai pas de redire leur inébranlable constance au milieu de toutes les privations; leurs longues heures de station dans la rue, avec leurs enfants dans les bras, pour attendre une ration de pain noir; leur seule peur a été la crainte d'une capitulation.

Tous ont fait leur devoir simplement, sans se douter de leur héroïsme.

Le peuple est resté intact; comme l'humble herbe des champs, il a mieux résisté à la *mal-aria*, à la stérilité

des mortelles années de l'empire. Les individus s'éteignaient, l'âme de la France restait vivante.

—

Les préparatifs de notre départ étouffent depuis deux jours l'angoisse de la situation par les inquiétudes personnelles. Comment faire voyager par un temps si rigoureux un malade qui n'a pas encore quitté son lit et qui a perdu ses forces? Notre garde national de la Croix d'Arcueil offre de nous accompagner jusqu'au delà des lignes prussiennes, jusqu'à Vierzon, où nous retrouverons la France... Nouvelle humiliation : il faut un passe-port allemand et français, un laissez-passer de la préfecture de police contre-signé par les Prussiens.

J'ai obtenu de la Compagnie d'Orléans un coupé-lit, mais impossible d'avoir des boules d'eau chaude; on manque de charbon, il gèle de nouveau très fort. Nous partons demain matin.

Mon mari me disait tout à l'heure : « Rappelle-toi bien que ce sont nos jours les plus heureux; car nous allons voir quelque chose de plus périlleux, de plus hideux que les victoires de l'étranger, c'est le mensonge des partis monarchiques. Mais que les partisans des trônes se pénètrent de cette vérité : la restauration d'un prince quelconque ne peut plus être en France que le pouvoir absolu tempéré par le revolver. »

—

O nos beaux jours du siége! Nous nous séparons avec peine de notre pain noir, le pain de l'honneur.

Adieu, Paris! Ce qu'un peuple peut atteindre de grandeur et d'héroïsme, Paris l'a montré. Ne fût-ce que cette victoire, elle est immense et féconde pour l'avenir. Ces cinq mois immortels de la défense nationale sont les seuls temps de liberté vraie que la France ait connus.

LIVRE III

LA FRANCE RÉPUBLICAINE

I

ÉCHOS DES CHAMPS DE BATAILLE

Il faudrait la plume d'un Thucydide pour raconter le siége de Paris.

Tous les Français ont fraternisé sous les obus, dans les tranchées, aux avant-postes, sur les champs de bataille; tous se sont inscrits et ont reçu le baptême de feu, heureux d'exposer leurs vies, prêts à des sacrifices plus grands, pour la délivrance du pays.

Oui, la France a fait son devoir dans cette terrible guerre. En face de l'étranger, il y a eu, pour la défense nationale, un élan unanime qui ne demandait qu'à être mis à l'épreuve. On nous cite l'enthousiasme de haine qui saisit l'Allemagne en 1813 et qui enrôla sous la même bannière le savant, l'étudiant, l'ouvrier, le paysan. Chez nous aussi, après le 4 Septembre, nous avons vu la même spontanéité dans toute la population des villes. Je ne sais si on peut en dire autant des campagnes. Je ne sais si partout le paysan a saisi sa fourche et sa faux pour se ruer sur l'envahisseur. Mais c'est déjà beaucoup que le plébiscitaire de 1870 ait reconnu la source de nos désastres, qu'il ait compris enfin que la République fera ses affaires et vendra ses

bœufs aussi bien et mieux que l'empire. D'ailleurs, le paysan enrôlé a marché; il s'est admirablement battu sous Chanzy, sous Faidherbe.

Moralement, la France n'est pas vaincue. La sublime page d'histoire que Paris vient d'écrire en tête des annales de la France, l'effort des provinces qui ont fourni des armées en si peu de temps, tout cela prouve la vitalité de notre France. Elle grandit aussi de l'excès même de son infortune et par tant de supériorité morale sur les Allemands, ces bons Allemands qui brûlent vifs les patriotes défendant leur pays, brocanteurs de meubles et de tableaux qui ont fait table rase dans les châteaux, et, après avoir rançonné le pays, lui demandent cinq milliards!

La gloire des Prussiens, c'est d'avoir affamé et incendié Paris. Ils ont provoqué la journée du 31 octobre et l'insurrection du 18 mars. Ils ont entouré Paris d'un mur de fer et de feu pendant cinq mois. Mais quels sont leurs glorieux combats? Ont-ils tenté l'attaque d'un seul fort? C'est par la barbarie, l'espionnage, les moyens machiavéliques, non par l'art de la guerre, qu'ils ont conduit le siége.

—

Bloqués dans Paris, séparés du monde entier, nous n'avions pu que pressentir les événements extérieurs. Maintenant, nous allions revivre en province ces cinq mois de la vie nationale toute concentrée dans la résistance. Chacun apporte un détail.

Un de nos meilleurs amis, témoin oculaire de la bataille de Saint-Quentin, écrit sur cette journée la lettre suivante :

3 *Février*. — ... Je ne sais rien de plus pénible que de se trouver, à chaque instant, dans les rues ou chez soi, face à face avec cette race que j'ai tant appris à mépriser depuis quelques mois. Nature

fausse dans les rangs élevés de l'armée et bassement matérielle chez les inférieurs. On dirait que cette nation n'a d'autre pensée que de s'engraisser dans nos villes.

Il ne faut pas aller loin sous l'épiderme pour retrouver, avec tous ses défauts, le Germain d'autrefois.

Ces gens ont semé bien des haines, qui porteront leurs fruits, et il n'est pas possible que le jour des représailles n'arrive tôt ou tard. Ce jour, je ne le verrai pas, mais j'emporterai avec moi la certitude de sa venue.

En vous adressant ma dernière lettre, je ne me doutais guère que nos campagnes, que vous admiriez si calmes et si riantes au mois de juin, seraient bientôt un champ de bataille, et que cette terrible action se passerait sous mes yeux.

Le lundi 16, une division saxonne occupait encore Saint-Quentin; la veille, quelques escarmouches avaient eu lieu avec des éclaireurs français. Il était huit heures du matin.

Je traversais la place pendant qu'un ballon monté passait au-dessus de nos têtes, lorsque tout à coup la fusillade éclate; nos troupes entraient par une porte pendant que l'ennemi se dérobait par l'autre, nous laissant pour adieu un assez grand nombre d'obus qui vinrent frapper nos maisons. Le mardi, le général Faidherbe repoussait les Prussiens à Villiers-Faucon, prononçant de plus en plus son mouvement sur Paris; le mercredi, une de ses divisions (Paulze d'Yvoy) soutenait toute la journée, à Vermand et à Caulaincourt, une lutte énergique contre des forces supérieures, et restait maîtresse de la position. Le canon avait tonné toute la journée à sept ou huit kilomètres.

Le général Faidherbe, après avoir porté secours à son divisionnaire, était venu, avec une escorte, coucher à Saint-Quentin, qui était devenu le quartier général. Le jeudi, dès le point du jour, l'ennemi, qui avait reçu des renforts pendant la nuit, couronnait déjà de ses grand'gardes de cavalerie, la ligne de collines qui, du sud au nord, environne la ville. Nos brigades les repoussèrent vivement, et chaque armée prenait ses positions pour la bataille.

Nos premières batteries étaient au moulin de Tout-Vent, sur les hauteurs qui, du côté de Chauny, dominent la Buerie; les autres occupaient tous les sommets qui se dessinent devant ma maison, pour aller au nord jusqu'à la route de Vermand, c'est-à-dire tout le demi-cercle, tout l'horizon qui se développait en face de moi.

Plus de deux cents pièces de canon tonnaient de part et d'autre; la fusillade était épouvantable, et des nuages de fumée couvraient toute la vallée de la Somme. Du grenier, nous voyions les éclairs des batteries, les aides de camp courant porter les ordres, les bataillons se déployer et descendre dans la fournaise, là où le feu était le plus terrible. On entendait presque les commandements. — Figurez-vous nos anxiétés. Les minutes semblaient des siècles.

Jusqu'à trois heures, nos braves soldats — presque tous des enfants —

avaient admirablement combattu, bien qu'inférieurs en nombre; notre artillerie, de l'aveu même de l'ennemi, avait été merveilleusement servie; mais voici le fatal moment de la journée, des masses venaient couvrir le champ de bataille. Nous n'avions pas vingt mille hommes' et l'armée de von Gœben comptait, grâce à ses renforts, plus de cinquante mille hommes.

Il fallut se replier. La nuit venait. Je ne saurais vous dire notre douleur en voyant nos héroïques soldats, accablés par le nombre, battre en retraite pied à pied, et redescendre vers la ville, dont ils défendirent les approches à l'abri des barricades. La canonnade avait cessé; nos pièces, à bout de munitions, se retiraient par trois routes, et l'artillerie prussienne, arrêtée dans des terres détrempées, ne couronnait pas encore les hauteurs les plus rapprochées de la ville.

La fusillade seule se faisait entendre, et si près que les balles arrivaient dans le jardin.

Pour nous, le moment critique approchait. Je venais à peine de faire descendre tout le monde à la cave qu'une épouvantable canonnade éclatait et que les obus sifflaient au-dessus de la cour.

C'était un fracas effrayant. Joignez-y l'explosion d'un gazomètre qui avait pris feu, les cris des combattants, les hurlements du vainqueur, et vous n'aurez encore qu'une idée incomplète de la scène.

Vers sept heures, le canon se taisait, et ce silence nous annonçait assez que l'ennemi était en ville; une troupe furieuse envahissait la maison commune, mettait en joue la commission municipale et emprisonnait comme otages mon neveu et deux de ses collègues (ils n'ont été relâchés que le lendemain).

La ville, par suite de l'explosion du gazomètre de service, était dans une obscurité profonde. Nos gracieux ennemis firent alors publier, vers dix heures du soir, qu'à minuit on tirerait sur toutes les maisons dont les fenêtres ne seraient pas éclairées.

Beaucoup de maisons et presque tous les édifices publics ont été atteints par les bombes. J'en ai eu dans mon jardin et une sur mon toit.

Nous avons passé une partie de la nuit à recueillir des soldats rançais et à les déguiser pour favoriser leur fuite. Personne n'a manqué à ce devoir sacré.

Le général Faidherbe a opéré sa retraite sans perdre un canon. Je n'y comprends rien, et il faut que les Prussiens aient été bien effrayés de cette lutte pour ne pas mieux profiter de leur victoire, surtout avec une aussi nombreuse cavalerie. Leurs pertes ont été énormes; le long de la tranchée du chemin de fer, la terre était couverte de leurs morts : « Aussi meurtrier qu'à Gravelotte, » disait un colonel prussien.

Voilà notre triste histoire, chers amis, suivie d'événements plus tristes encore. Que faire aujourd'hui? Fonder un gouvernement ferme et libre, et espérer. C'est là qu'est le salut de la France!

Chaque jour complète la somme de douleurs, de sacrifices patriotiques des Français et le récit des atrocités de l'ennemi. Les actes monstrueux des Prussiens ne paraîtraient pas possibles à la postérité s'ils n'avaient pour témoins des populations entières.

Dans l'Yonne, des francs-tireurs acculèrent les Prussiens dans une grange, y mirent le feu, déblayèrent les routes jusqu'à Melun, si bien qu'on aurait pu, sans trop de difficultés, faire arriver une armée sous Paris.

Pour se venger, les Prussiens prennent le père et le fils, deux paysans soupçonnés d'être des chefs; après les avoir attachés à une potence, ils creusent une fosse à leurs pieds et leur annoncent que c'est pour eux. Ensuite ils mettent le feu à la maison, et quand le père et le fils la virent en flammes, ils furent fusillés. Voilà en raccourci l'histoire de tous les départements où la résistance fut énergique.

Les Prussiens cherchent à nier leurs férocités. La terre de France tout entière les en accuse. Les détails sont innombrables. Voici un trait qu'il ne faut pas oublier :

Un jeune médecin de Saône-et-Loire, M. A. Morin, avait organisé une ambulance près de Dijon. Il était là avec beaucoup de jeunes gens des meilleures familles du pays. C'était avant la reprise d'Hauteville. Réunis dans une salle basse, ils allaient partir à l'approche des Prussiens. Une jeune femme ouvre un volet pour voir ce qui se passe au dehors; une balle la frappe en pleine poitrine. Le médecin dit à ses camarades : « Nous ne pouvons nous en aller et laisser là cette malheureuse; il faut d'abord lui extraire la balle. » On la couche sur un lit, le chirurgien et ses aides l'entourent; pendant l'opération, la porte s'ouvre violemment, les Prussiens se précipitent dans l'ambulance.

M. Morin savait l'allemand ; il s'écrie en montrant son brassard : « Nous sommes ici une ambulance, je suis le chirurgien en chef. » Pour toute réponse, le Prussien lui décharge à bout portant un coup de revolver. Antoine Morin tombe ; il a encore la force de s'écrier : « Vous violez toutes les lois. Vous m'assassinez ! Respectez les autres chirurgiens. Vous êtes dans une ambulance. »

Un second coup de revolver l'achève ; en même temps, on tire sur les autres médecins, on leur fracasse la tête à coups de crosse et de sabre.

Sur neuf personnes assassinées par les Prussiens, trois expirèrent sur-le-champ. Les autres, le corps traversé de balles, eurent la chance de survivre en contrefaisant les morts.

Cependant les Prussiens se livrent à un banquet dans la même salle ; attablés au milieu des cadavres, ils leur brûlent la barbe, les mains. Au moindre mouvement, ils lardent les mourants de coups de baïonnette.

—

Ces férocités prussiennes ont été stigmatisées à jamais par Garibaldi, le 24 janvier, dans son *Ordre du jour à l'armée des Vosges :*

La Pologne, la terre de l'héroïsme et du martyre, vient de perdre un de ses plus braves enfants, le général Bossak. Ce chef de notre première brigade de l'armée des Vosges a voulu par lui-même s'assurer de l'approche de l'ennemi vers le Val-de-Suzon, dans la journée du 21 janvier, et, lancé avec une douzaine de ses officiers et miliciens de ce côté, il a voulu, bravoure inouïe, arrêter une armée, avec une poignée de braves. Ce Léonidas des temps modernes, si bon, si aimé de tous, manquera à l'avenir, à la démocratie dont il était un des plus ardents champions ; il manquera surtout à sa noble patrie !

Que la République adopte la veuve et les enfants de ce héros !

Il y a longtemps que le bruit des crimes horribles commis par les Prussiens m'importunait, et je croyais toujours, en le désirant, qu'il y avait de l'exagération dans ces bruits. Dans les trois combats de ces derniers jours, où la victoire a souri à nos armes, la réalité des

misérables méfaits de nos ennemis s'est montrée dans toute sa brutale et féroce évidence.

Quelques-uns de nos blessés, tombés dans leurs mains pendant la lutte, ont eu le crâne broyé à coups de crosse de fusil.

Nos chirurgiens, restés selon leur habitude sur le champ de bataille, pour soigner nos blessés et ceux de l'ennemi, ont été assassinés d'une façon horrible. Miliciens, hommes des ambulances et chirurgiens ont servi de cible à ces barbares et féroces soldats.

Un capitaine de nos francs-tireurs, trouvé blessé dans le château de Pouilly, a été lié aux pieds et aux mains, et brûlé vif. Le cadavre de ce martyr a été trouvé presque entièrement dévoré par les flammes, excepté à l'endroit des ligatures...

L'indignation des preux miliciens de la République est au comble; je ferai mon possible pour les empêcher d'user de représailles, mais j'espère que l'Europe et le monde entier sauront distinguer et apprécier la conduite loyale et généreuse des enfants de la République et flétrir les féroces procédés des soldats d'un despote.

Signé : G. GARIBALDI.

—

Nous ne connaissions pas à Paris les détails de la glorieuse campagne de Garibaldi. Les notes suivantes résument les principales opérations de l'armée des Vosges :

Dès le 17 octobre, les petits détachements de Garibaldi font le coup de feu continuel et entravent la marche des Prussiens par des embuscades sur une foule de points à la fois, sans artillerie et sans cavalerie. Le général Bossak avec la première brigade, Menotti avec la troisième, Ricciotti avec la quatrième, délogent les Prussiens, leur enlèvent des convois, leur font des prisonniers, retiennent l'ennemi entre la Saône et l'Oignon et retardent sa marche sur Dijon.

Garibaldi occupe Dôle et de fortes positions à Mont-Rolland, dans la forêt de Serre; il prête son appui à la gauche de Cambriels vers Besançon; il chasse les Prussiens de Pesme, les force à se retirer sur Gray, les repousse aussi de Talmay.

Sans artillerie ni cavalerie, ne pouvant prendre l'offensive, il empêche les Prussiens de s'engager dans la vallée de la Saône, vers Beaune et Nuits, et continue à envelopper l'ennemi d'un réseau de petits corps, lui faisant éprouver chaque jour des échecs sérieux qui le trompent sur l'effectif de l'armée des Vosges. Elle s'élevait à peine à seize mille hommes.

A Saint-Jean-de-Losne, les garibaldiens repoussent les Prussiens et les forcent à abandonner Nuits et Beaune. Trois fois l'ennemi essaie de forcer le passage de la Saône. Par les combats victorieux

de Saint-Jean-de-Losne, Brazey et Genlis, les garibaldiens protégent les rives de la Saône en avant d'Auxonne.

Garibaldi est chargé de couvrir Nevers. A peine arrivée à Autun, l'armée des Vosges, sans souliers ni capotes, sous la pluie et la neige, par un froid de seize à dix-huit degrés, garde les défilés du Morvan. A la journée de Châtillon-sur-Seine, Ricciotti, avec quatre cents francs-tireurs, défait les Prussiens au nombre de huit cents à mille, leur tue beaucoup de monde et les met en pleine retraite sur Nuits et Dijon (20 novembre).

Garibaldi garde à la fois la route de Lyon, les établissements du Creuzot; il empêche l'ennemi de se glisser dans les montagnes du Morvan, sur les derrières de l'armée de la Loire. Ricciotti est envoyé sur le plateau de Montbard, en éclaireur, pour inquiéter l'ennemi.

Les Prussiens attaquent et bombardent Autun, Ricciotti les repousse des faubourgs, le 1er décembre.

Un ordre du jour félicite l'armée de cette journée. Au moment de la bataille d'Autun, Garibaldi n'avait encore qu'un effectif de seize mille hommes : éclaireurs du Rhône, éclaireurs de Gray, mobiles des Alpes-Maritimes, des Basses-Alpes, des Basses-Pyrénées, bataillons de l'Égalité de Marseille, du Doubs, compagnies de Colmar, d'Alger, de Vaucluse, francs-tireurs du Doubs, du Midi, de Savoie, d'Oran, de Dôle, de l'Isère, des Vosges, chasseurs du Havre, de Dôle, Alsaciens de Paris, Enfants perdus de Paris, corps francs italiens.

C'est avec ces forces, et quarante-cinq cavaliers, qu'il fait face à tout.

Le général Cremer était engagé à Nuits ; Garibaldi envoie Menotti à Beaune pour le soutenir. En même temps Ricciotti, par une marche à travers la montagne qui sépare les vallées de l'Ouche et de la Saône, tombe sur le flanc de l'ennemi, entre Beaune et Nuits, tandis que le reste de sa brigade s'avançait par Chagny. Par ce mouvement de Garibaldi, les Prussiens, menacés sur leur flanc droit et sur leurs derrières, craignant d'être coupés dans leur ligne de retraite, se replient sur Dijon après avoir perdu beaucoup de monde. Après ces brillantes affaires du 18 et du 19 décembre, l'ennemi évacue Nuits et la vallée de la Saône.

Garibaldi empêche l'armée de la Loire d'être tournée du côté de Nevers en portant la quatrième brigade et une partie de la deuxième dans la direction de Semur et de Montbard.

Grâce à sa science stratégique, sa petite armée a battu les Prussiens dans toutes les rencontres et s'est montrée à la fois, du 15 au 27 décembre, à Saulieu, Semur, Château-Chinon, Pouilly-en-Auxois, Chanceau, Lormes, Courson, Colonge-sur-Yonne, Vermanton, Cussy, Roucroy, Précy. Il déloge les Prussiens des positions de Nuits-sous-Ravière, Noyers et Montbard.

Le 23 décembre Nuits est évacué par le seul fait de l'approche de Garibaldi et n'est plus réoccupé.

Il avait devant lui les vingt mille Prussiens de Zastrow, seize mille du prince de Reuss, tous venant de Metz, se ralliant à Auxerre pour essayer de tourner l'armée de la Loire, deux mille Prussiens à Avallon, quatre mille à Montbard. Ricciotti escadronne contre ceux-ci avec sa brigade, tandis qu'une partie de la deuxième brigade marche dans la direction de Langres. Le 27 décembre, grâce aux manœuvres de Garibaldi, Zastrow est séparé de Werder, les Prussiens abandonnent Dijon. Tout s'est passé selon les calculs de Garibaldi, et le ministre télégraphie en le félicitant : « La province que vous avez si longtemps protégée n'est plus en danger. »

Désormais Garibaldi établit son quartier général à Dijon; il y arrive le 7 janvier. Par un temps affreux de neige, il s'occupe immédiatement des travaux de défense qui rendront la ville imprenable, forçant les Prussiens à remonter jusque sous le canon de Langres. Par toutes ses manœuvres Garibaldi retient les Prussiens sous Montbard, Nuits-sous-Ravière, et les empêche de marcher vers l'Orléanais. Ricciotti opère isolément contre trois colonnes de Prussiens fortes de douze à quinze mille hommes et leur fait essuyer de grandes pertes. Avec ses francs-tireurs il garde à lui seul la ligne de Semur à Montbard; il les repousse à Semur, Chevigny et Sillery.

Dans quelle cruelle inquiétude Garibaldi vécut du 6 au 9 janvier Un mot le trahit : « Dites-moi la vérité ; Ricciotti est-il mort ou prisonnier ? » On craignait de voir Ricciotti enveloppé et prisonnier sur le plateau de Montbard. Vainement on lui avait recommandé de ne pas s'avancer ainsi en flèche, trop loin de sa base d'opération. L'impétueuse attaque des francs-tireurs, deux mille quatre cents contre quatre mille Prussiens, obligent ceux-ci à se retirer.

Cette action de Ricciotti, sur le plateau de Montbard, eut pour conséquence de faire abandonner Auxerre par les troupes de Zastrow.

En occupant devant Dijon, soixante-cinq mille Prussiens, Garibaldi les empêche d'inquiéter la retraite de Chanzy, de descendre à Autun, au Creuzot, à Lyon. Il les oblige d'évacuer Auxerre, Avallon, Châtillon, enfin, il immobilise Zastrow par l'occupation de la ligne de Montbard, Semur, Saulieu.

Le 19 janvier seulement, arrivent les légions de l'Isère ; le 20, les travaux de défense de Dijon sont terminés ; le 21 janvier, l'ennemi attaque la ville et ouvre un feu meurtrier en face de Talant. Garibaldi à cheval, à quelques pas des batteries, dirigeait la bataille

« De nombreuses troupes ennemies (dit la dépêche officielle du 23 janvier), avec artillerie et cavalerie, ont tenté hier de reprendre Dijon. Les garibaldiens ont repoussé cette attaque après douze heures de combat. La bataille s'étendait de Val-de-Suzon à Fontaine-lez-Dijon et Talant; nos troupes ont maintenu leurs positions et en ont repris quelques-unes; dix-huit mille Prussiens ont abandonné leurs positions. »

« La bataille a recommencé aujourd'hui dans les environs de la route de Langres et du château de Pouilly. Trois fois le château de

Pouilly fut pris et repris ; on arrêta la marche de l'ennemi. Ce furent les brigades Ricciotti et Canzio qui prirent la plus grande part au combat. Vers la tombée de la nuit, dans un élan magnifique, toutes les forces à la fois poussèrent en avant, s'emparèrent définitivement du château de Pouilly, poursuivant l'ennemi à travers les vignes, les bois, lui faisant essuyer des pertes considérables. »

Une ovation splendide attendait Garibaldi à Dijon, le 22 au soir. Toute la population se porta à sa rencontre. Il put télégraphier : « Le combat du 22 oblige l'ennemi à une pleine retraite. Les francs-tireurs le poursuivent ce soir. »

Dans ses ordres du jour à l'armée des Vosges : « Eh bien ! vous les avez revus les talons des terribles soldats de Guillaume, jeunes fils de la liberté ! Dans deux jours de combat acharné, vous avez vaincu les soldats les plus aguerris du monde...

« Un drapeau prussien a été conquis par les braves de la quatrième brigade, soutenue par la cinquième. »

La dépêche ministérielle, du 24 janvier, le constate : « La brigade Ricciotti s'est hautement distinguée, elle a presque anéanti le 61e infanterie prussienne et lui a pris son drapeau. L'ennemi est en fuite sur Messigny et Savigny. »

C'est au Val-de-Suzon que fut tué l'héroïque général Bossak.

Après ces deux victoires, Garibaldi est enfin investi du commandement total des forces réunies à Dijon et dans le département de la Côte-d'Or. Mais à quelle date ? Le 28 janvier, quand Paris venait de succomber. La capitulation était signée depuis vingt-quatre heures !

Le 29, dans la nuit, les garibaldiens s'emparent de Mont-Rolland et délogent les Prussiens de Dôle. De sa personne, Garibaldi marche précipitamment sur Bourg et Lons-le-Saulnier. Sans perdre une minute, après une marche de nuit de cinquante-cinq kilomètres, par un temps affreux, les troupes de Garibaldi sont prêtes à voler au secours de Clinchant, lorsqu'on apprend que toute l'armée de l'Est a passé en Suisse !

Les Prussiens n'acceptèrent point l'armistice pour l'armée des Vosges. Pendant que les troupes de Menotti résistent partout, sans perdre un pouce de terrain, le matériel de guerre, les canons, les blessés, tout est sauvé. Par cette belle retraite de Dijon, l'armée des Vosges non-seulement échappe au sort de l'armée de l'Est, mais elle reste intacte, ne subit aucune des conditions de l'ennemi, et, comme on l'a dit, elle demeure seule gardienne des intérêts de la France, dans l'Est.

—

Voici en quels termes mon mari caractérise la campagne de France de Garibaldi :

Grâce au génie de son chef, l'armée des Vosges n'a jamais été surprise, quoiqu'elle n'eût aucun moyen de s'éclairer, par le manque de cavalerie. Cette armée dépourvue de tout, ayant eu à peine le temps de s'organiser, sans troupes de ligne, presque sans artillerie, a opposé une barrière infranchissable à l'ennemi, entre la Loire, la Saône, le Doubs. Elle a livré chaque jour un combat. Elle a été une muraille entre Autun et Dijon Si elle avait été emportée, l'ennemi pénétrait au cœur de la France et venait envelopper par la Haute-Loire, l'armée de la Loire. Elle a fait le mouvement qui pouvait seul nous sauver, en s'avançant jusqu'à Châtillon-sur-Seine. Si ce mouvement avait été suivi et soutenu par l'armée du général Bourbaki, *comme je l'ai demandé avec instances,* c'eût été notre salut.

Garibaldi a toujours été dans le vrai, dans l'unique chemin, *la concentration sur Paris*, qui était le nœud de la guerre. Voilà ce que diront tous les hommes qui mettent la France au-dessus de leurs passions d'un jour. Laissons passer ces vaines clameurs. Le temps viendra où il sera impossible de les comprendre. De tout cela, une seule chose restera : la reconnaissance publique pour Garibaldi et pour les volontaires accourus à sa voix. Leur part est belle dans cette immortelle campagne du grand homme qu'ils ont eu pour chef. L'héroïque Bossak Hauké aura aussi son jour.

II

DE PARIS A BORDEAUX

Le lecteur bienveillant qui vient de traverser avec nous les jours du Siége veut-il nous suivre dans ce voyage à Bordeaux?

Dimanche 12 février, à neuf heures du matin, nous quittons cette rue de Berlin où nous avons tant souffert. Mille tourments agitent mon âme. Le froid est si vif que les vitres de la voiture sont gelées; à peine convalescent, sortir de son lit pour monter en voiture! Après un mois de maladie, aller siéger dans cette Assemblée, dans ce milieu enfiévré, furieux, au lieu d'achever la guérison à Nice ou à Cannes... qui ferait cela, et comment puis-je y consentir?

Quelles pensées cruelles oppressent le cœur en traversant Paris? Les Prussiens oseront-ils entrer, défiler dans ces rues?... Quelle douleur de quitter Paris! Mais l'ennemi est dans nos murs...

A la gare d'Orléans, notre ami de la Croix d'Arcueil nous attend; il prend sous son bras le convalescent et l'installe dans le coupé. Le train va partir; on s'aperçoit que l'indispensable, le manteau de voyage a été oublié; et, au même moment, voici la brave

Limousine accourue à pied depuis la rue de Berlin et qui l'apporte juste à temps. — Je ne puis oublier ce trait d'une personne étrangère.

Le sifflet retentit. Adieu Paris, sublime Paris, notre cœur reste avec l'admirable peuple qui a relevé la gloire de la France!

En face des baïonnettes, des canons Krupp, il a voté pour ceux qui représentent la République, la guerre jusqu'à la dévrance.

—

Comment soutiendrons-nous la vue des Prussiens? Le territoire qui nous reste est étroit, il est bientôt franchi. Voici Ivry, Arcueil, Cachan, où les nôtres firent de si belles résistances. Nous dépassons l'enceinte, les fortifications, et là-bas, dans les champs, nous voyons grouiller des êtres verdâtres. Assurément, on a dû détacher des forts beaucoup de troupes pour les envoyer contre nos armées de province, car ici, ils ne sont pas nombreux. A Vitry, le convoi s'arrête, l'odieuse rencontre a lieu; pendant une heure, oui, toute une mortelle heure, nous entendons parler allemand à Vitry-le-Français. Des deux côtés du wagon se pressent de grands jeunes gens blonds en uniforme vert, coiffés d'un béret, des Bavarois, je crois. Ils demandent les passeports, les laissez-passer, pour y mettre leur *visa*. Ces figures, autrefois insignifiantes, ont maintenant une expression qui fait horreur.

Ce qu'il y a de cruel, ces soldats n'ont pas l'air fatigué, éprouvé, le moins du monde; bien reposés, bien vêtus, bien nourris, on dirait des touristes en voyage. Ou plutôt, n'est-ce pas nous qui sommes transportés tout à coup aux bords du Rhin, dans la Prusse rhénane?

La portière s'ouvre, un lieutenant grand, blondasse,

met la main à la visière de sa toque et rend les passeports. L'identité constatée, nous repartons. Qui nous eût prédit jamais cette impression d'horreur à la vue des compatriotes de Mozart et de Beethoven, nous qui avons en Allemagne de si chères affections?

De Vitry à Choisy-le-Roi, dévastations immenses, toits effondrés, murs noirs à demi écroulés, fenêtres arrachées, toutes les ruines accumulées par l'incendie, l'assaut, la tempête de fer et de feu. A Juvisy, sous les arbres, près de la gare, une foule de paysans, et, spectacle navrant, les Prussiens circulent tranquillement au milieu de la foule endimanchée. J'ai bien regardé, je n'ai pas vu un Français causant avec un Prussien. Le convoi marche si lentement que nous n'arriverons pas ce soir à Vierzon. A Etampes, patrie de Geoffroy Saint-Hilaire, des Prussiens, encore des Prussiens !

Voici les plaines de la Beauce... Ce n'est plus au grenier d'abondance qu'on pensera désormais. Sur une grande étendue, les champs sont couverts de corbeaux; ils planent en troupes innombrables dans le ciel; l'horizon en est tout noir; ils arrivent par masses profondes comme les colonnes ennemies et s'abattent sur ces terres...Il faut qu'un champ de bataille soit dans le voisinage, l'odeur des cadavres les attire, disais-je. Le convoi s'arrête, nous lisons le nom de la station : Toury. C'était le champ de bataille de Toury, où d'Aurelle de Paladines a remporté des victoires.

Partout les traces du campement, de la paille répandue dans les champs, dans les fossés; le gazon foulé, tassé; les champs piétinés et nulle part labourés. Pauvre France, tu payeras cinq milliards pour avoir une paix honteuse, et la moitié te suffirait pour avoir des armes, du blé et la victoire!

Près d'Artenay, autre champ de bataille glorieux.

Villages complétement dévastés, maisons éventrées par les obus, fermes incendiées, murs des chemins vicinaux effondrés, gares noircies par les bivacs, crénelées, criblées de meurtrières.

Tout à coup apparaît un large fleuve... la Loire!... Oh! salut à la Loire! c'était la ligne de notre défense, la ligne de nos victoires, de l'honneur! Que de combats, que d'efforts héroïques l'ont illustrée... Cette pensée fait jaillir les larmes.

Nous ne descendons pas à Orléans, la terre brûle sous les pieds tant que les Prussiens la foulent encore. Le spectacle de la dévastation continue ; partout des barrières, des haies arrachées, pour livrer passage aux soldats, des ponts sautés. L'ennemi, qui a eu le temps de se fortifier, a crénelé chaque muraille, chaque pavillon... Et partout les terres nues, non ensemencées!

C'est là que mon mari fut frappé des vêtements sombres des Prussiens qui les aident à se cacher dans les bois comme des oiseaux de proie, tandis que nos soldats, avec leurs éclatantes couleurs rouge, bleu, brillent comme des oiseaux des tropiques.

Nous songions tout le long du chemin à l'Assemblée de Bordeaux. De quels éléments se composera-t-elle? Nous voyons en perspective la rue de Poitiers de 1849, les candidats officiels de 1852.

Le froid redouble; comment se réchauffer? Point de nourriture; rien dans les gares, des trombes de sauterelles dévorantes ont passé par là. A la Motte-Beuvron, nous demandons :

— Sommes-nous en France? Y a-t-il encore des Prussiens ici?

—Non, non, plus de Prussiens! s'écrie un chœur de voix.

On respire profondément.

Alors, mais alors seulement, nous avons pris une bouchée de pain, un verre de vin, on a bu à la France, à la République!

La nuit arrive; à Vierzon, notre compagnon de voyage nous quitte pour se diriger vers les montagnes de l'Auvergne; nous avions tant besoin de son bras! Il revient nous dire que l'embranchement de Vierzon y fait affluer une telle masse de voyageurs qu'il est impossible d'y trouver un lit, même pour cinq cents francs. « *Bordeaux continue!* » Ce cri, des conducteurs nous fut une joyeuse surprise.

Notre bon garde national nous laisse sa couverture du bataillon de marche, en enveloppe son ami; bientôt une pluie battante vient fouetter les vitres, à ma grande satisfaction, preuve que nous cinglons vers des régions tempérées.

A minuit, j'entends l'appel : « Châteauroux! » Que de souvenirs, de sentiments s'agitent en moi! nous traversons le Berri, que mon amie regrettée madame Fleury m'avait fait aimer. Est-ce ainsi que nous devions le connaître? Qui l'eût pressenti dans nos causeries il y a vingt ans, avec les chers exilés de La Châtre? En d'autres temps, quel plaisir de voyager en pays berrichon, même dans l'obscurité, rien que d'entendre ces noms de station. Où est celle qui nous a familiarisés avec ce pays si cher à son cœur! Cette noble femme n'est revenue en Berri que pour y mourir.

Ici je noterai un trait qui peint la nature française. Nous avions faim, on peut le croire. L'invasion, les désastres se faisaient sentir même en ce pays cossu. Rien dans les gares. La foule se pressait au buffet de Châteauroux; sans quitter le coupé, je hasardai cette question : — Reste-t-il encore quelque chose? — Rien,

madame. — Hélas! nous sommes des affamés de Paris.

Ce mot eut un prodigieux succès; tout le monde se précipite vers notre compartiment, nous offrant du pain. Un jeune homme, d'une figure franche, nous tendait d'une main une bouteille de vin, de l'autre, dans un cornet de papier, un morceau de viande :

— Tenez, madame, prenez, c'est à moi.

J'ai beau refuser, remercier, il prie, insiste, répétant ce mot naïf : « Prenez, *car c'est à moi.* »

C'était à *lui*, il fallut accepter le ravitaillement.

A Limoges, au buffet, j'implore une tasse de bouillon : — Il n'y en a plus. — C'est pour un malade. — Alors, c'est différent.

On me remet un bol plein, que je rapporte, au milieu de la cohue des voyageurs. Dans une foule d'Allemands, aux mouvements gauches et brusques, Perrette et son pot au lait chaviraient au moindre pas.

Réconforté par cette boisson chaude, le voyageur fatigué s'endormit. L'aube parut. Je cherchai à démêler le paysage à travers les vitres ruisselantes de pluie; je me disais : Pauvre chère France! te revoir, malgré tout, c'est du bonheur! Ce que j'ai tant souhaité, parcourir en tout sens ce pays bien-aimé, commence à s'accomplir... Dépouillée, saccagée, c'est toujours la terre de France. Rien ne peut plus nous en arracher.

Voici les bruyères de la Dordogne, des pins verts; la température s'adoucit sensiblement; nous approchons de Périgueux. Là, on va changer de voiture. Le bras de notre compagnon de voyage nous manque; j'appelle des hommes d'équipe pour venir à mon aide : « Ne bougez pas, madame, répliquent ces braves gens, nous allons attacher votre coupé au train de Bordeaux, cela fait qu'on ne dérangera pas votre malade. »

—

Si les abords des grandes villes sont riches et beaux, les villages m'épouvantent partout par leur misérable aspect, avec leurs réduits pauvres, nus, aplatis comme au temps des Montaigne, des d'Aubigné, des Montesquieu. Nous sommes dans le pays de ces trois grands hommes.

Je ressentis un véritable éblouissement en voyant la Garonne; après nos désastres, nos ruines, c'était l'image de l'opulence. Ici, du moins, les Prussiens ne mettront pas les pieds. Ce fleuve est une des gloires de la terre de France. Ces villas qui lui font une ceinture splendide, ces vaisseaux d'Amérique, du monde entier, qui vont et viennent, ou sont amarrés sur ces magnifiques quais, tout cela est superbe. Les richesses des deux Indes touchent ici, affluent dans la Gironde. Mais ce qui est plus précieux, les armes, les canons encombrent la place.

Bordeaux! quel souvenir ineffaçable j'en ai gardé! Pour moi, c'était le port après le naufrage, le ciel bleu, le soleil, la lumière après la nuit noire, car ce doux climat devait être la guérison. Enfin Bordeaux, c'était la ville républicaine, la continuation de la Défense nationale.

Je sens encore, après deux ans, ces bouffées d'air printanier, parfumé de je ne sais quelle odeur résineuse de pins; on était au 13 février, la température faisait croire au mois de mai.

Dans la ville, partout des campements, des tentes de soldats. Devant l'Assemblée, un immense déploiement de troupes... Cela ne nous dit rien de bon. C'était la première séance.

La difficulté fut de se loger; après trois heures de recherches dans tous les hôtels et toutes les pensions, le cocher refuse de continuer; il nous dépose sur le pavé, à

la porte d'une librairie, à six heures du soir. Exténué d'un voyage de trente-trois heures, mon mari s'abrite pour un moment chez ce libraire étranger. Je le laisse au coin du feu et je recommence mes recherches infructueuses. Tout à coup une idée lumineuse me traverse l'esprit. Garibaldi est à Bordeaux! Si j'allais le trouver? Grâce à lui son ami ne passerait pas la nuit à la belle étoile.

Une foule immense stationnait devant l'hôtel de Nantes; je pénètre avec peine dans le vestibule et demande l'aide de camp. Il était au parloir; je le prie de prévenir le général que je désire le voir. En un clin d'œil il monte, redescend, me conduit, et me voici dans un immense salon éblouissant de lumières, devant Garibaldi.

Il était assis; sa belle figure sereine et calme s'éclaira tout à fait quand il me reconnut. Je lui dis qu'Edgar Quinet venait d'arriver, brisé de fatigue après une grave maladie; depuis trois heures nous cherchions un abri. — Vous allez prendre ceci, répondit Garibaldi en désignant ce magnifique salon. — Et vous ? — Moi je pars. — Comment, vous partez ! où donc allez-vous? — Mais, chez moi, à Caprera. — A Caprera! Ah! nous sommes perdus! m'écriai-je... Cette idée cruelle : la lutte est finie ! m'apparut enfin.

— Si Garibaldi part, c'est qu'il n'y a plus de défense ! Vous nous avez donné la victoire; sans vous l'ennemi serait partout, partout, à Lyon, à Mâcon, ici... Pourquoi nous quitter? — Je laisse mes fils, dit-il avec douceur. Si la France veut continuer la guerre, si elle a besoin de moi, Caprera n'est pas loin. — Garibaldi part! quel malheur ! Ah ! pourquoi ne vous ont-ils pas donné le commandement en chef ! Mon mari l'a demandé pour l'homme qui a eu l'inspiration du génie et qui marchait

au canon. Le peuple de Paris vous a bien compris. Aussi comme il vous aime, comme il vous l'a prouvé par cette nomination éclatante! Le peuple se disait : Paris serait débloqué si Garibaldi était à la tête des armées.

Pour la défense nationale, pour la République, nous étions heureux de vous voir en France; mais personnellement combien nous étions fiers de cette belle page, la plus glorieuse de toutes dans votre vie, vous, en France, après Mentana!

Mes paroles semblaient lui faire du bien; car son cœur était meurtri et je ne tardai pas à en apprendre la cause. Il revenait de l'Assemblée nationale qui avait refusé de l'entendre, lui, l'héroïque défenseur de la Bourgogne, du Charollais, de la Bresse, le représentant nommé par le suffrage universel!...

Je ne me permettrai pas de raconter sa conversation, mais je puis répéter ce qu'il me dit en terminant :

— Si vous saviez avec quels pauvres moyens nous avons agi. Nous n'avions pas quatre mille hommes en commençant; nous étions privés de tout, sans ressources, sans armes, sans munitions, sans vêtements... — Et malgré cela, vous avez été victorieux!...

Il me parla de la marche de Bourbaki : « Quelle chose extraordinaire! s'écria-t-il. Jamais on n'a vu dans les annales humaines une opération aussi extravagante. On n'en revient pas; c'est inouï... inexplicable. L'histoire ne voudra pas le croire!

— Et que pensez-vous de la situation? — Je pense que si l'on peut sauver au moins la forme républicaine, rien n'est entièrement perdu. C'est là ce que j'auraïs voulu dire tout à l'heure à la Chambre, s'ils m'avaient laissé parler... mais ils m'ont empêché de dire un seul mot...

Ah! nous savons maintenant ce que sera cette Assemblée. . . . .

Nous parlâmes de Bossak-Hauké, de ce jeune général polonais, tué à la bataille de Dijon. Que d'héroïsme! Que de sacrifices! — « Oui, dit Garibaldi, la démocratie perd en lui un colosse. »

Je lui demandai s'il avait reçu les manifestes d'Edgar Quinet, envoyés par ballon. Il répondit : « Je les ai reçus. Quinet a été ma seule consolation. Mais où est-il? Je veux aller le voir. — Il sera ici dans un moment. »

Le fils du plus ancien républicain d'Espagne, M. Orense, vint en pleurant lui faire ses adieux; je m'éloignai, émue, consolée par cette entrevue comme d'une lumière dans nos ténèbres...

Quelle surprise pour mon mari, lorsque je lui annonçai que Garibaldi l'attendait à l'hôtel de Nantes!

—

Garibaldi allait partir, mais il eut encore une belle et importante conversation avec Edgar Quinet, sur l'expédition si malheureuse de l'armée de l'Est, sur les batailles de Châtillon-sur-Seine, de Dijon, sur la proposition de lui donner le commandement en chef de l'armée de l'Est; il répliqua : « Je ne ferai pas de fausse modestie, moi aussi j'ai demandé ce commandement en chef; on ne m'a pas même répondu. »

Et parlant du monde de la réaction, il s'écria : « Ce sont des vipères! »

Mon mari lui trouvait une figure excellente, un air à la fois robuste et charmant : — « Vous êtes mieux qu'à Genève [1], lui dit-il; les grandes actions vous ont rajeuni. »

1. Voyez *Mémoires d'Exil. Bords du Léman*, chapitre Garibaldi. 1870. 1 volume in-18. Le Chevalier, éditeur.

On vint l'avertir que sa voiture était là.

« Au revoir, bon et grand Garibaldi! Vous reviendrez comme un libérateur de la France... »

Garibaldi m'interrompit : « Non, mais comme son fils le plus dévoué. »

Il partit incognito. La foule continua à stationner jusqu'à minuit sous nos fenêtres, ignorant son départ et répétant le cri : « Vive Garibaldi! »

Installés dans son salon, au coin de son feu, nous restâmes longtemps le cœur plein de sa présence et de ses paroles, qui adoucissaient pour un moment toutes les douleurs.

—

La journée s'acheva par le récit qu'un de ses amis nous fit du voyage de Garibaldi, de Caprera à Tours, son arrivée en France dans les premiers jours d'octobre :

« Nous eûmes toutes les peines du monde à atteindre Marseille, mais là une réception des plus splendides, des plus enthousiastes l'attendait. Jamais roi conquérant n'en reçut de semblable! cent mille personnes rassemblées sur le quai, la ville éclairée *à giorno*, les acclamations frénétiques d'une foule ivre d'amour. Et cet enthousiasme indescriptible continua sur tout le chemin. Malgré la pluie, les populations accouraient, se précipitaient sur son passage. Les femmes soulevaient les enfants au-dessus de leurs têtes, afin que Garibaldi les bénît. Des municipalités envoyaient des télégrammes pour savoir l'heure à laquelle Garibaldi passerait : « Nous serons à la gare. Demandez au général de répondre à notre salut. »

« A Givors, quatre mille ouvriers arrivent en députation; on leur dit : « Le général dort; de grâce! il est fatigué. » Ils délèguent cinq des leurs qui déclarent, au

nom de tous : « Nous travaillions huit heures par jour pour la République à fondre des canons; maintenant nous travaillerons douze heures par jour, puisque Garibaldi vient au secours de la France. »

« On se disait : S'il reçoit des campagnes un tel accueil, que sera-ce à Tours?

« Nous arrivons à sept heures du matin, personne à la gare. A grand'peine on trouve un fiacre qui conduit Garibaldi à la division militaire. Les grilles fermées. Le factionnaire, à qui l'on dit : « C'est Garibaldi! » se frotte les yeux : « Oui, je crois avoir entendu qu'on lui a préparé des appartements en ville. » On nous désigne un petit logis. Pas de clef. Au bout d'une heure, on pénètre dans une salle du rez-de-chaussée nue, les quatre murs vides; pas une chaise, pas un lit. Nous faisons fouiller partout, et, avec quelques morceaux de vieilles planches, on allume du feu; on trouve une chaise de paille pour asseoir Garibaldi.

« C'est alors qu'avec cette fine bonhomie ou ironie italienne, il dit : « Croyez-vous, mes amis, que nous « trouverons du pain à Tours? » Et il ajoute : « Que « voulez-vous! je n'ai jamais été bien vu par les gou- « vernements. Il est tout simple que celui-ci, pas plus « que les autres, ne me fasse pas bon accueil. »

Cependant on fait chercher de tous côtés les membres de la Délégation; la plupart étaient en tournée, c'est ce qui explique le dénûment de cette réception. Enfin Garibaldi est conduit à la préfecture, où le préfet lui offrit sa propre chambre.

Le hasard fit qu'au moment de l'arrivée de Garibaldi à Tours, Gambetta descendait, de son côté, en ballon à Amiens, venant de Paris.

Trente-six heures de fatigue réclamaient le repos;

je ne respirai librement que lorsque je vis mon malade étendu dans un lit. Une jolie fille basque au costume pittoresque espagnol, fit flamber le feu de Garibaldi avec les bûches parfumées de résine qui se trouvaient dans la caisse. Son habillement d'opéra-comique, ce salon splendide que nous habitions tout à coup après la petite chambre de la rue de Berlin; le souper, servi sur un guéridon, après nos famines de cinq mois, et, par dessus tout, l'apparition lumineuse de Garibaldi, — la plus grande figure de notre temps, — toutes ces choses grandes et petites tournaient au fantastique... Mes yeux se fermaient de lassitude; je craignais, en les rouvrant, de me retrouver rue de Berlin; les éclats d'obus n'allaient-ils pas nous réveiller en sursaut?... L'excès des émotions, joint à l'excès de la fatigue, produit ce trouble momentané, cette incertitude où l'on ne sait si l'on veille ou si l'on rêve.

—

Hélas! tout ce que nous entendîmes dès cette première soirée sur cette Assemblée ultra-réactionnaire, résolue à signer la paix à tout prix, nous fit entrevoir des douleurs si amères, tellement au-dessus des forces humaines, qu'il me fallut absolument un *Credo* pour pouvoir m'endormir. Je résumai ainsi mes articles de foi:

« La France s'est débarrassée du Bonaparte, elle triomphera aussi des autres ennemis intérieurs.

« Notre sublime Paris sauve l'honneur et la liberté.

« La France, aujourd'hui ruinée, possède encore la plus belle terre et la plus belle intelligence de nation qui soient sous les cieux. Avec ces deux capitaux, elle refera quand elle voudra sa fortune écroulée. »

—

Le lendemain, la vue ravissante de nos fenêtres: la belle Garonne bouillonnant comme de l'or fondu au

soleil du matin; ces vaisseaux en rade ou en partance; la douceur du climat bordelais, eurent une vraie puissance de pacification sur mon âme. Le steamer *Ville de Paris* était là, il achevait de décharger sa cargaison de canons, de fusils, de munitions; cette formidable artillerie était rangée sur la place. La garde nationale bordelaise défilait aux cris mille fois répétés de «Vive la République! » devant l'hôtel de M. Crémieux, qui venait d'écrire une très belle lettre. « Dans cette noble et patriotique ville de Bordeaux, il ne sera pas facile de bâcler une paix honteuse, se disait-on. »

Cet espoir fut dissipé dès la première séance de l'Assemblée, et déjà par son aspect extérieur. La place était couverte de soldats de ligne, de marins. A tous les coins de rue, des soldats; à tous les angles de place, un cordon de troupes.

— Pourquoi ce déploiement militaire autour du Palais? Pourquoi la garde nationale est-elle remplacée par la ligne? — Pour protéger les députés contre les insultes. — Quelles insultes? — On a crié Vive la République! sur leur passage.

Voilà le premier crime.

Dans l'intérieur de la salle dominaient, s'épanouissaient la fleur de la réaction monarchique, les ultra-rétrogrades des trois partis qui déchirent la France. Leurs dissidences dynastiques s'harmonisaient, se noyaient dans l'élément ultramontain qui leur donnait leur seule force de cohésion possible : la haine de la liberté. Au milieu de cette majorité royaliste, les républicains, la députation de Paris surtout, avaient l'air d'être prisonniers de guerre. Même avant toute discussion, leurs figures seules faisaient blémir de rage le côté droit. Le calme, la convenance, la modération siégeaient à gauche. Les vociférations, les haineuses invectives,

la surexcitation cérébrale, la tempête d'insultes s'élevaient à droite.

Les tribunes aussi étaient des nids de réaction remplis de hobereaux de province et de curés. Deux d'entre eux, naïfs campagnards, sans s'en douter, caractérisèrent parfaitement ces deux tempéraments si différents de l'Assemblée. Ils ignoraient que les républicains siégent à la gauche du président; et, voyant le continuel vacarme du côté droit, où les plus forcenés poussaient des cris perçants, ils les appelaient tapageurs, enragés, fauteurs de guerre civile. D'autre part, ils admiraient, approuvaient aveuglément tout ce que disaient les députés républicains, parfaitement convaincus que c'étaient les légitimistes de l'extrême droite.

Je me plus à laisser ces bons curés dans leur divertissante méprise jusqu'à la fin de la séance. Quand ils furent éclairés, combien leur confusion s'accrut!

—

Je n'ajouterai plus un mot sur la réaction; elle se montra tout entière dès le premier jour.

Depuis le 13 février jusqu'au 1er mars, dans les réunions des bureaux, dans ses entretiens politiques avec ses collègues, Edgar Quinet s'appuyait sur les témoignages recueillis au ministère de la guerre; il démontrait que la lutte était encore possible. Cette conviction était celle du général Chanzy et de tout le parti de la défense nationale. « On avait huit cent mille hommes sous les drapeaux, plus d'armes qu'il n'en fallait, onze cents pièces de canon, et le nombre allait doubler. Hier, c'était la *Ville de Paris*, aujourd'hui, c'est le *Washington* qui nous en apporte d'Amérique. L'Espagne, le Mexique sont venus à bout de leurs envahisseurs, et la grande France ne pourrait se délivrer des siens? Les ressources que la France peut créer encore sont innom-

brables. Les cinq milliards d'indemnité que les Prussiens nous extorqueront suffiraient au delà à débarrasser le pays de l'invasion, à guérir ses plaies. »

« Dans tous les cas, ajoutait Edgar Quinet, si l'ennemi voit le désir passionné de traiter à tout prix, combien ses prétentions deviendront exorbitantes! L'Allemagne aussi est lasse de la guerre; si elle voyait la France décidée à ne pas passer sous les fourches caudines, elle rabattrait de ses exigences barbares. Voilà ce que la prudence commande, au lieu de la précipitation de ceux qui voudraient se jeter aux genoux du vainqueur et se livrer à merci. Eh quoi! la paix à tout prix, sous prétexte que le paysan la veut?... Si l'on ne peut continuer la lutte à outrance, j'aimerais mieux dire au vainqueur : Ne me demandez pas de ratifier l'assassinat de la France. »

—

La somme des sophismes amassés sous l'Empire s'est enrichie des sophismes nés de l'Invasion. Ceux qui voulaient renoncer à la lutte revendiquaient pour eux seuls le monopole du bon sens, de la sagesse. Un esprit pratique, c'était celui qui ne voulait plus se battre et qui consentait à donner aux Prussiens cinq milliards pour faire des économies. Un esprit lyrique, c'était celui qui disait : « Gardons nos cinq milliards pour chasser les Prussiens et relever les ruines de la France. »

Nous avons recueilli toute une collection d'idées et de mots dont on pourrait faire le *Dictionnaire de l'Invasion*.

Le raisonnement du parti de la paix se réduisait à ceci : « Pour assurer l'honneur, l'avenir, l'intégrité de la France, il faut céder une partie de son territoire. Pour empêcher la ruine financière, il faut ajouter une rançon de cinq milliards aux exactions prussiennes. Allons, point de faiblesse, pas de faux patriotisme; signons les yeux fermés. »

J'hésite à parler de ce sinistre 1er mars, qui consacra le démembrement de la France. Qu'il me soit permis seulement, après l'exclusion systématique des républicains, des proscrits, de revendiquer pour eux l'honneur d'avoir combattu, de toutes les forces du patriotisme, la cession de l'Alsace et de la Lorraine dans ce jour de deuil.

Edgar Quinet, inscrit le premier, monte à la tribune. Sa maladie l'avait réduit à une extrême faiblesse. Pourra-t-il se tenir debout?... Sa volonté seule le soutint. Il repousse le traité de paix, il ne le signera jamais [1]. Son principal argument, c'est qu'il ne reconnaît pas à l'Assemblée le droit de livrer des populations qui ne veulent pas être livrées.

« Jusqu'ici, les conquérants se contentaient de mettre la main sur un territoire, de s'en emparer par la force; ils le gardaient s'ils le pouvaient, c'était le droit de la guerre. Aujourd'hui, la Prusse prétend faire voter par le suffrage universel le rapt de l'Alsace et de la Lorraine, faire servir une Asemblée nationale à démembrer la nation, obliger la France à se mutiler ellemême Mais une Assemblée ne peut pas faire tout ce qu'elle veut. Cette terre d'Alsace et de Lorraine crie : « Je suis France, je veux rester France ! » Le suffrage universel ne peut consacrer la démence, les impiétés de la force. Je ne me sens pas le droit, s'écria-il, de dire à mes compatriotes d'Alsace et de Lorraine : Vous êtes Français comme moi, vous allez cesser de l'être, vous deviendrez Prussiens. Ces paroles seraient une iniquité, une impossibilité. C'est la guerre à perpétuité que veut la Prusse sous le masque de la paix. Or, c'est là ce que je ne signerai jamais. »

---

1. Voyez son discours. Appendice de la *République*. 1 volume. Dentu, éditeur.

Après la question de droit, il examine les prétextes stratégiques.

Une violente interruption de la majorité l'interrompit lorsqu'il montra « la France rentrée dans la liberté, portant en elle l'avenir du monde sous l'égide de la République... »

Victor Hugo, après Edgar Quinet, monte à la tribune et consacre dans son langage le plus magnifique la protestation de l'avenir. Il est cent fois interrompu par la colère, la haine d'une réaction systématiquement hostile au génie.

A son tour, Louis Blanc prononce un discours admirable de forme et de fond. Les trois orateurs concluent contre le traité de paix qui livre nos frères d'Alsace et de Lorraine.

Les trois proscrits du 2 décembre et le groupe républicain debout sur les ruines de la France, luttaient encore pour elle, personnifiant le droit, la justice, le génie de l'avenir...

Tant qu'ils étaient à la tribune, je ne sais quel souffle d'espérance circulait dans l'enceinte... Tout n'est donc pas fini, puisque vous êtes là, nobles lutteurs? La patrie vit en vous!

Les cris enthousiastes qui accueillirent Gambetta sur la place du Palais avant la séance montraient qu'on acclamait en lui l'âme de la défense nationale, l'espoir de l'avenir. Le patriotisme français était encore prêt à tous les sacrifices commandés pour le salut du pays.

Convaincus que la continuation de la guerre serait moins désastreuse que le démembrement de la France consenti par une Assemblée française, cent sept députés républicains votèrent contre le traité de paix, contre la cession de l'Alsace et de la Lorraine.

Hélas! tout fut inutile. A la même heure, dans ce jour

à jamais maudit du 1er mars 1871, les Prussiens défilaient sous l'arc de triomphe de l'Etoile.

L'occupation même partielle de notre sublime Paris, humilié par l'ennemi, cette pression préméditée fut le gantelet de fer qui força bien des signatures... Assez, assez sur ce deuil, sur ces hontes!...

On sort de la séance, étonné d'y avoir survécu.

—

Je ne veux pas omettre l'incident solennel, la grande page d'histoire, la leçon de justice éternelle qui marqua cette même séance. Un député alsacien s'étant écrié : « Napoléon III seul devait signer ce traité! » ce fut le signal d'une explosion universelle.

La haine et le désespoir agitaient trop violemment l'Assemblée pour qu'elle ne cherchât pas une amère satisfaction dans un acte de justice. Cette même majorité, si longtemps muette sous l'homme de Décembre, lui jetait maintenant l'insulte à la face. Elle hurlait, vociférait, criait à l'assassin! Au milieu des imprécations les plus terribles, elle finit par proposer la Déchéance, en face du passé, qui se dresse devant le pays : « L'Assemblée « nationale confirme la déchéance de Napoléon III et « de sa dynastie, déjà prononcée par le suffrage uni- « versel, et le déclare responsable de la ruine, de l'in- « vasion et du démembrement de la France. »

Le chef du pouvoir exécutif de la République ajouta le mot décisif : « Les crimes. »

Et la Déchéance fut votée à l'UNANIMITÉ moins six membres.

Au milieu de si poignantes douleurs, du moins sur ce point la lumière s'est faite. Il est donc vrai que la justice arrive, quoique à pas lents!

III

PAYSAGES CHAROLLAIS

La France anéantie comme peuple, comme individu, comme territoire, le corps de la nation saigné à blanc, la terre dépouillée jusqu'à son dernier brin d'herbe, la fortune publique et privée engloutie, tarie dans sa source, voilà ce qu'on entrevoyait le 1er mars 1871. Pour sauver le moribond, quel remède? La liberté. Mais le mot seul de République aurait-il cette vertu, cette puissance du miracle?

Le miracle se fit. Sept mois après ce jour funèbre, nous voyagions dans le Charollais, en wagon de premières, avec cinq paysans propriétaires d'embouches, coiffés de grands chapeaux de feutre, enveloppés de bonnes fourrures par dessus leurs blouses bleues. Leurs figures honnêtes, intelligentes et calmes, leur air d'aisance, leurs conversations sur les élections des conseils généraux, qui venaient d'avoir lieu, nous apprirent la rapide transformation républicaine du paysan français.

Tout ce que nous observâmes pendant notre séjour dans le Charollais, en Bresse et plus tard en Bretagne, nous révéla dans les campagnes les puissants éléments d'une République rurale à la mode suisse, où le paysan

est conservateur, mais veut conserver la République maître chez lui, apte à devenir maire, conseiller général, pour surveiller ses propres intérêts.

Je les interrogeais sur les principales cultures du pays; leurs réponses dénotaient des connaissances supérieures à ce qu'on est accoutumé à attendre du paysan français.

Avec quel intérêt je les écoutais! tout en regardant les prés couverts de givre, les vallées onduleuses, les collines boisées, la végétation aussi verte qu'au mois de juin.

Ces paysages charollais sont charmants de calme, de fraîcheur, et rappellent Paul Potter. Au loin, d'immenses pâturages où ruminent ces superbes bœufs, richesse du pays; une petite rivière muette, fuyante, qui se dérobe, se creuse profondément comme pour occuper le moins de place au soleil, image du sort qu'on a fait au peuple jusqu'ici.

—

Quelquefois le méchant tombe dans le piége qu'il a dressé contre le juste. La loi qui devait fournir quatre-vingt-six assemblées réactionnaires, locales, a créé des commissions départementales républicaines, des conseils généraux républicains, grâce à l'inspiration du génie français qui corrige les mesures rétrogrades en leur restituant un caractère de liberté.

Toutes nos rencontres, toutes nos conversations en plein champ avec les paysans nous fortifient dans la conviction que le paysan français va à la République. « Plus de roi ni d'empereur! » dit-il. Les campagnes redoutaient la misère, elles sont en pleine prospérité et l'attribuent à la République. Elles sont guéries du bonapartisme. Les mobiles revenus de Sedan et de Metz ont contribué à cette révolution pacifique dans les villages.

Un vieux paysan que nous allâmes voir dans son

petit champ demandait : « Eh bien, monsieur, croyez-vous que nous conserverons la République? Les élections ont été bonnes; elles seraient meilleures, mais le grand mal, voyez-vous, c'est qu'on ne sait ni lire son bulletin ni l'écrire. Cela se pratique ainsi : il y a deux troncs, l'un pour le conseiller d'arrondissement, l'autre pour le conseiller général. On ne sait dans lequel il faut mettre le bulletin; alors le maire, qui se trouve là, vous dit : « Eh bien, Jean-Pierre, as-tu pris le bon bulletin? Mais non, c'est celui-ci qu'il te faut! » Il vous le tend; vous n'osez pas le refuser. Voilà comment la chose s'arrange.

« Jusqu'ici, dans les campagnes, on disait : « Avec la « République, le commerce ne peut aller. » Maintenant, on voit bien que c'étaient les maîtres qui nous en faisaient accroire, parce qu'ils veulent leur Henri V, leur roi. Comment disent-ils que la République tue le commerce? Malgré la guerre, cela a repris très bien. »

« Monsieur, continua le paysan, ne voyons-nous pas l'exemple de la Suisse et de l'Amérique? Quoiqu'ils aient eu, en Amérique, une guerre terrible à cause des esclaves, ils en sont sortis heureusement et ils continuent à être puissants; tout est chez eux en bon ordre. Voilà comment nous devons être. »

Nous écoutions avec surprise cette profession de foi qui atteste le progrès de l'esprit démocratique dans les campagnes.

Oui, tout cela nous a été dit dès les mois d'octobre et de novembre 1871 dans le Charollais et en Bresse. Récemment en Bretagne, nous avons recueilli des témoignages encore plus significatifs.

Cette image d'une République rurale à la façon du canton de Vaud nous revint par mille indices, entre autres à Vaux-de-Barier. Le chemin grimpe entre deux

haies vives; à droite et à gauche, de grands prés où ruminent les troupeaux de bœufs blancs comme le lait. Je me croyais sur les grands plateaux suisses qui couronnent les hautes montagnes; une bise âpre complétait l'illusion des alpages. Un peu plus loin s'élève une ferme où l'on battait le blé à la mécanique. Dans ce chemin creux, nous croisons un petit marchand de journaux. Voyons ce que ce peut-être? Des feuilles démocratiques de l'Allier, qu'il vendait à plusieurs familles de paysans. Nous atteignîmes le sommet où l'horizon se découvre; les montagnes s'étageaient en croupes bleues, les unes dans la direction du Mâconnais, les autres vers la grande cité lyonnaise, ce puissant foyer d'une démocratie à l'américaine qui exercera son attraction sur les villes environnantes.

Je me voyais avec l'ancien proscrit sur terre de France, une terre renouvelée!

—

Un autre jour, j'ai entendu, dans les prés de Saint-Symphorien, de petits bouviers chanter la *Marseillaise* et le *Chant des Girondins*, tout en conduisant la charrue ou pressant l'attelage de leur aiguillon. La *Marseillaise*, dans les sillons du Charollais, chantée par de petits laboureurs! On chante aussi le *Chant de Garibaldi*. Le héros italien est très populaire dans ce pays.

Les paysans charollais, et surtout les paysans de Bresse, ont un culte pour Garibaldi; ils savent que c'est par lui qu'a été empêchée l'invasion de la Bresse et du Charollais, qui eussent été saccagés sans lui. Dans ces campagnes, l'histoire tourne déjà à la légende.

Un de ces riches paysans francs-tireurs, qui a servi par moment de secrétaire à Garibaldi, nous raconta la mort du général Bossak-Hauké; c'est lui qui a trouvé son cadavre dans un buisson, avec sept mobiles

de la Côte-d'Or, fusillés. Il avait reçu plusieurs balles ; sa physionomie était calme et souriante; l'ennemi l'avait dépouillé de ses armes, de ses lettres et de ses bagues.

« Les troupes garibaldiennes se battaient comme des dieux ou comme des fous, disait ce paysan. Ils balayaient la place et faisaient fuir les Poméraniens, les vrais Prussiens. A la bataille de Dijon, il n'en resta pas trente d'un régiment J'étais là; j'ai vu le drapeau que Ricciotti apporta à son père.

« Pendant tout le combat, je tenais la lunette de Garibaldi, qui observait les phases de la bataille, répétant : « Cela va bien, cela va bien ! »

« Oui, c'est lui qui nous a préservés ; sans lui, les Prussiens seraient venus cantonner ici. »

Heureux de pouvoir envoyer à Garibaldi un témoignage qui adoucît les blessures que fait l'ingratitude, Edgar Quinet écrivit ce même jour à un de ses amis italiens :

Que la France et l'Italie restent unies, malgré tant d'ennemis qui veulent les diviser. Je rends grâce aux Italiens qui sont venus nous tendre la main à l'heure suprême du danger. Leur sang mêlé au nôtre a cimenté une alliance qui ne doit pas finir. Je vous écris d'un point de France où j'entends chaque jour bénir votre grand Garibaldi. Tout le peuple chérit et vénère le sauveur qui a garanti ces provinces de l'invasion.

—

Un matin, je cheminais avec une paysanne, dans la direction du château de Corcelles, dont elle me racontait les tragiques aventures. La conversation s'engagea sur la Corne d'Arthus, monticule élevé qui domine le fond du paysage. Edgar Quinet, adolescent, y allait lire Shakspeare.

— D'où vient ce nom Corne d'Arthus ? — C'est peut-

être à cause des grosses pierres qui s'y trouvent, répondit-elle judicieusement.

En effet, en Suisse, on désigne ainsi les pics Wetterhorn, Schrekhorn.

Cette paysanne, parfaitement au courant des événements, maudissait l'auteur de nos ruines et savait que la République veut le bien du peuple.

« Il ne faudra pas l'accuser si les choses ne vont pas si vite. Le mal fait par l'empire, pendant vingt ans, ne peut être guéri en un clin d'œil. Bonaparte a fait la guerre et c'est nous qui payons cinq milliards aux Prussiens. Chacun y mettra du sien. Mais quand tout sera payé, l'argent n'ira plus dans la poche des princes; il sera pour le profit de tout le monde. »

Plus loin, deux hommes labourent la terre, à la lisière d'un bois :

— Que semez-vous ? — Du blé. — L'année est-elle bonne ? — Pas tant; l'hiver a été trop rude. — Ce sont les Prussiens qui nous ont fait ce rude hiver — Vous dites bien. — Et la République n'a-t-elle pas ramené un superbe été ? Il faut aimer la République, et cela ira toujours de mieux en mieux. — C'est bien ce qui se dit dans les campagnes, répliquèrent mes deux paysans.

Se mêler au peuple, causer avec lui, éveiller son intérêt sur des questions auxquelles jamais il n'avait pensé, n'est-ce pas un puissant moyen d'éducation ? Chaque âme droite, patriotique, peut se faire missionnaire de l'idée républicaine. Initiation toute de bienveillance et si facile!

Le peuple des campagnes n'est pas du tout ce que pensent les belles dames de la ville, et les paysannes non plus ne sont « ni si laides, ni si sottes, » qu'on veut bien l'écrire et le dire.

Le despotisme, le cléricalisme, les enlaidissent, les hébètent ; mais au rayonnement de la sympathie, à la clarté de la liberté, les intelligences et les physionomies s'épanouissent. On est surpris de la finesse d'esprit et du sentiment qui se révèlent.

Pour le peuple comme pour la famille, mauvais système que la terreur. L'éducation morale par la menace, la défiance, décourage les faibles, exaspère les forts. On s'endurcit aux reproches continus, on finit par croire le bien impossible à atteindre. Mais si une main amie vous guide, vous élève et constate le progrès, la confiance en soi grandit, on arrive au but. La vie n'est-elle pas une gravitation éternelle vers la perfection ? Ce qui soutient, c'est la bienveillance.

Voilà ce que nous disions dans les ravissants bois de Moléron ; les sentiers y circulent sur le bord d'une éminence, d'où l'on entrevoit, à travers les branches, la vallée profonde, la rivière, les forêts qui couronnent les hauteurs.

—

Le dimanche nous rencontrions les paysannes qui vont à la ville en voiture, vêtues de belles robes de soie. Toutes les riches marchandises accumulées dans les magasins sont pour les femmes des métayers, des grangers. Elles ne se refusent rien en habits cossus, en succulents dîners ; c'est, me dit-on, dans les fermes qu'on fait les plus fins repas.

Mais le bien-être, est-ce tout ? Il faut que la République répande les bienfaits de l'éducation dans les campagnes et la fasse marcher de front avec le progrès matériel.

Dans les pays libres, l'instruction du peuple est la première préoccupation de l'Etat, la plus grosse dépense du budget. Quand destinerons-nous aux

écoles laïques, aux bibliothèques communales, ces millions si libéralement prodigués au clergé et au militarisme? Pauvre peuple! il fait une révolution pour mettre à sa tête des hommes de liberté; ceux-ci se hâtent de livrer l'enseignement aux obscurantins.

La Réaction ne veut pas nos écoles laïques, nos bibliothèques communales ; elle dit : « Lire, écrire, compter, passe encore; mais pas de géographie ni d'histoire pour le peuple, c'est dangereux; il en résulterait un accroissement de déclassés. »

—

Qu'ils en prennent leur parti, le flot démocratique monte partout; il s'élève et finit par submerger l'ancienne couche de la bourgeoisie, de la même manière que celle-ci remplaça la noblesse en 1789. Loi historique, développement régulier de la nature que rien ne peut arrêter et que la République accélère pacifiquement chaque jour.

N'est-ce pas un symbole que ces ruines demi-châteaux, demi-chaumières, aujourd'hui habitées par des familles de paysans qui deviennent de plus en plus maîtres de la terre, et remplacent les seigneurs émigrés de leurs anciens domaines ?

En écrivant ceci, je songe à un lieu charmant, Maupré, vrai paysage écossais : un antique manoir à tourelles sur une éminence ; un peu plus bas, un petit lac, tout ombragé de peupliers et de trembles ; au fond, la forêt qui entoure et couronne le château aujourd'hui converti en ferme.

Où sont les châtelains de toutes ces tours féodales ? A Paris sans doute, ou à la plus grande ville prochaine. Leur histoire à tous est la même : élevés chez les jésuites, enrôlés pour le pape, spéculateurs à la Bourse, souvent ruinés par des danseuses.

Cet insolent oisif, étendu dans son panier, traîné par ses superbes chevaux, je le vois passer devant le bûcheron ployé en deux sous sa forte ramée. Ah ! je sais son nom : c'est un défenseur de la religion, de la propriété, de la famille. L'autre, c'est le travailleur de la campagne ou de la ville, qui paie de la sueur de son front les cinq milliards aux Prussiens.

—

Il n'est pourtant pas possible que le vieux monde continue à accaparer tout seul sa place au soleil. Qu'il y conserve sa part de ruines, soit. Mais plus de priviléges, justice pour tous, lumière pour tous ! Place aux déshérités ! A eux l'instruction, l'école, les bienfaits de la civilisation, et un peu de bien-être. Plus de rouerie, d'habiletés mensongères qui consistent à donner des mots, à refuser les choses.

Depuis quatre-vingts ans, le peuple nomme à grand prix des mandataires chargés de plaider pour ses droits ; ceux-ci luttent vainement pour arracher aux législateurs leurs consentements aux justes réclamations du peuple. Quand donc l'esprit d'équité animera-t-il la classe dirigeante ? On aurait beau légiférer pendant des siècles ; des assemblées succéderaient à des assemblées, des constitutions violées remplaceraient des chartes octroyées ; et toujours le peuple, nu et misérable, sera pour les riches un sujet de menace et d'épouvante, si les privilégiés de la fortune restent sourds à la revendication de la justice.

Cela ne peut pourtant se passer ainsi jusqu'à la consommation des temps. Ah ! n'étouffez pas la voix de la justice, de la pitié. Ne prétendez pas arrêter le fleuve de vie ; craignez son irruption violente qui changera la configuration des anciens rivages.

La France démocratique, républicaine, s'élance en

avant ; la Réaction se pétrifie de plus en plus dans le passé monacal. Qui l'emportera, du fleuve ou des blocs de pierre amassés qui l'irritent, le brisent, le font écumer, mais n'arrêtent pas sa course éternelle ? Ces obstacles, ces roches immobiles causent les rapides, les tourbillons où s'engloutissent les téméraires qui les bravent.

Oui, la France est en mouvement, elle ne s'arrêtera plus ; l'esprit républicain éclate sur tous les points du territoire. La France a compris où est sa vraie force, son unique salut. Elle a vu ses frontières arrachées, sa puissance militaire brisée, sa suprématie politique détruite, ses richesses récoltées par l'étranger... Pour se refaire, elle a un capital, la liberté ; un domaine inviolable, la République. Ce sont là ses frontières morales agrandies.

La France a ressaisi la vie, le travail, par la République. Il n'y a pas de peuple plus travailleur que le Français ; pour lui, travailler, c'est vivre.

Le paysan, l'ouvrier, relèvent le pays par le travail que féconde la liberté.

Quant à la Réaction, elle n'a plus un seul sentiment en harmonie avec le pays.

La liberté est décentralisée, elle rayonne à la circonférence. Tout ce qu'on nous débitait pendant le siége de Paris, sur l'hostilité du paysan, pure calomnie.

Le paysan ne veut plus de roi. Axiome qui nous revient de partout, avec un ensemble admirable. L'industrie ne demande que la paix et la République. Les hommes d'affaires sont républicains. Six fois dans un an, les élections ont manifesté les sentiments républicains de la province.

Ma conclusion, c'est que le peuple des campagnes fait écho au peuple de Paris. La vitalité de la France défie ses ennemis. Nous garderons la République.

IV

PAYSAGE BRESSAN

Et maintenant, je voudrais terminer par une invocation à la Bresse... ô Bourg ! chère ville natale, terre de l'honnêteté, ô ma patrie !...

Oui, ma patrie... Et moi aussi, je suis Bressane! J'ai vu les bords de la Reyssouze, j'ai parcouru la forêt de Seillon, j'ai cueilli des bruyères blanches sur les mêmes tertres où s'asseyait Edgar Quinet enfant. Les oiseaux chantaient encore pour célébrer le retour de Merlin dans la forêt de sa jeunesse. Et ce même jour, j'ai fait le pèlerinage de Certines [1].

Pardonnez-moi ces détails intimes; je veux finir ce livre par un souvenir plein de douceur, il témoigne en même temps, que la tendresse de cœur, l'instinct naturel, la source des sentiments vrais, n'existent plus guère que chez le peuple.

Dans le monde cultivé, grande sécheresse, aridité de l'âme, strabisme d'esprit! Quant à la coterie élégante

---

1. Voyez *Mémoires d'exil, Bruxelles, Oberland*, 1868, un vol. in-18, et *Mémoires d'exil, Bords du Léman,* 1870, un vol. in-18, éditeur Le Chevalier.

qui ose s'intituler *la société*, elle dépérit par une incurable ossification du cœur, et par le jésuitisme qui s'infiltre dans tous ses actes, gestes et paroles.

Ah! voilà pourquoi nous avons été vaincus!

Ce qu'il y a de fidélité et de sensibilité chez les paysans, je l'ai éprouvé le 11 novembre 1871.

Mon mari, encore souffrant, ne put m'accompagner à Certines ; j'y allai avec cette vraie compatriote bressane que nous appelons Notre-Dame des Fleurs.

Le chemin de fer nous conduit en cinq minutes à la station de la Vavrette.

— Le nom de cette forêt ?

— Seillon.

— Et là-bas ?

— Le bois du Roi.

— Et ces hauteurs ?

— Le Revermont.

Nous descendons, nous nous dirigeons vers l'église du village. Je m'arrêtais à chaque pas pour embrasser avec amour ce paysage d'une douceur inexprimable. Il y a des sites qui expliquent certaines physionomies et même certaines existences. Une vie pure comme la lumière, la douceur du caractère, le rayonnement de l'esprit, la bonté infinie du cœur se révèlent dans cet horizon de Certines. Il y a là une tranquille sérénité, un peu de mélancolie, beaucoup de lumière.

Des bouquets d'arbres ornent les ondulations du terrain ; une partie de ces arbres ont été plantés par Jérôme Quinet avant la naissance de son fils. Vieux noyers, cerisiers, pommiers, frênes, platanes, et surtout des acacias. Ces acacias se sont tellement ressemés, multipliés, qu'ils forment un grand bois entre les Léchères et le Vernet.

A mesure que j'approchais de Certines, la terre disparaissait sous mes pieds. Il me semblait que je planais sur ces prés, ces collines, ces bois, ces forêts. Et cependant c'est la terre vivante, non le passé écroulé que je retrouvais. Mon cœur, plus puissant que l'imagination, revoyait ce nid adorable de fleurs, de beaux ombrages... Mais la maison, de quel côté s'élevait-elle ?..

Personne sur la route; un facteur rural que j'interroge répond : « Il y a bien un ancien du pays qui pourrait vous renseigner sur la maison Quinet, mais il est à la foire de Bourg. »

J'avance dans un chemin bordé de haies vives; au delà, j'aperçois tout à coup un tertre de pierres roulées. Si c'était là?...

Tout près, de vieux noyers ombragent une ferme délabrée...Une femme se tient sur la porte; sa figure est fine, expressive :

« Pourriez-vous me dire où était située la maison Quinet? »

Elle me conduit droit à ce tas de pierres : « Voilà les fondements, ils sont encore intacts du côté du bois du Roi; mais la façade n'est plus reconnaissable que par le mouvement du terrain. »

Un plan de maison en verdure... hélas! cela ressemble aussi aux tertres verts qui renferment des tombes.

Devant la cour, un superbe acacia, chargé au printemps de belles grappes blanches : « Il y a une sixaine d'années, nous en avons cueilli une branche pour l'envoyer à M. Quinet. Il faut le voir alors comme il est beau ! Le mois de mai est si plaisant ici, » me dit la fermière Antoinette.

Son mari revenait justement des champs avec ses vaches ; sa fille Françoise accourut aussi. Il n'y a pas de paroles pour dire l'attachement que ces excellentes gens

me témoignèrent pour M. Quinet ; ils ne l'avaient jamais vu, mais ils l'ont toujours connu et aimé par tradition. Ils habitent l'ancienne ferme où ils succèdent à la mère Buard ; c'est d'elle qu'ils savent les moindres particularités sur la famille, sur la maison ; ils savent où est le berceau d'Edgar Quinet.

« C'est une lamentation dans le pays, me disaient-ils, qu'une si belle maison ait été démolie ! Avec les pierres, on a construit plus loin ces deux domaines que vous voyez là-bas. Ce qui en reste ici ne sont que les pierres et les briques. »

La mère et la fille m'aidèrent à recueillir des pierres noircies du foyer et un morceau verni d'une cheminée. Avec cette rapide intuition de femmes, elles comprenaient tout ce qui se passait en moi ; elles gémissaient comme des pleureuses antiques sur la disparition de cette demeure et de ceux qui l'habitaient.

Pour moi, je ne voulus pas me laisser allez aux regrets. Il est plus juste de jouir des bonheurs inespérés que la vie vous réserve ; je bénis le jour qui me ramène à Certines. Assise en plein air, sur les ruines de la maison, en face des montagnes du Revermont et du charmant bois du Vernet, mon cœur reconstruisait toute cette habitation, le jardin rempli de rosiers, des rosiers grands comme des arbrisseaux.

En fouillant avec piété ces vestiges, nous retrouvâmes, parmi les buissons, des rosiers, des groseilliers, des plantes de jardin. Ces bonnes paysannes me conduisirent auprès d'un frêne qui ombrageait la fenêtre d'Edgar Quinet, vers le puits, enfin dans le verger derrière la maison, vers deux pommiers si vieux qu'ils ne donnent plus de fruits depuis deux ans.

En suivant les ondulations du terrain, je retrouvai la trace des allées et des bassins. De l'allée qui descend aux

Léchères, il reste quelques troncs de tilleuls et quelques chênes rabougris. Le plateau conserve l'aspect d'un jardin; on n'a pu le convertir en prairie, malgré tout l'abandon d'un demi-siècle.

Je découvris la *botasse*, ombragée de quatre saules et d'un beau frêne; il y a peu de temps qu'on n'y puise plus d'eau. Je franchis à pied les Léchères, l'hydre de Lerne [1], aujourd'hui à sec. Depuis deux ans, l'eau n'y reparaît qu'à la fonte des neiges. Les étangs sont convertis en prairies, terres spongieuses, mais rendues à la culture. Françoise me dit : « Il y a deux ans, je coupais les foins dans l'eau et je les portais sur le plateau pour les sécher. »

Je parcourus le bois d'acacias; l'allée tracée par mon beau-père subsiste encore. Il avait créé là un jardin botanique; ces acacias sont devenus une forêt. La propriété s'étendait à une demi-heure de la maison. Hélas! tout a été vendu en 1836, la maison démolie.

Ah! si je pouvais la relever un jour, racheter ce coin de terre!.. Revenir ici chaque printemps serait un adoucissement aux âpres douleurs patriotiques.

Ce que j'éprouvai pendant cette journée, sacrée pour moi, ce n'est pas de l'attendrissement, mais une piété profonde pour tout ce qui me parlait des années qui ne sont plus. Je revoyais l'adolescent errant sous les grands rosiers, dans l'allée des tilleuls, pensif sous les platanes, sous les acacias en fleurs, penché à sa fenêtre ombragée par le frêne Je le revoyais enfant, récitant *Athalie* à la plus adorée des mères, puis transportant, avec son cousin Lucien, les instruments d'ingénieur et le niveau d'eau pour aider son père au desséchement des Léchères...

---

1. Voyez *Histoire de mes idées*, tome X.—*L'Etat de siége*. Œuvres complètes d'E. Quinet.

La pluie survint ; l'excellente famille nous fit entrer dans la pièce d'honneur ornée de ses vieux bahuts ; au milieu, la longue table en bois brun avec les bancs des deux côtés, où se sont assises plusieurs générations de travailleurs.

Tous nous prîmes place sur ces bancs, tous, sauf une vieille voisine venue pour faire la veillée et qui ne voulut jamais quitter son rouet près de la porte. La mère Antoinette alluma un grand feu de broussailles et prépara le souper, qu'elle enrichit de matefins du pays ; le père servit un broc de vin du Midi pour boire, dit-il, à la santé de M. Quinet.

Je passai avec ces bonnes gens une des meilleures heures de ma vie. Quels cœurs, quel bon sens dans leurs entretiens ! L'amour du Bressan pour son pays est si profond que, lorsqu'il repasse la Saône, il reconnaît, même les yeux fermés, à certains parfums, le moment où il rentre sur le sol bressan.

On peut croire qu'il fut question non-seulement de la Bresse, mais de la République.

« Nous avons tous voté pour le député républicain. M. Quinet a eu toutes les voix de Certines, » dit le père.

Il fut décidé que la mère et la fille verraient le lendemain à Bourg M. Quinet et lui demanderaient de revenir à Certines au mois de mai.

Nous nous quittâmes, après un toast à la Bresse, à la France, à la République.

FIN

TABLE

LIVRE III

LA FRANCE RÉPUBLICAINE

PARIS. — IMPRIMERIE ALCAN-LÉVY.

— Pe
ressieuse —
— Nos pe
temen. —
sur la M
...ère. —
ettre au
Gambetta
eux des A
— La

iens. —
E. Qui
parition d
bardemen
nversatio
de Paris
nblée. —
Le pa
betta. —
s avons
— Le
. . . .

de
—
. 31
c
. 35
71
1

